

سكزنا الامم

Le plan de redressement de Manufrance comporterait 350 licenciements

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,70 F
Anglais, 1,30 \$; Maroc, 1,50 dir; Tunisie, 1,30 m;
Allemagne, 1,20 DM; Belgique, 13 s; ...

La conférence de Paris sur l'Afrique cherche à définir une politique occidentale cohérente

Le colonel Kadhafi appuie la position algérienne sur le Sahara

DURCISSEMENT A TRIPOLI

L'accroissement de l'engagement français en Afrique, et plus particulièrement au Tchad, vient d'avoir un résultat prévisible : les pays africains qui se réclament du socialisme commencent à faire leurs divergences pour servir les rangs. Procédons classique, cette unification des positions se fait autour des thèses les plus radicales.

Le discours prononcé samedi 3 juin devant l'Assemblée populaire nationale algérienne par le président Kadhafi illustre parfaitement cette évolution. Le chef de l'Etat libyen, qui est arrivé en Algérie le 30 mai, ne s'est pas contenté de dénoncer en termes violents l'intervention des paracos français au Tchad. Il a également affirmé avec force le soutien de son pays à la lutte menée par le Front Polisario contre Rabat et Nouakchott. Il a condamné en termes non équivoques l'action menée par ces deux capitales pour se partager l'ancien Sahara occidental, au mépris des résolutions des Nations unies qui exigent que la population de ce territoire puisse librement choisir son destin. « Ce qui se passe maintenant, a-t-il déclaré, est une affaire de vie ou de mort pour le Sahara. Les Sahraouis ne désirent l'union ni avec le Maroc, ni avec l'Algérie, ni avec la Mauritanie. »

Il y a là un ton nouveau. Le régime de Tripoli, sans faire mystère de sa sympathie pour le Polisario, avait toujours gardé dans l'affaire du Sahara occidental une position nuancée. Il s'était refusé à reconnaître la République arabe sahraouie démocratique proclamée par le Front en février 1976. Ces derniers mois, le Libyen, déçu par le refus d'Alger de la soutenir militairement lors de son conflit avec l'Égypte, avait occupé des postes qui avaient servi à Alger réticentes et agacement. A la mi-avril, le colonel Kadhafi avait reçu en visite officielle le président Ould Daddah, de Mauritanie, et les deux pays avaient conclu plusieurs accords de coopération économique. Tripoli ne cachait pas son désir de jouer les médiateurs et préconisait la création d'une entité sahraouie intégrée soit à la Mauritanie, soit au Maroc, soit aux deux pays dans un cadre maghrébin.

L'heure n'est plus aux compromis. Dans les « onflite » en cours, a dit le chef de l'Etat libyen, nous avons préconisé la négociation. « Mais, a-t-il ajouté, si cette guerre qui sévit du Tchad au Sahara est une guerre entre la révolution et la réaction, qu'il en soit ainsi. Que l'identité de chaque soit claire. Si certains veulent entreprendre une croisade, il faut qu'ils sachent que nous sommes prêts à assumer nos responsabilités dans cette bataille. »

Tout en dénonçant la politique néoimpérialiste, les dirigeants de Tripoli avaient été jusqu'à présent de passer le problème de leurs relations avec Paris en termes d'affrontement. Il semble qu'en ce domaine aussi ils aient décidé de s'allier sur les Algériens. Le président Kadhafi a repris à son compte la thèse de « l'insécurité des régimes progressistes » de la région. « La France, a-t-il ajouté, semble avoir oublié toutes les leçons. Elle doit savoir que cette région peut retourner, du Sahara à la Libye, à ce qu'elle était entre 1954 et 1962. »

Les propos du chef de l'Etat libyen donneront à réfléchir aux experts occidentaux qui étudient à partir de ce lundi à Paris les moyens de faire échec en Afrique aux tentatives de Moscou et de La Havane. Ils démontrent les risques d'un manichéisme conduisant à des amalgames, exhumés par ailleurs de fausses analyses. A moins que l'on souhaite, pour une justification « a posteriori », jeter dans les bras de Moscou des pays qui, comme l'Algérie et la Libye, restent attachés au non-alignement.

Les tensions en Afrique et les rivalités entre F.R.S.S. et les pays occidentaux sur le continent noir demeurent au premier plan de l'actualité internationale.

À PARIS, la conférence des Cinq sur l'Afrique a débuté, ce lundi 5 juin, à 11 heures, au centre des conférences internationales de l'avenue Kléber. Les délégations sont conduites, pour la France, par M. Soutou, secrétaire général du Quai d'Orsay; pour l'Allemagne fédérale, par M. Meyer-Landrut, directeur politique du ministère des affaires étrangères; pour la Belgique, par M. Alfred Caban, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères; pour les États-Unis, par M. David Newton, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques; pour la Grande-Bretagne, par M. Reginald Hibbert, sous-secrétaire adjoint au Foreign Office. Cette conférence entend faire des recommandations en vue d'aider les États modernes d'Afrique; elle s'efforcera surtout de définir une politique occidentale cohérente sur ce continent.

À MOSCOU, où les Soviétiques semblent en voie de modifier leur propre stratégie africaine, l'agence Tass estime que la conférence de Paris examine des « plans agressifs ». A Lusaka (Zambie), le SWAPO (mouvement nationaliste de Namibie) con-

duit d'ores et déjà cette conférence comme « un acte hostile » envers les Africains.

À WASHINGTON, M. Andrew Young, représentant des États-Unis à l'ONU, se démarquant ainsi des positions américaines officielles, a déclaré à l'hebdomadaire « U.S. News and World Report » que le bilan de l'expansion soviéto-cubaine en Afrique n'était pas « significatif ». Les Soviétiques, souligne-t-il, ont quitté la Somalie et le Soudan, et leur position en Angola « n'est pas plus stable qu' auparavant ». « Je crains, dit-il, que nous n'ayons risqué inutilement. Il serait temps de s'arrêter et de réfléchir profondément. »

À RABAT, alors qu'un millier de soldats marocains sont envoyés au Zaïre pour remplacer les paracos français, le roi Hassan II a annoncé un programme d'austérité économique : les mesures qui comportent une dévaluation du dirham sont rendues nécessaires par l'accroissement des dépenses militaires du Maroc, engagées notamment au Sahara occidental.

À ALGER, le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, a vigoureusement dénoncé, dans un discours, la politique française en Afrique et proclamé son soutien aux thèses algériennes à propos du Sahara occidental.

Un tournant soviétique ?

Moscou. — Voilà maintenant près de trois semaines que l'Union soviétique a lancé, contre l'intervention occidentale, et notamment française, au Zaïre, une vaste campagne dont les thèmes ont sensiblement évolué, mais dont la violence ne se dément pas. La présence des légionnaires français au Shaba, permet, pour le moins, aux dirigeants du Kremlin, de détourner l'attention de l'opinion publique mondiale, et peut-être surtout africaine, de leurs propres interventions sur le continent. Moscou

De notre correspondant prétend que « les cris de la propagande américaine » à propos de l'« insécurité » de l'U.R.S.S. et de Cuba, « sont appelés à masquer l'évidence criarde de l'intervention des États-Unis et de leurs alliés dans les affaires intérieures des peuples africains ». Mais on pourrait aussi bien retourner la proposition. Pourtant, en considérant, au-delà de la politique, l'attitude du Zaïre sous une perspective plus large, on est conduit à se demander si la politique africaine de l'U.R.S.S. n'est pas arrivée à un tournant; si, après avoir franchi une première étape caractérisée globalement par un appui aux luttes de libération nationale, les Soviétiques ne s'apprêtent pas à s'engager dans une deuxième étape qui serait marquée par un soutien aux mouvements de libération économique et sociale.

DANIEL VERNET. (Lire la suite page 4.)

Deux décisions des tribunaux dans les conflits chez Renault

- CLÉON : l'évacuation est ordonnée
• FLINS : la police pourra intervenir

Climat d'attente lundi matin dans les usines Renault. A Cléon, la reconduction de la grève avec occupation a été votée à main levée par quelques centaines de travailleurs (sur un total de huit mille). Le tribunal des référés du Rouen a ordonné l'évacuation des locaux sous quarante-huit heures.

En ce qui concerne l'usine de Flins, où les ouvriers des presses poursuivent l'occupation de leur atelier tandis que la maîtrise assure la sécurité des machines, le tribunal des référés de Versailles n'a pas ordonné l'évacuation mais a donné la possibilité à la direction de faire appel à la police en cas d'incident.

Dans les autres établissements, l'activité est normale. A l'exception d'un atelier de presses à Douai et de l'usine de Sandouville, où la C.G.T. et la C.F.D.T. ont lancé un ordre de grève limité à quatre heures, peu suivi selon la direction qui, de son côté, n'envisage pas de reprendre la négociation tant que le travail n'aura pas repris.

Dans les états-majors syndicaux, la prudence est de rigueur : M. Séguy (C.G.T.) souligne que l'ouverture sociale « a été votée à l'unanimité », et M. Bergeron, à Europe 1, a mis en garde le premier ministre. « M. Barre, a-t-il indiqué, sous-estime les conséquences d'une dégradation du climat social. »

Les « excités » et les autres

Grève de jeunes casseurs, de moments excités ? Certains affirmant qu'il s'agit de deux mille salariés sur vingt mille et seulement 10 à 15 % des ouvriers à Sandouville et Cléon. Il est vrai aussi que certains manifestants ont ajouté aux slogans, des gestes et des actes à la limite de la violence : « On frappe lâchement, on blesse plusieurs des nôtres », ont-ils indiqué dans un communiqué des cadres et agents de Renault G.C.C.

leur lutte, alors que depuis un mois les débrayages ne rassemblent à Flins que deux mille salariés sur vingt mille et seulement 10 à 15 % des ouvriers à Sandouville et Cléon. Il est vrai aussi que certains manifestants ont ajouté aux slogans, des gestes et des actes à la limite de la violence : « On frappe lâchement, on blesse plusieurs des nôtres », ont-ils indiqué dans un communiqué des cadres et agents de Renault G.C.C.

JEAN-PIERRE DUMONT. (Lire la suite page 4.)

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Joseph Needham

Agé de soixante-dix-huit ans, Joseph Needham est un des représentants d'une génération d'hommes de science anglais qui, avec Bertrand Russell, J.R.S. Haldane et Julian Huxley, a bouleversé notre conception de l'univers. Il a fait ses études de biochimie à l'université de Cambridge, où il enseignera pas la suite jusqu'en 1966. Il s'intéresse plus spécialement à l'embryologie et, parallèlement, contribue au développement de l'histoire des sciences. Influencé par certains courants mystiques de l'Église anglicane et par le marxisme, il devient, selon sa propre définition, un « socialiste chrétien ». Il demeurera un

« compagnon de route » du mouvement communiste.

En 1942, Joseph Needham est nommé chef d'une mission scientifique britannique en Chine, dont la principale fonction est de mettre au rapport savants chinois et occidentaux. Il parcourt des milliers de kilomètres à travers toute la Chine. Ses nombreux contacts avec les ingénieurs et techniciens chinois, dont il parle la langue, lui permettent de recueillir une documentation abondante sur tous les aspects de la technologie, de la médecine et de la tradition scientifique chinoises.

A son retour en Europe, après la guerre, Needham entreprend la rédaction de son monumental « Science and Civilization in China », une énorme encyclopédie en six volumes, dont huit ont déjà paru depuis 1954. Needham ne se contente pas de rapporter les résultats de ses recherches, mais parvient sans cesse à mettre en évidence les courants créateurs qui ont, au cours des siècles, joint l'Europe et la Chine. Ainsi tente-t-il de détruire cet impérialisme culturel que constitue l'« eurocentrisme », comme le montre cet entretien qu'il a accordé à Maxime Doublet, journaliste, pour « Les Grilles du Temps ».

Propos recueillis par MAXIME DOUBLET. (Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Le temps des cerises

M. Barre avait tout prévu dès cet hiver : et la gauche devait passer, ce serait la catastrophe, avec son cortège de pétarades et de malheurs. Mais la gauche n'a pas passé, et seuls les timbrés-poste, le téléphone, l'essence et l'indice des prix ont augmenté, ce qui était également prévu, bien que M. Barre ne l'ait pas crié sur les toits durant la campagne électorale.

En revanche, ce qui était imprévisible, c'est cette inadmissible conjonction d'un mouvement de grève et d'une flambée des prix des fraises, des framboises et des cerises. Après ce printemps humain, on pouvait s'attendre à un été paisible.

Il s'agit donc, une fois encore, d'un coup des fraises rouges qui profite au temps des cerises pour faire de la politique.

BERNARD CHAPUIS.

ALTERNATIVE DU THÉÂTRE MUSICAL

La valeur du silence et la force des mots

Parmi les nombreuses étonnalités, les orientations multiples du théâtre musical, il y a celles où l'instrument tient lieu de décor et d'ustensille dramatique, où la pratique instrumentale devient jeu théâtral; on parle alors du « rapport à l'instrument », cette familiarité un peu louche, singulière et solitaire à la fois avec tout ce que cela peut suggérer à un créateur et aux spectateurs.

Ce théâtre-là commence d'ailleurs dans les salles de concert lorsqu'un pianiste fait des mines, lorsqu'un chef de mat à mimer la partition qu'il dirige; il se poursuit chez le compositeur à partir du moment où celui-ci de soutien non seulement du résultat à obtenir, mais encore du geste qui permettra de réaliser au mieux tel effet sonore. C'est que la qualité du son n'est pas indépendante de la façon de le produire, et souvent dans les partitions contemporaines, on indique plus précisément le geste et son but que le résultat exact, différent d'une fois sur l'autre.

GÉRARD CONDÉ. (Lire la suite page 23.)

La France de demain dans l'espace mondial. Alain Cotta. La France et l'Impératif Mondial. 49 F. Les livres des Puf questionnent le monde. puf

Une semaine avec l'Alsace. « Le Monde » convie ses lecteurs à passer cette semaine avec l'Alsace. Chaque jour, sur plusieurs pages, seront publiés les reportages et les enquêtes de nos envoyés spéciaux et de nos correspondants sur le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, les deux départements qui composent cette région. Aujourd'hui : les Alsaciens et les séquelles de leur histoire; le début d'une promenade-reportage dans les « grands détours » de cette région. (Lire pages 21 à 23.)

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Joseph Needham

(Suite de la première page.) Deux ou trois siècles avant que les Européens apprennent qu'une aiguille peut indiquer le nord ou le sud, les Chinois s'interrogeaient sur le fait que les compas magnétiques n'indiquent pas exactement le nord. Les Européens n'avaient pas la moindre idée de la polarité alors que pour les Chinois c'était un phénomène connu.

Après avoir connu un épisode, la science chinoise s'est-elle brusquement arrêtée dans son développement ? — Je ne le pense pas. Il y a là une différence importante entre l'Europe et la Chine. La Grèce antique a connu un grand mouvement scientifique avec Aristote, Hippocrate, Ptolémée, puis il y a eu en Europe une longue période, un âge sombre, durant laquelle la science a reculé. En Chine, il n'y

pas eu la même évolution. Le cours des découvertes scientifiques et des applications technologiques s'est avancé continuellement et lentement. En Europe, c'est brusquement l'essor de la Renaissance et Léonard de Vinci, puis après avec Galilée, Torricelli et en Grande-Bretagne la fondation de la Société royale. En Chine la science continue de progresser à un rythme beaucoup moins rapide. De nos jours, la Chine a rattrapé son retard, puisque la science moderne est universelle et géographique. La science ne s'est jamais arrêtée en Chine. Les progrès des connaissances scientifiques et des applications technologiques ont été sans interruption, mais il n'y a pas eu le grand essor des Grecs, ni celui de la science moderne. Pour nous, c'est un progrès long et continu. Il n'y a pas eu de biocage.

Une autre conception du temps

On en revient à la même question. Pourquoi la science moderne n'est-elle pas née en Chine ?

Quatre différentes raisons. Il faut tout d'abord considérer les facteurs intellectuels. Mes collaborateurs et moi-même, nous les avons étudiés à fond. Nous avons réfléchi sur la conception des lois de la nature. Je crois que nous avons plus ou moins établi maintenant que la philosophie chinoise n'a jamais donné naissance à une telle conception qui a prévalu en Europe. Je ne crois pas que l'idée des lois naturelles ait une grande importance dans la science d'aujourd'hui, comme par exemple celle des régularités scientifiques. Mais au XVIII^e siècle, au moment de la création de

la science, il y avait de nombreux savants qui prenaient ces lois au sérieux. Ils étaient religieux, et les théologiens partageaient leurs conceptions.

Il est évident que la loi naturelle est une métaphore, même à cette époque, parce que l'on ne peut pas imaginer que des cristaux ou des insectes, dépourvus de conscience, puissent obéir à un code ou à une quelconque législation. Mais cette idée a servi d'inspiration aux savants. La loi de la nature dérive de la loi divine. Or il est certain que les Chinois n'ont jamais eu la notion d'un Dieu créateur. Si vous appartenez à la tradition d'Ismail, du christianisme ou de l'islam, vous avez une conception du monde monothéiste. Les Chi-

nois n'ont jamais eu une telle conception, ils ont pu s'en passer. Ni le taoïsme, ni le bouddhisme, ni le confucianisme ne s'interrogent sur la création du monde. Cela n'est pas nécessaire ou, en tout cas, cela restera toujours incompréhensible. Il n'y a pas d'idée de création dans ces philosophies ou ces religions. Il y a d'autres concepts. Le Tao imagine un Dieu immanent au monde qui agit toutes les choses de façon intérieure, mais ce n'est pas exactement un pantéisme. Le taoïsme ne s'intéresse d'ailleurs pas plus à la destruction du monde qu'à la création. Cela ne vaut pas la peine d'y réfléchir.

Il y a d'autres facteurs intellectuels qui expliquent que la science moderne n'est pas née en Chine. Il y a, par exemple, le concept du temps. Nous avons eu de longues discussions avec mon équipe sur ce sujet. Les Chinois ont une conception du temps cyclique comme les Grecs et certaines philosophies indiennes. Nous avons étudié tout cela en détail et nous avons conclu qu'il s'agissait là d'une différence fondamentale par rapport aux civilisations du Livre, Israël, la chrétienté et l'islam où le temps est conçu comme linéaire. Et puis il y a les questions de logique. Nous mettons au point un chapitre sur la logique en Chine. Nous avons un collaborateur, le professeur Chmielewski, un logicien polonais qui appartient à la grande école de logique mathématique polonaise et qui est en même temps un sinologue qui réfléchit sur ces questions. Il semble penser que la langue chinoise par sa structure englobe la logique aristotélicienne.

Il y a des historiens de la science qui estiment que la logique aristotélicienne formelle n'a

jamais fait quoi que ce soit pour la science. Elle constituait plutôt un embarras pour les sciences exactes et naturelles. Francis Bacon a déjà dit cela. Enfin, il faut bien voir que, dans leur histoire, les Chinois n'ont jamais été très intéressés par les choses

de la nature. Ils s'intéressaient à d'autres valeurs comme celles de la littérature et de la poésie. La littérature avait énormément d'importance dans leur vie. Nous allons également consacrer un chapitre « de science de la civilisation en Chine » à cet aspect.

Un « féodalisme bureaucratique »

Vous n'expliquez pas tout par des facteurs intellectuels.

Non, bien sûr. A ces facteurs intellectuels, il faut ajouter les facteurs socio-économiques. Moi, je ne crois pas que les facteurs intellectuels puissent soutenir seuls le fardeau de la question : « Pourquoi la science moderne s'est-elle développée seulement en Europe ? » Les différences intellectuelles ne sont pas suffisantes. Ce sont les structures socio-économiques qui sont les plus importantes.

On a longtemps dit que la féodalité aristocratique et militaire du Moyen Âge européen était plus forte que la bureaucratie chinoise. C'est peut-être l'inverse. En Europe, quand le moment est venu, les marchands et les villes, en s'alliant avec les monarchies, ont été capables de renverser le système féodal. Ils ont fondé le capitalisme mercantile, puis industriel. En Chine, les marchands chinois n'ont jamais réussi à briser cette bureaucratie mandarinale.

Les facteurs socio-économiques ont permis la percée de la science moderne. En Europe, les conditions requises pour le développement de celle-ci étaient réunies. Comme pour les Zeulistes, quand les conditions sont correctes, la température, l'humidité, les champignons arrivent. C'est un peu comme cela que la science est née en Europe.

Comment définissez-vous cette société chinoise mandarinale ?

Nous caractérisons cette société comme un « féodalisme bureaucratique » ; certains l'appellent mode de production asiatique. Notre groupe n'a pas beaucoup de sympathie pour une conception rigide du développement des sociétés suivant laquelle se succéderaient dans le temps la civilisation antique avec l'esclavage, le féodalisme puis le capitalisme. Nous pensons que la Chine a une spécificité et qu'elle n'entre pas dans ces schémas.

Pourquoi, les historiens de la République populaire de Chine ont repris cette conception linéaire du développement des sociétés et ils pensent qu'elle est valable pour la Chine ? — Il ne s'agit pas d'un dogme. Il y a plusieurs courants d'historiens chinois. Pourtant, c'est vrai, la plupart s'inspirent de cette conception. Les Chinois veulent être des marxistes orthodoxes. Le marxisme a fait beaucoup pour la pensée chinoise, mais il a montré qu'il y avait une universalité de la lutte des classes. C'est aussi une source d'inspiration très importante. Mais nous autres sinologues ne pensons pas qu'il a existé en Chine un esclavage comparable à celui qui a prévalu en Grèce. Il en va de même pour le féodalisme bureaucratique qui était très différent de ce que nous avons connu en Europe. La société était dirigée

par les mandarins, une élite non héréditaire et qui, en principe, ne pouvait pas, grâce à sa fonction, acquérir des biens et des propriétés. Bien souvent, cependant, le principe était transgressé. Lorsque le capitalisme est arrivé en Chine au dix-neuvième siècle, avec les guerres de l'opium en 1840, la féodalité bureaucratique était en voie de disparition. Elle oubliait son rôle.

Cette bureaucratie a-t-elle permis l'établissement d'un pouvoir totalitaire ?

Non, il n'y avait pas de pouvoir totalitaire dans la Chine ancienne. Il faut se rendre compte que la bureaucratie avait sa volonté propre, distincte de celle de l'empereur. Les mandarins ne faisaient pas toujours ce que l'empereur voulait. Confucius ou dit : « Le sage n'est pas un instrument. » La bureaucratie féodale chinoise n'est pas un instrument, elle est fidèle aux idéaux de Confucius et non pas à l'empereur spécifiquement. Il y a eu beaucoup de martyrs dans l'histoire de la Chine parce que les mandarins refusaient d'obéir à des ordres qu'ils considéraient comme contraires à leur morale. Assister mécaniquement à la bureaucratie au totalitarisme, comme l'ont fait certains, ne me semble donc pas raisonnable.

Propos recueillis par MAXIME DOUBLET.

Prochain article :

ON NE COMPREND RIEN A LA CHINE SI ON NE VOIT PAS QUE SON OBJECTIF EST DE FONDER UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSES.

La mythologie nucléaire

par W.A. VISSERT'HOOF (*)

ON nous a souvent dit que la science n'a que faire du mythe. Car la précision de l'énoncé scientifique et la fantaisie des historiens concernant les dieux semblent appartenir à deux mondes différents. Il est donc, à première vue, étonnant que les concepts mythologiques puissent jouer un rôle aussi important dans le grand débat sur l'utilisation de l'énergie nucléaire. Pourquoi ont-ils leur part dans la discussion ?

Le premier est celui du marché faustien. Alvin M. Weinberg, du Laboratoire national de Oak Ridge, aux Etats-Unis, écrit : « Nous, les spécialistes nucléaires, avons fait un marché faustien avec la société » (1). D'un côté, la possibilité d'une source inépuisable d'énergie et, de l'autre, le prix que cela coûtera ; ce prix représente en même temps « une vigilance et une longévité de nos institutions sociales auxquelles nous ne sommes pas du tout hostiles ».

Il faut donc se demander si le Dr Faust est, en effet, un bon guide sur cette route vers un avenir incertain. La question se complique par le fait que nous avons affaire à trois versions très différentes de Faust : le Faust historique, le Faust de Christopher Marlowe et le Faust de Goethe.

Nous pouvons très vite écarteler le Faust historique. Nous n'en savons pas grand-chose, mais il est évident qu'il était un charlatan et qu'il peut difficilement nous servir de héros culturel, bien qu'il soit devenu un personnage mythique peu de temps après sa mort.

Marlowe transforme l'histoire en drame de la destinée humaine. Son Faust est un homme obsédé par un rêve de

Le premier est celui du marché faustien. Alvin M. Weinberg, du Laboratoire national de Oak Ridge, aux Etats-Unis, écrit : « Nous, les spécialistes nucléaires, avons fait un marché faustien avec la société » (1). D'un côté, la possibilité d'une source inépuisable d'énergie et, de l'autre, le prix que cela coûtera ; ce prix représente en même temps « une vigilance et une longévité de nos institutions sociales auxquelles nous ne sommes pas du tout hostiles ».

Il faut donc se demander si le Dr Faust est, en effet, un bon guide sur cette route vers un avenir incertain. La question se complique par le fait que nous avons affaire à trois versions très différentes de Faust : le Faust historique, le Faust de Christopher Marlowe et le Faust de Goethe.

Nous pouvons très vite écarteler le Faust historique. Nous n'en savons pas grand-chose, mais il est évident qu'il était un charlatan et qu'il peut difficilement nous servir de héros culturel, bien qu'il soit devenu un personnage mythique peu de temps après sa mort.

Marlowe transforme l'histoire en drame de la destinée humaine. Son Faust est un homme obsédé par un rêve de

Le premier est celui du marché faustien. Alvin M. Weinberg, du Laboratoire national de Oak Ridge, aux Etats-Unis, écrit : « Nous, les spécialistes nucléaires, avons fait un marché faustien avec la société » (1). D'un côté, la possibilité d'une source inépuisable d'énergie et, de l'autre, le prix que cela coûtera ; ce prix représente en même temps « une vigilance et une longévité de nos institutions sociales auxquelles nous ne sommes pas du tout hostiles ».

Le moment arrive pour lui d'aller en enfer. Ce docteur Faust nous pousse-t-il à avancer vers un monde futur dépendant en grande partie de l'énergie nucléaire ? Ou son histoire ne nous sert-elle pas plutôt d'avertissement, pour que nous nous demandions à temps ce que permet le pouvoir céleste ?

Le Faust de Goethe est un personnage plus complexe. Il possède comme Goethe lui-même la vraie curiosité scientifique pour les secrets de la nature. Mais ce marché avec Méphisto n'a pas de rapport avec la découverte de la radioactivité. Méphisto doit promettre de procurer à Faust une expérience de parfaite béatitude. Faust est prêt à sacrifier l'avenir pour le présent.

Une seconde figure : Prométhée

Goethe a appelé son Faust une tragédie, et c'est, en effet, une tragédie. A la fin de la première partie, Méphisto a perdu son frère, son frère, son enfant, et elle est en train de perdre la tête.

Elle demande à Faust de s'occuper des tombes de sa famille. C'est-il pour nous un exemple ? Pas vraiment. A la fin de sa vie, lorsqu'il est devenu aveugle, Méphisto le supplie de lui pardonner et de lui pardonner de ne pas l'avoir aimé. Mais la question se pose de savoir à quel Prométhée l'auteur se réfère. Car il y a au moins trois images de Prométhée, chacune d'elles ayant son caractère propre.

Le moment arrive pour lui d'aller en enfer. Ce docteur Faust nous pousse-t-il à avancer vers un monde futur dépendant en grande partie de l'énergie nucléaire ? Ou son histoire ne nous sert-elle pas plutôt d'avertissement, pour que nous nous demandions à temps ce que permet le pouvoir céleste ?

Le Faust de Goethe est un personnage plus complexe. Il possède comme Goethe lui-même la vraie curiosité scientifique pour les secrets de la nature. Mais ce marché avec Méphisto n'a pas de rapport avec la découverte de la radioactivité. Méphisto doit promettre de procurer à Faust une expérience de parfaite béatitude. Faust est prêt à sacrifier l'avenir pour le présent.

Goethe a appelé son Faust une tragédie, et c'est, en effet, une tragédie. A la fin de la première partie, Méphisto a perdu son frère, son frère, son enfant, et elle est en train de perdre la tête.

Elle demande à Faust de s'occuper des tombes de sa famille. C'est-il pour nous un exemple ? Pas vraiment. A la fin de sa vie, lorsqu'il est devenu aveugle, Méphisto le supplie de lui pardonner et de lui pardonner de ne pas l'avoir aimé. Mais la question se pose de savoir à quel Prométhée l'auteur se réfère. Car il y a au moins trois images de Prométhée, chacune d'elles ayant son caractère propre.

Le moment arrive pour lui d'aller en enfer. Ce docteur Faust nous pousse-t-il à avancer vers un monde futur dépendant en grande partie de l'énergie nucléaire ? Ou son histoire ne nous sert-elle pas plutôt d'avertissement, pour que nous nous demandions à temps ce que permet le pouvoir céleste ?

Le Faust de Goethe est un personnage plus complexe. Il possède comme Goethe lui-même la vraie curiosité scientifique pour les secrets de la nature. Mais ce marché avec Méphisto n'a pas de rapport avec la découverte de la radioactivité. Méphisto doit promettre de procurer à Faust une expérience de parfaite béatitude. Faust est prêt à sacrifier l'avenir pour le présent.

Goethe a appelé son Faust une tragédie, et c'est, en effet, une tragédie. A la fin de la première partie, Méphisto a perdu son frère, son frère, son enfant, et elle est en train de perdre la tête.

Elle demande à Faust de s'occuper des tombes de sa famille. C'est-il pour nous un exemple ? Pas vraiment. A la fin de sa vie, lorsqu'il est devenu aveugle, Méphisto le supplie de lui pardonner et de lui pardonner de ne pas l'avoir aimé. Mais la question se pose de savoir à quel Prométhée l'auteur se réfère. Car il y a au moins trois images de Prométhée, chacune d'elles ayant son caractère propre.

Le moment arrive pour lui d'aller en enfer. Ce docteur Faust nous pousse-t-il à avancer vers un monde futur dépendant en grande partie de l'énergie nucléaire ? Ou son histoire ne nous sert-elle pas plutôt d'avertissement, pour que nous nous demandions à temps ce que permet le pouvoir céleste ?

Le Faust de Goethe est un personnage plus complexe. Il possède comme Goethe lui-même la vraie curiosité scientifique pour les secrets de la nature. Mais ce marché avec Méphisto n'a pas de rapport avec la découverte de la radioactivité. Méphisto doit promettre de procurer à Faust une expérience de parfaite béatitude. Faust est prêt à sacrifier l'avenir pour le présent.

Goethe a appelé son Faust une tragédie, et c'est, en effet, une tragédie. A la fin de la première partie, Méphisto a perdu son frère, son frère, son enfant, et elle est en train de perdre la tête.

Elle demande à Faust de s'occuper des tombes de sa famille. C'est-il pour nous un exemple ? Pas vraiment. A la fin de sa vie, lorsqu'il est devenu aveugle, Méphisto le supplie de lui pardonner et de lui pardonner de ne pas l'avoir aimé. Mais la question se pose de savoir à quel Prométhée l'auteur se réfère. Car il y a au moins trois images de Prométhée, chacune d'elles ayant son caractère propre.

Avec nos sabots... Nostalgie de la terre, vogue du rustique... les citadins se réinventent des racines. Mais la campagne, objet de convoitise, n'est plus ce qu'elle était... une enquête démystifiante sur un phénomène contemporain majeur. Autrement

Vient de paraître en librairie: 35 F.

Le Monde
Congo
Madagascar
Egypte
Pakistan
A TRAVERS I

Handwritten text in Arabic script: صكارة الاول

EUROPE

Suisse

Un dossier met en cause les manœuvres des sociétés multinationales pour influencer l'activité des Nations unies

Un groupe de jeunes militants suisses de gauche s'appareille à rendre public un dossier rassemblé depuis plusieurs années, qui met en cause l'attitude des sociétés multinationales de la Confédération vis-à-vis de l'ONU et de ses organismes associés, principalement la F.A.O.

Il s'agit, à la demande du gouvernement suisse de l'époque et après que les agissements d'U.T.I. à Santiago eurent été révélés, de réunir des experts chargés d'étudier le rôle et les effets des sociétés multinationales dans le processus de développement des sociétés du tiers-monde, et leurs incidences sur les relations internationales. Dans sa lettre au directeur de la division de commerce du département confédéral de l'économie (l'équivalent du ministère) de l'époque, l'un des directeurs généraux de Nestlé, M. Furrer, précisait : « Il nous paraît de la plus haute importance que la Suisse ne soit pas absente du comité en question ».

L'un des membres de la division du commerce, M. Rothemann, répondit le 28 septembre 1972 que « des sondages par voie diplomatique » étaient effectués auprès de M. Kurt Waldheim pour savoir s'il était possible que l'un des experts de ce groupe de travail fût suisse. La question n'aurait rien de que de très normal si la Confédération avait été membre de l'ONU. Ce qui n'était (et n'est toujours) pas le cas. Ces sondages furent révélateurs positifs : la candidature de M. Furrer lui-même fut posée le 7 novembre 1973 par Nestlé, après que cette société ait pris langue avec d'autres très importantes firmes suisses, principalement Hoffmann-La Roche, Ciba-Geigy et Sandox.

L'action au sein de la F.A.O.

Le 9 août de la même année, à Bâle, se tient une nouvelle réunion du groupe suisse des sociétés multinationales. Le rapport secret sur cette réunion notifie que « les personnalités qui seront entendues par le groupe d'experts devront remettre leur avis sur le rapport de l'ONU six semaines avant qu'elles soient interviewées... Pour les rapports qui seront en l'état des sociétés multinationales, nous pourrions solliciter des critiques et donner à M. Schaffner une liste de questions embarrassantes ; pour ceux qui seront positifs vis-à-vis des

Il s'agit d'une bonne centaine de lettres et de notes, pour la plupart confidentielles, qui montrent, selon les auteurs de ce dossier, que les multinationales en question — au premier rang desquelles figure la société Nestlé, qui produit 97 % de son chiffre d'affaires à l'étranger —

ont intrigué pour faire nommer l'un de leurs représentants au sous-comité constitué par le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), à la suite de sa réunion de Genève, en juillet 1972, rôle pour faire jouer à ce sous-comité un rôle qui leur fût favorable.

« Les personnes éminentes », de celle sorte que « les représentants des trusts puissent se préparer à être entendus ». Au sein de la F.A.O. fonctionnent d'autres parcs depuis 1971, un organisme chargé d'étudier un « programme de coopération industrielle » (I.C.P.I.), auquel s'intéressent plus de cent firmes multinationales ayant des activités en rapport avec les industries agro-alimentaires (dont Nestlé et Ciba-Geigy). Le professeur Erich Jacoby, de Stockholm, décrit ainsi cette collaboration : « Par l'entremise de leurs représentants au comité général de la F.A.O. de la F.A.O., une poignée de grandes entreprises industrielles ont la possibilité d'intervenir non seulement dans l'élaboration des projets de développement industriel dans les pays sous-développés, mais aussi de recueillir à l'avance des renseignements sur les opportunités d'investissements à venir. Depuis que l'I.C.P.I. est devenu partie

intégrante des Nations unies, la F.A.O. fonctionne comme un « agent » des multinationales dans le monde sous-développé ». De son côté, M. Ballarín, directeur de Nestlé pour le Brésil, évoquant un rapport qui devait être fait sur le rôle de cette section de la F.A.O. écrit dans une lettre adressée à la direction générale de sa société, le 12 avril 1973 : « L'important, c'est que ce rapport prouve que l'I.C.P.I. est prêt à entamer un dialogue avec les pays en développement. (...) Il faut bien préciser, également, que ce rapport doit être fait par les industriels et non par les secrétaires de l'I.C.P.I. Dans ces conditions, il a été suggéré que certains industriels mettent à la disposition de l'I.C.P.I. pendant quelque temps, des spécialistes en la matière, pouvant aider à donner au rapport en question la substance et la forme véritablement professionnelle ».

« L'ensemble des documents publiés par ces personnalités suisses hostiles au rôle des sociétés multinationales laisse également soupçonner qu'une offensive de séduction a été lancée à cette époque par les sociétés en question dans la presse économique, où ces firmes se seraient assurées certaines « amitiés ».

Dans une lettre, un dirigeant de Nestlé écrit notamment : « Nous avons reçu de votre directeur aux Philippines le texte d'une conférence présentée le 7 décembre 1973 par M. Alejandro Melchor secrétaire exécutif du gouvernement du président Marcos. Cette conférence traite des multinationales et montre la façon réaliste dont le gouvernement d'un pays en voie de développement peut traiter avec ces grandes entreprises, dans son intérêt. (...) Je demande si serait possible d'établir une note donnant le point de vue de la presse économique, au travers de quelles personnes, cela pour connaître leur point de vue sur les différents points que nous avons soulignés et leur indiquer notre position ; essayer d'obtenir ainsi un front commun sur les points les plus importants ».

« L'Action au sein de la F.A.O. »

« Les sociétés multinationales, nous pouvons également établir une liste de questions permettant à ces personnes de développer certains aspects favorables aux sociétés multinationales ».

« La première réunion de ce groupe d'experts sur les multinationales se déroule à New-York du 4 au 14 septembre 1973, et la seconde du 7 au 16 novembre à Genève. Antérieurement, assurent les auteurs du rapport, M. Schaffner a porté à la connaissance des dirigeants industriels intéressés les questions qui ont été préparées confidentiellement par quel-

ques personnes éminentes », de celle sorte que « les représentants des trusts puissent se préparer à être entendus ».

« Des « amitiés » dans la presse »

« L'ensemble des documents publiés par ces personnalités suisses hostiles au rôle des sociétés multinationales laisse également soupçonner qu'une offensive de séduction a été lancée à cette époque par les sociétés en question dans la presse économique, où ces firmes se seraient assurées certaines « amitiés ».

« Dans une lettre, un dirigeant de Nestlé écrit notamment : « Nous avons reçu de votre directeur aux Philippines le texte d'une conférence présentée le 7 décembre 1973 par M. Alejandro Melchor secrétaire exécutif du gouvernement du président Marcos. Cette conférence traite des multinationales et montre la façon réaliste dont le gouvernement d'un pays en voie de développement peut traiter avec ces grandes entreprises, dans son intérêt. (...) Je demande si serait possible d'établir une note donnant le point de vue de la presse économique, au travers de quelles personnes, cela pour connaître leur point de vue sur les différents points que nous avons soulignés et leur indiquer notre position ; essayer d'obtenir ainsi un front commun sur les points les plus importants ».

« L'ensemble des documents publiés par ces personnalités suisses hostiles au rôle des sociétés multinationales laisse également soupçonner qu'une offensive de séduction a été lancée à cette époque par les sociétés en question dans la presse économique, où ces firmes se seraient assurées certaines « amitiés ».

« Dans une lettre, un dirigeant de Nestlé écrit notamment : « Nous avons reçu de votre directeur aux Philippines le texte d'une conférence présentée le 7 décembre 1973 par M. Alejandro Melchor secrétaire exécutif du gouvernement du président Marcos. Cette conférence traite des multinationales et montre la façon réaliste dont le gouvernement d'un pays en voie de développement peut traiter avec ces grandes entreprises, dans son intérêt. (...) Je demande si serait possible d'établir une note donnant le point de vue de la presse économique, au travers de quelles personnes, cela pour connaître leur point de vue sur les différents points que nous avons soulignés et leur indiquer notre position ; essayer d'obtenir ainsi un front commun sur les points les plus importants ».

« L'ensemble des documents publiés par ces personnalités suisses hostiles au rôle des sociétés multinationales laisse également soupçonner qu'une offensive de séduction a été lancée à cette époque par les sociétés en question dans la presse économique, où ces firmes se seraient assurées certaines « amitiés ».

« Dans une lettre, un dirigeant de Nestlé écrit notamment : « Nous avons reçu de votre directeur aux Philippines le texte d'une conférence présentée le 7 décembre 1973 par M. Alejandro Melchor secrétaire exécutif du gouvernement du président Marcos. Cette conférence traite des multinationales et montre la façon réaliste dont le gouvernement d'un pays en voie de développement peut traiter avec ces grandes entreprises, dans son intérêt. (...) Je demande si serait possible d'établir une note donnant le point de vue de la presse économique, au travers de quelles personnes, cela pour connaître leur point de vue sur les différents points que nous avons soulignés et leur indiquer notre position ; essayer d'obtenir ainsi un front commun sur les points les plus importants ».

AFRIQUE

Un tournant soviétique ?

(Suite de la première page.)

Autrement dit, après avoir apporté leur aide aux Africains en lutte contre les puissances coloniales, les Soviétiques pourraient maintenant donner un appui — direct ou indirect — non seulement aux Etats « progressistes », mais aussi à des mouvements ou des fronts luttant contre la domination néo-coloniale à l'intérieur des Etats africains indépendants.

Ce changement d'attitude comporte de telles conséquences (en Afrique elle-même, comme plus généralement sur les relations internationales) qu'il est probable que les dirigeants soviétiques hésitent encore à s'engager dans cette voie. Mais les nombreux indices tendent à prouver que cette tentation existe. Il serait d'ailleurs simpliste de considérer les deux politiques comme totalement étrangères l'une à l'autre. Elles peuvent très bien, au contraire, être menées de pair, pendant un certain temps tout au moins.

La première phase a été caractérisée par une relative prudence de l'U.R.S.S. en Afrique. Après le séisme de débris cubains au cours des années 60, à la suite de la venue de décolonisation, Moscou avait respecté les gouvernements en place, quels qu'ils soient, acceptant même que des partis communistes soient nommés ou exécutés, tout en envoyant sur place des experts, et en formant, en U.R.S.S., des étudiants et des militaires. En même temps, dans les pays « amis », les Soviétiques avaient cessé de tout miser sur des dirigeants qui pouvaient éventuellement fragiliser ou empêcher la création d'une infrastructure fondée sur un parti unique de type marxiste-léniniste.

Cette étape est-elle terminée ? Plusieurs faits incitent à le penser. L'indépendance de l'Afrique est achevée. L'U.R.S.S. devrait aussi pouvoir toucher les dividendes de ses « investissements » dans le monde. En outre, la fin de la guerre du Vietnam a doublé l'impact de la marque de manœuvre : elle a été élargie sur le terrain économique et militaire en Asie, et paralysé le politique américain. Moscou n'a pu s'en priver d'ailleurs pas, c'est l'occasion du conflit zairais, de rappeler aux Etats-Unis et à la France que l'Occident s'est « embourbé dans le mariage vietnamien ».

Un soulèvement « légitime »

La deuxième guerre du Shaba a mis en évidence une évolution de la politique soviétique. Les dirigeants du Kremlin ont laissé percer leur sympathie pour les rebelles katangais bien plus nettement que l'année dernière. Ils n'ont pas présenté l'offensive comme un conflit territorial (le sort d'ailleurs opposés, par principe, à toute modification des frontières, sur quelque continent que ce soit, mais comme un conflit purement intérieur au Zaïre.

La presse a dénoncé le régime « corrompu et impopulaire » du général Mobutu, utilisé l'expression de « front de libération nationale du Congo » revendiqué par les rebelles, et le caractère « légitime » du soulèvement « soutenu par une large partie de la population ».

Ce qui importe, en l'occurrence, ce n'est pas l'activisme de l'U.R.S.S. en Afrique, mais ses motivations. L'Afrique indépendante est ravagée, du nord au sud, par des conflits qui ont ouvert les questions rhodésienne et namibienne comme des combats d'arrière-garde, alors que l'enjeu a pris une tout autre dimension. C'est, semble-t-il, ce que les dirigeants français tentent d'expliquer aux Américains.

Si la politique soviétique traverse une phase de transition — ou d'hésitation — entre le soutien des gouvernements nationaux existants, et le soutien des « Etats et partis à tendance socialiste », le double langage que Moscou utilise à l'égard de l'unité africaine, apparaît particulièrement logique. D'une part, l'U.R.S.S. appuie l'O.U.A. en tant qu'expression du mythe « progressiste » de l'unité africaine. Après le dernier sommet de l'Organisation, les commentateurs soviétiques ont relevé que tous les orateurs s'étaient félicités du « soutien amical » de la communauté socialiste.

Une phase nouvelle

Seules quelques « brebis galeuses » avaient, selon eux, troublé cette belle harmonie. Mais, d'autre part, les Soviétiques font de plus en plus souvent la distinction entre les Etats socialistes, qui ont choisi le voie socialiste, et les Etats réactionnaires, qui ont choisi la voie capitaliste. Ils citent notamment ces derniers (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Gabon, Maroc, Egypte) et les accusent d'être « la cinquième colonne de l'impérialisme en Afrique ».

Dans un récent éditorial consacré à la « Journée de l'Afrique », la Pravda écrivait que, sur ce continent, le processus révolutionnaire était « entré dans une phase nouvelle ». Les commentaires de M. Vladimir Koudriavtsev, observateur politique

des investissements et spécialiste de l'Afrique, éclaircissent cette expression (1). « Tout pays ayant arraché son indépendance nationale est contraint d'entreprendre la lutte pour sa libération économique et sociale, c'est-à-dire de délivrer son économie de la domination des monopoles multinationaux », écrit-il, en précisant d'une part que cette libération implique le nationalisation des principaux moyens de production et d'échange, et d'autre part que le système pluraliste est inadéquat à l'Afrique, alors que les exemples du Mozambique et de l'Angole prouvent les avantages du système de parti unique.

« De nombreux dirigeants africains, formés par les impérialistes dans l'esprit du néo-colonialisme, ont quitté la vie politique, généralement pas à cause de leur âge, mais parce qu'ils ne répondent pas à l'attente des peuples africains qui avaient obtenu leur indépendance, mais s'efforçaient d'arracher leur émancipation sociale », estime M. Koudriavtsev, qui n'est pas en peine pour trouver une justification théorique : « La nationalisation bourgeoise joue un rôle positif aussi longtemps qu'il reste anti-impérialiste et anti-colonialiste. Mais, quand il se transforme en chauvinisme, il devient un instrument entre les mains de l'impérialisme. Il est (donc) hautement important, pour un pays traversant une étape cruciale de son développement, d'avoir à sa tête des dirigeants progressistes et un parti d'avant-garde ».

En décrivant ainsi un « processus historique objectif », il est clair que M. Koudriavtsev donne en même temps des indications sur le politique de l'U.R.S.S. Cela ne signifie pas pour autant que celle-ci soit déjà engagée à fond dans la voie ainsi tracée, car une telle politique n'est pas sans risque. Elle a de quoi inquiéter tous les gouvernements africains, et pas seulement ceux qui, aujourd'hui, sont qualifiés de « réactionnaires ». La présence de certains Etats africains dits « progressistes » au récent sommet de Paris laisse à penser que le politique de Moscou n'est pas approprié, en tout cas pas comprise par tous.

L'U.R.S.S. a déjà essayé en Afrique et au Proche-Orient plusieurs décennies. L'exemple de la Somalie a montré qu'un Etat peut se transformer du jour au lendemain dans la mythologie soviétique de « progressistes » en « réactionnaire ». De plus, l'activité des Chinois en Afrique pourrait gêner Moscou dans la mesure où l'offensive diplomatique de Pékin ne vise pas seulement les Etats « modérés ». La visite, à la fin du mois dernier, du président du Mozambique, M. Samora Machel, dans la capitale chinoise, en est la preuve.

Moscou devrait enfin tenir compte des conséquences qu'un soutien trop ouvert aux mouvements de libération économique et sociale en Afrique pourrait avoir sur les relations Est-Ouest en général. Même si les Soviétiques commencent à dire que les Etats-Unis ont pris, avec l'intervention au Zaïre, « un tournant brusque » contraire à la politique de détente, rien n'indique qu'ils en soient déjà à vouloir abandonner cette référence. Il est vrai que ce qu'il est convenu d'appeler le « détente » est développé pendant la guerre du Vietnam. Pourquoi ne continuera-t-elle pas pendant un conflit africain ?

DANIEL VERNET.

(1) International Affairs, n° 4, 1978.

LIVRES
POLONAIS
et livres français

sur la Pologne
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 14^e
Tél. : 329-51-09

Le Monde
classés et documents

Numéro de juin
**CONTRACEPTION
ET AVORTEMENT**

**LA PRESSE
QUOTIDIENNE
EN MUTATION**
Le numéro : 3 F
abonnement : 30 F

LES BAHAMAS VOUS CONNAISSEZ-VOUS ?



Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux pas de la Floride et tout près de Haïti. 700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons. Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du farniente... Les Bahamas, où vous irez tenter la chance au casino... Les Bahamas où tout semble possible... Paradis pour milliardaires? Jugez-en vous-même : 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera F 2.490*.

* 1 semaine, transport Jet, hôtel, compris. Lit. A 478. Lit. A 496. Lit. A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances!

NOM _____ Adresse _____

C'est mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA OZ

DIPLOMATIE

M. CARAMANLIS PROPOSE UN PACTE DE NON-AGRESSION ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE

Washington (U.P.I.). — Interrogé séparément par l'agence United Press, MM. Caramanlis et Ecevit, premiers ministres grec et turc, qui se trouvent aux Etats-Unis jusqu'au 11 mai, ont accepté de discuter la signature d'un pacte de non-agression entre leurs deux pays.

M. Ecevit a répondu à cette ouverture : « Nous pourrions accepter l'idée d'un tel pacte, bien qu'il faille admettre qu'il y a quelque chose d'anormal, étant donné que nous sommes alliés. Mais si de quelque secours, nous serions certainement prêts à en discuter, évidemment dans le cadre de nos problèmes ».

M. Caramanlis a précisé pour sa part qu'il avait déjà fait une semblable proposition en 1976, en la liant à un contrôle des armements. D'abord acceptée, cette proposition avait été ensuite rejetée.

Zaire
le nombre des parachutistes français
cinq cents soldats marocains
a commence au Shaba

« Le pourcentage des troupes multinationales... »

« Les Etats-Unis ont pris, avec l'intervention au Zaïre, un tournant brusque... »

Ecole des Attachés de Direction

École supérieure de gestion
FAD (Formation des cadres supérieurs)
Le programme d'attachés de direction est un programme de formation de haut niveau en gestion et en management.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
12, rue Saint-Augustin 75002 Paris
Téléphone : 329-51-09

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

Handwritten Arabic text: مدرسة التجارة الدولية

PROCHE-ORIENT

Les réponses à donner à Washington sur l'avenir de la Cisjordanie divisent le gouvernement israélien

Jérusalem. — Longtemps différée, la discussion sur les réponses que le gouvernement israélien peut apporter aux questions posées il y a près d'un mois par Washington à propos de l'avenir des territoires occupés s'est engagée dimanche 4 juin à Jérusalem. Aucune décision ne sera prise avant la prochaine réunion du cabinet, le 11 juin. Le communiqué très bref publié, dimanche après-midi, par le gouvernement ne fournit aucune indication sur l'orientation du débat, et la presse dans son ensemble paraît douter que le résultat de celui-ci puisse être déterminant. La réponse aux États-Unis pourrait être « vague », titre le *Jerusalem Post* ce lundi matin.

Les ministres israéliens sont très partagés. Dans la première question, la Maison Blanche demande ce qu'Israël envisage après la période de cinq ans d'« autonomie administrative » des territoires occupés, telle qu'elle est définie dans le « plan de paix » présenté par M. Begin en décembre dernier. La seconde question porte sur la manière dont les Palestiniens pourraient être associés aux négociations concernant leur avenir, puisque Israël refuse l'idée d'un référendum avancée

De notre correspondant

par Washington. Une partie des ministres — et M. Begin lui-même — paraît refuser toute modification du plan de paix israélien, notamment en l'absence de proposition nouvelle de la part du président Sadate.

Un autre groupe, au sein duquel se trouve M. Ezer Weizman, ministre de la défense, ainsi que les représentants du Dash (Mouvement démocratique pour le changement) pressés par leurs partisans de se dissocier de la politique « intransigeante » de M. Begin, souhaite une attitude de « souplesse » et — sans avoir clairement fait part de son avis — pourraient se ranger aux côtés de M. Moshé Dayan, ministre des affaires étrangères, qui est apparemment le seul à avoir fait de nouvelles suggestions.

Le ministre des affaires étrangères voudrait perfectionner le plan israélien en définissant une association progressive de la Jordanie à la Cisjordanie occupée, projet qui, dans son esprit, aurait pour avantage de pouvoir amener le roi Hussein à se joindre aux négociations de paix au côté du

président Sadate. Mais les partisans convaincus du « Grand Israël » estiment que la participation de la Jordanie à l'administration de la Judée et de la Samarie représenterait une « ingérence étrangère » puisque la question de la souveraineté sur la Cisjordanie n'a jamais été réglée depuis 1948. Selon certaines informations, M. Dayan aurait été obligé de retirer provisoirement sa proposition. Au cours de leurs entretiens en tête à tête, MM. Dayan et Begin se seraient vivement opposés sur ce point. Mais le premier ministre hésiterait finalement entre les plus intransigeants et les modérés de son cabinet. Dans ces conditions, la réponse israélienne au questionnaire américain ne permettra sans doute pas de véritable relance des négociations.

FRANCIS CORNU.

LE MAIRE DE JÉRUSALEM M. TEDDY KOLLEK ATTENDU EN VISITE À PARIS

M. Teddy Kollek, maire de Jérusalem, participera à de nombreuses manifestations lors de sa visite officielle à Paris, du 6 au 8 juin, à l'invitation du maire de la capitale, M. Jacques Chirac. Peu après son arrivée, il se rendra mercredi après-midi au mémorial du Martyr juif, où il déposera une gerbe, avant de s'entretenir avec M. Chirac à l'Hôtel de Ville. Le 7 un déjeuner sera offert en son honneur à l'hôtel de Ville. Le 8 juin, M. Kollek donnera une conférence de presse à l'ambassade d'Israël.

Dans une interview accordée au bulletin de l'Agence télégraphique juive, M. Kollek a déclaré que l'invitation de M. Chirac revêtait une signification politique particulière « dans le contexte de la position officielle de la France, qui ne reconnaît pas le statut de Jérusalem réunifiée ». « C'est parce que j'éprouve une grande estime pour M. Chirac, qui est une personnalité politique de premier plan, et que j'attribue à un voyage de cela une importance qui dépasse de loin une simple visite à un maire », que j'ai accepté, sans hésitation, cette invitation », a souligné M. Kollek.

Cours des cinq années précédentes, alors que la population active progressait de 3,3 %, atteignant 1 199 000 personnes à la fin de l'an dernier. Les femmes constituaient actuellement plus d'un tiers de la population salariée, leur nombre s'étant accru de 4,2 %

Israël pourrait être de nouveau mis en accusation devant le conseil exécutif de l'UNESCO

Israël pourrait être de nouveau mis en accusation devant le conseil exécutif de l'UNESCO, qui doit engager à Paris, le mardi 6 juin, un débat sur la situation des populations arabes et la vie culturelle dans les territoires occupés par les Israéliens depuis la guerre de 1967.

Les membres du conseil exécutif ont pris connaissance des rapports d'une commission de l'UNESCO qui vient de faire une enquête sur ce sujet. La conférence générale de l'UNESCO de 1974 avait demandé à Israël de s'abstenir de tout acte faisant obstacle à l'exercice du droit à l'éducation et à la culture des populations des territoires occupés. Lors de la conférence générale de novembre 1976 à Nairobi, Israël avait été condamné pour son action éducative et culturelle dans les territoires occupés. Une résolution avait été adoptée, préconisant l'envoi en Israël d'une mission d'enquête.

Israël, qui avait été exclu de tous les groupes régionaux de l'UNESCO lors de la conférence générale précédente, avait alors été réadmis dans le groupe européen. A la faveur de cette décision, qui avait créé une atmosphère de réconciliation entre l'organisation internationale et le gouvernement israélien, Jérusalem avait accepté, en septembre 1977, l'envoi d'une mission d'enquête, qui s'était rendue sur les lieux le 30 novembre.

A la suite de cette enquête, plusieurs rapports ont été établis sur les conditions dans lesquelles la mission s'est déroulée, sur l'éducation dans les territoires arabes occupés, sur l'enseignement supérieur et sur les autres aspects de la vie culturelle des populations occupées.

Dans ces rapports, les difficultés rencontrées par la mission d'enquête n'ont pas été dissimulées, notamment l'obligation qui lui a été faite de s'en tenir au programme fixé par les autorités israéliennes et l'impossibilité qu'elle s'est trouvée la plupart du temps d'établir des contacts avec la présence des témoins israéliens. Mais sur le fond, ces rapports tout en soulignant les conditions particulières créées par l'occupation, mentionnent un certain nombre de faits positifs, notamment l'accroissement considérable du nombre des élèves des établissements d'enseignement de toutes catégories sur la rive occidentale du Jourdain (Cisjordanie) et la création d'universités nouvelles (Hébron, Bethléem, Bir-Zeit).

Mais on craint à l'UNESCO que, en dépit du caractère ouvert des rapports de la commission d'enquête, les débats ne se traient très vite en un procès d'Israël. Dans ce cas, les relations entre l'UNESCO et l'Etat juif pourraient connaître une nouvelle crise.

ROLAND DELCOUR.

LE MOURRE: LA MEMOIRE DE L'HISTOIRE.

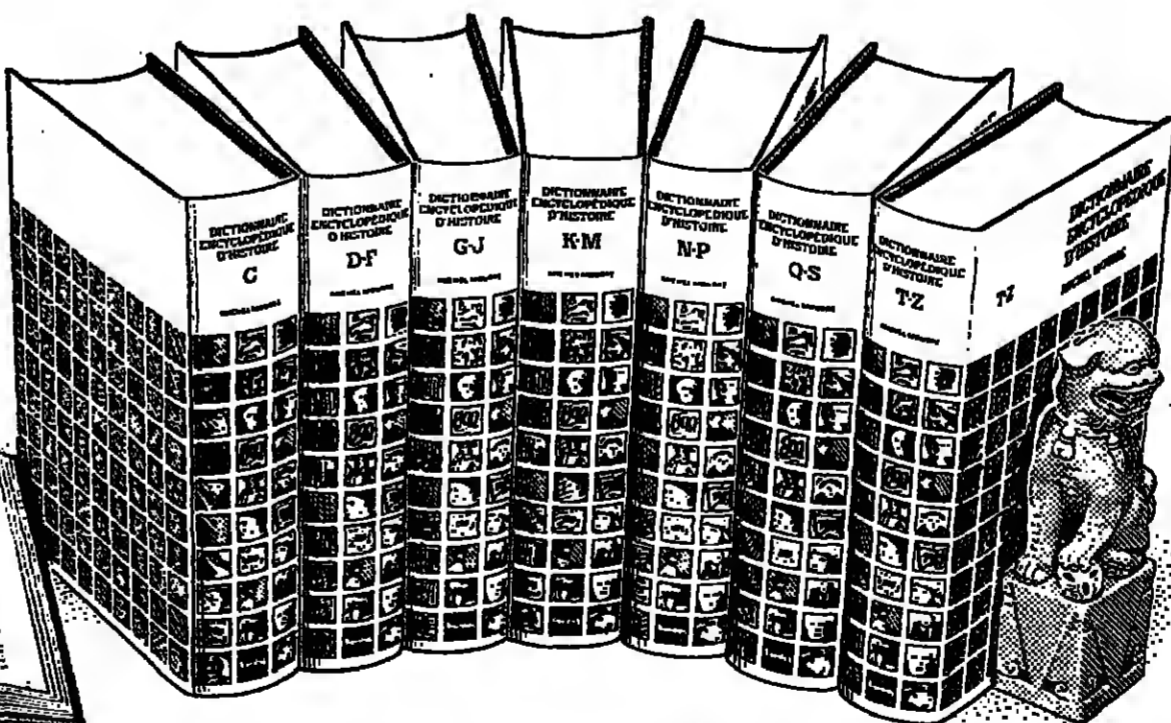
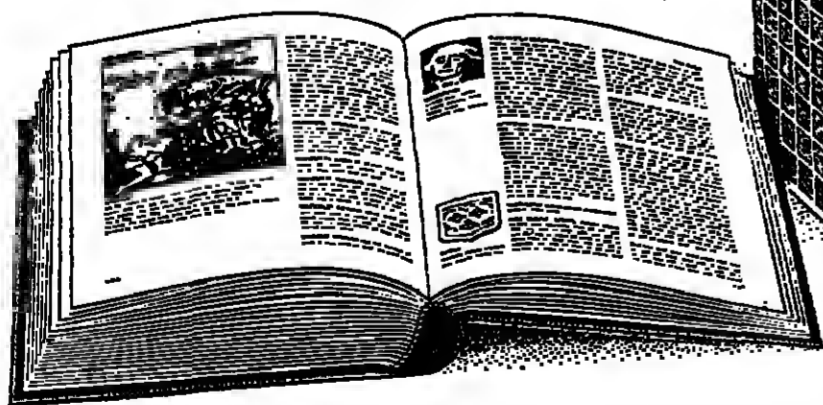
Le Mourre, Dictionnaire Encyclopédique d'Histoire, est le premier dictionnaire d'Histoire universelle en langue française publié depuis 1857.

Dictionnaire clair et précis, le Mourre, permet au lecteur d'accéder aisément à une information qui se trouvait jusqu'alors dispersée dans quantité d'ouvrages spécialisés. Encyclopédique par sa conception et la diversité des thèmes qu'il développe, le Mourre correspond à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui de l'Histoire: une Histoire non plus limitée aux hommes célèbres et aux événements, mais prenant en compte les facteurs économiques, sociaux et idéologiques.

L'iconographie exceptionnelle - 6.000 illustrations en noir et 384 pages en couleur - porte témoignage de l'Histoire telle qu'elle a été vécue par ses acteurs ou ses spectateurs.

Nouvel instrument de travail au service des historiens mais aussi ouvrage indispensable à tous les amateurs d'Histoire, le Mourre, publié par les Éditions Bordas, comprend 8 volumes, dont la parution s'échelonne de mai 1978 à janvier 1979.

EN SOUSCRIPTION
Chez votre libraire, jusqu'au 30 juin
1184 F au lieu de 1480 F la collection.



**LE MOURRE: DICTIONNAIRE
ENCYCLOPEDIQUE D'HISTOIRE.**
Bordas

Comptes Rendus

مكتبة جامعة القاهرة

ASIE

Bangladesh

le général Ziaur Rahman
gagne l'élection présidentielle

Un nationaliste de droite

Le Monde
Service des Abonnements
5 rue des Salettes
75014 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 2307-23

ABONNEMENTS
1 an 6 mois 3 mois 15 jours

FRANCE - DOM. - T.O.M.
10 F 20 F 30 F 40 F

TOUTS PAYS STRANGERS
PAR VIRE MONDIALE
20 F 30 F 40 F 50 F

STRANGER
(par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
10 F 20 F 30 F 40 F

2 - JORDANIE
10 F 20 F 30 F 40 F

3 - YEMEN
10 F 20 F 30 F 40 F

4 - ALGERIE
10 F 20 F 30 F 40 F

5 - MAROC
10 F 20 F 30 F 40 F

6 - TUNISIE
10 F 20 F 30 F 40 F

7 - SYRIE
10 F 20 F 30 F 40 F

8 - LIBAN
10 F 20 F 30 F 40 F

9 - EGYPTE
10 F 20 F 30 F 40 F

10 - SAOUDIE ARABIE
10 F 20 F 30 F 40 F

11 - IRAN
10 F 20 F 30 F 40 F

12 - TURQUIE
10 F 20 F 30 F 40 F

13 - GRECE
10 F 20 F 30 F 40 F

14 - ITALIE
10 F 20 F 30 F 40 F

15 - ALLEMAGNE
10 F 20 F 30 F 40 F

16 - AUTRICHE
10 F 20 F 30 F 40 F

17 - SUISSE
10 F 20 F 30 F 40 F

18 - ESPAGNE
10 F 20 F 30 F 40 F

19 - PORTUGAL
10 F 20 F 30 F 40 F

20 - BRÉSIL
10 F 20 F 30 F 40 F

21 - ARGENTINE
10 F 20 F 30 F 40 F

22 - CHILI
10 F 20 F 30 F 40 F

23 - COLOMBIE
10 F 20 F 30 F 40 F

24 - VENEZUELE
10 F 20 F 30 F 40 F

25 - CUBA
10 F 20 F 30 F 40 F

26 - ÉTATS-UNIS
10 F 20 F 30 F 40 F

27 - CANADA
10 F 20 F 30 F 40 F

28 - MEXIQUE
10 F 20 F 30 F 40 F

29 - JAPON
10 F 20 F 30 F 40 F

30 - CHINE
10 F 20 F 30 F 40 F

31 - INDE
10 F 20 F 30 F 40 F

32 - AUSTRALIE
10 F 20 F 30 F 40 F

33 - NOUVELLE ZÉLANDE
10 F 20 F 30 F 40 F

34 - AFRIQUE DU SUD
10 F 20 F 30 F 40 F

35 - ÉTATS-UNIS (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

36 - CANADA (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

37 - MEXIQUE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

38 - JAPON (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

39 - CHINE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

40 - INDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

41 - AUSTRALIE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

42 - NOUVELLE ZÉLANDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

43 - AFRIQUE DU SUD (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

44 - ÉTATS-UNIS (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

45 - CANADA (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

46 - MEXIQUE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

47 - JAPON (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

48 - CHINE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

49 - INDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

50 - AUSTRALIE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

51 - NOUVELLE ZÉLANDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

52 - AFRIQUE DU SUD (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

53 - ÉTATS-UNIS (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

54 - CANADA (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

55 - MEXIQUE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

56 - JAPON (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

57 - CHINE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

58 - INDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

59 - AUSTRALIE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

60 - NOUVELLE ZÉLANDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

61 - AFRIQUE DU SUD (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

62 - ÉTATS-UNIS (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

63 - CANADA (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

64 - MEXIQUE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

65 - JAPON (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

66 - CHINE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

67 - INDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

68 - AUSTRALIE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

69 - NOUVELLE ZÉLANDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

70 - AFRIQUE DU SUD (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

71 - ÉTATS-UNIS (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

72 - CANADA (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

73 - MEXIQUE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

74 - JAPON (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

75 - CHINE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

76 - INDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

77 - AUSTRALIE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

78 - NOUVELLE ZÉLANDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

79 - AFRIQUE DU SUD (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

80 - ÉTATS-UNIS (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

81 - CANADA (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

82 - MEXIQUE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

83 - JAPON (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

84 - CHINE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

85 - INDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

86 - AUSTRALIE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

87 - NOUVELLE ZÉLANDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

88 - AFRIQUE DU SUD (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

89 - ÉTATS-UNIS (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

90 - CANADA (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

91 - MEXIQUE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

92 - JAPON (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

93 - CHINE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

94 - INDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

95 - AUSTRALIE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

96 - NOUVELLE ZÉLANDE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

97 - AFRIQUE DU SUD (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

98 - ÉTATS-UNIS (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

99 - CANADA (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

100 - MEXIQUE (cont.)
10 F 20 F 30 F 40 F

stag
jouez

1255

سكز ان الاجل

ASIE

Bangladesh

Le général Ziaur Rahman a gagné l'élection présidentielle

L'opposition conteste les résultats

Le général Ziaur Rahman, au pouvoir depuis novembre 1975, a été élu, samedi 3 juin, chef de l'Etat, à l'issue de la première élection présidentielle au suffrage universel. Candidat du Front national, il a obtenu 78 % des suffrages. Son principal adversaire, démocratique, le retraité A.G. Osman, soutenu par l'Alliance de la gauche, a obtenu 20 % des suffrages. Il a fait état de nombreuses irrégularités et conteste le résultat du scrutin.

Un nationaliste de droite

Devenu quatre mois auparavant administrateur principal de la loi maritale, le général Ziaur Rahman a cumulé dans les deux fonctions le rôle de l'homme d'Etat et celui de l'homme de la rue. Dans le rôle d'homme d'Etat, il a appelé les citoyens à voter pour lui le 30 mai 1977, et la question : « Voulez-vous du général Ziaur Rahman comme président et approbation de sa politique ? » Les résultats du plébiscite — 99 % de oui — ayant enlevé toute crédibilité à la consultation, et une révolution de jeunes soldats ayant écarté le régime (la répression sera d'une extrême brutalité), plusieurs centaines de milliers sont exilés, le président décide de précipiter la mise en place d'institutions devant permettre à l'Etat d'affirmer sa suprématie sur l'armée et, d'abord, de solliciter un mandat populaire.

La moustache soignée, le regard souvent lointain lorsqu'il n'est pas dissimulé derrière des lunettes de soleil, un calme confinant à la froideur, exceptionnel chez les Bangalais, le général Ziaur Rahman — « Zia » pour ses compatriotes — donne, à quarante-trois ans, une impression de sérénité un peu triste et d'autorité contenue. Il fit son entrée en politique en proclamant unilatéralement l'indépendance du Bangladesh, le 25 mars 1971, à la radio de Chittagong, port et seconde ville du pays, après avoir soulé l'unité de parachutistes qu'il commandait au sein de l'armée pakistanaise. Il ne reçut cependant la responsabilité que d'une région militaire pendant la guerre de libération, qui dura jusqu'à l'intervention indienne, en décembre 1971 : le chef des moudjahidines était, à cette époque, le général A.G. Osman, de plus de vingt ans son aîné, plus proche du parti nationaliste, la Ligue Awami. D'où, en partie, la rivalité et l'animosité entre les deux officiers, qui se sont affrontés à l'élection présidentielle du 3 juin.

L'ancien président Mujibur Rahman se méfiait des militaires et, en particulier, des héros de la résistance. Aussi bien le général Ziaur Rahman ne devint chef d'Etat-major des forces armées bangalaises qu'après l'assassinat du père de la nation, en août 1975, et la prise du pouvoir par son ancien lieutenant, M. Moshataq Ahmed : une personnalité conservatrice, pro-occidentale. Lorsqu'un autre ancien chef de la guérilla, et rival de « Zia », le général Moshataq Ahmed, s'empara du pouvoir à Dacca, le 4 novembre, le chef d'Etat-major fut placé en résidence surveillée.

Mais, quelques jours plus tard, le 7 novembre, il devint le principal bénéficiaire, et non pas l'artisan, d'un contre-coup d'Etat animé par de jeunes sol-

data politisés, nationalistes et « radicaux ». Ceux-ci pensaient que « Zia » pourrait être le chef d'une révolution ou l'ermite organisée d'une façon positive — aurait été la loi de la lance. Nationalista certes, mais homme de droite, abhorrait le gauchisme et le communisme (bien qu'il se soit enroulé, en décembre 1977, de quelques progressistes), le général Ziaur Rahman ne tarda pas à montrer qu'il penchait pour l'ordre — notamment au sein des forces armées — et n'appréciait guère le « mutisme révolutionnaire ».

En juillet 1976, un tribunal condamna les dirigeants du parti socialiste national, qui avait porté au pouvoir, à la peine de mort pour l'un d'entre eux, le lieutenant-colonel Fasher, et la prison à vie pour d'autres. Ils étaient accusés d'avoir voulu renverser le gouvernement. En décembre 1976, l'ancien président Moshataq Ahmed était à son tour arrêté et condamné un peu plus tard pour corruption.

Cette fermeté, accompagnée d'une mise en sommeil de la vie politique permit au général Ziaur Rahman de renforcer son autorité. Le 23 avril 1977, le chef de l'Etat, une personnalité civile, M. Sayam, lui céda le poste de « dans l'intérêt national ».

Cependant, comme l'ensemble des dirigeants du Bangladesh, le général Ziaur Rahman appartient à la classe privilégiée urbaine que tout sépare de la paysannerie formant la majorité de l'électorat. Né à Calcutta dans une famille de petits fonctionnaires originaires de Bogra, au nord du Bangladesh, « Zia », comme c'est le plus souvent le cas pour les enfants de ce milieu social, n'avait guère le choix qu'entre les carrières administratives et militaires. Ayant opté pour cette dernière, il reçut le plus grand prestige de sa formation dans l'armée pakistanaise. Mais c'est un musulman sans zèle, surtout soucieux de ne pas s'alléner effectivement l'appui de certains milieux orthodoxes bangalais et des pays islamiques, dont certains ne lui pardonnent pas d'avoir contribué à la partition du « pays des purs », l'ancien Pakistan divisé en provinces occidentales et orientales.

Prudent au point de paraître hésitant, mais tranchant net après de longues consultations ou réflexions, peu volubile et même parfois presque terna, jusqu'à maintenant incompressible et monnaie très simple et frugale, le général Ziaur Rahman affiche aujourd'hui comme « idéologie » la forme de développement économique d'inspiration libérale en vigueur dans d'autres pays asiatiques qui n'accroissent qu'une place limitée à l'expression des libertés politiques.

GÉRARD VIRATELLE.

Etats-Unis

Une décision de la Cour suprême restreint l'immunité de la presse écrite

De notre correspondant

Washington — Le torchon brûle entre la Cour suprême et la presse. Le plus haute instance judiciaire des Etats-Unis, qui avait, en 1974, appuyé de manière décisive le combat des médias contre M. Nixon en obligeant ce dernier à livrer ses enregistrements secrets, vient de rendre une décision qui, de l'avis de la plupart des commentateurs, risque de rendre beaucoup plus hasardeux le « reportage investigatif » du type Watergate. Cette décision autorise en effet la police, après avoir obtenu de la rédaction pour y trouver les documents nécessaires à une enquête.

Le cas qui était soumis à la Cour remonte aux années difficiles de la guerre du Vietnam. Pendant une manifestation pacifiste en 1971, à l'université de Stanford, un reporter d'un journal étudiant avait pris des photos d'un affrontement au cours duquel des policiers avaient été blessés. La police ayant fouillé les locaux du journal dans l'espoir de saisir un pellicule et d'identifier les coupables, une plainte avait été déposée et déclarée recevable par une cour de première instance. Celle-ci avait fait valoir qu'une invitation à produire le document recherché (un ordre de réquisition (subpoena) doit suffire lorsque le détenteur est présumé innocent.

La Cour suprême vient de renverser ce jugement par cinq voix contre trois. Le juge White, qui a rédigé l'avis de la majorité, estime que l'argument décisif, sinon unique, à considérer avant d'autoriser une perquisition est savoir si la personne qui en est l'objet détient ou non les moyens de confondre un coupable.

Sans doute les juges sont-ils invités à user de ce droit sans « précaution » dans le cas de la presse, mais cette dernière se défend en invoquant le fait que plusieurs journaux ont fait valoir qu'un tel jugement eût rendu probablement impossible la publication, par exemple, des dossiers du Pentagone sur la guerre du Vietnam. La substitution de ce document par Daniel Ellsberg était déjà un délit. M. Nixon était en droit d'obtenir d'un juge un mandat de perquisition dans les locaux de l'Hotel Hilton à New-York, où une équipe du New York Times travaillait à préparer sa publication. Mais l'on imagine sans peine comment une police active, aidée par un juge complaisant, pourrait étendre ce privilège. Sous prétexte de trouver les preuves d'un crime réel ou supposé, des perquisitions imprévisibles pourraient être faites dans les salles de rédaction comme chez des particuliers pour y rechercher bien d'autres choses.

Dans l'immédiat, la décision de la cour risque de limiter les contacts de la presse, comme l'a écrit M. Potter Stewart, l'un des trois juges opposés au jugement de la majorité : « une personne qui passe une information à un journaliste à condition que son identité ne soit pas révélée sera moins inclinée à le faire si elle sait que, malgré les assurances du journaliste, elle prend des risques ». Un autre juge « dissident », M. Stevens, a attiré l'attention sur le cas des médecins, avocats et autres personnes privées qui peuvent avoir en leur possession des documents utiles à une enquête criminelle. « Soumettre une aussi large catégorie de la population à des perquisitions policières sans qu'il y ait des conséquences extrêmement sérieuses », écrit-il, d'autant plus que « la recherche de documents déclarés dans le mandat de perquisition peut signifier l'inspection de dossiers contenant d'autres affaires privées ».

Un autre jugement rendu à la fin d'avril par la Cour suprême avait fait déjà grincer des dents dans les milieux de presse, mais pour des motifs moins nobles. L'Etat du Massachusetts ayant décidé d'interdire aux compagnies commerciales d'entreprendre une campagne publicitaire contre un nouveau code des impôts, la Cour a déclaré cette loi entachée d'illégalité, arguant que la liberté de parole et de la presse

garantie par le premier amendement s'appliquait à tout le monde, y compris aux grandes entreprises. Or le chef justice Burger, président de la Cour, a cru bon d'accompagner cette décision d'un long texte de son cru montrant que les entreprises de presse étaient des compagnies comme les autres, tout aussi concentrées sans être « plus vertueuses, sages ou modérées dans l'exercice de leur pouvoir économique ». M. Burger s'est donc opposé à tout privilège accordé à la « presse institutionnelle », à ce qu'il appelle à un autre endroit « les entreprises modernes des médias ».

MICHEL TATU.

AMÉRIQUES

Brésil

Le sud du pays est frappé par une sécheresse catastrophique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Terre fécondée, crevassée et asséchée, bétail agonisant au bord des routes. Familles de travailleurs agricoles fuyant vers les villes. Messes à Nossa Senhora Aparecida dans les villages. La sécheresse, d'un faitier du Brésil, a fait à nouveau son apparition. Mais, cette fois, ce n'est plus le Nord-Est qui en connaît les rigueurs, mais le Sud. Les trois Etats méridionaux du pays sont face à un problème de sécheresse imminente.

Certes, il a commencé à pleuvoir un peu, mais ces précipitations irrégulières sont loin d'être suffisantes et n'ont pas calmé les appréhensions. Personne ne peut cette fois ignorer la catastrophe du Sud, qui produit 70 % du produit agricole national. La production de soja baissera cette année de 25 %, celle de maïs de 20 %, celle de coton de 17 %. Selon les prévisions des experts, 30 % des récoltes sont d'ores et déjà considérées comme perdues. L'élevage est lui aussi touché. Selon l'Estado de Sao Paulo, les éleveurs sont sans pâturages, sans bétail et sans argent. Dans la plupart des villes du Sud, l'eau a été rationnée. L'électricité fournie essentiellement par l'énergie des


barrages, risque de l'être aussi. L'éclairage public a déjà été réduit, et des sacrifices volontaires sont demandés à la population. La rivière Iguaçu connaît son débit le plus faible depuis 1946. Les gigantesques chutes d'Iguaçu, orgueil touristique du Brésil, ne sont plus qu'une maigre cascade.

Les conséquences sociales sont sérieuses pour une main-d'œuvre migrante. Quatre cent mille personnes sont concernées. Déjà, des centaines de travailleurs agricoles ont été renvoyés dans leur pays d'origine. La sécheresse dans le Sud a appelé un journal local à s'installer dans les faubourgs des villes de l'Etat de Sao-Paulo. Les sécheresses dans le Sud a déjà amené les responsables de l'économie nationale à réviser leurs prévisions. Il n'y aura pas cette année d'excédent de la balance commerciale, a reconnu M. Mario Henrique Simonsen, ministre des finances. La sécheresse, a-t-il précisé, réduira d'environ 1,1 milliard de dollars la valeur des exportations de produits agricoles et augmentera leur importation de 400 millions de dollars.

Quant à l'inflation, elle sera plus élevée que prévu, et peu nombreux sont ceux qui croient à la possibilité de la maintenir, comme l'a affirmé M. Simonsen, à un niveau inférieur à 35 %. La brusque hausse de l'offre sur le marché des produits agricoles, l'augmentation des subides au secteur agricole, ont contribué à l'inflation. Certes, la sécheresse est en passe de devenir l'explication commode qui justifiera cette année toutes les difficultés de l'économie brésilienne. Mais il est vrai qu'elle a contribué à modifier les prévisions.

Certains experts rappellent que le gouvernement, préoccupé surtout par l'obtention immédiate de devises, a imprudemment négligé sa politique de stockage de produits agricoles. Ils ajoutent que le Sud est victime de la même erreur qui a caractérisé toute l'histoire de l'agriculture brésilienne : la monoculture, entièrement à la merci des fluctuations du climat. Dans la région, des milliers d'hectares ont été déboisés pour la culture du soja. Dans l'ouest du Paraná, les forêts qui représentaient 83 % de la superficie, n'en occupent plus maintenant que 8,6 %.

THIERRY MALINIAC.




stages de tennis

jouez les Arcs

1 555 F (par personne)
Stage + hôtel 3 étoiles + restaurant
+ nurserie-garderie + piscine
(la semaine tout compris)

Les Arcs c'est aussi le golf, le cheval, la piscine, l'escalade, le tir à l'arc, les promenades, la pêche.

Réservations : Christine Petit Maisons des Arcs
98, bd du Montparnasse - 325.24.53 et 322.43.32



conseille

notez ces nouveaux numéros de téléphone

à dater du 12 juin 1978
aéroport d'Orly

853.12.34

en plus du numéro actuel
687.12.34
(587.51.41. supprimé)

à dater du 15 juin 1978
AEROPORT DE PARIS
Siège : 291, Bd Raspail

320.15.00
(326.10.00 supprimé)

aéroport de Roissy-Charles de Gaulle
numéro inchangé :
862.12.12

AEROPORT DE PARIS VOUS OUVRE LES PORTES DU MONDE

Le Monde

Service des Abonnements
2, rue des Italiens
75201 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
115 F 210 F 385 F 490 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
265 F 530 F 915 F 1160 F

ÉTRANGERS
(par mandats)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PARIS-BAS - SUISSE
160 F 320 F 530 F 610 F

II - AUTRES
180 F 360 F 600 F 690 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèques postaux (tous valables) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.


Changements d'adresse : notification ou provision (deux semaines en plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'abréviations.

LISEZ

« le Monde des philatélistes »



stages de golf

jouez les Arcs

1 255 F (par personne)
Stage + hôtel 3 étoiles + restaurant
+ nurserie-garderie + piscine
(la semaine tout compris)

Les Arcs c'est aussi le tennis, le cheval, la piscine, l'escalade, le tir à l'arc, les promenades, la pêche.

Réservations : Christine Petit Maisons des Arcs
98, bd du Montparnasse - 325.24.53 et 322.43.32

de nouveau mis en accord
neil exécutif de l'UNESCO

TOIRE

d'Histoire

ment à une
spécialisés.
de Mourre
e non plus
es facteurs

couleur-
spectateurs.
indispens-
comprend

RE
IRE.

LA FÊTE D'« AVANT-GARDE »

M. Marchais : nous ne souhaitons, nous ne voulons exclure personne

La fête d'« Avant-Garde », hebdomadaire du Mouvement de la jeunesse communiste de France, a réuni les 3 et 4 juin à Ivry plusieurs dizaines de milliers de jeunes dans l'ambiance habituelle des kermesses où la politique se mêle aux attractions : « S'amuser est un acte militant. » On ne craint guère, pas d'ailleurs, mais hardis : « Hâte du chômage » voisine avec « La jeunesse, c'est aussi aimer la soussance et le fromage ». L'affiche d'« Avant-Garde » veut donner le ton : un adolescent avec des taches de rousseur sur le visage et un « opinel » ébréché entre les dents.

Le discours de M. Georges Marchais, dimanche 4 juin, a en partie porté sur ce débat interne. Le secrétaire général a déclaré : « Nous ne souhaitons, nous ne voulons exclure personne, même s'il est vrai que nos statuts nous donnent cette possibilité. Nous ne le voulons pas parce que ce n'est pas notre conception de répondre à un problème politique par des mesures administratives. Ce n'est pas la conception qui découle de notre vingt-deuxième congrès. Nous n'aimons pas la répression. Nous n'aimons pas à chacun des hommes, à chacune des femmes qui composent ce parti, nous portons les espoirs de tant de millions de gens. Nous ne voulons pas être moins nombreux, mais plus nombreux. »

« Mais personne ne doit se faire d'illusion, nous sommes bien décidés à répondre au problème politique qui se trouve posé par une lutte politique résolue. » « Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. » « Nous ne voulons à aucun prix d'une politique qui consisterait à engager notre parti dans les factions trompeuses et finalement meurtrières de la capitulation devant la social-démocratie. Nous ne voulons pas plus d'un repli doctrinaire qui transformerait le parti en petite secte étroite sans aucune influence sur la réalité nationale. »

Les invités aux discussions théoriques du Nouveau Clarté, la revue des étudiants, n'ont pas pu esquisser la question. « En matière de recherche, il faut à dessein d'Althusser autant que des autres », reconnaissait M. Pierre Jaegle, chercheur scientifique. Mais M. Lucien Sève, membre du Comité central, a déclaré : « La philosophie n'est pas un match de boxe, le débat d'idées est nécessairement sans concessions. » Au stand d'« Avant-Garde », les échanges ont été plus vifs. M. Guy Herminier, membre du bureau politique, a prévenu les mécontents contre « la dérive social-démocrate » dont ils pourraient se faire les alliés objectifs. « Il faut en finir avec une politique stalinienne qui se décide au sommet », s'est écrié un intervenant. « Nous nous battons contre la tentative fractionnaire de régression, de dérive démocratique et révolutionnaire », a répondu M. Guy Herminier.

Un stand saccagé

L'après-midi, M. Roland Leroy, selon lequel « il n'y a pas de parti plus démocratique que le P.C. en France aujourd'hui », s'est adressé avec plus de fermeté encore aux contestataires, non sans susciter des mouvements divers parmi les auditeurs. Se rapportant au livre que vient de publier M. Althusser (1) et vendu à la sortie des débats officiels par ses partisans, M. Leroy a dit : « Le camarade Althusser prend parti contre le vingt-deuxième congrès. C'est ce que vous auriez appris si vous aviez lu le livre que vous avez dans vos poches. » Le directeur de l'« Humanité » s'est attaché à démontrer que sur les points où, selon le philosophe, la direction n'a pas consulté la base (abandon de la dictature du prolétariat, défense nationale, Parlement européen), le parti a eu raison et a été suivi par la majorité de ses adhérents. « Il est évident que de dire le contraire, c'est dire le contraire de la vérité », a-t-il affirmé.

M. ROCARD : les espoirs des militants communistes ont été douloureusement déçus.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré dimanche 4 juin à Mallet (Gard) : « La campagne de la direction du P.C. a été plus souvent dirigée contre les socialistes que contre l'adversaire de droite, qui a été ainsi sauvé en extrême d'une défaite à laquelle il s'attendait depuis des mois. » « Nous avons échoué car nous avons donné le spectacle insupportable d'une gauche divisée. Mais cela n'a pas été le fait des militants de base communistes, dont les espoirs ont été douloureusement déçus. Nous leur souhaitons le bienvenue par ailleurs, convaincus que nous ne trahirons qu'ensemble et à la faveur d'une union qui ne pourra se faire que dans la clarté. »

SCIENTIFICO-PO. ENTRE en A.P. ou en 2e ANNEE. Préparation annuelle. Stage intensif d'été. Préparation en cours de soir.

La pétition sur le recul par rapport aux acquis du XXIIe congrès du P.C.F. recueille neuf cents signatures de plus

La pétition qui mettait en cause la régression idéologique du P.C. adressée par trois cents communistes à l'« Humanité » (et que le quotidien du P.C.F. a refusé de publier) comptait, samedi 3 juin, mille deux cent douze signataires. Neuf cents communistes ont donc approuvé ce texte depuis sa publication dans « Le Monde » du 20 mai.

Si les signataires se recrutent surtout parmi les enseignants, de nouvelles professions sont représentées. Aux nombreux étudiants s'ajoutent des avocats, des médecins, des psychologues, des économistes, des comédiens — des membres du T.N.P. de Villeurbanne notamment —, des techniciens, des agriculteurs et des ouvriers. Ceux-ci ont parfois adressé des adhésions collectives : chantiers navals de La Seyne, usine Renault de Sandouville.

La diversité géographique est totale et on peut dire que les signataires viennent à présent de toutes les régions de France. Elles émanent souvent de responsables de cellules et de sections. Au-delà, les engagements sont rares. Il est vrai que les cadres départementaux du P.C.F. sont soumis à une très vive pression de la part de la direction du P.C.F. Certains de ceux qui avaient signé la pétition ont d'ailleurs fait machine en arrière. Il en est allé de même de plusieurs journalistes de la presse communiste.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE. Préparation au D.E.C.S. et à l'examen probatoire. L'ECOLE CHEZ SOI. 1, rue Thénaud. 75240 PARIS CEDEX 05. Tél. 329 21 99.

LA MINORITÉ DU M.R.G. S'ORGANISE

Les radicaux de gauche qui se sont opposés, lors du dernier congrès du M.R.G., à l'élection de M. Michel Crépeau ont décidé, dimanche 4 juin, la création de deux « clubs de réflexion ». L'un s'intitule Union nouvelle pour une Europe de progrès (UNEP) et l'autre Fédération pour une démocratie radicale (F.D.R.). Ces deux clubs sont animés par un collectif de vingt-cinq personnes, parmi lesquelles figurent MM. Braouque et Genesseeux, membres du secrétariat national sortant du M.R.G. Les membres du collectif ont décidé de ne pas siéger dans le futur bureau national du mouvement qui sera élu le 17 juin par le comité directeur du M.R.G.

La lutte, loin d'être fratricide, n'a pas empêché les jeunes de s'amuser dans cette fête. M. Mouna Aguilu recitait des poèmes : « A quoi bon tout ce tapage, puisqu'on s'est à l'usage ». Fourtant, vers 20 h. samedi, le stand des étudiants de Bordeaux, qui exposaient des ouvrages de M. Althusser, a été saccagé. En conséquence un débat prévu avec MM. Molina et Vargas a dû avoir lieu. Le collectif du mouvement a condamné cet acte. « La fête, je la trouve bien mais moi, j'aimerais qu'il y ait moins de bouffe et plus de politique », confie un contestataire. Cela sentait la brochette autant que le fagot.

« Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. »

« Nous ne voulons à aucun prix d'une politique qui consisterait à engager notre parti dans les factions trompeuses et finalement meurtrières de la capitulation devant la social-démocratie. Nous ne voulons pas plus d'un repli doctrinaire qui transformerait le parti en petite secte étroite sans aucune influence sur la réalité nationale. »

M. MITTERRAND : les conseils généraux doivent planifier eux-mêmes leurs dépenses

Bordeaux. — « La fédération des élus socialistes et républicains a fait du bon travail, il faut que les conseils généraux continuent à travailler dans le passé d'une coupe entre les élus et les militants. Les conseillers généraux ont trop rarement vu le châtre dans un parti dont ils sont pourtant l'un des rouages essentiels. »

« Si l'on excepte les conseils aux militants et aux élus départementaux (à ce ne faut pas céder au développement de l'apollitisme, c'est une des armes favorites de la droite) », M. François Mitterrand a surtout fait le procès de la centralisation : « Si on n'élabore pas soi-même son budget on ne devient qu'un assemblée faite pour lever l'impôt et assumer son impopularité. [...] Rien ne nous empêche de planifier nous-mêmes nos dépenses. Le conseil général peut s'en donner les moyens. » M. Mitterrand fai-

« Si nous ne nous donnons pas les moyens de réfléchir sur nos investissements futurs, nous ne sommes là que pour la forme. Certes, il faut mieux, pour l'instant, être bien avec son projet que mal, mais le vrai débat c'est la construction de la France. Il est écarté. Il y a d'excellents fonctionnaires, mais ce sont prioritairement de leur double fonction de représentants de l'Etat et de chefs de l'administration départementale. Nos institutions régionales ne sont que des instruments du pouvoir. Elles ne servent à rien sinon d'aliéner les procédures de suppression de telle ou telle fonction et le seront toujours tant que les moyens de financement nous échappent. Les préfets de région, les directeurs de préfecture ne donnent qu'une illusion de décentralisation. »

« Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. »

DEUX ÉLECTIONS GANTONALES...

HAUTES-PYRÉNÉES : canton de Tarbes-2 (2e tour). Inscr. 7 577 ; vot. 3 229 ; suffr. expr. 3 130. Mme Joséphine Soulier, P.C., adj. au maire de Tarbes, 1 845 ; M. Georges Danglade, U.D.F., 1 487.

« Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. »

« Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. »

« Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. »

ET UNE MUNICIPALE

CORREZE : Egletons (1er tour). Inscr. 2 868 ; vot. 2 088 ; suffr. expr. 1 966. Liste d'union de la gauche, 1 296 voix ou moyenne 6 sièges (5 P.S., 1 P.C.) ; liste de la majorité, 813 voix en moyenne.

« Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. »

« Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. »

« Nous ne voulons à aucun prix de l'instauration dans notre parti de courants et de tendances qui réunissent au sein démocratique, mais qui se transforment en champs clos de rivalités personnelles et de querelles de clans, qui donneraient à l'adversaire de classes des moyens réels de manipuler des communistes contre d'autres et de peser sur nos décisions. »

Administration de l'Entreprise

Programme de formation polyvalente avancée, accueillant 30 stagiaires par an, ouverts aux candidats suisses et étrangers, sans distinction de race, de sexe ou de religion. Durée : 9 mois, à plein temps. Formation intensive, basée uniquement sur la pratique, couvrant tous les domaines du management moderne, préparant à l'obtention d'une « Maîtrise en Administration d'Entreprise ». Coût du programme : FS 18'500. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens, cadres, conseillers ou dirigeants d'entreprises. Méthodes actives et participatives. Contrôle continu et systématique des connaissances. Langue de travail : français.

Préparation à l'entrée en Médecine

Stages scientifiques de pré-médecine en septembre ou année préparatoire NEULLY ou QUARTIER LATIN CEPEX - 57, rue Ch.-Lafitte, 82 Neuilly - 75231 Paris - Tél. 722.51.54 ou 745.01.13

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise, fondé en 1963. Prochaine session : octobre 1978. Inscriptions sur dossier et entretien. Documentation complète sur simple demande au Secréariat de l'Ecole, ch. de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), 021/232992, en précisant la référence.

La Fiat 2000 vous offre la direction assistée progressive, le double arbre à cames en tête, l'allumage électronique, la boîte 5 vitesses, les pneus surbaissés, les glaces électriques.

Pour 37800 F. Option boîte automatique. Prix clés en main. Version moteur 1600 cc : 34100 F.



Le chef de l'Etat annonce pour améliorer la desserte... Fiat 2000. Le droit à le marchande pas. GARANTIE 12 MOIS. SANS LIMITATION DE KILOMÈTRES. PNEUS SURBAISSÉS ET DÉBRUAYAGE.

سكينة الامم

PENDANT SON VOYAGE DANS L'ILE

Le chef de l'Etat annoncera des mesures pour améliorer la desserte aérienne de la Corse

Trois jours avant la visite du chef de l'Etat, l'agitation persiste en Corse. Des attentats ont été commis dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 juin...

LA CHARTE DE DEVELOPPEMENT TROIS ANS APRES

« Le Monde » publie le mardi 6 juin (numéro daté du 7 juin), un supplément de six pages, consacré à un bilan de la charte de développement économique de la Corse...

Un avertissement du R.P.R.

Reconnaissant que « beaucoup a déjà été fait, notamment par les pouvoirs publics, mais qu'il est encore de bien des choses à faire », les députés R.P.R. déclarent...

LE PROGRAMME DU VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING

Le voyage que M. Valéry Giscard d'Estaing doit faire en Corse du 7 au 9 juin se déroulera selon le programme suivant :

MERCREDI 7 JUIN : dans l'après-midi, arrivée à 16 heures à Ajaccio. Allocation sur le port. Réception à l'hôtel de ville par le maire, M. Charles Ornano...

JEUDI 8 JUIN : réception à l'hôtel de ville de Sartène par le maire, M. Dominique Bionchi. Déjeuner champêtre à Livia.

RETOUR A AJACCIO vers 16 h. 30 - 17 heures. M. Giscard d'Estaing prononcera une allocution devant les assemblées régionales réunies à la préfecture sous la présidence de M. François Giacobbi...

Le président de la République répondra aux discours de MM. Jean-Paul de Rocca-Sera (R.P.R.), député maire de Porto-Vecchio, président du conseil général de la Corse du Sud...

VENDREDI 9 JUIN : Réception, à Calvi, par la municipalité de la commune de M. Xavier Colonna, apparenté M.R.G., conseiller régional. Allocation. Réception à Corte par le maire, M. Michel Pieroni...

Le président de la République et son épouse seront notamment accompagnés par MM. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, Joël Le Theule, ministre des transports, Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, et Jean Riolauci, ancien préfet de la région Corse...

Originaire de Corse, elle était affectée, chaque été dans l'île, à la surveillance des plages. De leur côté, les quatre députés R.P.R. — MM. Jean Borez, Pierre-Paul Giacomini, Pierre Pasquini et Jean-Paul de Rocca-Sera — viennent d'écrire au chef de l'Etat pour lui demander que « des mesures immédiates soient prises et annoncées » par lui...

Les participants au « rassemblement royaliste » de Vendée dénoncent la « contamination républicaine »

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — Le traditionnel rassemblement « vendéen et chouan » organisé dimanche 4 juin au château des Essarts (Vendée) par l'Union royaliste Bretonne et Vendéenne militante a réuni près d'un millier de participants.

Une messe en latin a été célébrée à cette occasion par un prêtre du séminaire d'Évone dans une chapelle décorée de drapeaux tricolores fleurdelisés. Rien que sa présence ait été annoncée par des centaines d'affiches, le philosophe Gustave Thibon n'a pas participé à cette manifestation.

Salué comme un « héros de l'Algérie française », le colonel Château-Jobert, accueilli par des « Vins les parais », s'est limité à un bref discours au cours duquel il a déclaré : « Le Roi est partout. Il fait partout combattre la subversion ».

Même démarche chez M. Jean de Beauregard, président du comité directeur de la Fédération des unions royalistes de France (FURF), qui a dénoncé la « contamination républicaine et maçonnique » et « ceux qui, récemment, ont fait passer les parus et la France ». Enfin, M. Philippe Le Grand, l'un des organisateurs de ce rassemblement, candidat à Nantes, aux dernières élections législatives sur une liste du Front national (extrême droite), a affirmé : « Il faut se battre contre l'invasion idéologique marxiste. Dans cette plaine fertile, nous avons fait resurgir un formidable mouvement au service de l'ordre naturel ».

Comme dans les années passées, la NAF (Nouveaux Actionnaires Français), dont le directeur politique est M. Bertrand Renouvin, ne participait pas à cette manifestation. Il est vrai que la NAF comme le comité sont classés dans l'opposition de gauche par les participants. En somme, au rassemblement du château des Essarts, c'est le vicomte de Rougé, un parti-volontiers du roi, mais sans savoir qu'il est persuadé sans doute qu'il ne pourrait être que « chouan et vendéen » et prêt à marcher dans une croisade contre-révolutionnaire. — H. L.

A L'EXAMEN IL FAUT MIEUX PARLER LE DROIT COURAMMENT. CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE REVISER.

AU PROGRAMME DES CLUBS PERSPECTIVES ET REALITES : L'EUROPE, LA REDUCTION DES PRIVILEGES ET LA SECURITE.

L'Assemblée générale des clubs Perspectives et Réalités a eu lieu samedi 3 juin à Paris sous la présidence de M. Jean-Pierre Fournade, ancien ministre. En attendant compte des travaux, celui-ci a indiqué qu'il existe désormais trois clubs rassemblant un total cinquante mille personnes, et que cet accroissement d'effectifs a nécessité une modification des statuts. Une structure intermédiaire légère a été mise en place, dont procède un comité directeur composé de trente membres élus à l'échelon régional, de vingt membres élus par l'assemblée générale et de membres de droit (anciens présidents de la Fédération des clubs fondateurs, parlementaires, etc.).

L'Assemblée générale a débattu des trois thèmes sur lesquels vont porter les réflexions des clubs dans les prochains mois. La construction de l'Europe, d'abord, c'est M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat, qui a conduit les premiers échanges sur ce sujet, auquel les clubs consacreront une convention, le 18 novembre à Strasbourg.

La réduction des injustices et des privilèges, ensuite : M. Jacques Médecin (ministre du Rapport sur les Indépendances sociales en avril 1978) sera le maître d'œuvre de ces travaux. Une journée d'étude est prévue au début de 1978. Enfin, la sécurité : Mme Monique Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Justice, conduira la réflexion en ce domaine. Une journée d'étude sera organisée dans le milieu de 1978.

Les instances dirigeantes du parti républicain : dans la liste du bureau politique du P.R., publiée dans les éditions du Monde datées 4-5 juin, le nom de Mme Christiane Scriverer a été omis. Mme Scriverer est secrétaire générale adjointe du P.R.

M. Pierre-Christian Taftinger, sénateur et conseiller de Paris, a été élu samedi 3 juin président de la fédération de la capitale du parti républicain.

SUIVONS LA Relation de voyage du Lord Macartney à la Chine dans les années 1792, 1793, 1794. CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE REVISER.

AVEZ LES REponses POUR LE JOUR DES QUESTIONS. CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE REVISER.

Le congrès de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance évoque la situation de M. Charles Tillon

De notre correspondant

Brive. — Au bureau national, qui a été reconduit dimanche, au cours de la séance de clôture du congrès de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.), ont été élus comme nouveaux vice-présidents : Mme Madeleine Brann, ancienne responsable du réseau sud du Front national ; M. Robert Chamberlain, ancien secrétaire général adjoint du C.N.R. ; Louis d'Arceval, ancien ministre (Combat) ; le général Bot-Thévenaz, ancien chef des F.F.I. d'Indochine ; M. Auguste Gillet, ancien membre du C.N.R. ; André Chanson, de l'Académie française, commandant F.F.I. ; le vice-amiral Antoine Sanguinetti, des Forces navales françaises libres ; le général Billotte, ancien colonel de la 2^e D.B., ancien ministre de la défense nationale, et Virgile Barel, ancien député des Alpes-Maritimes.

Le congrès a adopté à l'unanimité plusieurs résolutions concernant notamment les insuffisances de l'éducation nationale pour ce qui concerne l'histoire de la Résistance. Il s'est également prononcé pour la non-ingérence de la France dans les affaires intérieures des autres pays.

Représentant M. Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, le préfet de la Corse a assuré l'assemblée que le gouvernement soutiendrait toutes les initiatives s'opposant aux résurgences du nazisme. M. Pierre Tillon, ancien député communiste, qui présidait le congrès en l'absence de M. Jacques Delors-Bridel, soulignant à l'instinct qu'il existe toujours un contentieux avec le ministre des anciens combattants, ne serait-ce que pour la reconnaissance des droits dus à la célébration de l'anniversaire du 6 mai 1945, elle doit, a ajouté le coprésident, représenter surtout la victoire de la liberté.

Le congrès a également abordé le cas de M. Charles Tillon, ancien commandant en chef des F.F.I., ancien membre du bureau politique du P.C.F. (Le Monde du 2 juin). Il a indiqué : « Le congrès tient à rappeler que Charles Tillon, qui a toujours eu un mandat dans les organismes de direction, s'est exprimé très librement au congrès de Pau en 1972, en présence des plus hautes autorités départementales. Il a vigoureusement déclaré qu'il refusait d'être présenté de nouveau à l'élection du congrès en qualité de vice-président, poste qu'il occupait au sein de l'association depuis dix ans. Cependant, dans un souci d'unité et en égard à la personnalité et aux mérites de l'ancien commandant en chef des Français libres et partisans, le congrès avait décidé de maintenir le poste de vice-président à la disposition de Charles Tillon et, en cette qualité, il a été régulièrement invité à toutes les réunions auxquelles il s'est cru depuis ne pas assister ni assister pendant quatre ans. En 1976, le congrès de Grenoble a élu Charles Tillon membre d'honneur de l'A.N.A.C.R. aux côtés d'éminentes personnalités de la Résistance qui honorent l'association de leur confiance. »

QUAND VOUS AVEZ OUBLIE VOTRE CASSETTE, REPETE, REPETE, REPETE. CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE REVISER.

La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision. Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et impuretés qui viennent se mêler à des sécrétions anormales. Les pellicules vous démangent. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir. EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité. Ecrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h). EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84

les conseils généraux eux-mêmes leurs dépenses

Le conseil général de la Corse a voté le 27 mai 1978, à l'unanimité, une motion de confiance à l'égard de M. Giscard d'Estaing...

NS CANTONALES. Le conseil général de la Corse a voté le 27 mai 1978, à l'unanimité, une motion de confiance à l'égard de M. Giscard d'Estaing...

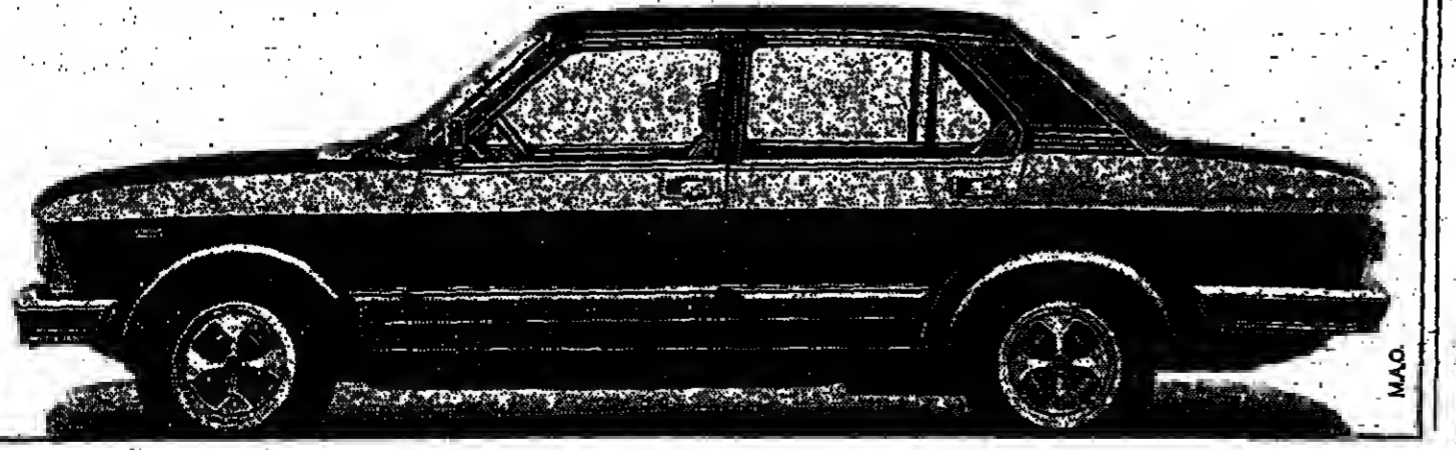
ET UNE MURMURE. Le conseil général de la Corse a voté le 27 mai 1978, à l'unanimité, une motion de confiance à l'égard de M. Giscard d'Estaing...

es de L'ANCIEN. Le conseil général de la Corse a voté le 27 mai 1978, à l'unanimité, une motion de confiance à l'égard de M. Giscard d'Estaing...

assistée en tête, lasses, riques.

12 ANS

Fiat 2000. Le droit à la qualité, Fiat ne vous le marchandé pas.



Exclusions d'élèves au lycée de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine)

< On nous dit que nous ne sommes pas ici pour vivre >

Trois élèves majeurs de terminale au lycée Florent Schmitt, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), ont été priés de ne plus se présenter aux cours à compter du 24 mai. A un mois du baccalauréat, cette mesure est peu courante. Les formes légales n'ont pas été respectées : l'exclusion définitive d'un

Une affaire banale dans un lycée, le conseil d'administration principal d'éducation et l'interdiction de la Coupe du monde de football, pendant un cours de mathématiques. Il est prié de sortir deux de ses camarades de la terminale, 3 B, dont l'un est délégué de classe, prennent de délices. Après quelques péripéties, les trois sont renvoyés. Comme la loi relative à l'administration, elle emploie le terme de « radiation des listes des élèves ». Le résultat est le même ; Benjamin et les deux Eric ne pourront plus remettre les pieds au lycée ; les professeurs qui les accueilleraient commettraient une « faute professionnelle ».

Le 20 mai, Eric C. lit l'« Etoile », journal du comité pour le boycottage de la Coupe du monde de football, pendant un cours de mathématiques. Il est prié de sortir deux de ses camarades de la terminale, 3 B, dont l'un est délégué de classe, prennent de délices. Après quelques péripéties, les trois sont renvoyés. Comme la loi relative à l'administration, elle emploie le terme de « radiation des listes des élèves ». Le résultat est le même ; Benjamin et les deux Eric ne pourront plus remettre les pieds au lycée ; les professeurs qui les accueilleraient commettraient une « faute professionnelle ».

Entre-temps, pendant une nuit, des locaux du lycée ont été menacés de pillage, les bureaux de la directrice et du conseil

élève ne peut, en effet, être prononcée que par le conseil d'établissement constitué en formation disciplinaire (décret du 28 décembre 1976). Or ce conseil n'a pas été réuni. Ce vice de procédure n'est qu'un des symptômes de l'atmosphère qui règne dans ce lycée.

« Pourquoi, demandent Christophe et Philippe, ne peut-on choisir d'assister aux cours, comme à la fac, où nous serions peut-être dans quatre mois ? Pourquoi ne peut-on trouver un travail puis revenir au lycée ? Pourquoi ne nous permet-on pas de vivre dans ce lycée où se passent les trois quarts de notre temps ? Vivre et pas seulement travailler. On nous répond : « Vous n'êtes pas ici pour vivre, mais pour avoir le bac ! »

Manque de contacts

Les trois jeunes renvoyés ne sont pas des élèves isolés, intelligents, il leur arrive de réfléchir. Mais, dans ce lycée, les élèves qui veulent faire quelque chose sont aussitôt taxés de gauchisme ; ils font peur, dit une mère, ancienne déléguée au conseil d'administration. « Ni la directrice ni le censeur n'ont de contacts avec les élèves », confirme une autre mère. Nathalie, seize ans, élève de première qui se déteste « de droite » et pense que les trois exclus avaient le tort de fonder des « mini-révolutions », ajoute, parlant d'une des responsables du lycée : « Je ne l'ai jamais vue souriait à un élève. La tête n'est pas autorisée au lycée, même exceptionnellement. A mardi gras, des élèves qui s'étaient déguisés ont été sanctionnés, et leurs parents convoqués... »

Avec les professeurs, les rapports de l'administration ne semblent guère meilleurs. Syndicats de gauche et syndicats « modérés » ont renoncé à aller au conseil d'établissement, « ne voulant pas être réduits au rôle de potiches ». Accusée l'an dernier par l'administration, dans une autre affaire, de « s'être laissé manipuler par les élèves », elle ne montre guère de sympathie. Les représentants du SNES avouent qu'ils seraient gênés de paraître désavouer un collègue. Une représentante du SGEN-C.F.D.T. pense aux lycéens qui s'accrochent à la préparation du baccalauréat.

« Mais nous voulons tous préparer le bac ! », exclament les élèves de la terminale 3 B, les camarades des exclus. Leur horizon, pourtant, est plus vaste.

« Pourquoi, demandent Christophe et Philippe, ne peut-on choisir d'assister aux cours, comme à la fac, où nous serions peut-être dans quatre mois ? Pourquoi ne peut-on trouver un travail puis revenir au lycée ? Pourquoi ne nous permet-on pas de vivre dans ce lycée où se passent les trois quarts de notre temps ? Vivre et pas seulement travailler. On nous répond : « Vous n'êtes pas ici pour vivre, mais pour avoir le bac ! »

« Il ne comprend pas qu'on leur interdise l'attaché libre, comme dans d'autres lycées. Quand j'ai voulu créer un club de musique, raconte Philippe, on m'a fait remplir et signer un tas de papiers que j'ai dû recopier « mieux écrits ». De quel vous découragez. » Les lycéens ne sortent le soir avec des couples de coquetterie », constate l'élève, qui voit les élèves très préoccupés de l'avenir mais, au lycée, complètement enfermés, à l'écart de la vie.

Il faudrait parler encore des « descentes des fais » (les « fascistes ») conduites par des anciens du lycée, et auxquelles, ils le reconnaissent, le conseiller principal d'éducation ose faire front en dépit de son âge. Il faudrait dire que le groupe Florent-Schmitt est implanté dans une commune d'où ont disparu les vieux immeubles et les petites maisons, remplacés par les beaux appartements du « Parc Marie-Bonaparte » (180 000 F le six-pièces), 1 200 000 F le six-pièces. Il faudrait donner la parole à la directrice, Mme Bonne, « Médiocre le censeur », mais elle ne veut pas le prendre. Trois jours de démarches ne les ont pas convaincus, malgré le circulaire ministérielle du 3 mars 1977, qui indique « qu'il appartient au chef d'établissement de donner des informations sur son établissement ». Outre le décret fixant les modalités à respecter pour exclure les élèves, c'est probablement le seul texte officiel que le directeur du lycée n'applique pas avec zèle.

CHARLES VIAL

L'avenir du système éducatif est lié à la formation des maîtres

estime la conférence des associations de spécialistes

« Attention ! Que les moyens nécessaires soient prévus pour la qualification des maîtres, sinon le système éducatif français régressera encore au lieu d'évoluer au service des jeunes. » C'est l'avertissement lancé par M. Jean Ulysse, secrétaire général de la conférence des présidents des associations de professeurs spécialistes, au terme d'une journée

nationale de réflexion organisée samedi 3 juin, à Paris. Une cinquantaine d'enseignants, membres de treize associations, ont réfléchi sur la formation continue des maîtres, prolongeant les travaux conduits par la même organisation en décembre 1977 sur l'avenir de l'enseignement secondaire.

« La formation initiale et continue des maîtres est le clé de voûte de tout système éducatif », a déclaré M. Ulysse en présentant les conclusions de la journée de réflexion, mais à tout le monde en parole, et beaucoup proposent, ne revient-il pas en premier lieu aux enseignants eux-mêmes de s'en préoccuper ? Si, dans le premier degré, la formation initiale et continue se fait sous de nombreux aspects, elle n'existe pas moins pour la majorité des instituteurs. Il n'en est pas de même pour les enseignants du second degré et du supérieur, dont aucun ne reçoit de véritable apprentissage pédagogique ni au début ni au long de sa carrière. Seuls les instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) jouent un rôle de formateur, mais leurs crédits ont été réduits pour 1978 (le Monde du 11 octobre 1977 et le 8 février 1978) et le rumeur de nouvelles amputations budgétaires circule.

Aux yeux des participants à la journée de réflexion de la conférence des présidents d'associations de professeurs spécialistes, la formation continue est « un droit et une nécessité pour tous les enseignants ». Son but est d'assurer au maître « une meilleure connaissance de sa discipline réelle aux problèmes contemporains, de lui apprendre à traverser avec les personnes ayant une formation différente », de le conduire « à mieux connaître la complexité du travail pédagogique et à mieux connaître les réalités sociales, éducatives, etc. ». Elle doit lui donner des informations et publications « ouvertes à tous » pour qu'il décide « en toute indépendance » de sa participation à des colloques ou réunions.

Contre le dirigisme

Les associations disent ainsi « non au dirigisme, aux répétitions, à une pseudo-formation initiale », elles refusent « les réunions ou les stages imposés par l'administration (inspection générale), souvent même sans prise en charge financière ». Elles tiennent beaucoup à ce que la formation continue soit interdisciplinaire. Il apparaît à cet égard que l'expérience des IREM, où, sur tout les premières années de leur existence, travaillaient ensemble instituteurs, professeurs du secondaire et du supérieur, sert en partie de référence aux associations.

Une discussion a opposé plusieurs participants sur la place de l'Université dans la formation continue des enseignants. Certaines associations nourrissent de la méfiance à l'égard de l'aima mater, et, selon les termes d'un participant, refusent « le dictat à la fois des inspecteurs généraux très autoritaristes et heureux de trouver ainsi un renfort d'étudiants de troisième cycle ».

Le texte adopté déclare que les structures de formation doivent associer les enseignants du premier degré, du second degré, du supérieur, l'Université, les grands organismes de recherche et les responsables du ministère de l'éducation. La même méfiance s'est manifestée à propos de la formation initiale que l'Association des professeurs de sciences et techniques économiques en particulier estime « défectueuse ». La conférence ne remet pas en cause, toutefois, ses conclusions des journées de décembre 1977, où elle déclarait

« nécessaire « un niveau minimum obtenu au cours de cinq années d'études après le baccalauréat conclu par un concours national » et estimait que la formation devrait être « assurée au plan scientifique par l'Université ».

« Au terme de ses travaux, la conférence dispose de documents de travail qu'il appartient à chacune des treize associations d'imprimer et sur leur silence à l'égard des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs visés. M. Jean Ulysse a néanmoins rappelé que la conférence avait « dénoncé les dangers de la mise en place de la réforme sans programmer les moyens nécessaires ». Il a ajouté que, sans moyens pour « la qualification des maîtres », il y aurait un « danger réel pour le France de demain ».

Le ministre de l'éducation du Québec, M. Jacques-Yves Morin, effectuera du 5 au 9 juin une visite officielle en France sur l'invitation de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation. Outre des réunions de travail au ministère de l'éducation et des visites d'établissements, M. Morin rencontrera Mme Alice Saunier-Seliv, ministre des universités, et M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail.

QUATRE-VINGT-DIX MILLE ADHÉRENTS

La conférence des présidents des associations de professeurs spécialistes a été créée en novembre 1977. Elle se donne pour mission la liaison et l'information dans le domaine de la pédagogie et ne veut « en aucun cas de substituer aux organisations syndicales ». La conférence affirme regrouper près de quatre-vingt-dix mille enseignants au sein de treize associations : enseignements de français, activités manuelles éducatives, biologie-géologie, dessin et arts plastiques, éducation musicale, histoire et géographie, langues vivantes, mathématiques, philosophie, sciences économiques et sociales, sciences et techniques économiques, français et langues anciennes et Union des physiciens. [Secrétariat général : M. Jean Ulysse, 108, avenue de Fresco, 92220 Vanvres.]

CADRES Initiez-vous à la «Méthode Pap» pour trouver une meilleure situation, réussir dans vos affaires, accroître votre confiance en vous, maîtriser votre avenir. Succès confirmés et authentifiés par le courrier de nombreux Cadres enthousiastes. Information tous les lundis et jeudis à 18 h 30, dans les bureaux de cadr'office, 3, r. de Penthièvre, 75008 Paris

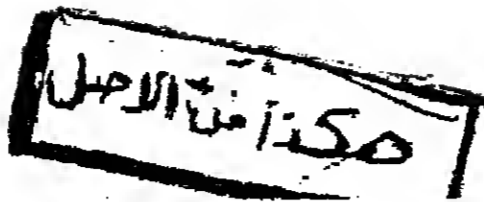
RELIGION Mgr LEBEVRE A CONFIRMÉ PRÈS DE TROIS CENTS ENFANTS EN L'ÉGLISE SAINT-NICOLAS-DU-CHARDONNET. Mgr Daniel Pérezil, évêque auxiliaire de Paris, avait qualifié l'intervention de Mgr Lefebvre d'« ouvrage épiscopal, ouvrage publicitaire outrageant ». Mgr Lefebvre a développé les idées qu'on lui connaît. « Nous le parole de Dieu », a-t-il ajouté. A la fin de la messe, le prélat est apparu sur le parvis pour bénir la foule restée dehors et qui lui a fait une longue ovation. Mgr Lefebvre était déjà venu à Saint-Nicolas confirmer une centaine d'enfants. Le prélat, d'autre part, annonçait qu'il procéderait le 29 juin prochain à dix-huit nouvelles ordinations dans son séminaire d'Écône.

A l'abbaye de la Source UN EXPOSÉ DU PÈRE PAUL SUR LE MONACHISME EN AMÉRIQUE LATINE. L'Association des amis de l'aide à l'implantation monastique (7, rue d'Issy, 92170 Vanves, tél. 844-80-05) vient de réunir son assemblée générale à l'abbaye Sainte-Marie-de-Paris (5, avenue de la Source, 75018). A l'issue de cette réunion, le Père Paul Gordan, ancien secrétaire général de la confédération bénédictine, a fait un exposé historique sur le monachisme en Amérique latine. Expulsé d'Allemagne sous le régime hitlérien, le confesseur, qui fut un ami intime de Georges Bernanos, a vécu quelque vingt ans en Amérique latine. On pourra se procurer ultérieurement le texte de cette conférence au siège de l'association.

50ème anniversaire GRANDES VACANCES Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en ANGLETERRE ECOSSE ETATS-UNIS ALLEMAGNE ESPAGNE ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

PRIX SENSATIONNELLS Costume lavable 80 % polyester, 20 % viscose, mille-raies, 495 F. Veste non doublée, 67 % polyester, 33 % coton, Rayée bleu et blanc, 345 F. Pantalon blanc pur coton, 160 F. Chemise carreaux, pur coton, 45 F. Mouchoir coton les six, 46 F. Boutons de manchettes, 50 F. Trousse de toilette, 50 F. MADELIOS pour ceux qui savent choisir PLACE DE LA MADELINE PARIS

ET MO II. Les industries... Plaigne des parents d'une jeune fille morte dans un hôpital de Marseille... A Pontaise trois morts dans l'accident d'un foyer pour enfants.



ET MOURIR DE MAIGRIR

II. — Une impunité quasi totale

par CLAIRE BRISSET

catif est lié
maîtres
ins de spécialistes

Un... médicale... prospère depuis des années... celle qui vit dans les... griseurs-miracles... qui prescrivent sans discernement un... médicament toxique... anorexigènes, extraits thyroïdiens, diurétiques, moyennant des sommes considérables. Jusqu'à présent, ils agissent dans une quasi-impunité (« Le Monde » daté 4-5 juin).

« Dépendre les patients, et au surplus les rendre malades ! De telles pratiques sont littéralement inqualifiables », déclare sans ambigüité le docteur Louis René, président du conseil de l'Ordre des médecins de Paris. L'activité de certains médecins amaigrisseurs est aujourd'hui bien connue des autorités sanitaires et même judiciaires, puisqu'une enquête, au pénal, est ouverte en ce moment même à Paris, à la suite d'accidents graves provoqués par l'un de ces traitements.

Tout, en effet, dans un pareil système, viole les normes de l'exercice médical : du cynisme professionnel, de l'organisation financière. Une organisation qui peut aller jusqu'à « piéger » le contre-réel. Certains de ces maîtres de groupe ont des bureaux et cabinets de groupe. Arrive un candidat, par exemple un jeune praticien soucieux de « réussir », on lui indique les ressources ne sont plus ce qu'elles étaient. Ceux-là sont, jusqu'à ce moment, « innocents ». Le chef de groupe leur explique les modalités de son système local, certes cher, mais que, par égard pour un jeune confrère, on a amené, d'un côté, une question de la demander chaque mois 4000 ou 5000 F de participation aux frais. La moitié suffira, mais il faudra travailler beaucoup, et « comme nous ». « Autant nous ne veut pas dire grand-chose, au dévouement. On le fera, comprend progressivement à la nouvelle venue. Et celle-ci, écoeuvrée de ce mode de pratique, veut se dégrader au bout de quelques mois ou années, elle s'adresse au chef, à la réponse suivante : « Libre à toi, mais il faut rembourser les sommes que nous ne pouvons pas rembourser, chaque mois, pendant toute la durée de ta vie ».

Il est bien difficile, alors, de se dégrader. Certains parviennent à le faire, mais à quel prix ? Un médecin de province, tombé par ignorance dans un « cabinet de groupe » de ce genre, est parvenu à son départ. Il a fallu pour lui, à la fin de son séjour, sous forme de menaces discrètes mais fermes, d'un membre haut placé de la hiérarchie professionnelle, de quitter le lieu.

Le conseil de l'Ordre ne dispose, d'ailleurs, de ce possibilité d'action limitée, il en est conscient. « Tout le monde connaît les risques que de telles pratiques font courir », déclare le président du conseil de l'Ordre ne dispose pas de pouvoirs qui lui donne la loi : nous ne pouvons agir que sur plainte ».

Des « mixtures » désastreuses
Telle est précisément la raison pour laquelle les amaigrisseurs de ce type jouent sur les patients, en effet, ne savent pas que ces traitements prétendument homéopathiques, donc inoffensifs, possèdent, en fait, des effets très graves. Ils le savent, s'ils s'en doutent, nombre d'entre eux encore n'ont pas à avouer à leur médecin traitant, et ils s'adressent encore bien moins à l'Ordre des médecins ou à la justice. Et sur quel chef d'accusation ? « Je n'ai pas maigri », dit le médecin. « Mais à une obligation de résultat », mais à une obligation de moyens, ce qui est effectivement le cas. « Pourquoi ? » « Pourquoi ? » « Pourquoi ? » « Pourquoi ? »

versaire
BANDS VACANCES
50 F

présent : la Sécurité sociale, et cela tout particulièrement sous un angle bien précis — les « mixtures » pharmacologiques que prescrivent les amaigrisseurs de ce type. En effet, outre les dangers que peuvent provoquer, dans l'organisme, les substances ainsi prescrites, et notamment le traitement célèbre trio anorexigènes-extraits thyroïdiens-diurétiques, les mélanges de produits, dans la gélie elle-même, ne sont pas sans danger. Certains pharmaciens spécialisés se sont équipés de véritables systèmes semi-industriels pour pouvoir fabriquer les précieuses pépites. La difficulté est de s'approvisionner en matières premières. Ils s'adressent alors souvent directement à l'industrie pharmaceutique. C'est ainsi qu'un membre de l'un des plus grands laboratoires français s'est vu proposer la commande, à sa grande stupeur, par l'un de ces pharmaciens, d'un canton de l'une de ces substances dont le prix est d'ailleurs, à l'achat, extrêmement modique. Si l'approvisionnement en matières premières se révèle difficile ou impossible, car l'industrie est de plus en plus prudente, — qu'à cela ne tienne, le pharmacien « spécialiste » conditionnera les pépites vendues par l'industriel, les pilules, les broches pour pouvoir mélanger le principe actif à d'autres. Et c'est ainsi que l'on obtiendra des « compositions » qui ne contiennent pas moins de dix-neuf produits.

« Or », explique le docteur Pierre Simon, pharmacologue, personne ne peut prédire les interactions chimiques — neutralisation réciproque, par exemple, ou au contraire potentialisation — qui risquent de se produire. Dans l'industrie pharmaceutique, chaque mélange demande des mois, voire des années d'études. Il est donc difficile d'étudier l'interaction de deux substances, a fortiori de trois ou quatre. « L'industrie ne va jamais au-delà. Indus-trieux ! »

Après la publication d'un livre sur la mort de l'ancien S.S. L'écrivain Georges Arnaud sera entendu par le juge d'instruction chargé de l'affaire Peiper
De notre correspondant
Vesoul. — Affirmant qu'il détient la preuve que l'ancien colonel SS Joachim Peiper n'est pas mort à Traves (Haute-Saône), le 14 juillet 1976, l'écrivain Georges Arnaud va être cité comme témoin par le juge d'instruction de Vesoul, M. Christian Nannin.

Plainte des parents d'une jeune fille morte dans un hôpital de Marseille.
Les parents d'une jeune résidente, Philomène Bindiou, âgée de quatre ans, domiciliée à La Ciotat (Bouches-du-Rhône), décédée le 18 février à l'hôpital de la Timone à Marseille, après une chute du cinquième étage de l'établissement, viennent de porter plainte contre X. pour « homicide involontaire et tous autres délits que l'enquête révélera ».

Amendes pour les pacifistes du Larzac.
Le tribunal correctionnel de Millau (Aveyron) a condamné, vendredi 2 juin, cinq militants pacifistes, dont deux prêtres catholiques, MM. Pierre Bonnetoux et Robert Pirault, et un pasteur protestant, M. Hervé Biot, à 500 F d'amende chacun pour avoir édité sans permis de construire, une bergerie et un centre de recherche pour la paix dans le périmètre d'extension du camp militaire du Larzac. Les militants pacifistes devront en outre procéder à la démolition de la bergerie et de centre dans un délai de huit mois.

A Pointoise trois morts dans l'incendie d'un foyer pour enfants.
Un incendie, qui a démarré, dimanche matin 4 juin, un foyer d'hébergement pour enfants en

Des recommandations communes des ordres des pharmaciens et des médecins ont été diffusées, sur ce point, depuis 1963. En 1975, l'Ordre des médecins est même entré dans le détail en spécifiant expressément : « Pourant les risques que présente pour les malades la prescription de préparations comportant l'incorporation d'une ou de plusieurs spécialités pharmaceutiques, il est recommandé de ne prescrire que des médicaments spécialisés qui ne compromettent pas la stabilité des substances actives, ou modifier, ou altérer les propriétés thérapeutiques des spécialités incorporées (...) ».

Une telle mesure, assurément nécessaire, ne suffit probablement pas à réduire à néant l'ensemble de ce système. Il faudrait aussi que les pharmaciens aient des règles professionnelles, comme leurs collègues étrangers, et leur imposition, l'exécution d'ordonnances qui leur paraissent suspectes. Beaucoup ont déjà refusé, notamment incontestablement d'informations. Comme l'écrit le professeur P. Simon (2), « quand prendra-t-on des mesures contre les charlatans, médecins ou autres qui exploitent leurs clients d'une façon honteuse : heures de réception, prix pratiqués et, surtout, ordonnances inqualifiables ? Quel pharmacien n'est pas prêt à exploiter leurs clients d'une façon honteuse : heures de réception, prix pratiqués et, surtout, ordonnances inqualifiables ? Quel pharmacien n'est pas prêt à exploiter leurs clients d'une façon honteuse : heures de réception, prix pratiqués et, surtout, ordonnances inqualifiables ? »

FAITS ET JUGEMENTS
attente de placement, situé 119, rue Saint-Jean à Fontvieille (Nice), a fait trois morts : un éducateur, M. Cyrille Leclercq, vingt-quatre ans, et deux enfants âgés d'une quinzaine d'années. Selon le directeur de l'établissement, M. Jean Nicolas, neuf enfants se trouvaient cette nuit-là dans le foyer géré par le groupe local pour l'enfance inadaptée et qui reçoit temporairement des enfants envoyés par le service de l'aide sociale à l'enfance ; sur les sept enfants qui ont pu être sauvés, quatre ont été légèrement blessés.

Le jugement a été rendu dans le calme, contrairement à ce qui s'était passé au cours de la audience du 10 mai, où environ deux cents personnes avaient manifesté en faveur des accusés. A cette occasion, M. Pierre Bonnetoux, président du Centre de recherche pour la paix ou à l'initiative de l'actien catholique rural, avait déclaré : « Nous sommes épuisés pour détruire plusieurs fois tous les habitants de la planète et nous ne sommes pas épuisés pour donner du pain à tout le monde. Arrêtons ce carnage et pourqu'on ne pas commencer par le Larzac ? »

Le tribunal a également infligé deux amendes de 1000 F, l'une à François Glacot, vingt-cinq ans, pour avoir renvoyé sa carte de service national et l'autre à Alain Moulin, vingt-sept ans, pour avoir renvoyé son livret militaire.

Le financement de la cité judiciaire devait être assuré à 20 % par l'Etat et 80 % par le conseil général d'Ille-et-Vilaine.

la présidence du professeur Monique Flax, chargé d'étudier la question. Le bureau central de la Sécurité sociale, enfin, a constitué en juin 1977 un groupe de travail sur ce qu'il a pudiquement désigné comme « des prescriptions atypiques » correspondant non seulement à « des associations thérapeutiques » et « homéopathiques ». Déplorant la difficulté d'appréhender la question sur le plan disciplinaire ou répressif, ainsi que le danger que courent les malades et le coût de ces pratiques pour le budget de la Sécurité sociale, le haut comité, reprenant nombre des propositions de la commission, a élaboré un projet de décret qui vise à réglementer très strictement toute possibilité de mélanges de principes actifs.

Miner et pouvoir séducteur
« C'est un être collectif, dit pour sa part le docteur Pierre Bugas, nos cultures occidentales nous ont un culte mythologique de la femme échaudée. » Il est de fait, ajoute le professeur Marian Apfelbaum, que la femme grosse obtient de réputation en période d'abondance. Un phénomène sociologique contre lequel la médecine n'est d'autant plus désarmée que le problème du surpoids a été longtemps classé par la science officielle parmi les maladies. Pendant bien longtemps, dit en ce sens le professeur Apfelbaum, la « bonne médecine » ne s'est occupée du problème que s'il s'accompagnait d'un facteur de risque, comme le diabète. D'où une pratique de renouveau systématique des « gros-poids très gros », qui les a rejetés dans les charitables, ajoutée à cela un autre état de surpoids, sans qu'il n'y ait de médicaments qui permettent de maigrir durablement et sans danger. Il faut bien se rendre compte de la notion de restriction alimentaire, ce qui peut être d'autant plus injuste que certains « gros »

GREFFIERS ET FONCTIONNAIRES DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE RENNES FERONT GREVE LE 7 JUIN
De notre correspondant
Rennes. — Les greffiers et fonctionnaires du tribunal de grande instance de Rennes ont déposé, jeudi 1^{er} juin, un préavis de grève de vingt-quatre heures pour le 7 juin, quatre heures pour le 7 juin (veille de la grève nationale de ces personnels) afin d'appuyer une revendication relative à la construction d'une cité judiciaire promise depuis six ans et qui, pour raison d'économie, ne sera vraisemblablement pas réalisée.

Chacun s'accorde pourtant à reconnaître que les conditions de travail sont légèrement au-delà de la limite du supportable dans ce bâtiment, qui est en outre, dont l'éclatement des services en six points différents de la ville empêche un fonctionnement normal de la justice et présente souvent le justiciable qui attend d'être jugé dans un endroit, alors que son affaire est évoquée dans un autre bâtiment situé à l'écart de la justice. Le seul respect de la législation sur l'hygiène et la sécurité devrait d'ailleurs logiquement entraîner la fermeture de la partie installée dans les anciennes écoles du Parlement de Bre-

tagne, dont les étages nobles sont occupés par la cour d'appel. Le 2 juillet 1977, un projet présenté par deux architectes rennais était retenu par le conseil général d'Ille-et-Vilaine, après avis favorable de la municipalité de la construction d'une cité judiciaire, déclarant que la cité judiciaire ne pourrait pas être construite en raison de difficultés budgétaires imposant de préserver l'aide aux communes au détriment des grands investissements.

Stonées de ces explications changeantes et éprouvant la désagréable impression « d'avoir été bernés », magistrats, greffiers et fonctionnaires se sont à nouveau réunis jeudi 1^{er} juin en assemblée plénière pour demander qu'à la suite de l'Etat, le conseil général tienne ses engagements, et pour protester contre la suggestion du conseil général de transférer une partie du tribunal dans un bâtiment inoccupé de la périphérie de Rennes. Cette solution de remplacement qui ne ferait qu'aggraver les difficultés des nombreux services du tribunal a été rejetée en raison de son caractère inopérant, et c'est avec le soutien actif des magistrats que le personnel a décidé de se mettre en grève mercredi prochain. — X.

Le Syndicat de la magistrature d'Ille-et-Vilaine et le conseil général d'Ille-et-Vilaine ont décidé de se réunir le 3 juin, à 10 heures, au tribunal de grande instance de Rennes, pour discuter de la situation et de la possibilité d'une grève.

« Cette conviction tenace à la rigueur d'un fantasme : conserver le plaisir de manger sans en éprouver la sanction (la prise de poids), comme l'amaigrissement, est une sorte de nombrilisme consistant à obéir : d'où la quête de pilules magiques qui, telle la pilule contraceptive, empêcherait de devenir gros tout en ouvrant un champ illimité aux perspectives du plaisir. Les avertissements médicaux ont une faible portée lorsque prévaut un tel état d'irrationnel ».

Un climat qui renforce évidemment les stéréotypes culturels qui assimilent le maigre et le pouvoir séducteur, chez les femmes tout particulièrement, dans la masse générale biologiquement est — proportionnellement à leur poids — plus importante que celle de l'homme.

Des méthodes redoutables
Reste un autre type de manipulation du comportement alimentaire, qui consiste à utiliser les techniques de conditionnement, du « dressage » (type Orange mécanique), qui fait appel à des punitions réflexes ou à des récompenses. Ces méthodes sont redoutables, ajoute le professeur Apfelbaum, à la fois par leur efficacité et par l'absence de tout contrôle de l'arbitre. Au conseil de l'Ordre, le docteur Louis René est du même avis.

En attendant que ces recherches aboutissent, faut-il prendre son parti de l'activité des amaigrisseurs-miracle ? Assurément non, d'autant que rien ne laisse prévoir une régression de la demande, bien au contraire. « Mais, conclut pour sa part le professeur Apfelbaum, la bataille contre les jusans de l'amaigrissement restera ponctuelle et inefficace tant que le phénomène n'aura pas été analysé à fond. »

FIN

JUSTICE

Le ministre de la santé vient en outre de faire classer aux tableaux A de la liste des médicaments (produit à ne donner que sur ordonnance et de façon limitée) et B (stupéfiants) l'ensemble des anorexigènes.

« Le groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie, créé à l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature, vient d'être reconstruit. M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris (R.F.P.), a été réélu à la présidence de ce groupe. Les membres du bureau provisoire sont : MM. Pierre Bas (R.P.R.), Jean Briand (U.D.P.), Jean-Pierre Buisson (R.P.R.), Raymond G. Gilliod (R.P.R.), Mme Mario Jacq (P.S.), M. Louis Le Penzec (P.S.) et Gilbert Millet (P.C.). »

Le groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie, créé à l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature, vient d'être reconstruit. M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris (R.F.P.), a été réélu à la présidence de ce groupe. Les membres du bureau provisoire sont : MM. Pierre Bas (R.P.R.), Jean Briand (U.D.P.), Jean-Pierre Buisson (R.P.R.), Raymond G. Gilliod (R.P.R.), Mme Mario Jacq (P.S.), M. Louis Le Penzec (P.S.) et Gilbert Millet (P.C.).

Le groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie, créé à l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature, vient d'être reconstruit. M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris (R.F.P.), a été réélu à la présidence de ce groupe. Les membres du bureau provisoire sont : MM. Pierre Bas (R.P.R.), Jean Briand (U.D.P.), Jean-Pierre Buisson (R.P.R.), Raymond G. Gilliod (R.P.R.), Mme Mario Jacq (P.S.), M. Louis Le Penzec (P.S.) et Gilbert Millet (P.C.).

Le groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie, créé à l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature, vient d'être reconstruit. M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris (R.F.P.), a été réélu à la présidence de ce groupe. Les membres du bureau provisoire sont : MM. Pierre Bas (R.P.R.), Jean Briand (U.D.P.), Jean-Pierre Buisson (R.P.R.), Raymond G. Gilliod (R.P.R.), Mme Mario Jacq (P.S.), M. Louis Le Penzec (P.S.) et Gilbert Millet (P.C.).

Le groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie, créé à l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature, vient d'être reconstruit. M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris (R.F.P.), a été réélu à la présidence de ce groupe. Les membres du bureau provisoire sont : MM. Pierre Bas (R.P.R.), Jean Briand (U.D.P.), Jean-Pierre Buisson (R.P.R.), Raymond G. Gilliod (R.P.R.), Mme Mario Jacq (P.S.), M. Louis Le Penzec (P.S.) et Gilbert Millet (P.C.).

Le groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie, créé à l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature, vient d'être reconstruit. M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris (R.F.P.), a été réélu à la présidence de ce groupe. Les membres du bureau provisoire sont : MM. Pierre Bas (R.P.R.), Jean Briand (U.D.P.), Jean-Pierre Buisson (R.P.R.), Raymond G. Gilliod (R.P.R.), Mme Mario Jacq (P.S.), M. Louis Le Penzec (P.S.) et Gilbert Millet (P.C.).

Le groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie, créé à l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature, vient d'être reconstruit. M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris (R.F.P.), a été réélu à la présidence de ce groupe. Les membres du bureau provisoire sont : MM. Pierre Bas (R.P.R.), Jean Briand (U.D.P.), Jean-Pierre Buisson (R.P.R.), Raymond G. Gilliod (R.P.R.), Mme Mario Jacq (P.S.), M. Louis Le Penzec (P.S.) et Gilbert Millet (P.C.).

Le groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie, créé à l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature, vient d'être reconstruit. M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris (R.F.P.), a été réélu à la présidence de ce groupe. Les membres du bureau provisoire sont : MM. Pierre Bas (R.P.R.), Jean Briand (U.D.P.), Jean-Pierre Buisson (R.P.R.), Raymond G. Gilliod (R.P.R.), Mme Mario Jacq (P.S.), M. Louis Le Penzec (P.S.) et Gilbert Millet (P.C.).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

L'inflation persiste

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cegos-Economia.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance, degré de sensibilité au marché international, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissements).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme: a) croissance la plus forte possible; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités); c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

Après avoir reculé tout au long de l'année 1977 et même au début de 1978, l'inflation serait-elle en train de reprendre son élan dans les pays industrialisés?

C'est malheureusement vrai depuis plusieurs mois aux États-Unis, où le rythme des prix, qui était longtemps resté de 6%, en dépit de la forte croissance, s'accroît et atteint maintenant les 10%. Tout indique que la situation ne peut que se détériorer encore plus. Les prix de gros, ceux des biens alimentaires et des biens durables surtout, ont même progressé en avril à un taux record de 1,3%, le plus fort depuis novembre 1974. Le rythme des salaires est lui aussi proche de 10% et, avec l'extension des indexations ne peut que s'accroître, d'autant plus que l'exemple des mineurs qui, après une longue grève, ont obtenu 38% sur les trois ans à venir, sont pris de 11% par an, risque d'être contagieux. A cet effet indirect menaçant s'ajoute celui, direct, de l'augmentation du prix du charbon, qui s'est déjà répercuté sur l'acier, en attendant les relèvements en chaîne sur les autres produits, et plus particulièrement l'automobile. Chose d'autant plus facile que les ventes

de cette dernière connaissent un véritable boom. Comme l'a souligné M. Thomas A. Murphy, président de la General Motors: «Une hausse des prix de nos modèles 1978 est inévitable. Nos prix devraient progresser chaque jour, car nos frais progressent eux-mêmes chaque jour.» Or, cette déclaration intervient peu après qu'avec quinze autres chefs des plus importantes entreprises américaines, il ait assuré le président de son adhésion à son plan anti-inflation, ajoutant que «ce qui est bon pour les États-Unis l'est aussi pour la France». M. George Meany, président de la puissante centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., qui après avoir lui aussi apporté son soutien au plan de M. Carter, a été amené très rapidement à faire des réserves, en refusant de détenir a priori les revendications salariales.

La purge française

Dans ces conditions la tâche de M. Robert Strauss, le conseiller spécial pour l'inflation de M. Carter, sera ardue, malgré ses talents de négociateur, qui lui ont déjà permis de faire reculer à moitié l'U.S. Steel, qui exigeait

une hausse de 10 dollars par tonne d'acier.

Il est vrai que le véritable problème n'est pas tant pour le gouvernement de convaincre les partenaires sociaux que de prendre lui-même les mesures courageuses qui s'imposent à son niveau. Il semble que ceci ait été enfin compris, comme en témoignent les dispositions arrêtées sous la ferme pression de M. William Miller, le nouveau président du FED, pour raffermir le dollar, contenir l'augmentation de la masse monétaire en faisant monter les taux d'intérêt, et surtout réduire de 25 à 20 milliards de dollars les dégrèvements fiscaux. Même si les autorités feignent encore d'ignorer que les mesures protectionnistes, comme celles concernant l'acier et le sucre, sont elles aussi inflationnistes.

Mais revenons à nos quatre grands pays européens. Certes on ne peut parler de détérioration grave comme aux États-Unis. Pourtant, pour notre courbe moyenne des prix, on constate bien qu'un point bas de 6,5% a été atteint début 1978 et que la longue et régulière descente qui y a conduit depuis le sommet de 13% de fin 1976 est maintenant terminée.

L'Allemagne, où l'inflation est de 3,5% et devrait encore descendre à 3% fin 1978, comme le prédisent avec unanimité les instituts de conjoncture allemands, est évidemment hors de cause. Elle profite de la force persistante du deutschemark et des salaires, comme une révolte, le gouvernement se propose de la ramener durablement au-dessous de son niveau fatidique. A condition que les salaires ne dépassent pas et que le franc ne s'affaiblisse

fortes augmentations de tarifs publics de mai sont présentées comme anti-inflationnistes: elles ont pour but d'éliminer les déficits des entreprises nationales et de diminuer les subventions qui ont atteint le chiffre considérable de 30 milliards par an. Pourtant, la nouvelle accélération des prix français, qui date de mars, a précédé la mise en route de ces mesures. C'est que, en dépit des résultats apparemment favorables du début 1978, l'inflation française n'est jamais réellement descendue en dessous des 9%. Avec cette nouvelle politique de vérité et de liberté des prix qui, après trente ans de contrôle administratif, est présentée comme une révolution, le gouvernement se propose de la ramener durablement au-dessous de son niveau fatidique. A condition que les salaires ne dépassent pas et que le franc ne s'affaiblisse

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

INDICATEUR	TENDANCE
CROISSANCE	++
PREX	(-)
CHOMAGE	(-)
CAPACITÉ	(-)
ECHANGES	(=)
MONETAIRE ET FINANCIER	(=)
ECONOMIQUE	(=)

Le production industrielle a augmenté de 1,3% en mars, puis a nouveau de 1,1% en avril. Les ventes en détail, de leur côté, ont progressé de 2,2% en avril, stimulées en particulier par l'automobile, qui, au cours de ce mois, a vu ses ventes croître de 8%. De même, les mises en chantier et logements ont fait un bond de 4,3%.

L'inflation s'accroît. Les prix de détail ont augmenté de 0,8% en mars, amenant le rythme à plus de 9% sur le premier trimestre. De leur côté, les prix de gros ont fait en avril un bond record de 1,3%, ce qui donne aux trois derniers mois plus de 13%.

Le taux de chômage, qui avait exceptionnellement interrompu sa décroissance, sous l'effet des licenciements en mars, est retombé à 6% en avril. Au cours de ce dernier mois, l'effectif de la population active a augmenté de plus de 500 000 personnes.

Le taux d'utilisation des capacités productives a continué à augmenter régulièrement, passant de 82% en février à 82,7% en mars, puis à 83,2% en avril.

Le déficit de la balance commerciale, calculé FOB-FOB, qui avait atteint 4,52 milliards en février, a été de 4,66 en mars, puis de 4,78 milliards en avril.

Aux États-Unis, les taux d'intérêt sont en nette remontée: le jour le jour est passé de 6,75 à 7,5%, le prime rate de 5 à 5,25% et le taux d'escompte de 6,5 à 7%. Ce mouvement raffermi le dollar et allège les pressions sur le DM et le yen. En Grande-Bretagne le Minimum Lending Rate a été relevé trois fois de suite et passe de 6,5 à 9%. En France, au contraire, on assiste à une légère baisse, le jour le jour revenant à 6%, alors qu'en Italie les taux restent établis, mais élevés (jour le jour à 11,5%).

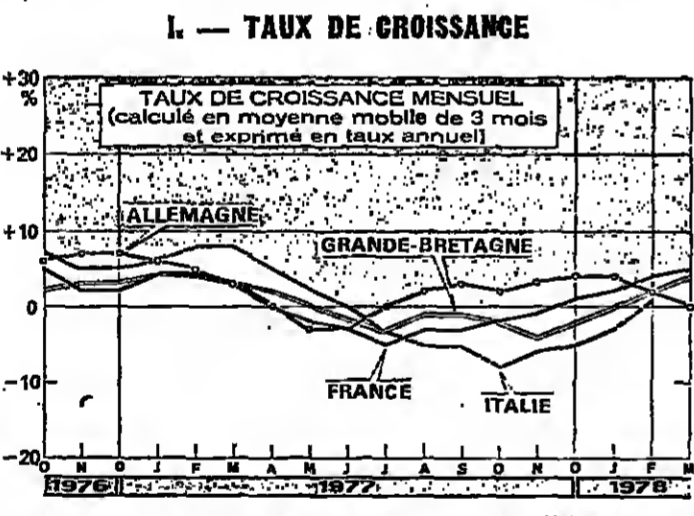
L'économie américaine repart vivement, ce qui, conjugué avec l'allègement des pressions du dollar sur le DM et le yen, peut contribuer, non à relancer certes, mais du moins à décaler un peu la route à la balbutiante expansion européenne.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

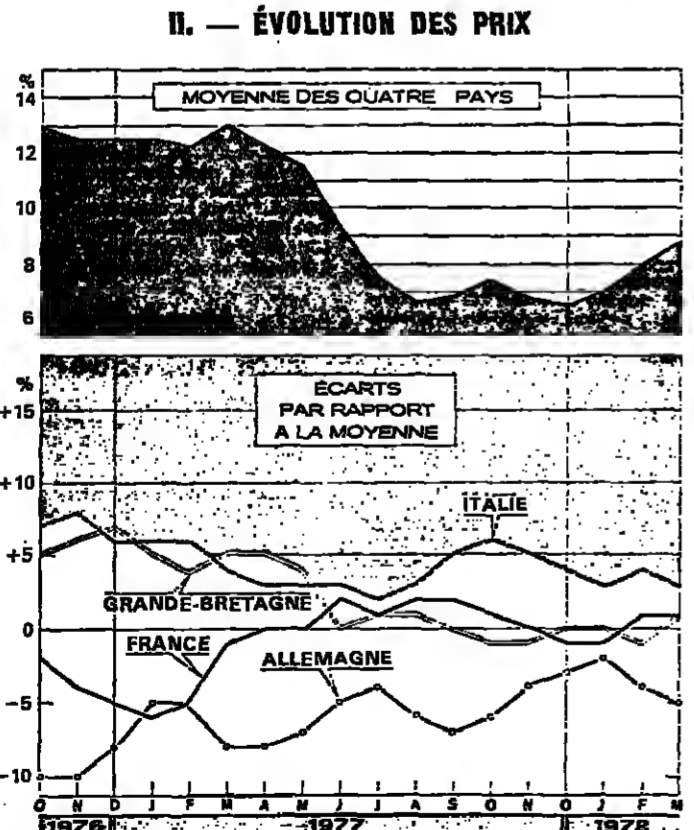
PAYS	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité II Internationale
ALLEMAGNE	-	++	-	+	++	++
FRANCE	+	-	-	-	+	++
ITALIE	-	-	-	-	+	+
GRANDE-BRETAGNE	+	-	-	+	+	+

++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre -- mauvais --- très mauvais +++ tendance précédente

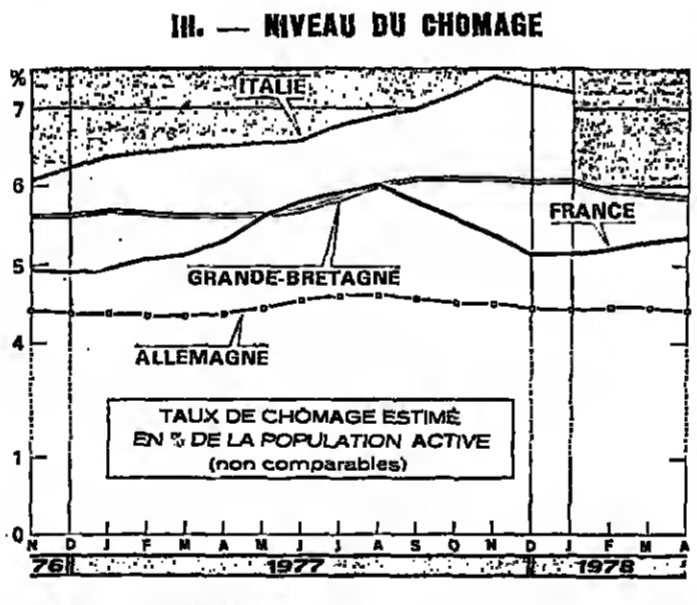
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.



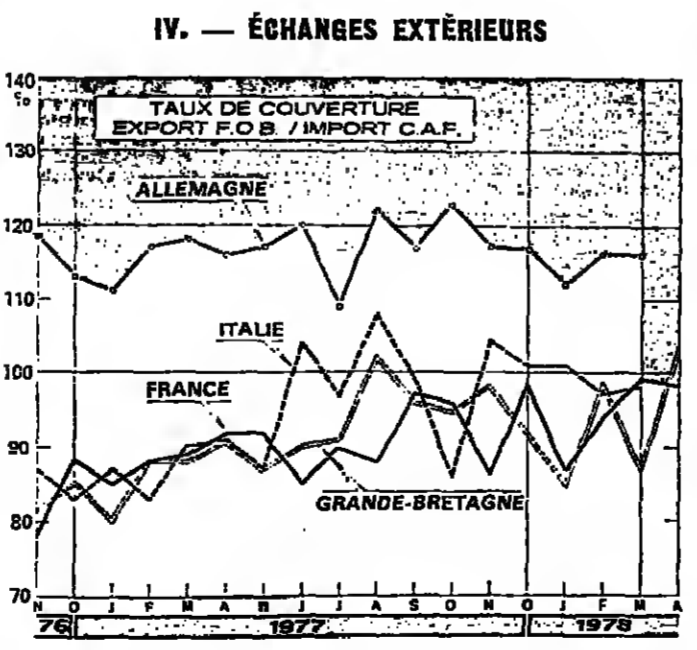
En mars, le rythme de croissance industrielle n'est légèrement accru en France et en Grande-Bretagne en passant à 4%. Malheureusement, en Allemagne, on constate l'inversion, et la production y est de nouveau proche de la stagnation.



L'inflation moyenne des quatre pays a nettement augmenté au cours des deux derniers mois de 7 à 9%. Puis à près de 9%. Alors que l'inflation a plutôt tendance à se tasser à 3% en Allemagne et à rester stable à 12% en Italie, elle a progressé sensiblement en France et en Grande-Bretagne surtout, où elle est passée, au cours du dernier mois, de 7 à 10% (en revanche, si dans ce pays on l'évalue sur douze mois, mesure moins significative, elle a baissé de 9,1 à 7,5%).



Les taux de chômage par rapport à la population active, corrigés des variations saisonnières, ont légèrement diminué entre mars et avril, de 4,45 à 4,40% en Allemagne et de 5,90 à 5,85% en Grande-Bretagne. En revanche, le taux français a, pour la troisième fois consécutive, augmenté, passant de 5,39 à 5,35%.



Le fait saillant est le redressement spectaculaire du taux anglais de couverture des importations par les exportations, qui est passé de 82% en mars à 102% en avril. Le taux allemand reste toujours aux alentours de 116%. Le taux italien a légèrement fléchi en février et mars, mais reste proche de 100%, de même que le taux français (39% en mars et 38% en avril).

de changement prévisible sur les mois à venir. Ce sont surtout la Grande-Bretagne et la France qui sont maintenant les points de mire. Ce sont elles qui ont déjà permis de faire reculer le rythme trimestriel de 7 à 10%. Cette soudaine accélération semble due à des facteurs progressifs à ce mois — concentration du coût du logement et de l'électricité — qu'on a déjà vu à l'œuvre en avril 1977, où les prix avaient augmenté de 2,2%. Ce sont ces conditions particulières qui ont permis à M. Hattersley, ministre des prix, en calculant l'inflation sur douze mois, entre avril 1977 et 1978, d'annoncer triomphalement un recul spectaculaire de 8,1 à 7,9%. Au-delà de ce paradoxe statistique, la vérité n'est ni rose ni noire non plus, mais plutôt grise. Le jeu est maintenant plus difficile avec la livre qui a quelque peu faibli, et les salaires qui montent plus que les prix. C'est du maintien de la discipline sur ces deux points que va dépendre l'avenir. M. Denis Healey, le chancelier de l'Échiquier, quant à lui, espère que les syndicats resteront modérés et qu'ils ne voudront, comme il l'a souligné, ni d'une monnaie émise et ni d'une répétition de ce qui s'était passé en 1975.

En France, la situation est différente. Les récentes et très

pas! C'est là un pari qui n'est pas sans risques et qui, de toute façon, engendrera pendant de longs mois encore des hausses mensuelles de 1% et plus.

Un sentier étroit

Ainsi, les nouvelles grandes manœuvres occidentales, américaines et françaises surtout, engagées contre l'inflation, avant même que la croissance ne soit réellement assurée, montrent que l'assainissement est loin d'être réalisé. Certes, les pays industrialisés ne connaîtront plus les niveaux très élevés de 1974, et, comme le déclare M. Solomon, sous-secrétaire au Trésor américain, ils s'orientent à terme vers un relâchement des pressions inflationnistes. Chose qui sera facilitée, entre autres, si l'on parvient à contenir la déflation de l'Arabie Saoudite, en dépit de l'opposition de plusieurs de ses membres, de régler le prix du pétrole toute l'année 1978, et même, s'il le faut, en 1979. Les risques est ailleurs: c'est celui de la nécessaire déflation qui passera sur l'activité et sur l'emploi. C'est ce que montre, par exemple, le cas de la France et de son Plan. Le chemin est étroit, et il faut éviter à la fois la déflation, qui est la cause de l'inflation, si ce n'est pas l'inflation, et la monnaie chuta, on, au contraire, la déflation, si les prix dépassent les salaires et que l'inflation se réveille à l'envi. Mais il n'y a pas d'autre voie. Comme la conférence de Mexico l'avait déjà fait ressortir, les pays sont bien obligés d'être prudents et d'attendre que la croissance reprenne d'elle-même, assainie, sans vouloir la forcer.

Conseil de rédaction de l'EUROPE: Jacqueline Grapin (le Monde), Pierre de Garzavini (le Monde), Mario Stappa (le Monde), John Greig (le Monde), Hans Boumann (Die Welt), David Spenser (The Times), Ingeborg Schewdt (Die Welt), Ingeborg Schewdt (Die Welt).

Rédaction en chef: Jacques Grapin. Publicité: Michel Gérard (le Monde), Riccardo di Santo (le Monde), Bryan Todd (The Times), Dietrich Windberg (Die Welt).

Copyright © le Monde.

Depuis 34 ans, le journal spécialisé "Les Annonces" est le no 1 pour la vente des fonds de commerce: boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.

En Vente Partout 2 F et 36, rue de Melun, 75011 PARIS.

EUROPA

ECHOS DE LA C.E.E.

Chinois à Bruxelles

MAURICINS BOMMENSATH

C'EST LE MOMENT D'APPRENDRE A PARLER.

BERLITZ

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة الامم المتحدة"

ÉCHOS DE LA C. E. E.

Chinois à Bruxelles

QUAND les ambassadeurs de Pékin à Bruxelles invitent à leur table, le président Mao est toujours là. Laurs habitations privées, dans le cadre de la délégation chinoise à la Communauté européenne, sont meublées de façon remarquablement modeste et ne trahissent guère de leur caractère de vivre personnel. En tout cas, il n'y manque jamais un effigie du Grand Timonier. Ses paroles sont si restreintes, même on ce qui concerne la politique extérieure, la critique et le rôle de conduite quotidienne.

Il est difficile d'établir si l'aménagement "spécial" des logements diplomatiques est l'expression d'une politique délibérée, ou s'il s'agit seulement de raisons contingentes. Mais ce qui joue à coup sûr, c'est que presque tous les observateurs chinois auprès de la Communauté européenne ont laissé leur femme dans leur pays d'origine. Il n'y a que l'ambassadeur de la République populaire et ses deux adjoints qui, pour des raisons sociales, sont accompagnés de leur épouse.

Le groupe diplomatique chinois, composé de huit membres, a eu d'abord quelque peine à prendre pied, au siège de la Communauté, sur la scène technocratique. Il est vrai que la

Des communistes privilégiés
Avec des arguments dans une large mesure stéréotypés, les Chinois de Bruxelles soutiennent les thèses de leur état-major politique sur l'indivisibilité du conflit entre Moscou et Washington et la nécessité de développer une force indépendante en Europe. Les questions qui visent à des estimations différenciées ou à des jugements personnels sur l'évolution politique de leur propre pays restent le plus souvent sans réponse.

Toutefois, les représentants de la Communauté européenne constatent que la politique de leurs partenaires chinois dans les discussions est de plus en plus détendue. Cela se remarque jusque dans leur tenue vestimentaire, haute en couleur, et dans les témoignages de sympathie personnelle. Même les barrières de la langue sont de toute évidence devenues plus minces. Alors que le premier ambassadeur de la République populaire ne comprenait aucune langue occidentale particulière, son successeur (qui autre temps a été également appelé) pouvait déjà convenablement s'entretenir en anglais. Même dans les négociations extrêmement pénibles sur l'accord commercial, les difficultés de langue n'ont pas contribué à les ralentir. C'est pour la cérémonie de signature qui a duré tout juste une demi-heure, que la Communauté européenne a été obligée d'emprunter trois interprètes à l'UNESCO à Paris.

Même si l'accord commercial entre la Communauté et Pékin ne contient aucun élément spectaculaire, il a permis, de l'avis unanime du siège de la Communauté européenne, de fixer les cadres d'une collaboration économique beaucoup plus étroite. La République populaire de Chine a déclaré prête à prendre en considération et très favorablement.

100 BERLITZ ANS
L'ÉTÉ C'EST LE MOMENT D'APPRENDRE A PARLER.
Profitez de l'été pour apprendre une langue étrangère. Avec les cours intensifs Berlitz.
Spécial Crash: 5 participants. 2 possibilités. 2 semaines, plein-temps. Début des stages: 12 et 30 juin, 17 et 31 juillet, 16 août.
4 semaines, mi-temps. Début des stages: 5 et 26 juin, 31 juillet, 28 août.
Mini-Club: 3 participants. Durée 3 semaines, 3 heures par jour. Début des stages chaque lundi.

Un entretien avec M. Jean-François Deniau

(Suite de la page 15.)

La concurrence n'est-elle pas malgré tout l'élément favorisé par la politique? A propos de la route d'Anvers par les Etats-Unis à l'Arabie Saoudite, à l'Egypte et à Israël, certains parlementaires américains ont fait valoir au nom des Saoudiens que ceux-ci s'étaient engagés à ne pas acheter d'avions à d'autres pays, notamment à la France, pour obtenir cette vente.

C'est un cas spécial, et non un cas général. Les rapports entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis sont déjà, en eux-mêmes, particuliers du fait de tous liens politiques importants dus à l'affaire du Proche-Orient. De plus, il s'agit d'avions de combat. Ce n'est pas un cas typique du commerce international. En tout cas, je ne souhaite pas qu'il se multiplie.

N'assions-nous pas à une politisation des rapports commerciaux entre les différents pays?

Je ne le souhaite pas. Les gens du privé qui pensent que, si l'on est bien avec un gouvernement, on peut obtenir tous les contrats possibles se font de telles illusions. Il peut y avoir une préférence pour la France, due à sa relative neutralité, mais il ne faut pas croire que l'on va nous acheter n'importe quoi à n'importe quel prix.

Restez-vous néanmoins favorable à la politique, qui se développe depuis plusieurs années et pour laquelle la France est réputée dans le monde, des grands voyages gouvernementaux à l'étranger avec hommes d'affaires à l'appui?

Oui, c'est indispensable. Mais ce n'est pas suffisant. Cela permet de déboucher des affaires à un très haut niveau, et de faire des arbitrages. Mais un des défauts du commerce extérieur français est qu'il est un peu trop comme une pyramide pointée en bas. Il serait plus sûr d'avoir un courant normal d'exportations comprenant des produits très divers, y compris des biens de consommation et de petits équipements, les contrats spectaculaires n'étant que des primes.

Doit-on s'efforcer d'omérioration de la compétitivité française que vous souhaitez, fait-il

Il admet que vous êtes un oisif objectif de M. Monory dans vos efforts de libéralisation des conditions dans lesquelles les entreprises travaillent.

Je pense que cela va de soi. La politique générale économique de la France n'est pas dissociable d'une certaine conception de la politique économique. Il n'est pas certain que sous les Français se soient rendus compte à quel point le commerce extérieur conditionne leur vie.

Sans compter ceux qui vont vivre à l'étranger?

Oui, d'ailleurs c'est là encore une des difficultés que nous avons. Il y a beaucoup de Français qui travaillent à l'étranger. Par exemple, il y a deux mille cinq cents Français à Abou-Dhabi, ce qui est quand même assez impressionnant. Mais les coûts de notre personnel sont souvent plus chers que ceux de nos voisins, et parfois cela nous fait perdre des opérations. Cela ne vient pas tant des salaires et des charges sociales: beaucoup de Français ont encore une réticence à aller à l'étranger, surtout dans des pays un peu durs, alors qu'ils sont mieux payés que s'ils restent

C'était une nécessité. Je m'occupe des affaires européennes depuis avant la signature du traité de Rome.

En fait, vous critiquez ce traité?

Non, j'ai seulement essayé d'expliquer qu'il y a une ambiguïté qu'on n'a pas pu lever pendant la négociation, parce que c'était une ambiguïté organisée entre deux idées tout à fait contradictoires. C'est plutôt l'une qui a gagné par rapport à l'autre, et ce n'est peut-être pas celle que je préfère. C'est plutôt l'idée Marché commun qui a gagné par rapport à l'idée Communauté. Je crois que le traité n'était pas mauvais du

en France, car ils ont le souci de pouvoir vivre à l'étranger un peu comme ils vivent en France, c'est-à-dire d'amener leur famille, ce qui est tout à fait louable, mais implique toute une infrastructure scolaire et autre.

De plus, il y a la crainte de ces personnes travaillant à l'étranger d'être peu à peu oubliées et de ne plus pouvoir faire qu'une carrière à l'étranger, en allant de poste à l'étranger, et en étant coupé de la maison mère pour l'avancement. Les entreprises ne se font que progressivement à l'idée qu'un tour à l'étranger est un tour normal dans une carrière, et pas seulement pour un diplomate.

Est-ce toute l'explication du fait que le taux de couverture des échanges de la France avec l'Arabie Saoudite n'est que de 8%? C'est un chiffre spectaculairement minime.

Nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à faire une véritable politique pour les biens de consommation en Arabie Saoudite. C'est un problème qu'il va falloir examiner avec les autorités saoudiennes et avec les entreprises françaises intéressées.

L'ambiguïté du traité de Rome

Pour revenir aux problèmes de l'Europe et aux relations attentives à travers votre livre, pourquoi avoir écrit ce livre qui vous attire un maximum d'attention, les "européens" et les "anti-européens" et voyant chacun leur bête noire?

Je suis sûr que cela représente même, dans ce siècle et dans notre partie du monde, la seule grande idée que l'on puisse avoir. Cela n'a pas toujours très bien tourné, et depuis quelques années nous sommes même dans une situation assez délicate parce que cela a vint à la technocratie. D'ailleurs, j'ai échoué puisque j'ai eu très peu de lecteurs.

Vous avez eu ceux qu'il n'aurait pas fallu.

Je considère qu'un des défauts de l'Europe, pas telle qu'on l'avait conçue il y a vingt-cinq ans, mais telle qu'elle est maintenant, est qu'elle est seulement une affaire de spécialistes et pas une affaire qui touche les citoyens normaux, pour qui elle reste totalement mystérieuse.

En les modalités des élections du Parlement européen ne vont pas arranger les choses avec le système des listes bloquées.

Pourquoi? Cela est tout à fait simple. Sur le plan de la

technique électorale, une proportionnelle intégrale au niveau national, on n'avait jamais vu cela en France.

Vous décrivez avec originalité l'influence à venir des Etats-Unis. Considérez-vous vos vœux de transformation des relations avec eux comme réalistes ou utopiques?

Je ne les considère pas du tout comme utopiques. Il est nécessaire d'avoir quelques lignes directrices pour se guider. J'ai essayé de décrire la situation telle que je la vois, et que je ne trouve pas excellente, et qui me paraît une perversion de ce qui avait été envisagé au début. Un des problèmes permanents de l'Europe est qu'elle est dans une situation de rapports très ambigus avec les Etats-Unis, et si à court terme c'est peut-être pour les Etats-Unis et pour certains membres du Marché commun, c'est à long terme malin, y compris pour les Etats-Unis et pour l'ensemble de la Communauté. L'Europe n'est pas devenue un super-Etat européen se substituant aux autres, comme programmé lors du traité de Rome, un peu sur le modèle des Etats-Unis, mais elle est devenue dans la pratique une sorte d'Etat supplémentaire, un dixième Etat qui a un rôle d'arbitre. Il faut donc concevoir une Europe dont l'idée essentielle n'est pas la disparition des Etats membres au profit d'une structure fédérale, mais dont l'idée essentielle soit une structure européenne qui apporte à chacun des Etats existants quelque chose de tout à fait concret.

N'êtes-vous pas déçu par ces progrès de l'union monétaire?

L'union monétaire est un objectif difficile qu'il faut garder toujours en perspective, car c'est le signe de la véritable solidarité. Mais pour arriver à cette solidarité, cela suppose que les économies soient suffisamment rapprochées, et que l'on ne soit pas trop différents. Si cela consiste à imposer à ceux qui sont dans de moins bonnes situations des contraintes politiques intérieures, on va à l'encontre de ce qui soutient dans les meilleures situations une obligation de payer pour les autres, cela n'est pas politiquement acceptable.

Les mesures de caractère protectionniste adoptées à Bruxelles vous satisfaisent-elles?

Il faut avoir un objectif et être réaliste. La France est un pays qui a une vision libérale parce que c'est notre intérêt à long terme, et notre intérêt global, de même que les Américains sont libéraux quand c'est leur intérêt et sont protectionnistes quand c'est nécessaire.

N'est-ce pas de plus en plus souvent nécessaire d'être protectionniste, tout en se déclarant libéral?

Non, ce n'est pas de plus en plus nécessaire. L'émergence d'un certain nombre de pays en voie de développement, qui commencent à exporter assez massivement dans des secteurs très sensibles, crée un problème sérieux depuis quelques années et se combine malheureusement avec une période de récession. Nous allons enlever les difficultés et aux restructurations nécessaires dans les secteurs, cela vaut un certain prix, comme tout à l'assurance. Garder une agriculture assez importante, assez dynamique, et qui couvre à peu près tous les secteurs de la production, c'est l'assurance minimum obligatoire dans un Etat moderne. C'est d'ailleurs ce que font les Américains, qui dépendent exactement le même budget pour subventionner leur agriculture que nous. Il faut que nous nous conduisions comme une grande puissance, c'est-à-dire que nous ayons une politique agricole qui corresponde à nos objectifs et qui soit manœuvrable pour s'adapter aux circonstances. Le seul reproche qu'on puisse lui faire est de ne pas être assez flexible, pas assez adaptable.

Croyez-vous utile une renégociation du Marché commun agricole dans les mois qui viennent?

Non, je ne le crois pas. Il faut de façon quasi permanente une redéfinition de certains objectifs et des modalités d'action. Le problème de la politique agricole commune est que, avec le progrès de la productivité, on est maintenant à peu près pour tous les produits en mesure de satisfaire les besoins européens. Se pose donc beaucoup plus nettement la question d'une spécialisation éventuelle ou celle des exportations. Mais il ne faut pas supprimer la politique agricole commune.

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

15° FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER du 20 septembre au 6 octobre 1978
Un rôle déterminant dans les échanges commerciaux
Foire générale d'échantillons
OFFICE NATIONAL DES FOIRES ET EXPOSITIONS
B.P. 656 - ALGER-GARE • Téléphone: 76.31.00 à 04 et 76.39.70 à 74
Telex: 52.828 ONAFEX ALGER

Handwritten note in Arabic: هكذا في الأصل

AU PAYS DES ÉCONOMISTES

Wynne Godley : le protectionnisme de Cambridge

Les économistes britanniques vivent tous dans l'ombre de Keynes. Mais les temps changent...

Pendant vingt-cinq années après la guerre, les politiques qu'il a inventées — le gouvernement intervenant pour assurer que la demande est suffisante pour maintenir le plein emploi — ont semblé fonctionner correctement. Mais, dans la deuxième moitié des années 70, le système semble être détraqué. Une inflation, maintenant un chômage important, a jeté le doute sur la possibilité d'appliquer des politiques classiques.

Ces deux éléments tendant à se compenser, et, comme les autres secteurs constituent entre eux la totalité de l'économie, il ne peut y avoir de changement net dans la position globale pour chaque pays. Il doit y avoir une recette. Aussi, lorsque l'état est en déficit, la seule façon dont il puisse couvrir ce déficit, en dernier ressort, c'est de se faire prêter l'argent par le reste du monde. C'est ainsi, dans la nouvelle analyse de Cambridge, que se créent les déficits de la balance des paiements. A mesure que grimpe le déficit du budget de l'état, il en est de même de celui de la balance des paiements de l'ensemble du pays (ou de l'équivalent enregistré par le reste du monde, pour dire la même chose autrement).

Déficit chronique

Peu de gens accepteraient aujourd'hui le « Nouveau Cambridge n° 1 » comme un modèle viable de l'économie. Mais il a été important comme étape dans le processus qui a conduit le groupe à des questions plus fondamentales sur l'orientation de la politique économique. Car leur analyse a conduit à penser que, à moyen terme, « la croissance rapide et le plein emploi n'étaient pas compatibles avec des résultats acceptables de la balance des paiements ». L'opinion généralement acceptée sur la façon d'équilibrer la balance des paiements (qui s'est fait jour vers la fin des années 60) est qu'il faut laisser le taux de change tomber ou le forcer à baisser.

Deux problèmes surgissent si l'on adopte cette stratégie. L'un est la dimension même de la dévaluation qui est requise, dont l'importance a de quoi étonner les hommes politiques, et qui est difficile à réaliser sans déclencher la panique financière.

Le second problème s'est manifesté davantage au cours des quelques dernières années, même si l'importance de ce problème est restée en termes nominaux. Il est très difficile de le maintenir en termes réels. L'augmentation du prix des produits importés tend à augmenter la demande supplémentaire dans l'économie

interne, grignotant graduellement l'avantage acquis. Ainsi une politique de dévaluation massive peut non seulement être difficile à appliquer politiquement, mais elle risque d'être économiquement impossible à réaliser.

La dévaluation comme méthode pour améliorer la situation de la balance des paiements est donc rejetée par la nouvelle école de Cambridge. Mais, en extrapolant à partir des résultats passés, ces économistes sont parvenus à la conclusion que le Royaume-Uni est exposé pour les années qui viennent à de graves problèmes de paiements, car, chaque fois que l'économie est en expansion, les importations augmentent plus rapidement, provoquant un excédent de la balance commerciale. La seule option ouverte aux politiques gouvernementales classiques est donc d'arrêter l'expansion de l'économie.

La politique de rechange préconisée par le groupe de Cambridge est d'imposer des contrôles des importations et de les maintenir de façon rigoureuse pendant une longue période de temps. Une telle politique, affirme-t-on, aurait pour effet de permettre un gouvernement de développer plus vite l'économie sans exposer à une nouvelle crise des paiements. Elle fournirait également à l'industrie britannique un marché sur son marché interne protégé pendant une longue période à venir, permettant ainsi l'investissement et la restructuration qui sont nécessaires.

Ce qui qualifie cette formule de stratégie de « petite Angleterre », Godley réplique que le niveau absolu des importations pourrait être plus élevé si une politique de contrôle des importations et d'expansion était poursuivie. La déflation interne est aussi une politique de réduction des importations, soutient-il.

Certains membres de son département étendent actuellement cette argumentation : visant à l'origine à aider la Grande-Bretagne dans son expansion, elle s'appliquerait plus généralement aux problèmes de commerce mondial. Ils s'orientent vers une théorie générale dans laquelle les restrictions imposées aux échanges pourraient, selon eux, jouer un rôle positif en permettant aux pays dont l'économie est faible de louer un plus grand rôle dans l'expansion mondiale. Jusqu'ici leurs idées n'ont reçu aucun soutien officiel ; mais si leurs prédictions de chômage massif au cours de la prochaine décennie commencent à se réaliser, leur influence ne pourra que croître considérablement.

DAVID BLAKE.

Vers une débâcle financière mondiale ?

(Suite de la page 15.)

Tout en évoquant des solutions qui permettraient d'échapper à cette dette globale, M. Levy fait remarquer qu'il s'agit quel qu'on fasse d'une catastrophe quasiment inévitable. « La seule solution qui permette de maintenir partiellement un relatif équilibre financier est la poursuite de l'inflation, qui veut dire payer la dette originale en des monnaies de dollars dévalués. Cela aura le même effet que l'inflation des années 20 en Allemagne. Les conséquences politiques et économiques au niveau mondial seront catastrophiques à l'instar de ce que nous avons vécu dans les années 30. Et ce problème précède et précèdera nécessairement une crise pétrolière. »

Encore M. Ralf Dahrendorf

voit-il s'approcher, à cause de l'énergie, un nouveau et grave danger pour la Communauté européenne : le séparatisme. Interrogé par les participants, il a déclaré : « N'est-on pas dans de nombreux cas, bien trop vite prêt à renoncer aux principes de l'économie de marché ? Ne sommes-nous pas à un point d'adapter la même politique en

La crise de l'emploi

Quel est le rapport entre l'approvisionnement en énergie et le chômage ? Le professeur Carl-Friedrich Freiherr von Weizsäcker, directeur du Max-Planck Institut, qui étudie les conditions de vie du monde technique et scientifique Starnberg, en Bavière, pense que les taux de croissance économique des pays hautement industrialisés ne se-

ront plus aussi élevés qu'au cours des dernières décennies, même si nous faisons tous nos efforts dans ce sens. « Je ne doute pas que tout problème relatif au marché du travail ne soit encore de plus difficile résoudre en cas de manque d'énergie, a dit M. Weizsäcker, mais j'estime hautement improbable que l'approvisionnement en énergie puisse jamais répondre à la demande sur le marché de l'emploi. Nous sommes inévitablement en route vers une rationalisation, et je constate l'irrésistible progression de la répartition de la production au niveau mondial. Elle sera accompagnée de l'importation, en Europe, du fort chômage qui existe de manière endémique et manifeste dans les pays du tiers-monde. »

Lorsque vous dites, M. Levy, que l'on risque de manquer d'énergie et que seuls les riches pourront encore se chauffer, j'ose dire que c'est à l'échelle de la Communauté européenne que l'on trouve dans une situation plutôt enviable par rapport à d'autres pays acheteurs de pétrole... fit remarquer l'un des assistants.

M. Levy répondit : « Une situation où seuls les riches d'un pays, ou bien seuls les pays riches dans le monde peuvent s'approvisionner de façon satisfaisante est parfaitement intolérable. Ce n'est plus un monde, mais une jungle. »

M. Dahrendorf : « Mais le monde est une jungle. »

M. Levy : « Le monde est un zoo sous surveillance. »

On ne saurait être plus clair.

HANS BAUMANN.

SPEEDWAY: un service d'urgence pour vos colis venant des USA. 24h un record ! pour venir des USA à Charles-de-Gaulle. 48 h pour livraison en province. Pièces détachées, plans, échantillons, maquettes, photos, films, documents... sont les clients favoris de SPEEDWAY. Demandez à votre correspondant aux USA l'expédition en SPEEDWAY SEABOARD et nous faisons le reste. Pour tous renseignements SPEEDWAY, appelez 862.41.74. SPEEDWAY est un nouveau service de la Seaboard World Airlines BP 10.319 - 95705 ROISSY - Aéroport Charles-de-Gaulle

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Un gratte-ciel bleu qui reflète les nuages

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sort de l'ombre en même temps que s'élève l'un des plus beaux bâtiments de Genève. Le docteur Arpad Bogsch en tire sa fierté.

GENÈVE. — Contrastant avec la médiocrité de l'architecture genevoise, le dernier immeuble construit sur quatorze étages au bord du lac Léman du côté ouest de la place des Nations, dont la façade concave en verre bien saphir reflète le ciel et les nuages, est, esthétiquement parlant, une réussite. Le bâtiment n'est pas encore tout à fait terminé, mais il attire déjà l'attention du public sur l'existence du « WIPO-CMPT », dont les consonances évoquent que peu les pistes de cirque, mais qui est en fait le siège — anglais et français — de l'une des quinze agences spécialisées des Nations unies : la World Intellectual Property Organization, ou l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, créée en 1974.

Confinée jusqu'ici dans un bâtiment modeste situé un peu à l'écart et que ne signalait qu'un panneau plus modeste encore, la WIPO émerge, avec ce nouvel immeuble, au premier plan de la scène internationale genevoise.

Autre fait remarquable : la WIPO est l'une des rares agences des Nations unies à fonctionner avec un budget largement excédentaire. En 1977, ses dépenses s'élevaient à 22 931 000 dollars contre 25 068 000 dollars de recettes (assurées par la contribution de plus de cent États membres).

Ce succès est en grande partie dû au directeur général de cet organisme, le docteur Arpad Bogsch, âgé de cinquante-sept ans, qui occupe ce poste depuis 1973. Il fut, pendant dix ans, le directeur adjoint de l'Agence nationale du dépôt des brevets, à laquelle la WIPO succéda, et

voie de développement, mettant tout particulièrement l'accent sur les transferts de technologie, et en particulier le « know-how » dans le domaine de la propriété industrielle. L'équipe du docteur Bogsch compte cent quatre-vingt-dix personnes — représentant une quarantaine de pays.

Conformément au nouveau traité qui est entré en vigueur le 1^{er} juin, il suffira à l'inventeur de déposer son brevet dans un seul pays membre de la WIPO — alors qu'il devait auparavant effectuer une démarche dans chaque pays — pour être assuré de la protection de son idée dans les autres États membres. Le classement des dossiers, fait par ordinateur, sera évidemment centralisé à la WIPO.

Conscient des nombreuses lacunes qui subsistent encore dans le système de protection — comme la non-autorisation de reproduction des enregistrements et des livres à l'étranger, — le docteur Bogsch s'estime néanmoins encouragé par les progrès réalisés depuis dix ans. Il pense que, d'ici à la fin du vingtième siècle, presque chaque personne, auteur d'une œuvre ou d'une idée originale, sera assurée de percevoir, dans chaque pays, les droits qui lui sont dus.

ALAN MCGREGOR.

NOTRE Télex POUR VOS COMMUNICATIONS. Vous nous téléphonnez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants sont répondant par télex : nous vous téléphons. SERVICE TÉLEX 345.2162 + 346.00.28 38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

28.000 m2 seul le Manhattan offre encore cette surface de bureaux à la Défense. Le Manhattan : il reste 28 000 m2 de bureaux à louer à partir de 2 160 m2 avec tous les services d'un complexe moderne. Faites-nous part de vos besoins. Weatheralls France S.A. 225.79.00 64, rue la Boétie 75008 Paris Bureaux à Marseille et Nice

EUROPA LES CHANGE Allemagne fédérale La sécurité contre la souplesse

Grande-Bretagne Réaction croissante contre les immigrés

Grande-Bretagne Réaction croissante contre les immigrés (continued text)

Handwritten text in Arabic script: حكايات من الأجداد

50 كذا من الاجل

LES CHANGEMENTS D'ATTITUDES SOCIALES EN EUROPE

Allemagne fédérale

La sécurité contre la souplesse

LES modifications de comportement sont trop limitées en ce qui concerne la politique économique, sociale, salariale, et nous nous laissons aller à la facilité en nous bornant à la moindre résistance. Cet immobilisme commence à nous coûter cher au sens littéral du terme. A titre d'exemple, prenons le chômage, qui régresse seulement, conséquence logique de l'inflation qui a précédé et d'une croissance forcée artificiellement. Après que la politique monétaire ait mis le cap sur la stabilité (et que les cours plus ou moins flottants sont entrés en vigueur), on s'aperçoit à quel point les facteurs de production se sont égarés dans les méandres de l'inflation pour déboucher sur des secteurs professionnels pléthoriques et des entreprises qui ne sont plus rentables, ce qui n'empêche pas un grand nombre de fonctionnaires de réclamer une politique de l'argent à bon marché et un accroissement des dépenses publiques comme et on se trouvait en pleine situation keynésienne.

Le « réseau administratif »

Les interventions de l'Etat dans les processus économiques ont fini par former un réseau d'obstacles. L'investissement d'ordre public-bureaucratique, ce qui permet aux experts de dire que les entreprises ont un risque supplémentaire, le « risque administratif ».

Un groupe de travail officiel a fait la constatation suivante : environ 25 milliards de marks de dépenses d'investissement annuelles sont bloqués en R.F.A. au niveau juridico-administratif. Si on y ajoute l'insécurité dans le domaine de la construction d'im-

meubles locatifs, qui vient d'être renforcée par de nouvelles lois, on ne s'étonnera pas que le taux de croissance ne soit toujours pas satisfaisant et que la régression du sous-emploi reste lente.

Mais au lieu d'ouvrir une clairière dans la forêt des charges qui pèsent sur les investissements, on préfère fouiller dans le brio-à-brac des mesures politiques en interdisant l'exécution d'heures supplémentaires et en octroyant des subventions. En fait, cet immobilisme bureaucra-

Considérer les sans-emploi

domaine économique, c'est le problème de la mobilité. Le « droit au travail », dont il est beaucoup fait mention de nos jours, ne peut pas signifier, au plan économique, que le poste occupé aujourd'hui par un employé lui revient à vie et qu'il conservera, toute sa vie la même fonction que celle pour laquelle il a été formé dans sa jeunesse. Au contraire, seul celui qui est prêt à la mobilité, tant professionnelle que géographique, peut se voir garantir, à tout moment, son emploi et l'accroissement de ses revenus, tant il est vrai que la caractéristique de la phase de développement économique que nous traversons se trouve être la mutation structurelle. A cet égard, l'Etat ne peut rien faire de plus qu'encourager le recyclage et la formation permanente et mettre à la disposition de ceux qui veulent changer d'emploi des aides prévisionnelles leur permettant de réaliser leur objectif. Autrement dit, faire le reste. Aussi paradoxal que cela semble à première vue, on ne peut, à notre époque, obtenir plus qu'une sécurité que par une plus grande souplesse.

BRUNO MOLITOR.

France

Les syndicats : « oui mais... » à la négociation

LES syndicats français ont-ils décidé de changer de tactique en adaptant leurs revendications et leurs interventions à la situation politique créée par l'échec de la gauche aux élections législatives ? Les déclarations du leader de la C.F.D.T. et le début de la campagne de la gauche ont permis de constater que les syndicats français — laissant à penser qu'une redistribution des cartes se faisait sur la scène sociale. En fait, toutes les confédérations ouvrières — et pas seulement la C.F.D.T. — admettent que le succès de la majorité sortante et la crise économique les condamnent à « faire le dos rond », du moins provisoirement.

A la C.F.D.T. on précise à qui mieux mieux que les observateurs extérieurs ont confondu « récession » et « récession ». Le C.F.D.T. indique le président Maitre, secrétaire général, n'a pas changé d'orientation.

Le réalisme, indique-t-on, a amené la C.F.D.T. à dresser un constat sévère de l'année écoulée : l'unité d'action à tout prix avec la C.G.T. et l'espérance mise exclusivement sur le succès de la gauche ont conduit le syndicat C.F.D.T.-C.F.T.C. à donner trop d'importance aux revendications salariales et aux journées nationales d'action.

Conscience de l'importance de la crise économique et de la fermeture des pouvoirs politiques et de la formation permanente, on s'est réjoui par ailleurs d'éventuelles manifestations unitaires, les déclarations ont été émises, les revendications au niveau des fédérations patronales et des entreprises ; le mot aussi renoncé au principe du tout ou rien, en admettant qu'il faudrait être sûr d'accepter de signer des com-

promis et il faut faire avec ce qu'on a, murmure-t-on à la C.F.D.T.

Même si la centrale de M. Edmond Maitre maintient ses orientations socialistes, même si elle n'hésite pas à rejeter l'initiative d'action avec la C.G.T., il s'agit certes d'un virage important. Mais, pour le moment, ce virage ne porte que sur la tactique : tirant les leçons des deux dernières mois, et reconnaissant que l'horizon tant politique qu'économique est touché, pour plusieurs années, la C.F.D.T. veut à la fois faire preuve de réalisme et laisser la volonté nouvellement affirmée du C.N.P.F. d'engager de nouvelles négociations. Au total, un virage conditionnel et provisoire. Quant à la C.G.T., n'a-t-elle pas, sans le dire, adopté elle-même une attitude plus réaliste ? Prudente et économe dans ses déclarations, la C.G.T. n'a pas d'« états d'âme » ; ou, si elle en a, ne les montre pas officiellement. Elle se contente de déclarer que l'échec de la gauche a profondément déçu les adhérents, que la menace du chômage empêche souvent la base d'exprimer un mécontentement réel, et, sans appui aux travailleurs qui luttent en engageant la lutte dans les entreprises, il n'est guère envisagé de grandes actions nationales sans les exhorter pour autant. Attentisme ? Réalisme surtout.

A la différence de la C.F.D.T., la C.G.T. n'a jamais cru à une possibilité d'ouverture de la part des syndicats appelant de « vraies négociations ». Mais, comme les cégétistes, les dirigeants de la C.G.T. se sont déclarés prêts, sans y croire, à tester les employeurs. S'inquiétant sans cesse des propos de la C.F.D.T., la C.G.T. n'ignore pas que, sur le tas, lors d'adhésions de « ras-le-bol » et d'ex-

pression de colère, comme on l'a vu chez les conducteurs d'autobus, les ouvriers de Boussac, les O.S. de Renault, les fronts communs de reconquête, calin-calin, comme par le passé.

Face à ce soudain retour au réalisme de ce qu'elle appelle les « syndicats politiques », Force ouvrière constate, sans triomphalisme mais avec un rien d'agacement, que sa politique contractuelle de pétite pas est désormais prise par ceux qui, hier, la critiquaient. Rien de changé à F.O. ? Deux modifications d'attitude auraient pu être notées : après avoir essayé de nombreuses critiques lorsque, dans un passé récent, F.O. signalait des accords, le secrétaire général de cette centrale note avec satisfaction que, après avoir échangé patiemment des résultats et des améliorations sociales, les entreprises ne peuvent paraitre lors des élections professionnelles alors que la C.G.T. remble et que la C.F.D.T. marque un accroissement de son influence. Autre changement : prête comme toujours à discuter avec le patronat, F.O. maintient dur comme fer ses revendications, notamment sur la cinquième semaine de congés payés.

Le léger assouplissement des comportements à la C.F.D.T. dans une moindre mesure à la C.G.T. et le petit durcissement noté à F.O. ainsi qu'à la C.F.T.C. ne suffisent pourtant pas, pour le moment, à modifier complètement la scène sociale. Tout au plus observe-t-on des signes d'évolution. Tout d'abord une sorte d'habitué d'initiatives mêlées de réalistes qui obligent les organisations à recourir à la tactique qu'on reprochait dans le passé à M. Giscard d'Estaing : celle de la navigation à vue. Ensuite et surtout, une prise de conscience générale que la crise économique n'est pas terminée et que, peut-être, les années difficiles sont devant nous.

Cette prise de conscience pourrait, davantage que tout autre facteur, conduire les syndicats à revoir plus complètement leur tactique tout en conservant deux fers au feu.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Grande-Bretagne

Réaction croissante contre les immigrés

L'IMMIGRATION est redevenue, en Grande-Bretagne, un sujet brûlant qui prend une dimension politique car, la proximité d'une élection générale se faisant, les partis ont perdu l'habitude de se tenir à l'écart de la vie politique.

Comme l'histoire l'a montré, en période de difficultés économiques, les minorités raciales deviennent très facilement des bouc émissaires. Une certaine animosité se manifeste en effet, depuis quelque temps, à leur égard.

Les extrémistes du Front national ont si bien su attiser ce ressentiment que les autorités se sont vues obligées d'intervenir dans les manifestations dans les quartiers à forte majorité noire et asiatique. On se souvient des heurts de l'année dernière entre la police et les manifestants de gauche qui protestaient contre le Front national à la police était retournée entre les deux camps, essayant d'éviter le pire.

Jusqu'à présent, les électeurs de gauche ont pu de soutien aux extrémistes de droite ; mais cela a suffi à déclencher des sommets d'alarme. Une ligne anti-naxos a été tracée.

L'immigration est l'un de ces problèmes complexes auxquels l'opinion publique apporte une réponse simple et passionnée. Les occasions de mobilisation sont nombreuses, mais la couleur de la peau rend celle-ci plus évidente.

La plupart du temps, ce ostensionnel tribal que le Front national essaye de développer ne se manifeste que par une réaction contre le sentiment d'impunité qu'éprouve l'individu face à la démesure et à la centralisation de la bureaucratie ; les décisions sont prises de façon anonyme, sans que jamais il soit tenu compte des aspirations de chacun. Le parti libéral a de son côté, mais avec des objectifs totalement différents, cherché, lui aussi, à canaliser ce mécontentement.

Les opposants à l'immigration tiennent souvent qu'elle a lieu « contre la volonté des citoyens », ou se plaignent que « le peuple n'a pas été consulté ». Lorsque, avec la vague d'immigration de l'après-guerre, les Noirs et les Asiatiques ont commencé à arriver au Royaume-Uni, celui-ci avait encore un empire colonial et un rôle à jouer outre-mer.

Aujourd'hui, les visages noirs symbolisent ce changement qui est intervenu dans les habitudes et qui a provoqué chez certains un sentiment d'insécurité. La nécessité pour le pays rassurant d'autrefois est dangereusement vivante. Il est à l'origine d'un grand nombre d'ouvrages, d'émissions de télévision et de publications visant les produits « comme au bon vieux temps ».

Pour la majorité, des visages noirs c'était l'ennemi de la liberté, ceux de l'empire colonial. Du temps où leurs ressortissants n'en parlaient pas, il était facile aux Britanniques de faire la leçon aux pays en proie aux problèmes raciaux.

Le Noir d'en face

Aujourd'hui, l'Empire n'est plus, et les visages noirs se retrouvent habiter la maison d'en face. La pieuse habitante de Birmingham, qui glissait des pièces dans le tronc des missionnaires pour aider les pauvres indigènes desséchés sur la bête, n'a pas aussi bien réagi quand ces « indigènes » sont devenus ses voisins.

Les années 60 virent l'immigration atteindre son niveau le plus élevé. Dans un côté de Bradford, deux hommes évoquaient alors en ces termes, les temps héroïques de la marine britannique : « Quand j'étais jeune, nous leur achetions de la matière première, pour la transformer et la revendre à l'étranger. Maintenant, ils viennent chez nous, profitent de nos leçons, puis retournent chez eux et vendent à l'étranger les produits que nous leur avons appris à fabriquer ». Les immigrants sont ainsi associés au déclin national, déclin qui était, de toute façon, inévitable.

Aujourd'hui, ce sont moins les immigrants travaillant déjà en Grande-Bretagne qui sont en cause que la poursuite de cette immigration. La grande majorité de la population souhaite la paix raciale. Mais tous les Noirs et les Asiatiques ne font pas la différence. Beaucoup d'entre eux se sentent de moins en moins en sécurité. Les attaques perpétrées, ici ou là, contre des organisations regroupant des immigrants, et parfois contre les immigrants eux-mêmes, sont vivement condamnées.

PETER EVANS.

Italie

Admettre la mobilité pour éviter le chômage

La mobilité de la main-d'œuvre est l'une des données essentielles de la politique de production italienne. Restructurer les industries signifie en effet avoir la possibilité de déplacer les travailleurs d'une usine à une autre, d'un secteur à un autre.

Le gouvernement, le patronat, les syndicats sont d'accord avec cette exigence, mais leur désaccord est profond en revanche sur les voies à suivre. Les syndicats, pour des motifs faciles à comprendre, sont arrivés les derniers à rendre-vous avec la mobilité de la main-d'œuvre. Il s'agit d'un problème qui, devant l'aggravation de la crise économique, les centrales syndicales ont abandonné la défense « clocher par clocher » des entreprises en difficulté.

Dans d'autres pays européens, et à l'occasion de certaines phases de difficultés économiques, la mobilité a été obtenue en renvoyant chez eux certains contingents d'immigrés. En Italie, cette possibilité n'existe pas de plus, la servitude de se rendre à propos des licenciements de travailleurs des usines est motivée par deux facteurs principaux : le nombre croissant des chômeurs et l'importance considérable des masses de jeunes à la recherche d'un premier emploi (la possibilité offerte par la loi d'une utilisation dérivée de l'indemnité de chômage, qui couvre environ 90 % du salaire. Dans les régions méridionales les plus pauvres, mais aussi dans certaines zones du Nord où l'industrie est forte, il y a des cas de travailleurs qui touchent l'indemnité de chômage depuis des années.

Pour éviter des jugements erronés, il sera utile de préciser que l'utilisation dérivée de l'indemnité de chômage n'est pas due seulement aux syndicats. En cas de situations sociales difficiles, on trouve presque toujours l'accord du gouvernement, des forces politiques et du patronat. Le principe de l'indemnité de chômage, ces derniers temps, a été soumis à des critiques toujours plus nombreuses en raison de considérations de deux ordres : le manque de ressources que comporte le système ; et l'aspect anti-éducatif, implicite dans le fait d'accorder des rétributions sans travail correspondant. Ce dernier aspect est tout particulièrement souligné par les syndicats.

Afin de favoriser la mobilité, les syndicats sont en train d'examiner avec attention les possibilités de transformer les changements d'échelon pour ancienneté dans l'entreprise en échelons d'ancienneté de travail ; en d'autres termes, en l'absence de l'ancienneté de travail, cumulée dans des entreprises différentes.

Ce problème existe, mais il n'est pas central, et il n'appartient pas à la C.F.D.T.

Indemnité de mobilité

La proposition faite par le patronat est que l'entreprise qui dispose d'un personnel excédentaire le réclame et que les gens entrent sur le marché du travail, grâce éventuellement à la création d'une agence spécialisée qui servirait de centre d'échange.

La période d'attente des travailleurs devrait être rétribuée, selon deux propositions différentes : l'indemnité, selon certains, devrait servir à la formation professionnelle ; selon certains autres, au contraire, les travailleurs en attente d'un emploi devraient être misés dans des emplois temporaires, avec une clause spécifiant que, en cas de refus, ils perdraient droit à l'indemnité.

Le débat est encore ouvert, et l'objectif général est de rendre, en quelque façon, sa vitalité au marché du travail. La loi récente sur la restructuration et la reconversion industrielles n'a pas apporté une réponse satisfaisante au problème, dans la mesure où elle s'orientait encore dans le sens de l'indemnité de chômage.

Toutefois, au cours des derniers mois, il y a eu quelques exemples de mobilité réelle d'une entreprise à une autre, bien qu'ils se soient heurtés à de nombreuses difficultés. A Milan, l'Industrie (Iri) a conclu avec les syndicats un accord que la base n'a accepté qu'après des assemblées houleuses et qui portait sur la licéité d'un départ de personnel, qui devra passer à d'autres secteurs indus-

triel, parmi lesquels figure Alfa-Romeo.

A Turin, il y a eu des exemples de plusieurs centaines de personnes passant de petites entreprises industrielles à Fiat, après accord avec les syndicats. L'un des problèmes les plus importants, et qui n'a pas encore reçu de solution, est celui de Monterotondo, qui devrait licencier plusieurs milliers de personnes, en particulier dans le Piémont, mais qui ne peut procéder à cette opération parce qu'il n'y a pas suffisamment d'activités de remplacement susceptibles d'absorber ces travailleurs.

Les petites et moyennes entreprises italiennes à définitivement comprennent les entreprises comptant jusqu'à un maximum de cinq cents personnes) représentent plus de 90 % de l'appareil de production nationale. Au cours des dernières années, elles ont accompli un énorme effort de rationalisation, comportant des investissements considérables, ce pourquoi elles disposent actuellement d'un parc de machines qui est parmi les plus modernes d'Europe. Beaucoup de dirigeants de petites et moyennes entreprises déclarent qu'ils seraient en mesure d'embaucher mais qu'ils ne le font pas parce que « l'embauche aujourd'hui un ouvrier — c'est l'épouser ». La caractéristique des petites et moyennes entreprises, on le sait, est la flexibilité, c'est-à-dire la capacité de s'adapter rapidement aux exigences changeantes du marché. Pour elles, la mobilité de la main-d'œuvre est un facteur de survie essentiel.

SERGIO DEVCICHI.

propriété intellectuelle
reflète les
Télé
trava
10 m
ul
ittan
ore
face
UX
ise.
ince SA

revue française de gestion

Décrets et cadres responsables des entreprises, leurs fondements et profonds de gestion mettant en contact leurs expériences et leurs recherches sur la gestion des entreprises et des organisations.

AU SOMMAIRE DU N° 15 (26 F)

- La petite entreprise aux Etats-Unis
- Micro-informatique et gestion de la P.M.E.
- La négociation sociale dans l'entreprise
- De l'utilité du prix
- La survie des entreprises en difficulté

Nombre spécial : LE BILAN SOCIAL (240 pages : 50 F)
Les recherches, les expériences, le désir de la loi.
Abonnements : 5 numéros par an 170 F - Etranger 200 F
Emande 120 F

ENSEIGNEMENT ET GESTION

Les Cahiers de la FNEGE

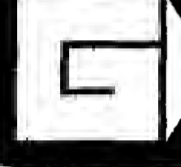
Un instrument conçu pour les enseignants, chercheurs, responsables de formation d'entreprises spécialisés dans les différents domaines de gestion privée et publique.

AU SOMMAIRE DU N° 5 (15 F)

- Spécificité de marketing industriel
- P.M.E. et universités aux Etats-Unis
- L'enseignement de l'information dans les I.U.T.
- Accidents péniologiques en matière de conditions de travail

Abonnements : 4 numéros 80 F - 10 numéros 300 F
Europe 100 F - 10 numéros 340 F

REVUE INTERNATIONALE PUBLIEE AVEC LE CONCOURS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES.



DEUX PUBLICATIONS DE LA FONDATION NATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA GESTION DES ENTREPRISES
FNEGE, 155, bd Haussmann - 75008 PARIS - Téléphone : 223 70 95

MATIÈRES PREMIÈRES

Un métal fortement spéculatif : l'argent

Après la forte montée des prix de l'argent au mois de mars, la calme est revenu ces dernières semaines sur le marché du métal blanc. Du moins le prix de l'argent a-t-il pu se maintenir au-dessus du seuil des 5 dollars. Le prix de l'argent connaît-il seulement un répit avant de s'envoler à nouveau vers des plafonds, ou est-il entré dans une phase de consolidation de longue durée ?

DEPUIS le début de l'année, le prix du métal noble a grimpé de 4,766 dollars l'once à un niveau maximum de 5,417, alors qu'au début de janvier l'organisation américaine de consommation de l'argent pronostiquait que le cours ne dépasserait guère la cote de 5 dollars jusqu'à la fin de 1978.

Il faut considérer qu'il est difficile de donner pour l'argent, au même titre que pour des autres métaux nobles, des pronostics sur les prix exacts. En effet, les chiffres de production et de consommation, qui représentent des facteurs importants de détermination des prix pour les autres marchés de matières premières, ne jouent guère de rôle pour la formation du prix de l'argent. Et même sur le marché de l'argent, la consommation dépasse, depuis des années, considérablement la production nouvelle. Pourtant, le prix de l'argent a stagné pendant de longues années avant de commencer son mouvement de hausse, à l'automne 1977.

Selon les estimations du négociant américain Hans Harman, la consommation d'argent était, en 1973, de 507 millions d'onces. La même année, la production se montait à 233,7 millions d'onces. La consommation est bien revenue depuis à 411 millions d'onces (en 1977). Mais elle se situe encore considérablement au-dessus de la production, qui était de 248 millions d'onces. D'où vient le reste ?

Après la forte montée des prix de l'argent au mois de mars, la calme est revenu ces dernières semaines sur le marché du métal blanc. Du moins le prix de l'argent a-t-il pu se maintenir au-dessus du seuil des 5 dollars. Le prix de l'argent connaît-il seulement un répit avant de s'envoler à nouveau vers des plafonds, ou est-il entré dans une phase de consolidation de longue durée ?

La récupération a été développée jusqu'à devenir la source la plus importante d'offre de l'argent. De 1973 à 1977, la quantité d'argent annuellement récupérée est montée d'environ un tiers, de 60,4 à 80,0 millions d'onces. Les experts s'attendent à que cette tendance se poursuive.

Les réserves indiennes sont la source d'offre la plus importante. Dans aucun autre pays des grands réserves d'argent que dans cette nation pauvre.

L'an dernier environ 44,6 millions d'onces, soit une part de 10 % de l'offre totale mondiale est partie de l'Inde. Ce sont avant tout ces réserves indiennes d'argent qui représentent le gros élément d'insécurité sur le marché.

Les réserves stratégiques des Etats-Unis, estimées à un total de 139,5 millions d'onces, constituent un autre élément important d'insécurité. Au cours des cinq années passées, le Trésor américain a contribué annuellement, à partir de ses propres réserves, pour moins de 0,5 % à l'offre d'argent. Mais après que les Etats-Unis se sont décidés à vendre de l'or sur leurs réserves monétaires, la probabilité s'est également accrue, dans les derniers mois qu'ils se mettent à vendre de l'argent. En principe, les Etats-Unis se sont décidés dès 1973 à vendre une grande partie de leurs réserves stratégiques d'argent. Mais jusqu'à présent on n'a pas encore pu se mettre d'accord sur la procédure de vente.

La consommation est plus facile à estimer que l'offre. Après que la consommation, malgré les possibilités croissantes d'utilisation, eut constamment reculé de 1973 à 1977, l'établissement de courtage londonien Commodity Analysis compte pour la première fois de nouveau sur une augmentation de la consommation de 3,1 %. En 1978, la consommation d'argent pourrait ensuite croître encore de 3,3 %.

Le déficit des deux prochaines années.

L'établissement de courtage américain Hornblower montre, dans une analyse du marché de l'argent, que les facteurs fondamentaux (l'offre et la demande) ne conduisent pas sur le marché de l'argent à des prévisions de prix exactes. L'inflation mondiale et l'évolution du cours du dollar seraient plutôt les indicateurs.

N'est-ce pas finalement le rétablissement du cours du dollar ces dernières semaines qui a fait baisser le prix de l'or et le prix de l'argent ? Ce que les semaines passées ont montré, c'est que si le dollar chute, l'or et l'argent montent, et inversement. D'où il résulte logiquement ces derniers

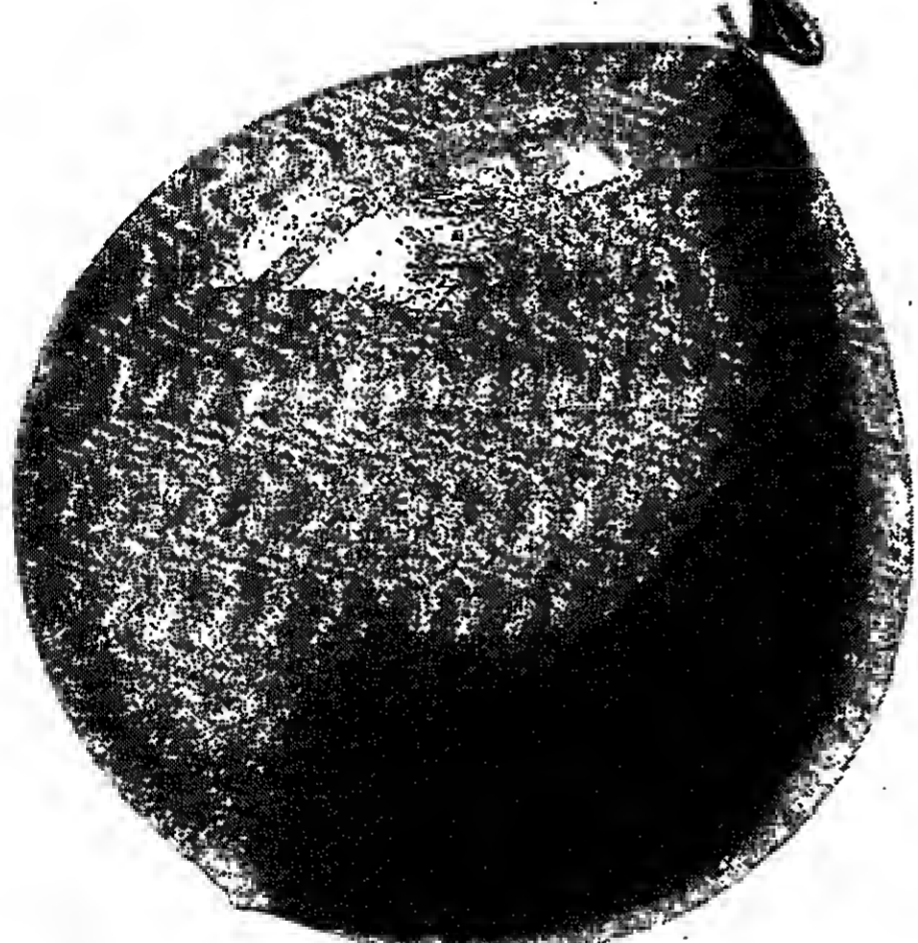
temps une étroite corrélation entre le prix de l'or et le prix de l'argent.

On n'a pas manqué d'essayer de trouver à long terme une corrélation stricte entre le prix de l'or et le prix de l'argent. Jusqu'à 1970 environ, les experts en argent déterminaient ainsi le niveau du prix de l'argent en fonction du prix de l'or dans un rapport de 1 à 10. Certains prophètes en déduisaient que tôt ou tard cette ancienne relation devrait à nouveau se présenter. Pour un prix de l'or actuellement à 175 dollars, le prix de l'argent devrait, à long terme, monter à 17,5 dollars. Aventureux pronostic... L'établissement de courtage Hornblower a étudié la relation entre le prix de l'or et celui de l'argent de 1969 à aujourd'hui. Pendant cette période, la relation a oscillé entre 17 et 48. Le prix de l'or a ainsi monté d'un multiple minimum de dix sept fois, et d'un maximum de quarante-huit fois le prix de l'argent.

Cette relation s'est même, depuis 1968, tendanciellement éloignée au profit de l'or. En 1968 le prix de l'or s'élevait à dix-sept fois le prix de l'argent, aujourd'hui il se trouve trente fois plus élevé que la cote de l'argent. L'histoire que l'ancien rapport de valeur de 1 à 10 se présente une nouvelle fois est pour le moins contredite par l'évolution de ces dix dernières années.

Tant qu'une réponse négative claire n'a pas été donnée à la question des ventes américaines d'argent, les négociants londoniens en métaux précieux de Samuel Montagu ne croient pas à une hausse de l'argent très nette et de longue durée. Quant à la probabilité que le Congrès américain rejette définitivement les ventes d'argent, les experts de Samuel Montagu la pensent faible. Tant que cette question reste ouverte, et elle devrait être tranchée bientôt en faveur de ventes du métal, une épée de Damoclès se balance au-dessus de la tête des spéculateurs.

LÉO FISHER.



Qui peut dégonfler vos coûts de production ?

Seriez-vous arrivés au stade où vos gains de productivité sont impuissants à enrayer l'inflation de vos coûts de production ? Alors, avant de lancer un nouveau programme d'investissement, étudiez soigneusement les avantages que vous propose la République d'Irlande. Tout d'abord, les coûts de production à l'unité sont les plus bas du Marché Commun. Cela vient non seulement des avantages de la zone Sterling mais aussi du fait que

la plupart des coûts d'exploitation sont moins élevés que dans les autres pays plus industrialisés du Marché Commun. De plus, le Gouvernement Irlandais peut financer une grande partie de l'investissement nécessaire à votre prochaine expansion. Enfin, vous serez totalement exonéré d'impôt sur les bénéfices à l'exportation jusqu'en 1990.

Si vous êtes intéressé, appelez Ken Lynn au 720-67-10 pour convenir d'un rendez-vous ou pour obtenir simplement des précisions par téléphone.

L'IDA Irlande

Le Gouvernement Irlandais met les experts de l'IDA à votre disposition. Vous aurez ainsi affaire à un interlocuteur unique qui a déjà supervisé l'implantation près de 300 entreprises européennes. L'IDA IRLANDE peut concevoir un plan d'aide financière spécialement adapté à vos besoins. L'IDA IRLANDE vous trouvera un terrain, vous conseillera dans le recrutement de votre personnel et vous assistera dans la négociation avec les syndicats... jusqu'à ce que votre entreprise atteigne sa pleine capacité de production, dans le respect des délais.

IDA IRLANDE 34, Avenue George V - 75008 PARIS
Téléphone : 720.67.10
Télex : 660416.



ROBERT & RENÉ
13, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS 10^e - M^o REPUBLIQUE

*Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs*

**PRIX DISCOUNT
TOUTE L'ANNÉE**
nos clients le savent!..

Paris Protection
vous propose
sur porte existante

offre exceptionnelle **1600 F TTC** POUR PORTE de 2,10m (hâti bois) POSE ET DÉPLACEMENT COMPRIS
336.44.55 MATÉRIEL GARANTI 5 ANS
POSE PARIS-BANLIEUE DEVIS GRATUIT 97, RUE BROCCA, PARIS 13^e

Le Monde
L'ALS
CRAYON LIÈRE
Cokorieo...
L'his

GRANDS
Dans l

LE RETOUR DU CENTRISME

L'ANTI-BUR
La bureaucratie, c'est ce monde froid et rigide que nous voulons combattre. Ainsi pour briser l'antiquité, nous avons personnelisé nos bureaux. Pour combattre à la fois le froid et les bureaux rendus plus agréables.

سكينة الاحمد

L'ombre du centrisme sur la croix de Lorraine

Le centrisme est-il redevenu la principale force politique d'Alsace ? Cinq députés sur treize et cinq sénateurs sur sept, appartiennent à ce courant, qui détient vingt et un des quarante sièges du conseil régional et occupe la mairie des trois principales villes. Le retour de l'Alsace au centre est apparu de façon nette aux dernières élections législatives, marquées dans deux circonscriptions du Bas-Rhin, où

les candidats du C.D.S. l'ont emporté (Strasbourg-I et Sélestat). Déjà, en 1973, la suprématie gaulliste sur ce département avait été battue en brèche par l'élection de deux jeunes centristes d'opposition, M. Adrien Zeller à Saverne et M. Jean-Marie Caro à Molsheim. Dans le Haut-Rhin, cette même année, les réformateurs avaient enté deux des cinq sièges à l'U.D.F.; l'U.D.F. les a conservés sans peine en mars dernier.

Des légitimistes méfiants

L'alerte a été suffisamment chaude pour que M. André Bord, chef de file des députés centristes depuis 1968, annonce, au lendemain des élections, qu'il quittait le gouvernement (suspensif-il n'y aurait pas reconduit ?) pour se consacrer aux problèmes de sa région. M. Daniel Hoeffel, sénateur indépendant, représente désormais l'Alsace dans l'Europe ministérielle. Les partisans de M. Jacques Chirac, qui avaient recueilli 47,20 % des voix au premier tour des élections de mars 1973, dans le Bas-Rhin, n'en ont obtenu, cette année, que 37,42 %, et leur recul est plus évident encore dans le Haut-Rhin, où ils sont tombés de 40,95 % à 28,33 % des suffrages. Cependant, si le courant centriste a progressé dans le Haut-Rhin, où il est passé de 24,84 % des voix, en 1973, à 30,10 % en 1978, il a régressé dans le Bas-Rhin (de 37,37 % à 35,56 %). Parallèlement au recul du R.F.R., on note donc un tassement de la majorité, qui a obtenu malgré tout, au second tour des dernières élections, plus de 60 % des voix dans le Haut-Rhin.

La résurgence du centrisme alsacien s'explique aisément par la même cause qui avait entraîné son déclin. Légitimistes, les Alsaciens donnaient leurs voix, lors des élections nationales, aux candidats qui se rattachaient au général de Gaulle. En mars dernier, ils ont voté pour l'U.D.F., qui se plaçait sous l'égide de

M. Valéry Giscard d'Estaing. Ils l'ont fait d'autant plus volontiers, dans les deux circonscriptions gagnées par le C.D.S., que le député gaulliste sortant ne se représentait pas. Cette attitude démontre aussi la persistance du centrisme dans cette région où le gaullisme hégémonique de 1967 à 1973, n'a jamais pénétré réellement la vie locale.

A partir de 1958, et surtout après la rupture entre de Gaulle et le M.R.P., en 1962, le mouvement gaulliste avait progressé de façon continue en Alsace. Au second tour de l'élection présidentielle de 1968, le général de Gaulle avait obtenu 79,87 % des voix dans le Bas-Rhin et 74 % dans le Haut-Rhin. Maire de Strasbourg depuis 1958, M. Pflimlin avait décidé de ne pas se présenter aux élections législatives de 1967, et la mort d'Henri Moick, député de Molsheim, à la fin de 1968, avait privé les centristes alsaciens de leur second leader. De 1967 à 1973, tous les députés alsaciens étaient gaullistes.

Ces hommes, que leurs choix politiques opposent ou, aujourd'hui, distinguent, sont proches par leurs origines et leur formation. Dans cette région où la vie associative est extrêmement développée, l'apprentissage des responsabilités passe par les services rendus au sein d'un groupe social, culturel ou sportif. Une organisation paroissiale ou communale, M. Bord à Strasbourg, et M. Charles Haby, nouveau

député (R.F.R.) de Guebwiller, sont deux exemples d'hommes politiques formés à cette école. Libraire de son métier, M. Bord a animé des organisations musicales et sportives, et il a beaucoup contribué au développement du football autour du Racing-Club de Strasbourg. M. Haby, né dans une famille ouvrière, a commencé comme apprenti de bureau à la mairie de Guebwiller, ville dont il est devenu maire quarante ans plus tard, après avoir consacré une partie de sa carrière aux organismes de protection civile.

M. Haby a sans doute bénéficié du respect qui, en Alsace, entoure la fonction publique. Au mérite d'avoir été choisi pour exercer l'autorité, s'ajoute, dans le cas des enseignants, celui du savoir. Le prestige qui entoure le professeur est probablement un legs de la culture allemande, mais il est dû aussi, à encore, au rôle que les enseignants jouent dans la vie associative. La conclusion d'une alliance entre M. Pflimlin et Bord à Strasbourg, pour les élections municipales de 1968, puis, après quelques péripéties, pour celles

de 1971, n'a pas empêché les deux courants de s'affronter aux élections législatives. Cependant, enerré dans l'alternance d'un gaullisme routinier et d'un centrisme en partie rallié à la majorité dès le fin de 1968, le débat politique d'est apparu. Les deux partis, note M. Zeller, se maintiennent en alignant sur les positions de celui qui détient le pouvoir à Paris et en limitant au strict minimum la confrontation d'idées.

Cette attitude a des causes profondes : d'une part, ce « légitimisme » alsacien, qui consiste pour l'essentiel en un respect de l'autorité de l'Etat, garant des franchises locales et des libertés individuelles ; d'autre part, une certaine méfiance à l'égard de la politique, méfiance qui s'explique par le souvenir des châtements infligés alternativement par l'Allemand et par la France aux Alsaciens qui avaient pris des responsabilités sous la tutelle du vaincu. Aussi l'engagement politique est-il toujours prudent, en Alsace. La rigueur doctrinale est une vertu peu appréciée ; les partis de gauche continuent d'en faire l'expérience.

La gauche et le bipartisme

Le parti communiste, qui stagne aux alentours de 6,5 % des voix, subit encore l'effet des réticences rapportées du front russe par les Alsaciens incorporés dans l'armée allemande pendant plusieurs dizaines de milliers avaient été faits prisonniers par les troupes soviétiques. Le P.C.F. avait pourtant été, jusque dans les années 1930, le seul parti national qui défendait l'autonomie de l'Alsace, à laquelle Thores reconnaissait, en 1931, le droit à la « séparation d'avec la France ». Mais certains communistes alsaciens, par suite de leur participation à la fondation d'un parti dissident, en 1928, et à la conquête de la mairie de Strasbourg, se rapprochèrent ensuite du socialisme, ce qui conduisit à établir, après la guerre, l'audace du P.C.F.

Le parti socialiste, héritier d'une S.F.I.O. qui avait perdu tout son crédit, dans l'entre-deux-guerres en défendant des positions centralistes et anticléricales, est devenu aujourd'hui, grâce à ses fondateurs, Ecologie et Survie a présenté des candidats dans dix circonscriptions sur treize en mars dernier. Avec près de 7,5 % des voix dans le Haut-Rhin et 5 % dans le Bas-Rhin, le mouvement écologiste a démontré son audience dans la population alsacienne, bien que les résultats soient inférieurs à ceux que laissent attendre les élections municipales de mars 1977. On observe, là encore, la réticence des Alsaciens devant toute systématisation (ici, sur des thèmes « antiproductionnistes ») et de revendications qu'ils estiment localement et occasionnellement justifiées.

composantes, progresse lentement. La C.P.D.T., dont les thèmes sont proches de ceux que développe le P.S., fait l'expérience de la résistance des Alsaciens à la toute extrapolation de l'action syndicale sur le plan politique. Ainsi, dans le canton de Saint-Amarin, agité pendant près de deux ans par la lutte des travailleurs de l'usine Schumpf, à Malmerspach, M. Weisenhorn a obtenu 66,59 % des voix le 19 mars dernier. Le conseiller général du canton, M. Egler, membre du C.D.S. et maire d'Oderen, est responsable local de la C.P.D.T., et il a été soutenu par les adhérents du syndicat contre la direction régionale, qui lui reprochait de ne

pas avoir défendu des positions autogestionnaires. L'évolution des militants syndicalistes chrétiens vers la gauche ne se traduit que lentement en termes politiques et le P.S. n'a pas le monopole de cette expression. Quant à la C.G.T., fortement implantée dans le Haut-Rhin, elle doit, elle aussi, tenir compte de cet écart entre l'engagement syndical et le choix partisan, nombre de ses adhérents ayant longtemps voté pour les candidats gaullistes. La contestation du bipartisme alsacien s'accomplit moins par une adhésion aux thèses de la gauche que par une action locale, mettant en avant des thèmes que leurs promoteurs cherchent à faire admettre par les élus régionaux et nationaux.

Percée des « verts »

Ainsi en est-il de l'écologisme, né en Alsace puisque le premier candidat « vert » présenté à une élection le fut à Mulhouse, en mars 1973. Créé par les ornithologues de l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (A.F.R.P.N.), le mouvement Ecologie et Survie s'est donné pour tâche de porter sur le terrain électoral une préoccupation dont les partis, estimant-ils, ne tiendraient compte qu'à cette condition. Sous le signe d'Ecologie 73, dont il a été l'un des fondateurs, Ecologie et Survie a présenté des candidats dans dix circonscriptions sur treize en mars dernier. Avec près de 7,5 % des voix dans le Haut-Rhin et 5 % dans le Bas-Rhin, le mouvement écologiste a démontré son audience dans la population alsacienne, bien que les résultats soient inférieurs à ceux que laissent attendre les élections municipales de mars 1977. On observe, là encore, la réticence des Alsaciens devant toute systématisation (ici, sur des thèmes « antiproductionnistes ») et de revendications qu'ils estiment localement et occasionnellement justifiées.

Le progrès du centrisme, représenté depuis cinq ans par deux députés sans implantation locale à l'origine, tous deux fonctionnaires européens, pose le problème du renouvellement doctrinal et militant de ce courant. M. Caro est resté dans la majorité, que le C.D.S. avait rejointe en 1974, mais M. Zeller s'en est détaché en avril 1976 pour animer un mouvement de réflexion, nourri d'expérience locale, parmi les élus centristes alsaciens. Initiatives alsaciennes — le premier courant politique depuis la guerre qui se soit risqué à faire figurer cette épithète dans son sigle — influence quelques élus municipaux et cantonaux et attire de nombreux sympathisants centristes. La double appartenance à ce mouvement et au C.D.S. étant admise, les amis de M. Zeller envisagent de jouer un rôle important dans la formation d'un nouveau centrisme, ouvert à la fois aux thèses de la gauche socialiste et au réformisme giscardien.

Les préoccupations écologiques rejoignent celles des jeunes Alsaciens soucieux de raviver une culture régionale que l'expansion économique et le volonte d'intégration ont longtemps dévalorisée. Le mouvement autonomiste, faible et divisé, a tenté, sans grand succès jusqu'à maintenant, de se réajuster en contact de ces deux courants. L'extrême gauche (P.S.U. et L.C.R.), ainsi que, à un moindre degré, les mouvements maoïstes et L.O.) cherchent également à rassembler les jeunes d'origine et de culture soucieux d'identité culturelle et de maîtrise du développement économique. Mais, si leur action locale et syndicale est souvent appréciée, les militants révolutionnaires atteignent tout juste, en Alsace, la moyenne électorale nationale de leurs formations.

PATRICK JARREAU.

GRAND « PATRON »

Pierre Pflimlin joue le Rhin contre Paris

EN 1963, moins d'un an après avoir rompu avec le général de Gaulle sur sa politique européenne, M. Pierre Pflimlin publiait, en collaboration avec M. René Ullrich, un livre intitulé : *Alsace, destin et volonté*. Le maire de Strasbourg y exposait la situation de sa région, à l'extrême de la France, mais au cœur du Marché commun. Il définissait les possibilités de développement inhérentes à cette position et invitait les responsables politiques et économiques de Paris à en prendre conscience.

Quinze ans plus tard, l'Alsace a progressé sur la voie du destin que lui prédisait M. Pflimlin, dont les préoccupations, pourtant, demeurent essentiellement les mêmes. « Il y a vingt mille à vingt-cinq mille demandes d'emploi non satisfaites dans la région, dit-il. Or on constate que la politique d'aménagement du territoire est toujours orientée vers les régions de l'Ouest, sans une conception qui veut qu'il y ait, d'un côté, une France pauvre, qu'il faudrait soutenir, et, de l'autre, une France prospère, qui n'aurait besoin de rien. Je ne crois pas que la politique d'aménagement régional doive être une politique d'assistance. Il est plus intéressant de considérer l'amé-

negement du territoire et la politique régionale comme ayant pour but de mieux utiliser les possibilités des régions. »

Sa situation géographique est pour l'Alsace un atout majeur. « C'est la région industrielle », dit M. Pflimlin, ne pouvant pas s'implanter ailleurs que sur l'axe rhénan. Vouloir à tout prix détourner des entreprises étrangères de s'installer en Alsace, pour les attirer vers l'Ouest, est une absurdité. « Le maire de Strasbourg se défend de sous-estimer les besoins des régions de l'Ouest, en rappelant que, ministre des finances en 1955, il avait élaboré le premier plan breton.

La critique de l'aménagement du territoire est, en fait, celle du centrisme. « Je suis favorable à un progrès de la régionalisation par un développement de la loi de 1972 sur les établissements publics régionaux », dit M. Pflimlin. Dans son état actuel, cette loi met à la disposition des régions des moyens financiers insuffisants, ce qui rend très difficile la définition d'une politique régionale.

Donner à la région une actualité politique ? « Je suis personnellement favorable à l'élection des conseils régionaux au suffrage universel, dit-il, mais je ne

partage pas les opinions de M. Servan-Schreiber sur le « pouvoir régional ».

L'élection des conseillers régionaux n'aurait-elle pas les rivalités qui existent au sein des régions — par exemple, entre les deux départements alsaciens ? « Les tensions entre le Haut-Rhin et le Bas-Rhin existent surtout au niveau des notables, estime M. Pflimlin, pas au niveau des populations. » Mais les « notables » se trompent-ils vraiment ? Gouvernés par un maire en qui chacun s'accorde à reconnaître le seul homme d'Etat que l'Alsace ait produit depuis la guerre : réunissant dans sa communauté urbaine les meilleurs spécialistes de l'économie alsacienne ; capitale politique et financière de la région, Strasbourg ne dicte-t-elle pas sa loi à l'Alsace ? « Pas du tout, affirme M. Pflimlin. C'est une sorte de psychosé d'origine du Haut-Rhin que de le croire. Les déclarations prises au conseil régional ne sont pas l'expression de la seule volonté de Strasbourg, qui est loin d'être ici sur-représentée. »

A soixante et onze ans, l'ancien président national du M.R.P. voit avec satisfaction la retour, en Alsace, de la « tradition de démocratie chrétienne et de christianisme social » qui avait

céde le pas au gaullisme depuis 1968. Mais le président du conseil de mai 1968 n'aurait-il pas contribué à l'effacement de son courant en concluant, six ans plus tard une alliance municipale avec M. André Bord, chef de file du gaullisme alsacien, puis en rejoignant le C.D.S., c'est-à-dire le majorité, après l'élection de Georges Pompidou ? « Strasbourg, dit-il, est un cas particulier. Aucune formation politique n'y a jamais eu la majorité à elle seule, et, après la guerre, il y a toujours eu une coalition contre l'union de la gauche. Cela correspond au souhait de la population et à la réalité politique, et n'a pas empêché le centrisme et le gaullisme de s'affronter à la campagne. Le C.D.S. n'était absent, au dernier élections, que dans trois circonscriptions du Bas-Rhin sur huit. »

L'une de ces circonscriptions était celle de M. Bord. A voir l'agressivité avec laquelle le dirigeant gaulliste critique la gestion du maire de Strasbourg, au cours de la campagne, on peut se demander si M. Pflimlin ne regrette pas que ses amis centristes n'aient pas tenté leur chance, en mars dernier, dans la deuxième circonscription de Strasbourg. — P. J.

Deux départements aux frontières



(Chapitre I)



Le monde des Alsace...

le nom de leur terroir, les Alsace portent le nom du cépage qui leur a donné naissance. Autre particularité des Alsace : le forme de leur bouteille. Ils sont toujours présentés dans la flûte verte d'Alsace, élégante et racée qui est réservée par le réglementation et permet de les reconnaître au premier coup d'oeil.

PROMENADE A TRAVERS LE VIGNOBLE D'ALSACE

Il faut suivre « la route du vin » pour connaître tous les aspects du vignoble alsacien. 12 000 hectares de vignes s'échelonnent au pied des Vosges sur les collines qui dominent le plan de l'Alsace, un climat semi-continentale essentiellement paracatégoriquement favorable à la maturation du raisin et une extrême variété de terroirs qui produisent avec un égal bonheur toute la gamme des vins d'Alsace.

En suivant la route du vin, c'est également l'âme du vignoble d'Alsace que l'on découvre, avec ses paysages enchanteurs, ses pittoresques petits villages fleuris et ses charismatiques maisons à colombages. Et pour faire réellement connaissance avec les différents cépages d'Alsace, il faut savoir s'arrêter dans les caveaux de dégustation qui jalonnent « la route du vin » : rien de plus agréable que la fraîcheur et l'atmosphère particulière de la vieille cave d'un vigneron pour déguster un vin d'Alsace.

Vous apprendrez vite à reconnaître les cépages : le Sylvaner très et léger, le Riesling



Les Alsace. De grands vins faciles à vivre.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

Trois jeunesse

EUROPE

Giscard...
Vieilles...
Je...
Une...
L'Alsace...
place...
dans...
qualité...
numéro...
à...
vous...
lui...

سكزافن الاجل

Trois jeunesses, trois appétits

ILS sont deux cent quatre-vingt-sept mille à avoir de seize à vingt-cinq ans en Alsace. Ce sont, comme l'on dit, les jeunes. Pourtant, quel point commun y a-t-il entre les jeunes gens du canton de Woerth, zone rurale du Nord, et les « loulous » de la Meinau, banlieue strasbourgeoise ? Quel de comparable entre ces « loulous » et les jeunes apprentis en colère du Rhin ? Rien. C'est que, comme partout ailleurs, les jeunes alsaciens n'ont pas une et indivisible.

Avec ses maisons à colombages tirées à quatre épingles, ses indubitables mirabeliers, son vieux lavoir à faire tremper les anneaux d'oreilles, les traditions populaires, Woerth n'est jamais qu'à 40 kilomètres au nord de Strasbourg. Mais voilà, Woerth (qui frise les 1 800 habitants) n'en reste pas moins, aux yeux des citadins, la « cambrousse ».

« Loulous » dans la rne
Bref, à seize ans, le rythme « boulot-dodo » devient la règle de vie de tous les « loulous » du canton. Pour beaucoup de jeunes, reconnaît M. Othon Dahl, maire de Woerth, la commune n'est qu'une « cité-dortoir ». Dès lors, un habitant de Woerth décrit très bien l'engrenage dans lequel tombe le « seize-vingt-cinq ans » : « Il se marie tôt, en moyenne vers dix-huit-dix-neuf ans. A partir de ce moment, son principal souci est de construire sa maison près de Woerth et de faire des enfants pour avoir des petits plus intéressants. Ensuite, il y a la M.F. Le petit écran aux six chaînes.

Le temps fort de la semaine, le samedi et le dimanche, est, de fait, consacré à des loisirs « pépères ». Meuse le matin, visite familiale l'après-midi. C'est une vie assez paisible, dit François. Le dimanche, on peut prendre la voiture pour aller à Haguenau, ou encore prendre l'air, aller dans la forêt. » Qu'on se le dise ! Le jeune de Woerth est responsable, respectueux et sage. Très peu fondeur. Ne dit-on pas que dans un vote blanc, organisé par la Maison des jeunes et de la culture, en 1974, il a voté comme ses parents ? Rien de comparable à la cité Meinau, à la cité Lyautey, à la cité Solignac. Ici, les gosses grandissent parmi les immeubles-tours et au milieu des immeubles bâtis en longueur, les « barres » ; ici, les mères traquent sur des

Princes ! Une zone rurale qui ne fait plus vivre qu'une poignée d'agriculteurs, un canton qui propose ses étudiants vers Strasbourg et expédie « à l'étranger » dans la journée — ses jeunes dans les usines allemandes, cela ne fait pas sérieux. Non, cela mérite tout au plus une chanson :

Je m'appelle Hans, tout simple-
ment (...)
Je travaille à la tâche lib-bas en
Alsace, Froumes et chémons.
Ouvrier migrant, ce n'est pas une
honte
Souvent je ne sais plus où fen
louis

pelouses râpées et sales qu'en-
serrent des façades à la peinture
écaillée.
Nous sommes dans la banlieue
sud de Strasbourg, Meinau, Lyautey, Solignac... ces seuls noms
font frissonner le « bourgeois »,
Un peu mythiquement, c'est là
que le jeune de douze-treize ans
« fauche » son premier eyelom-
teur ; c'est encore là qu'à quinze
ans il sort ses premières armes
(couteau, rasoir, chaîne de vélo),
et c'est toujours là, à dix-huit-
vingt ans, qu'il traîne son spleen,
s'amuse à faire peur, vole à l'oc-
casion. Charmant tableau ! Char-
mantes cités !

Faut-il nuancer ? Peut-être.
Mais peut-on nuancer l'ennui
décliné sur tous les modes. « Le
dimanche, on s'en... on tourne,
en mob », raconte Michel, vingt
ans, ouvrier boulanger, jacques,
vingt-trois ans, ouvrier électri-
cien, fait lui aussi son autocri-
tique. Mezza voce : « La casse,
la casse, je suis passé par là.
Il faut comprendre aussi. C'est
l'ennui. Après, tu réfléchis. Mais
une bouteille par terre, tu la vois,
tu la lances, quoi ! Au moins,
tu fais peur à quelqu'un. Il y a
quelque chose qui se passe. »
Sans doute se passait-il trop
de « choses » à la Maison des
jeunes et de la culture de la
Meinau, à la fin du mois de
novembre 1971, celle-ci a fermé
son foyer sur « indésirables ».

(1) Paroles tirées du disque de Roger Siffert « Exotisme ».

Depuis lors, les « loulous » de la Meinau sont connus d'une maison des jeunes aussi provocante, à leurs yeux, qu'une vitrine de chaînes ni-ri. Plus que jamais, les « loulous » sont donc dans la rue. Un éducateur du club de prévention se dit frappé par le phénomène des jeunes qui ont rompu avec leur famille et se retrouvent sans domicile et sans travail. Ce sont les « drop-out » alsaciens. Froumes et chémons. Violents à l'occasion.

Isolés, ils « ennuient » en di-
verse. C'est « müedamprecht » (langue maternelle) est un de leurs liens forts. Un code. Une arme. « Comme fils d'ouvrier, l'alsacien est leur langue maternelle », explique un animateur culturel. Le jeune de la Meinau s'exprime difficilement en français. L'école ne le lui a pas beaucoup appris. Cette spécificité ne se retrouve pas parmi les jeunes de la cité des militaires et des fonctionnaires. Dans le quartier « résidentiel » de la Meinau, on parle français. On croque avec dédain et une certaine pitié cette « zone interdite » — la Meinau — où l'on ne met jamais les pieds. En-est une explication, les « loulous » — à l'étrier sur leur territoire ? — s'en vont alors dans d'autres quartiers, à la campagne. Jouant les gros bras, ils perturbent les fêtes de village et leurs bals (« kilbe » ou « Meessi »). Nombreux sont les jeunes qui dénoncent cette violence et

La grande fête de Gerstheim
Aujourd'hui, le M.R.J.C. appa-
rait à Monique et à Laurent com-
me le meilleur porte-voix possi-
ble en même temps qu'il repré-
sente, dans un univers morose, un
peu d'air frais. « Dès que tu ouvres
ce, tu es, comme on dit, sur la
liste noire. Tu te fais engueuler
par le curé », explique Laurent.
Déceler dans ces propos une
parcelle de gauchisme écrit une
arcade. Laurent et Monique ven-
ent, simplement être respectés.
Tout simplement.
A ce titre, l'occupation durant
sept à huit mois, en 1977, du
pylône météorologique du site de
la future centrale nucléaire de
Gerstheim a revêtu, pour eux,
tous les attributs d'un temps my-
thique. En ce temps-là, « une
organisation s'était créée avec les
jeunes et les habitants de
sotaines villages », disent-ils. En

ce temps-là, « c'était la fête, on
faisait à manger autour d'un
feu ». Bref, il y avait une cause,
un élan. Ce temps-là n'est plus.
Ils le regrettent. Roger Siffert, ses
lunettes rondes à l'alsacienne sur
le nez, aussi.

Il paraît que nos enfants ont bien
(de la chance
Un espoir microbiot
A Fessenheim, l'indom nous
prépare des avertis (1)
a-t-il écrit.
Les jeunes gens sages de
Woerth consacraient-ils à ces
pazoles ? C'est ce qui est à voir.
Les « loulous » de la Meinau ?
Est-ce bien leur problème ? Reste
les jeunes en colère du Rhin. Bon
plein, bon nuit. Toujours prêts.
Trois « jeunesses ». Trois
regards...
LAURENT GREILSAMER.

TENDRE ENRAGÉ

Les impatiences d'André Weckmann

LA France « de l'intérieur » ne le connaît pas. Il n'est pas alsacien de Paris. Il est de plus un homme secret, même s'il peut se montrer disert, retenu, content même dans l'élan. Par nature, il n'est pas porté à l'extrême. S'il y consent il faut bien aussi qu'il se laisse un peu découvrir. Encore convient-il de ne pas se faire d'illusions : on ne découvre pas les poètes.

André Weckmann est un poète et un poète d'Alsace. C'est-à-dire tout autre chose, bien autre chose qu'un poète de l'Alsace. A cinquante-quatre ans, on peut avoir une œuvre et un passé. Du passé il faut dire le moins possible, peut-être le moins possible. Un petit peu de dates, d'additions ou de soustractions suffisent. Quand on est né en 1934, quel âge a-t-on en 1978 ? Et à cet âge-là quand on est alsacien, qu'on reste sur sa terre et qu'il faut à besoin de chair fraîche...
« Les gens de ma génération sont revenus brisés, sans aucune volonté, décidés à tout jeter aux orbes de leur particularisme, les de s'être fait avoir à tous les coups, les d'être traités de « boches » quand ce n'est pas de « nazis » d'ha qu'on avait une alliance pour la langue natale. »
Si la génération en fut brisée, André Weckmann est brisé, lui, par cet abandon, par ce renoncement à la vraie maintenance. C'est le raison de sa bataille, de son œuvre. Qu'il écrive en dialecte, en haut-allemand, en français, c'est pour combattre la résignation.

« Bien sûr, il y a eu les grandes masses qui ne comprenaient pas très bien. Et encore, il est bien possible que l'Alsace ait ressenti l'affaire quelques années plus tard. Mais, là où l'étais (il est aussi professeur), pour une bonne moitié de jeunes gens, et pas seulement étudiants mais jeunes facteurs, employés, syndicalistes, c'était une libération, et une libération alsacienne. Nous aussi on avait soutenu la conversion et pas seulement celui des universités. »
Ainsi le jeune militant de l'Alsace, culturelle, écologique est sorti de là.
« Un soir, il y a eu une soirée en dialecte. Les amis étaient pleins. C'était une révélation. Il y avait vraiment quelque chose dans l'air. Et ce a compris. Vaut-il se modérer ou se contenir ? A quoi bon. Il dit bien : « Peut-être que l'exagère », mais c'est pour enchaîner : « En ce cas, je ne suis pas le seul. »
Un mot lui est resté, reçu comme un jupon militaire de l'Alsace, culturelle, écologique est sorti de là.
« Après vous avez, quand à Paris, ils se sont mis à faire les idiots, quelqu'un m'a dit : « Bon, ça devient une révolution à la parisiennne. Si on s'occupe de faire le nôtre ? »
André Weckmann s'y est mis. Il est aujourd'hui appelé en Allemagne, en Autriche, en Suisse. « On a souvent prétendu que nous étions dans un ghetto avec notre dialecte. Mais des poètes, des chanteurs, comme Siffert, Engel, sont connus jusque dans le nord de l'Allemagne... »
« Alors qu'en France ? »
« Rien du tout. Pour eux, on est d'une autre culture alors qu'on ne demanderait pas mieux que de nous faire connaître. On ne peut régler le problème alsacien que par le dialogue avec ceux qui sont à côté de nous, des deux côtés. »
Ne le tenez pas pour auto-nomiste, surtout pas. Il demande seulement que le terme d'expression écrite de l'alsacien, « qui est l'allemand », soit acceptée par l'administration.
« Nous cherchons le dialogue, l'entente. Nous sommes Français. Je crains que si l'on ne nous écoute pas aujourd'hui, vienne une troisième génération qui fera autre chose. »
J.-M. Th.

La France, l'Alsace et les marchés européens.

En Alsace, l'Europe vous regarde

28 mars 1976. M. Valéry Giscard d'Estaing, lors de sa visite à Colmar, dit : « Je souhaite que l'Alsace soit une vitrine, c'est-à-dire une réalisation exemplaire de ce que notre pays est capable de faire. »

L'Alsace, consciente de la place privilégiée qu'elle occupe dans l'Europe, certaine de la qualité de son potentiel économique et humain, est prête à remplir ce rôle que, par la voix de son président, la nation lui assigne.

L'Établissement Public Régional d'Alsace a estimé que la « Région » ne pouvait pas être absente dans cet effort en faveur du développement économique et de la présentation de la qualité française.

C'est pourquoi il a donné, par des investissements lourds, la priorité aux communications et télécommunications qui permettent à la région de se connecter efficacement aux grands axes économiques et commerciaux de France et de l'Europe.

Il a également pris des mesures importantes en faveur de l'implantation et de l'expansion industrielle et artisanale.

Ainsi, à son échelle et avec ses moyens la « Région » participe à l'effort que fait l'Alsace pour être exemplaire, ainsi que le lui a demandé le chef de l'Etat. Au pays à son tour de répondre à cet effort par la réalisation des grands équipements et d'implantations économiques : il y va de l'avenir de l'Alsace, certes, mais aussi de la France entière.



Conseil Régional d'Alsace

UNE SEMAINE AVR
orraine
Patrick He
parlements
contières

LE BAS-RHIN: TOUT EST LA.

l'espace

Vaste et varié, voici le Bas-Rhin. Un département qui prend naissance au sommet des Vosges et s'étend dans la plaine d'Alsace jusqu'aux rives du Rhin. Depuis toujours, il a connu une large déconcentration industrielle. Venez, le Bas-Rhin est prêt à vous accueillir.

les communications

Le Bas-Rhin est au cœur de l'Europe dans l'immense complexe économique de la vallée du Rhin. Relié par la plus grande voie fluviale d'Europe, les autoroutes, la voie ferrée, les lignes aériennes aux grands centres européens, il s'est doté d'un réseau de communications internes dense et moderne, en cours de constant perfectionnement.

l'art de vivre

L'activité économique du Bas-Rhin, depuis longtemps, en a fait une région riche où les hommes ont pris le goût de vivre, de bien vivre. L'habitat alsacien, la culture sous toutes ses formes mais aussi le sens des relations et la coopération témoignent d'une tradition de qualité humaine exceptionnelle. Le Bas-Rhin offre un environnement de très haute qualité.

les hommes

L'Alsacien attache une importance primordiale à sa qualification professionnelle. Il a le goût de l'efficacité et de la responsabilité. Adroit et curieux, il s'adapte aisément aux conditions nouvelles.

le port

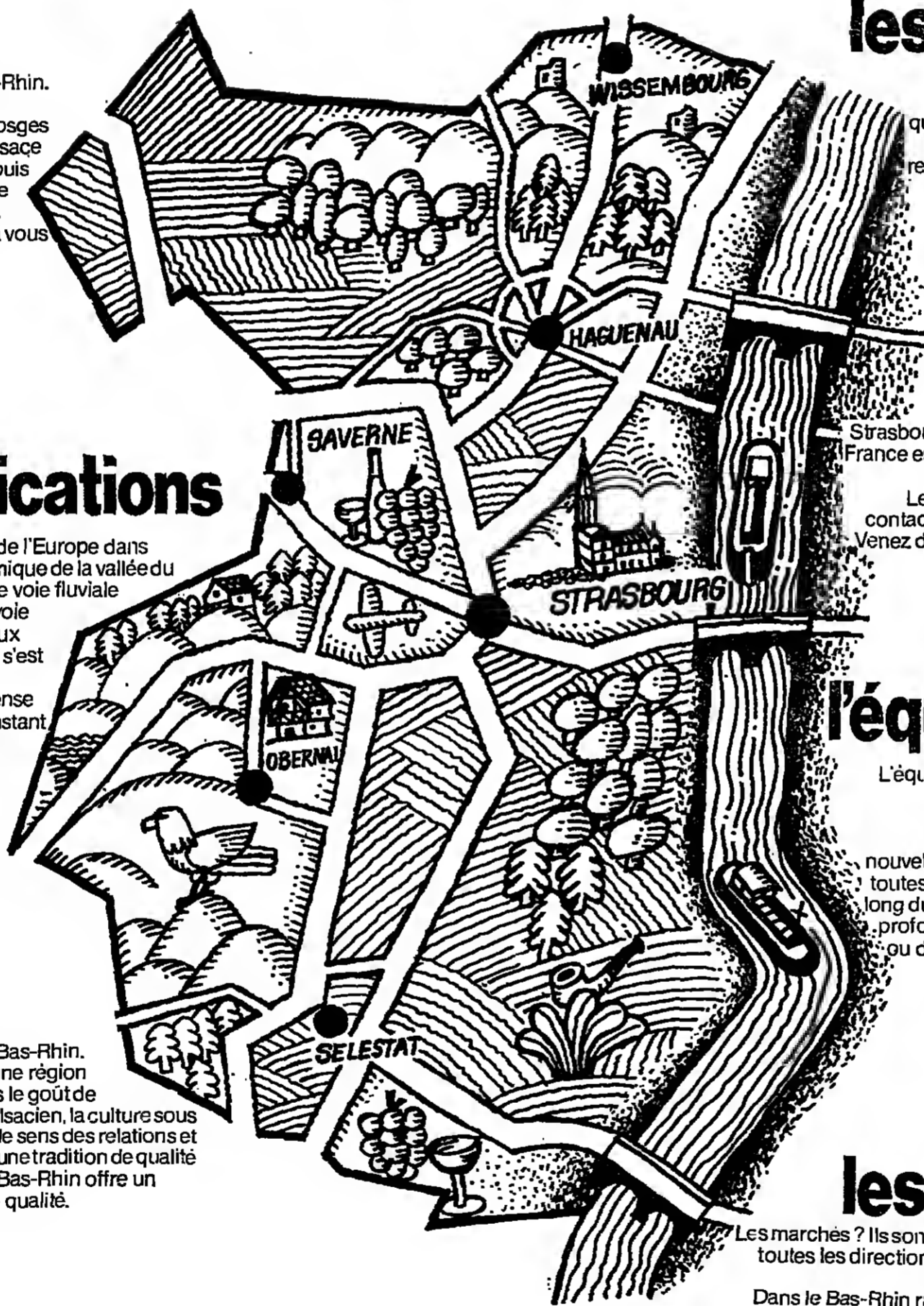
Strasbourg, le deuxième port fluvial de France est, dans le Bas-Rhin, ouvert sur les grands pays d'Europe. Le département est un centre de contacts, d'échanges internationaux. Venez dans le Bas-Rhin rencontrer de nouveaux clients.

l'équipement

L'équipement général du Bas-Rhin est en constante évolution, notamment pour faciliter l'implantation d'entreprises nouvelles. Les zones industrielles de toutes dimensions se répartissent le long du Rhin, mais aussi dans toute la profondeur du pays, près des villes ou dans le calme des campagnes. Profitez de cet équipement.

les marchés

Les marchés ? Ils sont là, en pleine expansion, dans toutes les directions, à quelques encablures des rives du Rhin. Dans le Bas-Rhin rapprochez-vous des marchés nouveaux.



le Bas-Rhin un choix stratégique.

L'ADIRA (Association de développement du Bas-Rhin), 1, place Gutenberg 67000 Strasbourg - Tél. 32.87.55 est à votre disposition pour vous aider à résoudre vos problèmes d'implantation.

سكننا من الاجل

la Comm
la mairi

Les Com
par un
maître
maître
un ver
que se
leu et
Echax
La Com
de une
vous

STANIS

55 كذا من الاصل

L'histoire sur les horloges du quotidien

(Suite de la page 21.)

Être tenace en Alsace, c'est être d'abord pour rester Alsacien. Le tout est de savoir comment s'y prendre. Les corps ont tellement été chahutés. « Qui nous a voté notre histoire? Qui nous a voté nos langues? » Questions maladroites. On peut les poser en ces termes ou de façon plus diplomatique. Et encore celle-ci, la plus simple et la plus déchirante: « Comment sommes-nous devenus Français? » Personne n'est sûr de la réponse.

Quand Louis XIV vint s'en mêler en 1688, ce n'était qu'avec des vues essentiellement stratégiques. Il lui fallut des bastions pour intervenir dans les Allemagnes. Il s'agissait de s'avancer jusqu'au Rhin, mais de le faire « avec une douce main ». En ce genre d'affaire, la manière donc n'exclut pas la vigueur ni la rigueur. Lorsque viendra le tour de Strasbourg, en 1681,

Louvois pourra faire la fameuse et orgueilleuse adresse: « Sir, Strasbourg est à vous! », parce qu'il aura brutalement rattaché au « magistrat » de la vieille cité que c'est ça ou le sort de Haguenau, incendiée trois fois. Ainsi se fait la « césure » de 1688, encore ressentie comme telle. On ne comprend rien si l'on ne comprend pas cela. L'Alsace d'alors ne sait rien de Voltaire, ni de Rousseau. Elle n'a que son langage sans déclarations, sans futur, image, mais fruste. Va-t-elle se mettre à courir après la « finesse française », ou rester dans sa culture rurale et chrétienne. Aux paradoxes alsaciens, la monarchie, sans se lancer dans la psychologie, répondra par des compromis. L'essentiel est, pour l'heure, de faire remuer la terre par Vauban, ce qui était son métier, et ce qu'il fera de Neuf-Brisach à Wissembourg, comme il le fit du Rhin à la mer.

pression de réagir avec un temps de retard. De plus, leur français « appris » de celui qui est en train de mourir, le classique qui n'aura pas résisté à l'acclimation des techniques importées. C'est pour cela sûrement qu'ils ne sont pas à Paris en force dans les ministères, dans l'administration comme d'autres qui pourtant sont aussi des « particuliers »: Corneille, Racine. On parle de ses libertés perdues mais se battra-t-on pour les récupérer? On peut malgré tout rouspéter et avec les plus graves raisons. On peut décider de défilier mais on le fera en restant sage sur le trottoir parce que « sur la chaussée, ça gênerait trop ».

En réalité, l'Alsacien reste sur la défensive, un peu par habitude, par étatisme. Qui l'a jamais laissé en paix suffisamment longtemps pour qu'il soit parvenu à bien s'assurer? La Révolution aurait pu réussir. Les signes les plus favorables étaient là: de Rougges de l'isle dans la maison de Dietrich à l'armée du Rhin. Le jacobinisme ruina tout. Du temps du roi, le roi ne demandait pas la langue. Et voilà qu'on voulait faire de la langue le nouveau roi: respect et obéissance. Ces logiciens qu'étaient Levasseur et Saint-Just étaient convaincus que puisque les cœurs étaient français il fallait renier « les modes allemandes ». Cela suffit à casser quelque chose.

Napoléon reprit la politique des rois. Il laissa l'Alsace à sa langue

et utilisa Schmeisser. A sa suite, les choses n'allèrent pas trop mal et même plutôt bien. Louis-Philippe, Napoléon III, donnèrent les premiers élan économique modernes, font venir l'argent. L'Alsace aussi écoute Guisot et Veuillot.

Sur cette terre où « il faut que ça marche », ça marchait. Jusqu'au jour de 1871 où le traité de Francfort reprend les bûches du traité de Westphalie. Mais il ne faut pas dramatiser et s'empresser, au contraire, de réviser sérieusement. L. Lavisse, l'annexion de 1870 n'est pas celle de 1940, parce que Bismarck n'est pas Hitler et qu'il se garde de vouloir faire des Alsaciens de bons Français. Pendant que l'interieur prend le deuil, que Déroulède et Barrès tiennent les cordons du poêle en attendant de nuiter les parfums souffrés et éivrants de la « revanche », l'Alsace se déçoit et se désespère. Elle ne se sent pas plus allemande qu'avant. Jamais sans doute, elle n'aurait été la France, devenue l'Alsace. Mais voilà aussi que l'Allemagne, oppressante, dure, imposant l'option, d'entrée, s'amadoue. Il lui suffit que l'Alsace soit redevenue le terre d'Empire, un Etat comme le Wurtemberg comme le Pays de Bade. Elle octroie la Constitution de 1911, donne à l'Alsace son propre Parlement. Cette quasi-autonomie de 1911 on en parle toujours. On n'entend pas qu'elle résonne dans les cavernes de l'histoire volée.

et utilisa Schmeisser. A sa suite, les choses n'allèrent pas trop mal et même plutôt bien. Louis-Philippe, Napoléon III, donnèrent les premiers élan économique modernes, font venir l'argent. L'Alsace aussi écoute Guisot et Veuillot.

Sur cette terre où « il faut que ça marche », ça marchait. Jusqu'au jour de 1871 où le traité de Francfort reprend les bûches du traité de Westphalie. Mais il ne faut pas dramatiser et s'empresser, au contraire, de réviser sérieusement. L. Lavisse, l'annexion de 1870 n'est pas celle de 1940, parce que Bismarck n'est pas Hitler et qu'il se garde de vouloir faire des Alsaciens de bons Français. Pendant que l'interieur prend le deuil, que Déroulède et Barrès tiennent les cordons du poêle en attendant de nuiter les parfums souffrés et éivrants de la « revanche », l'Alsace se déçoit et se désespère. Elle ne se sent pas plus allemande qu'avant. Jamais sans doute, elle n'aurait été la France, devenue l'Alsace. Mais voilà aussi que l'Allemagne, oppressante, dure, imposant l'option, d'entrée, s'amadoue. Il lui suffit que l'Alsace soit redevenue le terre d'Empire, un Etat comme le Wurtemberg comme le Pays de Bade. Elle octroie la Constitution de 1911, donne à l'Alsace son propre Parlement. Cette quasi-autonomie de 1911 on en parle toujours. On n'entend pas qu'elle résonne dans les cavernes de l'histoire volée.

pour les victimes d'un même malheur, d'une même plénitude de malheur. Elle n'oublie, elle unit toujours dans sa pitié cette génération brisée, portée à tout jeter ses orbes pour la paix, fut-ce celle du cimetière. Elle mêle ceux d'Oradour comme les vingt-sept mille tués en Russie sous l'uniforme allemand, ou ceux tombés aux mains des Soviétiques prisonniers ou déserteurs, tous témoins à ce camp de Tambov qui n'avaient rien à envier à un Buchenwald. Ou à un Strothof, seul spécimen de l'univers concentrationnaire nazi en terre française et que l'Alsace garde à son flanc comme la cicatrice d'un fer rouge.

« M'aimez-vous, m'aimez-vous bien? »
On vieillit mal avec cela, avec les uns, croix de guerre, les autres croix de fer, les « bons » anciens combattants, qui peuvent raconter leurs campagnes à la brigade Alsace-Lorraine par exemple, et les « mauvais », qui ne racontent rien. Des vaincus parmi les vainqueurs. Des soldats un peu honteux, oubliés et qui ont vieilli. Et qui en ont marre du « patriotisme qui a empoisonné notre existence » comme de la nation, où il faut être ou avoir été « bon patriote » avant d'être seulement un brave homme.

On vous dira que ce drame s'oublie. Il garde ses séquelles. Si l'Alsace, depuis 1945, rejette le communisme, si l'on dit encore aujourd'hui qu'il ne pourra revenir qu'amené par des « Français de l'intérieur », c'est parce que toute l'Alsace vit encore à un seul énoncé de Tambov.

Mais surtout si l'Alsacien « se range » et si se « range » comme le craignent certains, au point de se perdre, c'est parce qu'il ne veut plus se faire avoir, parce que le besoin de sécurité est là, qui crie ou qui susurre.
C'est de la sorte qu'on devient sensible comme une femme, c'est-à-dire qu'on réagit en même temps qu'on se calme, que l'on s'ébroue en restant soucieux de son maintien, que l'on veut malgré tout contourner de sa ceinture Alsacien au face des autres, de l'« autre », et sentimentale à l'extrême. On est tout à fait capable de proclamer comme l'a fait Germain Muller, le barde du « Barabli », cette troupe d'Alsace qui mêle théâtre et café-théâtre, humour et poésie: « L'Alsace seule est l'Alsace. »

JEAN-MARC THÉOLLEVEY

CRAYON LIBRE

Mémoires



Diversité d'un dialecte

Mais le baron de Schmettan, ministre de Prusse, trompé quand même son monde quand il écrit, en 1709: « Il est notoire que les habitants de l'Alsace sont plus Français que Parisiens et que le roi de France est si sûr de leur affection et son service et à sa gloire qu'il leur ordonne de se joindre de fusils, de pistolets, de halberdiers, d'épées, de poudres et de plomb toutes les fois que le bruit court que les Allemands ont dessein de passer le Rhin. »

C'est excellent pour le passé joyeux, mais ce n'est pas. Pas encore. La notion d'Etat, de nation, n'existe pas du jour au lendemain.

Aujourd'hui, même si le dialecte est en régression (les journaux d'Alsace, qui longtemps éditaient en allemand le plus gros de leur tirage, font maintenant la part la plus grande au français), il conserve ses diversités. Une oreille exercée peut percevoir les différences à 10 kilomètres de distance, et à Strasbourg, d'un quartier à un autre.

Cela ne simplifie pas la recherche des amies. Même si les rivalités d'un département à l'autre sont seulement des rivalités de notables, cela conduit à un paradoxe de plus et avec lequel il faut bien vivre: on se reploie sur son département.

on se regarde en chiens de falence au conseil régional et l'on se sait de même essence. Car les notables n'y peuvent rien. L'histoire ne s'abolira pas à leur commandement, moins encore à leurs motions. La communauté de destin et de langue est bel et bien là, même si ceux de Wissembourg et ceux de Saint-Louis ne se voient pas tous les jours, même s'il y a les buveurs de bière et les buveurs de vin, même si les seconds semblent se sentir en exil chez les premiers.

S'ils ont le même comportement devant l'histoire, ils l'ont aussi devant « l'autre ». Mais il serait vain de vouloir pondre un Alsacien idéal, bien dans sa peau, enraciné dans sa langue et en même temps ouvert au français, bilingue, faisant l'unité. Ceint-là aurait fait sa prise de conscience culturelle, celle qui précède la politique, c'est bien connu. Il faut encore le réver. Il reste à « vendre » comme le dien d'André Gléze. Car l'Alsacien n'est pas idéologue: l'idée s'apparente vite chez lui au « bla-bla-bla ». Encore un effet de la langue, du complexe linguistique? Possible. Dans les assemblées, ils seront discrets si on musèle, sauf entre eux évidemment, mais à Paris, ça oui. « Chez les francophones, pas trop vite, on a toujours s'im-

Faux pas et inéquences

Episode... Un épisode de plus. Que l'on s'y prenne comme on voudra, de 1918 à 1945 cela fait encore cent trente années de tragédie, de déchirements, de contradictions, de sentiments violents qui s'affrontent. Pourrait-on imaginer qu'il n'en reste rien, alors que s'y ajoutèrent des malheurs, des incompréhensions. Faux pas d'Edouard Herriot et de Gaston Doumergue de 1924, claironnant que l'Alsace doit se soumettre aux lois laïques de la nation, en finir avec son concordat que l'Allemagne avait en l'honneur, elle, de respecter. Faux pas de Joffre promettant à Thann, dans les défilés de 1918, le respect des droits des particularismes, alors que déjà Clemenceau et Poincaré se sont bien gardés de faire visite aux « parlementaires » d'Alsace qui en furent pour leur illusion d'un matin.

On demandait des Alsaciens sans bavures, copies conformes de ceux que la France, aidée par Hans, avait imaginés et pour lesquels elle se sentait, c'est sûr, débordante de tendresse. Les autres? Il en fallait peu pour que tombe sur eux l'annathème du temps: boches! ce qu'ils n'aimaient pas du tout. Ignorant-on que Kléber, Rapp, Kellermann, républicains généraux ou marcheurs français d'une terre qui ne donna jamais à l'Allemagne aucun militaire de ce rang? Ce sont de semblables inéquences, qui conduisent encore à si mal conduire l'affaire des « malgrés nous », de 1940-1945, à ne pas voir quelle plate on ouvrirait et qui n'est pas reformée. Oradour, c'est à peu près oublié en Alsace. Ce procès, à Bordeaux en 1953, où se trouvaient cités à comparaître si peu d'Alle-

la Communauté Urbaine de Strasbourg: la mairie aux 27 maires.

La Communauté Urbaine de Strasbourg ne concerne pas seulement les quelque 400.000 habitants qu'elle représente.

Admettons un instant qu'un chef d'entreprise (vous, peut-être) séduit par une localisation privilégiée à 10 minutes de l'Allemagne, désire s'y installer. Comme ses chances d'obtenir un terrain place Kléber sont plus que réduites, il lui faudra trouver ailleurs son bonheur, à Reichstett ou à Eschau, par exemple.

La Communauté Urbaine regroupe une trentaine de communes: nous vous laissons le soin d'imaginer le

temps que vous consacrez à ces recherches si le nouveau Centre Administratif existait pas. Cette véritable Mairie aux 27 Maires, conseille, oriente tous ceux, hommes d'affaires, investisseurs, artisans ou simples particuliers, qui désirent pour des raisons diverses, se rapprocher de la plus européenne des villes d'Europe.

Commune Urbaine de Strasbourg
B.P. n° 1049/1050 F
67070 Strasbourg Cedex
Tél. 84.90.80 - Télex: CUS 890 728 F

- 1 Bischheim
- 2 Eckolsheim
- 3 Eckwersheim
- 4 Entzheim
- 5 Eschau
- 6 Fegersheim
- 7 Geispolsheim
- 8 Hoenheim
- 9 Holtzheim
- 10 Kirch-Craffenstaden
- 11 Lampertheim
- 12 La Wantzenau
- 13 Lingolsheim
- 14 Lipsheim
- 15 Mittelhausbergen
- 16 Mundolsheim
- 17 Niederhausbergen
- 18 Oberhausbergen
- 19 Oberschneidolsheim
- 20 Ostwald
- 21 Plobsheim
- 22 Reichstett
- 23 Schillingheim
- 24 Souffelweyersheim
- 25 Vendenheim
- 26 Wolfisheim
- 27 Strasbourg

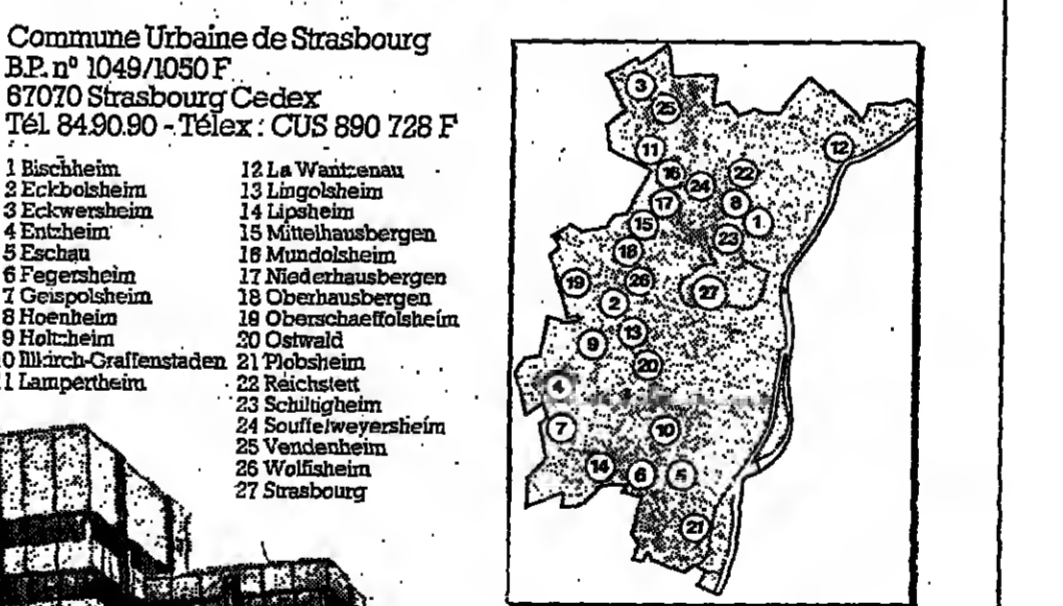


Photo: S. Mennard

Les Français d'Alsace sous le regard des Français alsaciens

L'EXPRESSION peut surprendre et inquiéter. « Les Français de l'intérieur » — puisque ainsi ou les nomme du côté de Strasbourg — n'auraient-ils donc aucune chance de s'intégrer à la communauté alsacienne s'ils ont choisis de vivre au milieu d'elle ?

« Vous savez ? Je connais la France : j'ai fait mon service à Mourmelon », répond innocemment ce vicin de Ribeauvillé. « Je ne suis pas d'ici et pourtant j'habite ici depuis dix ans ; je suis le Lorrain », constate sans amertume ce professeur aux « arts déco ».

Cette « distance » dans le propos alsacien ne choque en rien les « Français de l'intérieur ». A leurs yeux, elle traduit simplement « une manière de se situer », de mal se situer, au regard d'une histoire plutôt mouvementée. « Leur patriotisme ne peut être mis en doute, note un restaurateur parisien. Le 14 juillet et le 11 novembre, ils pavent leurs maisons aux couleurs tricolores comme nulle part ailleurs. »

normand. On avait la désagréable impression d'être à l'étranger. »

« On a vite fait de sauter cet obstacle, reconnaît cet enseignant nicols. Les autochtones parlent naturellement le dialecte. Il n'y a guère réticence de xénophobie dans leur attitude. » Très souvent, au téléphone ou au restaurant, la phrase d'entente se dit en alsacien. On se met aussitôt en français si l'interlocuteur reste sans réaction.

Les choses sont, aux yeux de certains « étrangers », moins simples qu'il n'y paraît. Pour le commun des Alsaciens, ce sont ceux qui ont connu l'école allemande, le fait d'avoir à exprimer quelque chose en français, crée une gêne d'autant plus vive que leur accent lourd et rasque prête à la moquerie.

« On a le sentiment physique d'une langue épaisse », remarque cet universitaire de l'intérieur. A son avis, « l'usage du plus pur des dialectes d'Europe desers les Alsaciens dans la mesure où ils les rend moins perméables aux influences extérieures. C'est un glacis ». Beaucoup, comme lui, ont du mal à admettre ce particularisme. « Il devrait disparaître avec les nouvelles générations », souligne cette mère de famille normande.

Et, parfois sur place, la communication est lente à s'établir. Les Alsaciens n'ont pas de tour de main. »

l'intérieur », il faut mettre ce mauvais contact sur le compte de la langue, pas sur celui du tempérament. « Malhabiles à bien s'exprimer, les autochtones ont tendance à se réfugier dans le silence et la réserve », explique ce enseignant lorrain. Les discussions tournent court, les jugements sont péremptifs. A force de se taire, on perd le fil de ses idées, on ne prend plus d'initiative, on se roule. « Les Alsaciens possèdent ainsi pour des balourdés, des gens bornés, sans humour, sans imagination et sans esprit créatif. »

Des innovateurs, des visionnaires ? Personne ne le soutient vraiment. Au mieux, leur reconnaît-on beaucoup de savoir-faire. « La région possède un réseau de petites et moyennes entreprises — machines-outils, appareillages électriques — qui ont remarquablement résisté à la crise », relève un haut fonctionnaire parisien.

« Qu'ils prennent avec plus de sérieux que d'autres leur tâche, ne signifie pas qu'ils travaillent mieux et davantage », précisent des « Français de l'intérieur ». A preuve : cette terre a produit des généraux, aucun avant, aucun poète. « Il ne faut pas confondre savoir-faire et conscience professionnelle, lance cet universitaire de l'« intérieur ». Les Alsaciens n'ont pas de tour de main. »

Le broillage du dialecte

Au naturel, les Alsaciens sont hospitaliers, chaleureux même, jugent ceux qui les côtoient. Leur froidure ? Un cliché. « Comme des gens un peu à part, ils ont besoin de ses sentis cités et compris ; ils ont parfois l'impression d'être sous-utilisés », indique un syndicaliste parisien.

En définitive, « de braves types » sans attirance pour ceux qui « la ramènent », ces « Parisiens » ou ces Français du sud de la Loire, vite qualifiés par eux de « Marsellais ». «

Faut-il porter cette ouverture d'esprit au crédit des Alsaciens ? Cet universitaire de l'« intérieur » s'y refuse. « Ils ont admis

de se laisser assimiler par les « étrangers ». Ils ne croient plus tellement à l'Alsace ; en affichant trop nettement leur particularisme, ils ont peur de paraître ridicules. Aussi longtemps que leur terre a été un enjeu, leur régionalisme avait sa raison d'être ; aujourd'hui, il est sans justification. L'histoire les lâche ; elle a cessé de les rendre intéressants. »

L'usage du dialecte continue pourtant de dérouter plus d'un « Français de l'intérieur » qui débarque en Alsace. « Au premier abord, cela nous a énormément refroidis d'entendre ce parler germanique », raconte un ouvrier

normand. On avait la désagréable impression d'être à l'étranger. »

« On a vite fait de sauter cet obstacle, reconnaît cet enseignant nicols. Les autochtones parlent naturellement le dialecte. Il n'y a guère réticence de xénophobie dans leur attitude. » Très souvent, au téléphone ou au restaurant, la phrase d'entente se dit en alsacien. On se met aussitôt en français si l'interlocuteur reste sans réaction.

Les choses sont, aux yeux de certains « étrangers », moins simples qu'il n'y paraît. Pour le commun des Alsaciens, ce sont ceux qui ont connu l'école allemande, le fait d'avoir à exprimer quelque chose en français, crée une gêne d'autant plus vive que leur accent lourd et rasque prête à la moquerie.

« On a le sentiment physique d'une langue épaisse », remarque cet universitaire de l'intérieur. A son avis, « l'usage du plus pur des dialectes d'Europe desers les Alsaciens dans la mesure où ils les rend moins perméables aux influences extérieures. C'est un glacis ». Beaucoup, comme lui, ont du mal à admettre ce particularisme. « Il devrait disparaître avec les nouvelles générations », souligne cette mère de famille normande.

Et, parfois sur place, la communication est lente à s'établir. Les Alsaciens n'ont pas de tour de main. »

l'intérieur », il faut mettre ce mauvais contact sur le compte de la langue, pas sur celui du tempérament. « Malhabiles à bien s'exprimer, les autochtones ont tendance à se réfugier dans le silence et la réserve », explique ce enseignant lorrain. Les discussions tournent court, les jugements sont péremptifs. A force de se taire, on perd le fil de ses idées, on ne prend plus d'initiative, on se roule. « Les Alsaciens possèdent ainsi pour des balourdés, des gens bornés, sans humour, sans imagination et sans esprit créatif. »

Des innovateurs, des visionnaires ? Personne ne le soutient vraiment. Au mieux, leur reconnaît-on beaucoup de savoir-faire. « La région possède un réseau de petites et moyennes entreprises — machines-outils, appareillages électriques — qui ont remarquablement résisté à la crise », relève un haut fonctionnaire parisien.

« Qu'ils prennent avec plus de sérieux que d'autres leur tâche, ne signifie pas qu'ils travaillent mieux et davantage », précisent des « Français de l'intérieur ». A preuve : cette terre a produit des généraux, aucun avant, aucun poète. « Il ne faut pas confondre savoir-faire et conscience professionnelle, lance cet universitaire de l'« intérieur ». Les Alsaciens n'ont pas de tour de main. »

CRAYON LIBRE

L'injuste milieu



Desin de Roland Fruckert

Belle vie sans bouclade

Leur sérieux légendaire dissimule mal un manque de « punch ». Ils s'accommodent volontiers de ce qui est vu. « Chez eux, dit-on, la nouveauté passe mal ; l'improvisation les déroute. On aurait quelquefois envie de les bouclader ». Pour cet enseignant nicols et les autres, ce n'est pas la nouveauté qui les déroute, c'est la nouveauté qui les déroute. « Ce n'est pas la nouveauté qui les déroute, c'est la nouveauté qui les déroute. »

Et, parfois sur place, la communication est lente à s'établir. Les Alsaciens n'ont pas de tour de main. »

COCARDE DANS LE PALMIER

Des pieds-noirs nommés Schuler

NEE du côté de Wissembourg, venue en Algérie vers 1874, sa mère lui répétait sans cesse : « Quel qu'il arrive, ne quitte jamais ton pays. Nous qui sommes partis avons trop souffert pour nous laisser une vie. » Pourtant, lui, fils de ces Alsaciens qui s'installèrent par milliers en terre algérienne pour ne pas devenir Allemands. Il a lui aussi quitté sa terre natale : l'Algérie.


Il avait décidé de rester « quo qu'il arrive », même après l'indépendance. Et puis c'est devenu impossible, malgré tant d'amitiés laissées « là-bas ». Il est « rentré ». Mais comme des dizaines de milliers d'Alsaciens d'origine, il n'est pas remonté « là-haut ». Jusqu'au vieux pays. Il s'est « rapatrié » à moitié. Le voilà à La Seyne (Var), à mi-chemin de Strasbourg et d'Alger, sur les bords de la même mer que « là-bas », sur la même terre que « là-haut ». — laquelle va des bords du Rhin à la Méditerranée mais non plus de Dunkerque à Tamarassat. « Là-haut, les biens des parents sont en d'autres mains depuis belle lurette, et puis, ce n'est plus notre climat. »

Il n'a fallu en somme que deux générations pour cet aller et ce demi-retour. « 70 ». « l'Alsace perdue », cela paraît une si vieille histoire, entouée dans les manuels, et voilà qu'on la retrouve — sur le coin varois — encore vivante. « Ma mère parlait toujours alsacien, me sœur aînée aussi. »

Et que l'Alsace était présente, en Algérie ! Il sort, ce soldat pied-noir aux yeux bleus, les photos des gosses qui, pour le 11 novembre et le Sainte-Jeanne-d'Arc, arboraient le cochon traditionnel. Parmi les palmiers, la petite pied-noir blonde, coiffée du grand papillon noir à cocarde tricolore, « fait plus alsacienne que les personnages de Hansi ». Il sort aussi sa citation — croix de guerre avec palme — ce « sous-officier d'une bravoure folle » qui, à la tête de ses hommes, libéra Altkürh. « qu'il n'avait jamais vu. Certains au lendemain de 14-18 ou de 39-45, avaient acheté une vieille maison « là-haut » pour des vacances à Munster, pour « reconnaître » Seltz ou Witzelsheim. Pas lui. Sa mère lui avait tellement dit : « Ne quitte jamais ton pays. » Son pays c'était l'Algérie. Il avait cru ne le quitter qu'une fois, pour libérer Altkürh.

Il n'a fallu en somme que deux générations pour cet aller et ce demi-retour. « 70 ». « l'Alsace perdue », cela paraît une si vieille histoire, entouée dans les manuels, et voilà qu'on la retrouve — sur le coin varois — encore vivante. « Ma mère parlait toujours alsacien, me sœur aînée aussi. »

Et que l'Alsace était présente, en Algérie ! Il sort, ce soldat pied-noir aux yeux bleus, les photos des gosses qui, pour le 11 novembre et le Sainte-Jeanne-d'Arc, arboraient le cochon traditionnel. Parmi les palmiers, la petite pied-noir blonde, coiffée du grand papillon noir à cocarde tricolore, « fait plus alsacienne que les personnages de Hansi ». Il sort aussi sa citation — croix de guerre avec palme — ce « sous-officier d'une bravoure folle » qui, à la tête de ses hommes, libéra Altkürh. « qu'il n'avait jamais vu. Certains au lendemain de 14-18 ou de 39-45, avaient acheté une vieille maison « là-haut » pour des vacances à Munster, pour « reconnaître » Seltz ou Witzelsheim. Pas lui. Sa mère lui avait tellement dit : « Ne quitte jamais ton pays. » Son pays c'était l'Algérie. Il avait cru ne le quitter qu'une fois, pour libérer Altkürh.



BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL

UNE VOCATION REGIONALE
UNE PRESENCE NATIONALE
UNE EXPERIENCE INTERNATIONALE

AU SERVICE DES SOCIETAIRES DES 1080 CMDP DE L'EST
AU SERVICE DES ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES

- ### AGENCES A :
- | | |
|---|--|
| BELFORT (90005) 7, rue de la République
B.P. 185 Tél. (84) 21.67.45 | SARREBOURG (57403) 2, rue Napoléon 1er
B.P. 163 Tél. (87) 03.23.02 |
| BESANCON (25002) 4, rue de la Préfecture
B.P. 1083 Tél. (81) 82.20.56 | SARREGUEMINES (57205) 13, rue Emile Huber
B.P. 99 Tél. (87) 98.42.65 |
| COLMAR (68002) 9, place de Loffre-De-Tassigny
B.P. 88 Tél. (89) 41.34.27 | SAVERNE (67700) 8, rue de la Gare
B.P. 73 Tél. (86) 91.29.89 |
| HAGUENAU (67501) 2, rue des Soeurs
B.P. 150 Tél. (88) 93.09.14 | SELESTAT (67600) 45, avenue du Président Poincaré
B.P. 152 Tél. (88) 92.03.81 |
| MULHOUSE (68051) 2, rue Louis Pasteur
B.P. 1040 Tél. (89) 45.27.20 | STRASBOURG (67000) 25, rue du Vieux-Marché-Aux-Vins
Tél. (88) 32.28.10 |

Ils ont fait l'Algérie

Au bord du Rhin, on trouve des Alsaciens las pour jamais du jou grecque qui les faisait un jour allemand un jour français. Ceux d'ici connaissent une autre lassitude : chassés deux fois, lachés deux fois. Quand les parents étaient partis vers l'Algérie — pour resier en France, — on leur avait promis que tout les attendait là-bas. Ils n'ont rien trouvé. Ils ont dû tout faire : leurs maisons, leurs routes, leurs terres, comme cette Mitidja qui était alors un marécage. Ils avaient commandé, les malheureux, par semer de la luzerne, planter des cerisiers, des pruniers, comme là-haut ! Après, ils se sont adaptés. Ils ont fondé des villages cent pour cent alsaciens — on s'y mariait entre soi, — comme Camp-du-Méridien, Palastro, Heusenwiller. « Ils ont fait l'Algérie. » Non, ce n'était pas le paradis promis. La preuve : ils retrouvaient là les « bennis », ceux que la patrie chassait pour peupler la colonie nouvelle. Quarante-huit ans, déportés de 1851, communiards parisiens de 1871. « Plus tard, bien plus tard — après 40, — la prospérité est enfin venue. Ça n'a pas duré longtemps ! »

Les enfants des enfants ? Ils ont à peine connu l'Algérie. Ils ne connaissent guère ou pas du tout l'Alsace. Ils ne parlent plus ni l'alsacien ni le kabyle. Certains ont « l'accent du Midi ». Ils font déjà souche entre Marseille et Nice, ou ailleurs, Dordogne, Agen.

Des associations d'Alsaciens d'Algérie ? Non. « Les associations, maintenant... » Ils se sont dispersés, ils sont un peu méfiants de ces mouvements qui, parfois, les poussèrent où ils ne voulaient pas aller... « Là-bas, avant les événements, elles vivaient. Elles maintenaient l'Alsace. Ici ce n'est plus le palmier. Nous sommes en France. » Il arrive qu'on fasse partie des anciens d'Alger ou du Constantinois, mais comme pied-noir, pas comme Alsacien. Il y e aussi des groupements d'Alsaciens de la métropole — comme dans la région toulousaine où la marine leur a amenés — mais c'est autre chose... On a rangé les costumes du 11 novembre et de la Sainte-Jeanne-d'Arc, on ne se sent plus seulement entre soi. Ils ne s'appellent pas moins, les jeunes de la troisième patrie. Bruker, Bender, Fund, Schuler, Schuler, Schreiber, Schwelzer.

JEAN RAMBAUD.

Sur Antenne 2 :

L'ALSACE ET SON ENVIRONNEMENT

Do mardi 6 au vendredi 9 juin, à 18 h. 40, le magazine d'Antenne 2 « C'est la vie » présentera une série de reportages de Jean-Pierre Conrath consacrés à l'Alsace. Thèmes traités :

- Un accident de la route près de Sélestat ; gendarmes et privés à la SAHTU de Strasbourg, pionnier de secours d'urgence en France (mardi 6).
- Le quotidien à l'Alsace : est une publication imprimée sur du papier journal recyclé ; la région s'est organisée pour économiser cette matière première (mercredi 7).
- Dans une vallée des Vosges, on est passé de l'élevage et de la production céréalière et maraîchère à l'agriculture et biologique (jeudi 8).
- Les gravières : les Alsaciens veulent plus d'une exploitation intensive de leurs gravières. L'équilibre écologique est menacé, mais cette industrie est l'une des ressources principales de nombreuses municipalités (vendredi 9).

MONDE

ILE-DE-FRANCE

QUATRE SIÈCLES D'UN

Vieux P

ROUTIERE

Des usagers demandent une nouvelle diminution

EN AMER OCCUPEZ-VOUS Iberia s'occ

هكذا في العمل

سكينة الاحول

is alsaciens

pour être divisés

ANS LE PALMIER

rs nommés Schuler

pour se

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

Le Monde

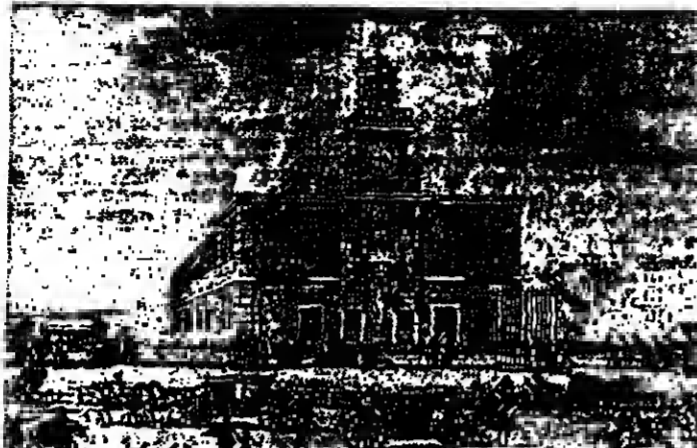
régions

EN ILE-DE-FRANCE

QUATRE SIÈCLES D'HISTOIRE SUR LA SEINE

Vieux Pont-Neuf

Le 31 mai 1578, le roi Henri III posait la première pierre du Pont-Neuf, dont il avait décidé la construction quelques mois auparavant à la demande de Pierre Linhart, prévôt des marchands. C'est pour célébrer cet anniversaire que va être inaugurée, le 10 juin prochain, une exposition organisée par les directions des affaires culturelles de la mairie de Paris et le musée Carnavalet pour les collections iconographiques sont d'une richesse incomparable. Cette manifestation qui a pour objet de montrer pourquoi et comment le Pont-Neuf a été construit et quel a été son rôle dans l'urbanisme parisien sera présentée d'abord à la mairie annexée du premier arrondissement puis au musée Carnavalet.



Détruit sous le Premier Empire, le curieux bâtiment construit sous Henri IV sur le Pont-Neuf, et qui était orné d'un groupe sculpté représentant la Samaritaine.

Le Pont-Neuf dont la construction avait été décidée pour assurer une liaison commode entre le Louvre, les Nouveaux quartiers de la rive gauche et le couvent des Grands-Augustins, cher au cœur d'Henri III, fut pour autant plusieurs architectes, mais ce furent Jacques de Cœur et Pierre des Essus qui en dessinèrent les plans tandis que Guillaume Marchand en était le principal entrepreneur. Ce fut une réussite totale. La simple et noble grandeur de l'ouvrage, la majesté de ses arches, son décor sculpté firent l'admiration de ses contemporains. Ce fut la construction d'un pont à double pile qui n'eut à subir que deux années de travaux.

À la fin de 1578 les quatre premières piles saillaient déjà au-dessus de l'eau mais Henri III ne devait jamais voir l'achèvement du Pont-Neuf. C'est Henri IV, son successeur, qui l'inaugura en 1606, après avoir décidé de faire aménager et embellir ses abords. Ainsi naquirent la place Dauphine et le terrain rasé situé à la pointe de l'île de la Cité où on résolut d'ériger une statue équestre du roi, offerte à la ville de Paris par Marie de Médicis. Celle-ci fut exécutée en l'église sur le modèle de Jean

Boulogne. Mais l'effigie royale — devenue depuis lors un des monuments les plus populaires de Paris — ne fut achevée qu'en 1614 pour être inaugurée le 23 août de cette année-là, quatre ans après la mort d'Henri IV, fondée sous la Révolution, elle fut refaite et rétablie sur le Pont-Neuf par Louis XVIII.

Tabarin et charlatans

C'est aussi sur l'ordre d'Henri IV qu'on éleva sur la deuxième arche du pont un curieux et baroque bâtiment sur pilotis abritant une pompe destinée à alimenter en eau les jardins des Tuileries et dont la façade s'ornait d'un groupe sculpté représentant le Christ et la Samaritaine. Après plusieurs remaniements, cet édifice devint dans le langage populaire la Samaritaine, devant être démolie en 1812. Il laissait son nom à un établissement de bains de propreté comme on disait alors, amarré près du

chands ambulants, de bateliers dont le plus célèbre fut l'illustre Tabarin, de loueurs de chaises, de charlatans vendeurs d'ortie ou d'arracheurs de dents, sans oublier les racailleurs du service militaire, les filles de joie et les hérautiers. Cet engouement survécut à la Révolution et fut son prolongement jusqu'en 1830.

C'est donc toute l'histoire du plus vieux pont de Paris qui nous est restituée par l'exposition présentée à la mairie annexée du premier arrondissement, exposition commandée par les directions des affaires culturelles de la mairie de Paris, d'un grand et curieux tableau de Favia de Chavanne, Femme devant le Pont-Neuf, des petites folles de Eugène Iénot qui fut le peintre des ponts de Paris, de plusieurs œuvres de Marquet qui habita au coin de la rue Dauphine et du qual Conil et enfin des gravures de Desnoes, proche voisin du Pont-Neuf.

L'essentiel des documents exposés provient du musée Carnavalet, mais quelques prêts ont été demandés aux Archives de France, au musée de Versailles, au Musée national d'art moderne et au Petit-Palais. On trouvera l'essentiel de tout ce qui fait le prix de cette manifestation dans un catalogue qui est une véritable monographie du Pont-Neuf et dont la parution est prévue pour la fin de l'été. Ce catalogue est dû à M. Bernard de

André Jacob, directeur du premier arrondissement, 4, place du Louvre, le 10 juin jusqu'à 9 heures, du 12 au 17 h. 45, tous les jours, musée Carnavalet, 39 juillet au 28 août.

Sur les trottoirs se pressait tout un peuple de petits mar-

André Jacob, directeur du premier arrondissement, 4, place du Louvre, le 10 juin jusqu'à 9 heures, du 12 au 17 h. 45, tous les jours, musée Carnavalet, 39 juillet au 28 août.

A PROPOS DE...

LES RÉNOVATIONS DE COLOMBES ET DE SÈVRES

Parole aux quartiers

Face aux difficultés toujours plus délicates posées par la rénovation des centres urbains, et peut-être aussi pour prévenir l'opposition éventuelle d'associations de défense de plus en plus actives et combattives, de nombreuses municipalités semblent désormais s'engager résolument dans la voie de la concertation.

À Colombes et à Sèvres, dans les Hauts-de-Seine, deux maires communistes tentent ainsi d'associer les habitants à la transformation de leur quartier et cela avant le démarrage des travaux.

À Colombes, où il s'agit de rénover le quartier du Petit-Colombes, secteur excentrique, vétuste et traditionnellement « déserté » de la commune, la municipalité a profité de l'inauguration d'un nouveau marché couvert pour ouvrir dans l'une des boulevards du marché une « exposition d'urbanisme évolutif ». Cette exposition, qui durera six mois, présente aux habitants tous les documents statistiques et graphiques nécessaires à une réflexion « sérieuse et cohérente » sur l'avenir du quartier.

« Nous abordons cette rénovation sans parti pris », explique M. Dominique Freilat, député et maire de Colombes, et nous ne souhaitons pas imposer tel ou tel projet. Nous nous contentons de transmettre à la population tous les éléments dont nous disposons à ce jour. Notre exposition, qui évoluera au fil du temps, en fonction des suggestions et des critiques des visiteurs, s'accompagne d'ailleurs d'une série de réunions où tous les habitants pourront être entendus. »

« Nous espérons, continue M. Jean Pecary, maire adjoint et vice-président du comité du quartier, que les Colombiens sauront dépasser les préoccupations purement individuelles et prendra une part active à l'élaboration du projet final. »

Démarche quelque peu différente, à Sèvres où, après des années d'hésitation, on voudrait bien aboutir dès septembre prochain à une décision définitive pour la rénovation de l'île de Ville-d'Avray, cœur du vieux centre ville et lui aussi en plein état de délabrement. L'urbanisme ne dure que quelques jours, et elle est le fruit d'un an de collaboration entre la municipalité dirigée par M. Gérard Lenormand et les services régionaux départementaux de l'équipement, collaboration qui a conduit à quatre projets, quatre « scénarios » agrémentés de nombreuses variantes parmi lesquelles la population est invitée à donner sa préférence.

De luxueux tableaux expliquent chacune des quatre versions envisagées, en précisent les avantages et les inconvénients et un questionnaire individuel permet aux visiteurs d'exprimer à tête reposée leur position et leur choix.

« Pour louer les qualités de telles initiatives trouvent très tôt leurs limites. D'abord dans la volonté ou la capacité des habitants à se prononcer sur des questions d'urbanisme lorsqu'elles atteignent le stade très technique de la réalisation. « Bien sûr, on a des idées, dit une dame à Colombes, mais tout cela est quand même un peu compliqué. » Une telle présentation est trop abstraite », continue un Sévrien. Beaucoup se réjouissent de ce « bon début », mais restent littéralement étonnés d'être sollicités dans un domaine qu'ils croyaient devoir leur échapper pour toujours.

Les choix de l'équipement

Le second obstacle est plus grave. À Sèvres comme à Colombes, le réajustement des services de l'équipement et consistant à élargir le voie principale qui traverse le quartier; projets mille fois remaniés et qui « traînent » depuis respectivement dix et quarante ans. De telles longueurs, souvent liées à la juste raison comme responsables du « pourrissement des quartiers » ne facilitent pas l'élaboration d'un projet.

À Sèvres, la commission extramunicipale, qui a obtenu du maire l'autorisation de présenter ses propres projets au sein même de l'exposition, va jusqu'à « refuser de prendre pour base de réflexion le prétendu besoin de faciliter la circulation automobile » et veut « repenser le centre ville sans se laisser

contrôler par les orientations définies par les services de l'équipement. » Nous voudrions donner aux habitants toute la liberté de choix possible, explique M. Dominique Freilat, mais nous ne pouvons leur faire cette contrainte fondamentale. »

De son côté, M. Roger Fejnzybor, maire adjoint de Sèvres, conteste sa préférence pour celui des quatre scénarios qui a l'avantage de l'administration « car si les habitants en choisissent un autre, il nous faudrait les suivre et ce serait le début d'une interminable bataille avec la direction de l'équipement. »

Aussi peut-on dire maintenant de demander si, en l'absence d'une participation plus large des communes aux projets de l'équipement, l'urbanisme autogéré « ne reste pas un mirage. »

FRANÇOIS ROLLIN.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Des usagers demandent un renforcement des contrôles et une nouvelle diminution des vitesses-limites

La sécurité sur la route a été le thème principal de deux réunions organisées ces jours derniers.

Le Comité national d'action pour la sécurité des usagers de la route (CNASUR) demande aux pouvoirs publics de renforcer les mesures pénales de répression de l'insécurité et de réprimer l'alcoolisme au volant. Son secrétaire général, M. Philippe Saint-Marc, a présidé le 1^{er} juin, au cours d'une conférence de presse à Paris, que depuis 1965 les accidents de la route ont tué 350 000 Français et en ont blessé 8 500 000. Quant au coût économique de ces accidents pour le pays il est estimé à 35 milliards de francs par an.

Reconnaisant l'effort mené depuis 1973 par les pouvoirs publics pour lutter contre ce fléau, le CNASUR demande que le nombre de gendarmes à temps plein pour les missions de sécurité routière (dont ceux actuellement soit multiplié par dix. Parallèlement, il souhaite une répression accrue de la conduite en état d'ivresse et regrette que le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale ait été « affaibli » par le Sénat. Il propose également une

nouvelle réduction des vitesses maximum 110 km à l'heure sur autoroute, 80 km sur route et 50 km en ville).

De son côté, la vingt-cinquième conférence européenne des transports a terminé le 1^{er} juin ses travaux après deux jours de réunion à Bruxelles en adoptant, notamment, deux résolutions sur la formation des conducteurs et le port de la ceinture de sécurité.

De son côté, la conférence européenne des ministres des transports, qui groupe les représentants de dix-neuf pays et vient de se réunir durant deux jours à Bruxelles, recommande de revoir le contenu de l'enseignement du permis de conduire et de l'évaluer dans les écoles.

Toujours la ceinture...

Ces mesures, destinées à améliorer la sécurité, leur renforcement envisagé, sont accueillies de façon diverse par l'opinion; en particulier celles qui concernent la ceinture. M. Jérôme Speyker, spécialiste de la question, nous fait ainsi :

« C'est un fait que les victimes de la circulation ont spécifiquement diminué depuis juillet

1972, l'obligation du port de la ceinture (décrétée un an plus tard) n'y est strictement pour rien. Bien mieux, on constate un parallélisme troublant entre l'évolution du port de la ceinture et celle des victimes en automobile: ainsi en 1975 et 1976, alors que le port de la ceinture augmente très fortement, le nombre des tués et des blessés en automobile augmente. En 1977 en revanche le taux de port baisse, et les victimes en automobile aussi. »

« Conclusions ? Sans doute, mais qui prouvent à l'évidence à tout observateur impartial que le port de la ceinture n'a eu jusqu'ici, globalement, aucune influence sur les résultats des accidents pour les automobilistes en France. Alors, de grâce, messieurs du comité de la Sécurité routière, cessez de nous vendre pour des imbéciles « l'amélioration exceptionnelle des résultats effectivement enregistrés pour toutes les catégories d'usagers, en 1973 et en 1974 et que uniquement : 1) du fait que dès juillet 1973 la ceinture des victimes s'est brusquement accrue, sans raison apparente (— 6 % de tués en douze mois, malgré une augmentation record du trafic de

10 %); 2) à l'embarquement du pétrole de novembre 1973 (moins de quatre mois après l'obligation). »

Ces deux faits majeurs — que le comité de Sécurité routière n'a pas pu nier — expliquent à eux seuls cette évolution remarquable, remise en cause en 1975 pour les seuls automobilistes, alors que le port de la ceinture est censé avoir plus que doublé cette année-là, et que toutes les autres catégories d'usagers continuent à enregistrer des améliorations nettes !

« Tout le reste n'est que propagande, ou sans le plus péroratif du terme, l'adoption d'un point de vue qui se dit libéral. Il faudra bien un jour, devant l'exigence de la réalité, dire la vérité et revenir à la décence — en même temps qu'à un respect de la Constitution. Entre-temps la répression à l'encontre de ceux qui, refusant de se ceinturer, sauvent peut-être leur vie sans mettre en danger celle d'autrui, relève de l'arbitraire le plus intolérable. Qu'ont-ils fait de plus pour se saisir enfin d'un problème qui est exclusivement de leur ressort ? Le débat reste ouvert. »

EN AMERIQUE LATINE, OCCUPEZ-VOUS DE VOS AFFAIRES. Iberia s'occupera du reste.

Seul Iberia met à votre disposition un réseau circulaire aussi complet en Amérique Latine : nous ne desservons pas moins de 20 destinations dont 5 en exclusivité depuis l'Europe (Santo Domingo, San José de Costa Rica, San Salvador).

Pour vous, c'est une garantie de tranquillité : Iberia peut s'occuper de tout ce qui concerne votre voyage, où que vous alliez.

Pour tout renseignement, Iberia se tient à votre disposition. Consultez votre agent de voyages ou téléphonez-nous.

Paris: 261.57.50. Only: 686.46.60. Agence: 742.38.60.
Bordeaux: 44.83.07. Lyon: 42.76.91. Marseille: 54.18.00.
Nice: 83.04.05. Toulouse: 23.19.97.

IBERIA

105 ANS DEPUIS PLUS DE 50 ANS

CORRESPONDANCE

Des squatters dans le XI^e arrondissement

Après l'article publié dans le Monde du 23 mai « Du socialisme dans le XI^e arrondissement avec une âme », M. Claude Soenna, gérant de la société Eva, propriétaire de l'immeuble en question, nous apporte les précisions suivantes :

Je suis marchand de biens et j'ai toujours acheté mes immeubles libres de toute occupation. Ce n'est qu'illegalement que l'immeuble du 38 bis, rue de Montreuil a été investi le 7 avril, et non pas le 6 mai comme mentionné. Les portes, normalement verrouillées, se sont ouvertes par un saut qui nous a permis de donner asile aux membres de l'association La Mongollière. Pourquoi croyez-vous qu'ils aient fait établir ensuite un contrat d'habitation si cette opération n'était pas préméditée et longuement mûrie ?

L'association s'est constituée après l'investissement des locaux. Est-ce que cela ne vous surprend pas ?

Les habitants du quartier ont adressé une pétition au procureur de la République afin que cessent de tels agissements.

Lorsque vous concluez en affirmant que « pour les membres de l'association l'objectif est de rester rue de Montreuil », je crains un scandale. Soignez-vous donc voir la justice bâtarde ?

AVIRONNEMENT

de la

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Philidor à l'encair.

Le collège Saint-Michel de Tenbury (Worcestershire), qui fut son fondateur, un professeur de musique d'Oxford, avait légué la collection Philidor, a décidé de la vendre aux enchères le 26 juin à Sotheby, à Londres.

Acanthes pour toujours.

L'an dernier, c'était le centre Sirius, parce que c'était aussi le titre de la dernière œuvre de Stockhausen, foyer irradiant du stage. Cela ne se discute pas ; les grands hommes ont leurs petites habitudes et si on dit qu'ils s'appellent autrement, il aurait demandé : « Pourquoi ? Pourquoi pas Sirius ? »

Le Devin de Jean-Jacques.

On parle beaucoup de Rousseau, cette année, et c'est normal, puisqu'on a pris l'habitude de fêter l'anniversaire de la mort des grands hommes. On évoque l'écrivain le penseur, le philosophe, très peu le musicien, car on s'accorde en général à ne lui reconnaître dans ce domaine qu'un talent limité, celui d'un amateur comme il en existait beaucoup à l'époque.

Musique

La valeur du silence et la force des mots

(Suite de la première page.)

La difficulté de noter des choses aussi simples à faire que fastidieuses à expliquer par écrit pousse les compositeurs à devenir leurs propres interprètes, mettant au scène, par là même, leur attitude personnelle par rapport à la musique et aux instruments qui servent à la faire.

Jazz

Michel Portal dans la Nuit de Sceaux

Covité trois fois cette saison par le Centre culturel de Sceaux, Michel Portal a changé de chanson et de musique, car il se sait et se veut triple. Le 3 juin, à l'instar, il s'empare de la jazz, le dernier de ses démons en cet itinéraire, le premier, chronologiquement, dans sa vie. Autour de lui : Lubat, Beb Guéria, Fracchioli.

Théâtre

La difficile mélodie du bonheur

Ils entrent, les comédiens, dans la salle à tout faire de cette maison pour tous de Saint-Omer. Ils ont amené de grandes mallettes, d'où ils tirent, littéralement, un découpé de bois qui sera une voiture, des cubes qui seront des maisons, de quoi faire l'histoire : voler les enfants, l'alphabet du théâtre. Et tout à l'heure, volent les enfants. L'histoire est terminée, on peut recommencer, la changer, si vous voulez ; c'était ça le théâtre. Vous avez bien compris ?

(Pierre Rigaud) qui joue une manière d'ouverture : des notes opposées, rugueuses. Puis un aveugle - l'accordeur ? - aux gestes gauches et tremblants (Laurent Facherd). Il s'assied au piano, frappe quelques notes qui rendent un horrible grincement ; effroi, il s'enfuit. Vient un autre - l'accordeur aveugle - (Denis Levaillant), qui cresse la claviers sans enfoncer les touches. La musique, comme un souffle, vient seulement du soulèvement cadencé des étouffoirs avec la pédale de droite.

Retour du premier aveugle : il plonge son corps sous la couverture du piano, celui-ci se ferme sur lui et comme une pierre trop lourde finit par l'étouffer. Mais il se dégage pendant le noir et, dos au public, parle du souvenir, de quelque chose d'oublié. La pièce s'achève avec une sorte d'improvisation de Denis Levaillant réunissant une grande diversité de styles, depuis l'atonalité jusqu'à celui, tendre et nostalgique, des boléros à musique. Justement on vient au poser une eur le piano, et on lui en passe une autre comme un collier autour du cou. Il cesse de jouer et « meurt ». La musique des boîtes continue.

Histoire d'une n'a qu'un personnage : Eugène Kuffler, tour à tour jeune fille en leur innocence et naïve, jouant de la tite berque, amazone revenchard soufflant en cadence dans un saxophone viril, femme d'action décidée à posséder les hommes par le ruse, sorcière qui se haiter les cymbales, « haut-parleur » de l'avenir enfin qui se moque, avec une voix synthétique, des illusions et des luttes de ses compagnes.

Il y a, dans le texte, beaucoup d'ambiguïté, et les jeux de mots en guise de rimes manquent un peu de versité élimplicité. Mais il y a aussi de la force et le rythme du spectacle se maintient d'un bout à l'autre : chaque « femme » a sa voix, sa musique, son aspect de lui. Plus les passages d'un personnage à l'autre se précipitent, mieux on y apprécie la caractérisation. Quant aux décors, réduits au minimum, ils ne comportent qu'un mannequin porte-voisines et les instruments de musique.

GÉRARD CONDÉ

Notes

Danse

« Œdipe roi » à Lyon

Lois Erio et Jean Aster, codirecteurs de l'Opéra de Lyon, ont mobilisés les chœurs, l'orchestre et les danseurs pour présenter à l'auditorium une version scénique d'« Œdipe roi ». La trésoise de cet opéra-oratorio est une suite de paradoxes. En 1923, Stravinski en demanda le texte à Jean Cocteau, mais il le veut en latin (selon lui, cette langue aurait convié mieux à l'expression du sublime). Cocteau introduit un récit, une sorte de monologue que les deux tendent à « Œdipe ». La fatalité, ce n'est pas l'accomplissement du parricide ou l'inceste, mais l'ignorance où Œdipe se trouve de connaître son destin avant qu'il ne soit accompli. « Et alors, il tombe de haut ».

Cet oratorio, Stravinski l'avait composé en grand secret pour célébrer le vingtième anniversaire des Ballets russes. Lors de sa création, le public de Diaghilev recut froidement une œuvre où la danse n'avait aucune part. Elle est cependant spectaculaire avec ses chœurs qui boitent s'éteignant dans la salle et ses chorégraphes immobiles et masqués, et l'imposant orchestre déroulant une musique noble, à bouffée, dit Cocteau, comme la barbe de Jupiter. Y ajouter une chorégraphie était risqué et, lorsque Jean Cocteau présente l'œuvre au Théâtre des Champs-Élysées, en 1932, il esquissa prudemment que quelques tableaux vivants qui souligneraient l'action sans interrompre la musique.

À Lyon, Mikha Sparemblek a composé un véritable ballet avec un protagoniste accompagné de danse et percussions. Sa chorégraphie dans les ébauches et l'interprète parle avec eux. Par d'habiles jeux de praticables et grâce à la participation active de toute sa troupe, il parvient à investir l'espace scénique. Mais cette présence constante de la danse est souvent indigeste, « Œdipe

La Journée Betsy Jolas sur France-Culture

« Jusqu'à ces dernières années, je sois seulement instrumenter, c'est-à-dire que je connaissais la technique et l'étendue des possibilités des instruments, mais je me rends compte que l'ignorance de tout de l'orchestration, de l'art d'élaborer des constructions sonores en utilisant les instruments par groupes et non plus en soliste, comme on a pris l'habitude de le faire, même lorsqu'on écrit pour de grandes formations... »

tracer ceux qui la connaissent ; curieuse de tout, ennemie des systèmes, perméable aux influences qui se présentent à elle, mais pour les approprier à son langage. Une musique de femme ? Sans doute. Certains tentent une explication, s'embrouillent, renouent. Tout cela, bien sûr, n'est qu'un jeu, prétexte pour parler et entendre raconter, le moins convaincant restant curieusement les moments musicaux placés à pour rompre ou illustrer des discours, mais qui arrivent difficilement du moins en direct, à sortir de cette fonction imposée et à s'imposer pour eux-mêmes.

Cinéma

« Soleil des hyènes » de Ridha Behi

Où il advint que Tahar, le pur, décida de résister contre l'envahisseur, et le pire lui arriva. Oh il se révéla impossible pour le village de garder ses pêcheurs et ses familles, et le village s'événua, à Soleil des hyènes, de Tunisie Ridha Behi, ressemble aux histoires millénaires qui inséparablement ont jalonné l'histoire humaine. Les personnages sont très stylisés ; il y a le simple qui est juste et le simple d'esprit qui a peu de vie ; il y a le fataliste avisé qui se laisse faire et le protestataire qui l'est par nature.

Ces gens vivaient tranquillement au soleil, avec leur part de malheur et de misère, jusqu'au jour où le danger est venu de la mer, avec le débarquement de promoteurs hollandais qui transformèrent le village en paradis du tourisme. Peu à peu, les habitants sont chassés de leur domaine et vendent leur liberté, leur temps, leur force de travail, parce qu'ils ont plus les moyens de faire autrement.

Remarqué au Festival de Cabourg l'année dernière, « Soleil des hyènes » montre bien l'horrible destruction, la transformation d'une culture vivante en échecs de cartes postales, marchandise à des milliers, qui après tout, sont eux-mêmes de pauvres dupes. On ne reprochera pas à Ridha Behi d'avoir ébauchi cette forme de récit simple, à la fois militant et poétique, d'avoir opposé la beauté du village traditionnel à la vulgarité du nouveau monde, dont il déforme systématiquement l'image. Il est dommage, cependant, qu'il se soit embourbé de quelques dialogues plats qui déséquilibrent l'ensemble.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Nouvelles National gallery de Washington

« Jusqu'à ces dernières années, je sois seulement instrumenter, c'est-à-dire que je connaissais la technique et l'étendue des possibilités des instruments, mais je me rends compte que l'ignorance de tout de l'orchestration, de l'art d'élaborer des constructions sonores en utilisant les instruments par groupes et non plus en soliste, comme on a pris l'habitude de le faire, même lorsqu'on écrit pour de grandes formations... »

tracer ceux qui la connaissent ; curieuse de tout, ennemie des systèmes, perméable aux influences qui se présentent à elle, mais pour les approprier à son langage. Une musique de femme ? Sans doute. Certains tentent une explication, s'embrouillent, renouent. Tout cela, bien sûr, n'est qu'un jeu, prétexte pour parler et entendre raconter, le moins convaincant restant curieusement les moments musicaux placés à pour rompre ou illustrer des discours, mais qui arrivent difficilement du moins en direct, à sortir de cette fonction imposée et à s'imposer pour eux-mêmes.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE ALAIN-MARIE CAPPO... ALTO. — Première prix : Christiano Van Gilsken, Dominique Lobet ; deuxième prix : Jean-Marc Chauvin. OPÉRETTE ET COMÉDIE MUSICAL. — Pas de premier prix ; deuxième prix : Philippe Chassel, Marie-Josée Prud'homme.

LOTO Pour le tirage du mercredi 7 juin cagnotte de 2.708.662,20 F

Tentez votre chance Validation jusqu'au 6 juin

LE RACINE - PALAIS DES ARTS Film de SOLEIL Ridha Behi DES HYENES

THEATRE CLAVIER 20 h 30 : Concert de danse Nikolais avec le théâtre de Stuttgart... FESTIVAL de VERSAILLES... CONCERT MOZART... THEATRE CLAVIER 18 h 30 : Concert de danse Nikolais avec le théâtre de Stuttgart... FRAN les d... irrésistibles...

Handwritten text in Arabic script: صكرا من الالوجن

RADIO-TÉLÉVISION

Plan de survie

C'est samedi qu'on les a vus, oui, samedi sur Antenne 2 après le match Subite-Brest. Ces « héros » de la place de Mayo, qui défilent chaque semaine sans mot dire sous les fenêtres du palais présidentiel à Buenos Aires, ont fait irruption dans nos toyers de façon brutale, inopinée, aux actualités de 20 h 30. On en avait entendu parler, bien sûr, mais de leur rencontre, comme cela, de découvrir ces yeux pleins de larmes, ces voix pleines de colère, d'écouter — il y avait là un policier armé, immobile, aveugle, une statue — ces accusations véhémentes, circonvoles contre le gouvernement argentin (il leur a pris ce qu'ils avaient de plus cher au monde, leurs filles, leurs enfants... les déshés nés en prison étaient vendus à des familles riches...) on

était tout retourné. Partagés entre l'admiration et l'inquiétude, quel sera demain le sort de ces hommes si silencieux d'habitude ?

Et puis, dimanche, au journal de 13 heures toujours sur Antenne 2 — les informations y sont excellentes en ce moment — sur le moment de surprise ému. La retour, à l'occasion d'un pèlerinage à Tlameco, d'une enclavée colonie juive qui avait vécu pendant des générations au côté des musulmans. Ces « pieds-noirs » ouléversés, sanglotant devant les tombes de leurs morts, surgissant de leurs villes retrouvées dans les ruines dorées de la Cité Impériale, des Arabes violemment heureux de se revoir, cela donnait, encore une fois, à réfléchir.

Faut-il penser, avec Denis de Rougemont, l'homme en question — qui même s'il est FR 7, que la dispersion de l'Etat nation, de l'Etat criminel, totalitaire (1), de l'Etat né pour et par la guerre, au bénéfice de l'Europe des régions, pourra effacer le xénophobie, le chauvinisme, les haines tribales et le sentiment du pouvoir perdu et retrouvé, si caractéristique de l'ère pré-humaine, où qu'elle soit, au Tchad, en Belgique ou au Vietnam ? On aimerait bien y croire. On a du mal. Cela dit, la plénitude est si menacée que ce « plan de survie » n'est pas à négliger.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) L'ennemi est notre affrère, éditions Stock.

LUNDI 5 JUIN

CHAINE I : TF 1

19 h. 55, L'île aux enfants; 19 h. 45, Eh bien... raconte; 20 h. Journal; 20 h. 30, FILM: MARI EPOUSE FAVORITE, de G. Kanin (1940), avec L. Duane, C. Grant, R. Scott, G. Patrick, A. Shoemaker (N.). Une femme qui a vécu sept ans sur une île déserte et qu'on croit morte reparait au moment où son mari vient d'en épouser une autre. Comédie américaine sophistiquée, portée par Gary Grant et Irene Dunne, couple tournoyant. Moins para au doublage. 21 h. 55, Magazine des idées et des hommes; 22 h. 30, Sport; International de tennis; 23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 25, Dessins animés; 18 h. 40, C'est la vie; 19 h. 55, Jeu; Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Top club (avec Michel Sardou); 20 h. Journal; 20 h. 30, Spécial Argentine; 20 h. 40, Jeu; La fête et les lambes; 21 h. 45, Aïda Decaux raconte, le coup d'Etat du 2 décembre; 22 h. 40, Bande à part; Portrait d'un curé de montagne; 23 h. 10, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes; 19 h. 5, Emission régionale; 19 h. 40, Tribune libre; le philosophe Michel Guérin; 20 h. Les jeux.

MARDI 6 JUIN

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu; Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h. Journal; 13 h. 50, Sport; International de tennis; 18 h. 35, Sport; Coupe du monde de football; Italie-Honorie (en direct); 20 h. 30, Journal.

21 h. Série; Contes à vivre debout (Saint-Etienne, ville secrète), de J. Chollet et A. Volain. Saint-Etienne, une des premières villes industrielles du monde, mais qui aujourd'hui est les « Verts » pour maintenir sa renommée. Une bonne enquête.

22 h. Jazz à Juan; Tommy Flanagan; 22 h. 50, Sport; International de tennis; 23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton: La folie des bêtes (premier épisode); 14 h. Aujourd'hui madame (la réincarnation); 15 h. Dramatique; Lulu (première de la première partie diffusée le 1^{er} juin); 16 h. 35, Aujourd'hui magazine; 17 h. 55, Fenêtre sur... La danse moderne; 18 h. 25, Dessins animés; 18 h. 40, C'est la vie; 18 h. 55, Jeu; Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Top club (avec Michel Sardou et Carli); 20 h. Journal.

20 h. 35, Spécial Coupe du monde; 20 h. 45, Les dossiers de l'écran; VINGT ANS APRES. Film-hommage à l'équipe de France de football. Vers 22 h. Débat: Une religion universelle, le football.

Avec MAI, M. Hidalgo et les vingt-deux joueurs sélectionnés du Groupe de France interrogés pendant leur séjour au Touquet; H. Petric, détenteur de la F.F.F. à l'équipe de France; J. P. Gendreau, président du Groupement de football professionnel; F. Sastre, président de la Fédération française de football; J. Fontaine, R. Pioncini, J.-J. Heret, Cl. Abder, anciens joueurs de la Coupe en Suède; L. Depres, maître du Touquet.

22 h. 35, Football; Coupe du monde, Allemagne-Mexique; 0 h. 10, France-Argentine (en direct).

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes; 19 h. 5, Emission régionale; 19 h. 40, Tribune libre; le Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté; 20 h. Les jeux.

D'une chaîne à l'autre

LE PRIX KAMMANS ATTRIBUÉ A « LA MAISON DE MARRB »

La dramatique « La Maison de marbre », diffusée le 27 mai sur FR 3, produite par FR 3-Lyon et réalisée par Jacques Treboute, a obtenu le prix Louis-Philippe Kammans qui mettait en compétition quatre téléfilms de pays francophones (France, Belgique, Canada, Suisse) (Le Monde daté 14-15 mai).

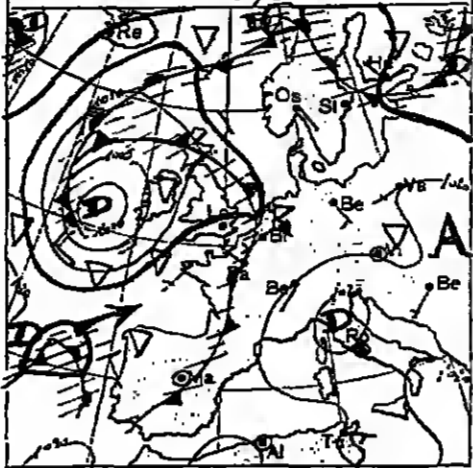
M. JACQUES PAOLI QUITTE R.T.L. POUR R.M.C.

Radio-Monte-Carlo a annoncé, vendredi 2 juin, la nomination de M. Jacques Paoli comme chef du service des informations, en remplacement de M. Michel Moine, qui devient conseiller auprès de la direction générale. Ancien directeur adjoint de l'information et des programmes d'Europe 1, M. Jacques Paoli était depuis janvier 1977 directeur-délégué auprès de la direction de R.T.L. pour les informations et les programmes.

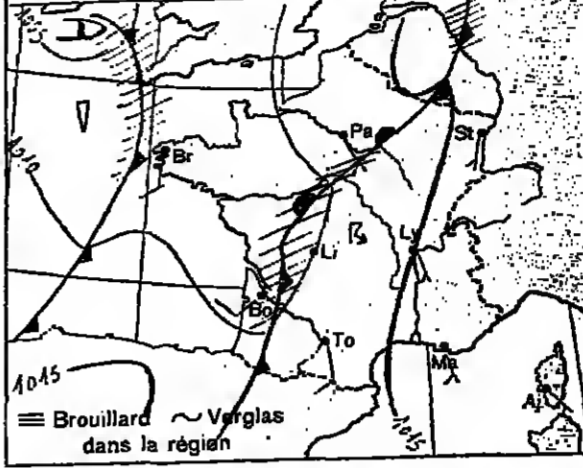
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5-6-78 - A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 6-6-78 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 // Zone de pluie ou neige // averse // orages // Sens de la marche des fronts
 — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 juin à 6 heures et le mardi 6 juin à 6 heures :

La lente pénétration des perturbations océaniques sur l'Europe occidentale apportera une aggravation progressive du temps en France. Mardi 6 juin, le ciel sera très nuageux sur la majeure partie de la France. Il y aura des pluies et des orages, le matin, des Föhnées à la frontière belge. Ces pluies deviendront plus rares l'après-midi, mais des orages éclateront. Le soir, des régions méditerranéennes aux Alpes et au Nord-Est, le temps se fera plus doux et très variable, des éclaircies alternant avec des nuages passagers, qui donneront encore quelques ondées orageuses.

Les vents, modérés et irréguliers, viendront de sud à sud-ouest.

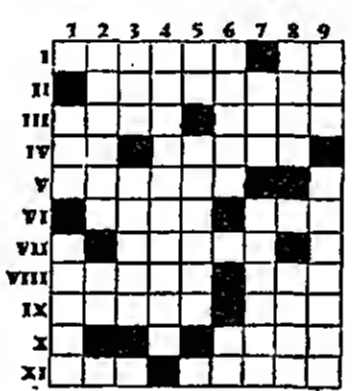
Lundi 5 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1017,4 millibars, soit 763,1 millimètres de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 juin; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5): Alais, 25 et 13 degrés; Biarritz, 25 et 13; Bordeaux, 24 et 17; Caen, 18 et 14; Caen, 21 et 14; Clermont, 18 et 11; Clermont-Ferrand, 25 et 12; Dijon, 27 et 15;

Grenoble, 28 et 13; Lille, 28 et 14; Lyon, 27 et 16; Marseille, 29 et 13; Nancy, 27 et 15; Nantes, 21 et 13; Nice, 24 et 17; Paris - Le Bourget, 25 et 15; Pau, 26 et 16; Perpignan, 25 et 16; Rennes, 22 et 15; Strasbourg, 27 et 13; Tours, 21 et 13; Toulouse, 26 et 17.

Température relevée à l'étranger: Alger, 24 et 17 degrés; Amsterdam, 26 et 13; Athènes, 26 et 17; Berlin, 25 et 14; Bonn, 28 et 13; Bruxelles, 28 et 18; Casablanca, 23 et 17; Copenhague, 25 et 13; Genève, 26 et 15; Lisbonne, 22 et 13; Londres, 26 et 13; Madrid, 27 et 15; Moscou, 18 et 12; New-York, 21 et 11; Palma-de-Majorque, 26 et 16; Rome, 23 et 13; Stockholm, 23 et 11; Téhéran, 30 et 20.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2091



HORIZONTALEMENT

I. S'applique au temps... pour le limiter; Abréviation. — II. Manifestation d'un penchant irrésistible. — III. Tourné sur place; d'un audialleur. — IV. De tout un peu; Groupe de nombreuses dents. — V. Mal emballées. — VI. Possessif; Partie cartée à la campagne. — VII. Poillets plus ou moins tendres. — VIII. Tombe des nues; Préfixe. — IX. Pronom; Déclint. — X. Se retrouve en chemise à l'étréde. — XI. Toujours.

VERTICALEMENT

I. Sa ténacité lui fait trouver un emploi; Secret; agit dans l'ombre. — II. Bois dans une coupe (graphie admise); Baie (épée). — III. S'agit de l'été. — IV. Ouvrages à emporter. — V. Ignore la prière (épée); Accents plaintifs. — VI. Ville d'Anjou; Pénible. — VII. Montre ses lacunes; Sédit; quand il est sympathique. — VIII. Verbes actifs; Figure biblique. — IX. Article; Pas empoitée du tout.

Solution du problème n° 2090

Horizontalement

I. Cyrano; La. — II. Epidémie. — III. Cérés; Nom. — IV. Iran; MS. — V. TI; Peurs. — VI. Etrangère. — VII. Elite; Tel. — VIII. Veule. — IX. Musée; Sic. — X. Er; Es. — XI. Tensions.

Verticalement

I. Cécité; Omét. — II. Ypérite; Ure. — III. Riva; Riva. — IV. Aden; Arêtes. — V. Nés; Pneus. — VI. OM; Meg; Fô. — VII. Insultes. — VIII. Rée; Tés. — IX. Muselés.

GUY BROUTY.

Enseignement

Le Centre horticoles prive d'enseignement et de promotion du Tremblay-sur-Maudre permet à des jeunes allant à la nature, les arbres, les fleurs et les espaces verts, de préparer selon leur niveau scolaire, l'un des diplômes suivants :

- B.E.P. agricole, option horticulture, sous-option productions florales, ou jardins en espaces verts.
- Durée de la formation : deux ou trois ans selon niveau (fin de 3^e ou de 4^e).

Le C.A.P.A. permet une insertion rapide dans la profession en qualité d'ouvriers spécialisés en création de jardins, commis de garden center, etc. Perfectionnement ultérieur possible.

- Régime : Internat ou demi-pension. Possibilité de bourses du ministère de l'Agriculture.
- Four tous renseignements, écrire : C.I.E.S.P. du Tremblay-sur-Maudre, 78490 Montfort-L'Amaury, Tél. : 488-09-76.



NOUVEAU: LES GOLFA EMPORTER TOUT DE SUITE.

Choisissez, payez et partez immédiatement avec votre Golf essence à CV ou 8 CV. Avec la location longue Durée, vous avez une Golf essence à CV pour 650 F. sans dépôt de garantie. Plus vous allez 250 F. par mois pendant 47 mois.

Volkswagen Golf. L'intelligence automobile.

* Sous réserve d'acceptation du dossier d'offre valable jusqu'au 30 juin 78.

corsaires des ondes

RTL, EUROPE 1, RMC et Cie

J.-E. et M. RAY

Finances, publicité, indices d'écoute, pressions, concurrence, matraquage, radios pirates...

« En 180 pages alertement écrites, les auteurs disent tout ce qu'il faut savoir et penser... »

Claude Durieux
Le Monde du 31/5/78.

39F. CERF

Le traitement de votre entreprise

Une expérience

Commencer par le commencement

« En 180 pages alertement écrites, les auteurs disent tout ce qu'il faut savoir et penser... »

Claude Durieux
Le Monde du 31/5/78.

39F. CERF

هكزا من الامل

Le traitement réparti peut-il convenir à votre entreprise?

Une expérience concluante: la nôtre.



Nous réduisons les coûts de communication pour nos deux usines du Sud-Est Asiatique en reliant l'usine de Penang à celle de Singapour. C'est là que sont regroupées les informations destinées à être transmises aux Etats-Unis.

Les données sur la comptabilité, la paye et le stock sont traitées localement par des ordinateurs HP. La situation est identique au Japon.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, les bureaux de vente HP sont équipés à la fois pour le traitement local des données et les communications à grande distance.

Réseau de systèmes répartis Hewlett-Packard

Toutes les unités de fabrication et tous les bureaux du Nord de l'Amérique disposent de liaisons de communication informatisées avec le siège HP en Californie.

Dans les petits bureaux, ces liaisons servent également au traitement des commandes, à la gestion des fichiers clients, etc. Nos unités de fabrication et nos bureaux régionaux utilisent des systèmes HP 3000 pour le traitement local des données.

Au Brésil, notre unité de fabrication de Campinas est reliée par ordinateur au bureau principal de Sao Paulo. Celui-ci communique à son tour avec le siège de l'entreprise.

Les bureaux du Venezuela et du Mexique disposent de systèmes de communication informatisés qui assurent aussi la gestion locale.

La majorité des données recueillies en Europe est acheminée vers les Etats-Unis par l'intermédiaire de notre siège de Genève, mais tous les bureaux de vente communiquent entre eux directement.

Les unités de fabrication en France, Allemagne et Ecosse utilisent également des ordinateurs Hewlett-Packard pour la comptabilité, le traitement des commandes, la gestion, etc.

Chez Hewlett-Packard, dès 1967, nous avons réparti la charge de traitement entre nos unités de production. La mise en place en 1971, d'un réseau de systèmes à l'échelle mondiale, nous a permis d'atteindre, en 1977, un niveau de vente de 1,36 milliard de dollars (dont 42 % en matériel informatique).

Actuellement nous fabriquons 4000 produits différents dans 40 divisions dispersées dans le monde entier. Nous disposons de 172 bureaux de vente dans 65 pays. Une telle extension financière et géographique nécessitait donc l'implantation du traitement réparti chez Hewlett-Packard.

disposons de 130 systèmes de communication rapides répartis en 94 points, qui échangent des données condensées par l'intermédiaire de satellites et de lignes téléphoniques. Chaque jour, nous recevons au siège de notre société un ensemble d'informations représentant au minimum 12 millions de mots. Cependant, le coût des communications est étonnamment bas.

Ainsi, pour environ 5 F, nous pouvons envoyer un message international de 10.000 mots en une minute. Avec un télé-impriméur, une telle opération coûtait environ 4800 F et exigeait 16 heures.

La clé de voûte de notre système est le puissant système universel HP 3000. Un logiciel peu coûteux lui permet de communiquer avec le HP 1000, ordinateur généralement spécialisé dans les applications de conception, de test et de contrôle au niveau des unités de production (ces deux types d'ordinateurs peuvent être également connectés directement à un processeur IBM).

La majorité des communications à grande distance est prise en charge par le HP 2026 qui dispose de toute la puissance nécessaire pour le traitement local des données. Le nouveau logiciel HP 3000 en fait un outil de gestion encore plus puissant. C'est ainsi qu'à partir de votre ordinateur de Paris, vous pourrez utiliser toute la puissance de traitement et la base de données de votre ordinateur de Milan - ou d'un autre HP 3000 de votre réseau.

plus rapidement et plus efficacement.

Nous vous épargnons en outre bien des soucis en fabriquant nos propres imprimantes, unités à écran, disques, dérouleurs, mémoires additionnelles, unités de saisie de données, etc.

Si une partie quelconque de votre système nécessite une intervention, nous la réaliserons. Etant donné le nombre important de nos bureaux de vente, nous pouvons être chez vous dans un délai très court.

Commencer par le commencement

Nous avons commencé par utiliser des petits systèmes dans nos unités de production pour automatiser divers tests. Ensuite nous avons associé ces mini-ordinateurs à d'autres systèmes pour qu'ils puissent relayer données et programmes. Puis nous avons interconnecté ces ordinateurs pour que la direction locale puisse prendre ses décisions en fonction de données précises et actualisées.

Dans le cadre de notre évolution, nous avons relié nos bureaux de vente dispersés aux unités de production. Actuellement, nous

Un système doit être évolutif

Vous n'avez pas à choisir impérativement entre un réseau en étoile, en boucle, ou en chaîne. Il vous est possible d'adopter les configurations de votre choix et de les associer, disposant ainsi d'un petit système local ou d'un réseau mondial.

Vous pouvez connecter un système HP à partir de 35.000 F. Les entreprises, quelle que soit leur taille, ont donc la possibilité de bénéficier de l'approche souple qu'offre le traitement réparti. Vous n'aurez pas non plus à vous débarrasser de votre ancien matériel car nous tirons parti de certains ordinateurs et périphériques, Hewlett-Packard ou non.

Protection du plus grand investissement

Nous avons consacré des centaines d'années-homme à l'élaboration du système d'exploitation de notre HP 3000. Nous n'ignorons donc rien des coûts de programmation et désirons les limiter au maximum. Dans cette perspective, nous concevons nos nouveaux systèmes pour qu'ils puissent utiliser le logiciel existant. Ils exécuteront donc vos programmes

La morale de l'histoire

Elle est très simple. Si vous devez équilibrer la charge de vos ordinateurs au sein de votre usine ou entre des points très éloignés, vous pouvez le faire sans risque.

Si vous désirez en savoir plus, faites appel à votre représentant local Hewlett-Packard ou écrivez-nous à l'adresse suivante: Hewlett-Packard France, ZI de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25.



France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25

POUR LE 6.6.78 DEBUT DE MARCHE

Le mb vaut environ % de

Sens de la marche des

Front occlus

Aide sociale

EUROPE 1, RAY

E et M. RAY

CERF

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m. cat.	T.C.
ANNONCES ENCADRES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

Booz, Allen & Hamilton INTERNATIONAL

MANAGEMENT CONSULTANTS

Nous sommes une des plus importantes sociétés internationales de Conseil en Direction. En raison de l'expansion de nos activités internationales, nous recherchons pour développer nos équipes implantées en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et au Moyen Orient, des

SPECIALISTES INCONTESTABLES DE LA FORMATION

- capables de concevoir, mettre en œuvre et valider d'importants programmes de développement au management pour dirigeants et cadres supérieurs.

CONSULTANTS GENERALISTES

- capables de concevoir et mettre en place les systèmes de planification, de contrôle de gestion et d'analyse d'investissements.
- En tant que membre d'une équipe internationale et multidisciplinaire ils devront être capables d'effectuer la synthèse et la présentation des conclusions obtenues par différents spécialistes techniques.

Les candidats retenus devront :

- avoir acquis une expérience d'au moins 8 ans
- être diplômé d'une grande école
- avoir une forte personnalité
- avoir acquis une expérience de conseil, soit dans un cabinet, soit à l'intérieur d'une entreprise.

Les rémunérations seront fonction des expériences acquises et seront accompagnées de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé et, si possible, photo à :

Anne-Marie CHOMTON
Directrice des Ressources Humaines
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
58, Avenue Kléber 75016 PARIS.
NEW YORK — DUSSELDORF — LONDON — PARIS

GRUPE INTERNATIONAL DE SERVICES
Nous participons à un programme de restauration scolaire au Arabie Saoudite par l'intermédiaire d'une Société Saoudienne.

Dans le cadre de l'assistance technique que nous apportons à cette Société, nous recherchons :

1) RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DU PERSONNEL

- Le titulaire assistera les chefs hiérarchiques dans la planification, l'élaboration et la réalisation des plans et méthodes de développement des carrières.
- Il collaborera étroitement avec les services de formation locaux et participera aux actions menées dans ce domaine.
- Les qualifications suivantes sont requises :
 - expérience de la formation personnel surtout dans son aspect développement et formation ;
 - anglais courant indispensable ;
 - contrat de 2 ans. Conditions intéressantes.

2) RESPONSABLE FORMATION

- Chargé de concevoir, organiser et réaliser des actions de formation pour le personnel Saoudien, localement et en France.
- Il travaillera en liaison étroite avec les équipes d'encadrement en Arabie.
- Basé à Paris. Contrat français.
- Déplacements fréquents : 4 mois par an en plusieurs séjours.
- Expérience de la formation du personnel du tiers-monde vivement souhaitée.
- Anglais courant indispensable.

Adr. lettre manuscrite + C.V. et photo s/N° 4.92 à :
J. R. P.
39, rue de l'Arcade, Paris-8^e, qui transmettra.

Ingénieurs en organisation

CEGOS COOPERATION

Division de l'IOET CEGOS pour les pays neufs couvrant depuis 20 ans pour le développement des Etats d'Afrique et du Moyen-Orient dans les domaines du Conseil, des Etudes et de la Formation, recherche des Ingénieurs en organisation dans les spécialités suivantes :

- INGENIEUR EN ORGANISATION INDUSTRIELLE, plus particulièrement chargé des problèmes d'entretien et de maintenance et/ou des approvisionnements et de la gestion des stocks. Réf. 6084/M
- INGENIEUR EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET INFORMATIQUE. Réf. 6085/M
- INGENIEUR EN ORGANISATION COMPTABILITE-FINANCE. Réf. 6086/M
- CONSULTANT, SPECIALISTE EN GESTION DE PERSONNEL. Réf. 6087/M

Ils seront chargés de différents travaux de Conseil et de Formation pour les Administrations et les Entreprises publiques et privées impliquant des séjours de courte durée Outre-Mer, puis une résidence dans l'un des Etats concernés.

Chacune de ces spécialités requiert une formation supérieure, ingénieur (type A.M. ou équivalent), ou diplômé universitaire ou grande école, 25 ans minimum, et une expérience de plusieurs années de la fonction choisie acquise en Entreprise, en Cabinet ou au sein d'une Administration.

Anglais vivement souhaité.

La rémunération annuelle prévue au départ serait d'environ 100 000 F à laquelle s'ajoutent des indemnités d'expatriement.

Séle CEGOS Envoyer lettre man. et C.V. détaillé as la réf. choisie à Fr. ROUSSEAU, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES. Discretion totale garantie.

MINISTÈRE TRAVAUX PUBLICS COTE D'IVOIRE

RECRUTE :

1) DIRECTEUR GRANDS TRAVAUX

Ingénieurs et Techniciens de travaux hautement qualifiés et expérimentés

- Routiers
- Ouvrages d'Art
- Bâtiements
- Assainissement
- Equipements électriques, Climatiseurs
- Coordination Bâtiement
- Etude des Prix
- Méteurs.

2) DIRECTION CENTRALE ETUDES

Ingénieurs et Projeteurs hautement qualifiés :

- Tracés routiers
- Ouvrages d'Art
- VRD
- Assainissement
- Hydraulique
- Définition Programme Construction
- Architectes
- Urbanistes
- Méteurs.

Adresser C.V., photo récente et rémunération souhaitée en précisant le poste choisi à :
DIRECTION DES GRANDS TRAVAUX
B.P. 4003 - ABIDJAN - Côte-d'Ivoire
Tél. : (19-225) 35.50.15

esa

DIRECTEUR

du centre européen de recherche et de technologie spatiales (estec) à Noordwijk (Pays-Bas)

L'ESTEC est le plus grand des établissements de l'Agence spatiale européenne. L'effectif total est de 850 personnes dont 400 dépendent directement du Directeur du Centre et 450 relèvent de Directeurs en poste dans d'autres établissements.

Le Directeur de l'ESTEC est responsable d'un programme de recherche technologique de pointe couvrant tous les secteurs nécessaires à l'exécution des programmes de l'Agence. Il assure le soutien aux projets de satellites et aux autres projets à tous les stades jusques et y compris l'analyse et l'évaluation des résultats technologiques après le lancement. Il est également responsable du bon fonctionnement des services du site et du maintien de la discipline pour tous les personnels travaillant dans le Centre. Le Directeur de l'ESTEC est membre du Directoire, organe interne chargé de définir la politique de l'Agence ou plus haut niveau.

Des candidats hautement qualifiés, ayant une formation technologique appropriée et une expérience avérée de la gestion d'un grand centre technique sont invités à postuler à ce poste-clef avant le 12 juin 1978. Les candidats doivent avoir une parfaite connaissance de français ou du français et, une bonne connaissance pratique de l'autre langue.

Le titulaire de ce poste aura un traitement en rapport avec l'importance de ses responsabilités et bénéficiera des conditions de travail des organisations internationales.

Pour obtenir de plus amples informations et des formulaires de candidatures écrire au Chef de la Gestion du Personnel, ESA, 8-0 rue Maria Nikis, 75738 Paris Cedex 15

IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINE D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTION

recherche pour CHANTIERS EN ALGERIE JEUNE INGENIEUR BILINGUE ANGLAIS

Le candidat recherché aura de préférence :

- une expérience professionnelle de 2 à 3 ans acquise dans le domaine du Génie-Civil appliqué aux industries chimiques et pétrochimiques.
- soit un premier contact avec l'installation de réseaux pipelins.

Le candidat bénéficiera de tous les avantages liés à l'expatriation. Le détachement s'effectue en statut collabataire.

Envoyer C.V. détaillé, expérience et prétentions à
BECHTEL 58 rue Pierre Charron 75008 PARIS 8^e arr. 1078 YMM

BECHTEL

jeune ingénieur

Important Groupe français recherche pour

GESTION ADMINISTRATIVE FINANCIERE et COMPTABLE de SOCIÉTÉS en AFRIQUE NOIRE

RESPONSABLES COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

D.E.C.S. ou équivalent avec expérience

Avantages habituels d'expatriement.

Adresser C.V. et prétentions sous numéro 85.876, Contesse Publ. 30, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

GESTION 2000 RAFFINERIE MOYEN-ORIENT

INGENIEURS

électricité matériel.

TEL. : 26-6-01.

Coll. SAINT-BENOIT P.K. 20 KARAKOY INSTANBUL TURQUIE

Dernière prov. bure. lit. franç. Contrat type.

SOCIETE MULTINATIONALE DE DISTRIBUTION DE BIENS D'EQUIPEMENT

recherche pour sa filiale française, siège à GENEVE

un directeur général et des achats

Pour postuler à ce poste il est indispensable d'avoir été responsable d'achats chez un constructeur automobile, de parler l'anglais et si possible l'allemand.

Il est nécessaire d'avoir une bonne formation technique, au moins 10 ans d'expérience et l'habitude des négociations à tous les niveaux.

Les candidatures manuscrites + photo et rémunération actuelle seront traitées par Market Appro Sélection 212, rue Lecourbe 75015 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de recherches hydrologiques recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Pour promouvoir la politique de développement de la Société. De formation supérieure (MINES, CENTRALES, A.L.S.) ou antérieure de haut niveau. Les candidats devront justifier d'une dizaine d'années d'expérience dans la recherche géologique et hydrologique.

INGENIEURS GÉOLOGUES

Resp. de l'organisation technique et administrative des chantiers sur une région géographique.

Envoyer curriculum vitae détaillé à A.T., 28, avenue de Friedland - 75008 PARIS.

POUR CONNAITRE TOUTES LES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS OUTRE-MER, ÉTRANGER

Canada, Amérique du Nord et du Sud, Australie, Afrique, Europe, E. et P. toutes professions, avoir des offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens, demandez notre revue spécialisée : **MOBILITATIONS** (serv. T 40), 3, r. de Montyon, 75429 Paris Cedex 09.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer étranger par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Publications, 47, rue Richer, Paris-9^e.

Pour firme allemande

HAMBOURG

Dessinateurs

catalogues techniques

Place stable après période d'essai. Départs prévus : fin juin et fin juillet.

Adresser C.V. à E.L.P. 118, boulevard Gabriel-Péri, 9209 MALAKOFF

SERES recherche pour Arabie Saoudite et Iran URGENT

CONDUCTEURS DE TRAVAUX

en installations aérospatiales de balisage et en installations de groupes électrogènes.

Anglais obligatoire, départ immédiat. Téléphone M BERG 223-31-11 ou se présenter à 4, rue Rapp, Paris-6^e, 92120 MONTROUGE.

B.E.P.T.O.M.

Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'Outre-mer

recherche pour mission 3 mois auprès entreprises de services au Moyen-Orient

COMPTABLES

— D.E.C.S., 5 ans d'expérience de préférence dans entreprises secteur de télécommunication ;

— arabe parlé et écrit.

Adresser C.V. à BEPTOM, 3, rue Oswald-Cruz, 75016 Paris, ou tél. 647-48-00, M. Bourgie.

emploi international

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux

L'Europe du Champagne

LES PRODUITS CHAMPAGNOIS

Siège PARIS

DIRECTEUR

CHIEF COMPTABLE

CONTROLEUR DE GESTION

INGENIEURS Agro Agri

سكينة العادل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 49,00	La ligne T.C. 49,19	ANNONCES ENCADREES	Le m/m col. 24,00	T.C. 27,45
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44	OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	34,32	DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	31,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE FINANCIER
Inspecteur Crédit
85 - 90 000 F

Paris Banlieue Nord-Ouest
Afrique Francophone

Un groupe international diffusant des véhicules VL et PL ainsi que des biens d'équipement en Afrique francophone recherche un adjoint au Chef du Service Financier. Sous l'autorité du Chef de ce service, il sera chargé de vérifier les crédits consentis à la clientèle et de suivre l'évolution des balances clients (volontés, accords, etc.). Il veillera au respect, par les différentes filiales du groupe, des instructions en matière de crédit. Il assurera les dossiers contentieux. Il visitera la clientèle et relancera les ventes. Le candidat devra être âgé d'au moins 35 ans, de formation comptable (D.E.C.G.), avoir des connaissances juridiques, posséder une expérience professionnelle de quelques années acquise et possible au sein d'une société de crédit automobile. Ce poste comporte 50 % du temps en déplacement en Afrique francophone. A la rémunération s'ajoutent des indemnités de déplacement. Ecrire sous la référence 185 M. à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Importante Société d'Ébénisterie
recherche un

CADRE COMMERCIAL
Secteurs hôtellerie, collectivités, bureaux.

Son goût de la décoration et de l'agencement, son expérience de la vente des matériaux ou produits de décoration doivent lui permettre d'identifier les besoins, de participer à la création, à l'orientation des produits et à la commercialisation.

Ecrire avec CV détaillé et rémunération actuelle, sous réf. 13302 M. à Solange MONTEL.

plein emploi
70, rue du Nol 75002 Paris.

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

parmi les diplômés d'enseignement supérieur en électronique, informatique, électrotechnique et automatique, qui souhaitent débiter ou poursuivre leur carrière professionnelle dans la vente, pour ses différentes divisions :

- semi-conducteurs (à Paris - Lyon - Bordeaux)
- mini-informatique distribuée (à Paris)
- appareils de contrôle et automates programmables (à Paris).

La Société offre un fixe motivant auquel s'ajoute un intéressement en fonction des résultats.

Les candidats de valeur auront une évolution de carrière assurée, soit vers des responsabilités de secteurs commerciaux, de marketing, de planning, etc...

Ecrire avec C.V., photo, prêt, de salaire, date de disponibilité sous
Réf. TIM/578/507
à Madame LE GUET
T.L.F. - Boîte Postale 5
06270 Villeneuve-Loubet
Tél. : (93) 20.01.01.

emplois régionaux

Industrie du Bois
Constructeur de Maisons Individuelles
C.A. I.T. 140 MILLIONS DE FRANCS
VOSGES - recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE
qui supervisera sous l'autorité du P.-D.G., les 5 ateliers (420 personnes).
Ce poste convient à un ingénieur de 35 ans min., ayant une très bonne connaissance de l'industrie du bois et ayant déjà eu des responsabilités d'encadrement importantes.
Poste réf. 7.339.

DIRECTEUR D'USINE
pour son usine de montage de Maisons Individuelles et de fabrication de menuiserie (160 personnes).
Ce poste convient à un ingénieur (A, et M., Ecole Supérieure du Bois ou équivalent) de 35 ans minimum ayant une expérience de l'industrie du bois.
Poste réf. 7.360.
Env. C.V. avec photo et prêt, à : le Mandé s Publ., 3, rue des Italiens, 75127 Paris, qui transmettra.

LE DISTRICT
DE L'AGGLOMERATION NANCÉIENNE recrute :

UN CADRE ADMINISTRATIF EXPERIMENTÉ

pour assurer l'ensemble des tâches administratives de ses services techniques.
La grille indiciaire de rémunération correspond à celle de Directeur de Service Administratif des villes de 150 à 400.000 habitants.

Les candidats devront :

- être licenciés en droit ou en économie, ou remplir les conditions statutaires d'avancement au grade de Directeur de Service Administratif ;
- posséder une expérience d'au moins 3 ans dans une collectivité locale ;
- avoir une bonne connaissance de l'Administration d'une collectivité locale et des marchés publics ;
- remplir les conditions générales d'accès à la fonction publique.

Adresser candidatures manuscrites et C.V. détaillé avant le 20 juin à M. le Président du District de l'Agglomération Nancéienne (Site du Parcours), 4, rue Albert-I^{er}, 54600 VILLERS-LES-NANCY.

Pour établissement hôtellerie privé, Paris, recherche :

GESTIONNAIRE EXPER.
possédant parfaite connaissance tous problèmes hôtellerie.
Env. C.V. et photo s/réf. 2046, à INTER P.A. - B.P. 288 - 7504 Paris Cedex 02, qui tr.

On demande :
DIRECTEUR DES ETUDES
diplômé de l'enseignement supérieur technique
ou ingénieur
Tel. 380.90.50
Adr. C.V. + photo, s/réf. 1.844, à PROMOPRESSE, 29, Châteaubien, Paris 8^e qui transmettra.

Institut de Démographie des professions de santé, lié à une grande Société d'Édition médicale, recherche un **INGENIEUR** pour promouvoir cet organisme. Une enquête au contact assure à une bonne compréhension des chiffres est nécessaire.
Adresser C.V., photo et prêt, à Mlle ALBERT, IDEPS, 25, rue de Valenciennes, 75009 PARIS

Société d'Études de Marchés à PARIS recherche **COMPTABLE** pour travaux statistiques, tenue livres, contacts téléphoniques, correspondance. Préférence minimum 35 ans.
TRES URGENT

Cabinet Comptable B&H OUST Paris cherche un Comptable, Adresser C.V. et prétention, à M. J. de la Motte, 5, r. des Halles, 75007 Paris-P.

POUR POSTES STABLES A ASNIERES
recherche :

COMPTABLE DACTYLO
EXPÉRIENTÉE pour Asnières General Services S.R.L., 47, rue de Valenciennes, Paris 8^e Tél. 28.82.82

Recherche **COMPTABLE DES C. P. EXP.**
LIEU DE TRAVAIL PARIS
Env. C.V. et prétention, à M. J. de la Motte, 5, r. des Halles, 75007 Paris-P.

E.C.L.
recherche

DÉPARTEMENT GESTION

1) **INGENIEURS D'ETUDES**
Formation supérieure, solide expérience dans le contrôle de grande, projets orientés gestion de production (industries de matériels). Bonnes connaissances I.M.S. DB/OC appréciées.

2) **ANALYSTES**
Ingénieur, maîtrise ou équival. 2 à 4 ans d'expérience dans le contrôle de grande, projets orientés gestion de production (industries de matériels). Bonnes connaissances I.M.S. DB/OC appréciées.

3) **ANALYSTES-PROGRAMMEURS**
MURS et PROGRAMMEURS Contrôle de grande, projets orientés gestion de production (industries de matériels). Bonnes connaissances I.M.S. DB/OC appréciées.

DÉPARTEMENT MINI-INFORMATIQUE
TEMPS REEL

INGENIEURS DIPLOMES
2 à 4 ans d'expérience dans la réalisation de projets à base de mini-calculateurs (MITSUBISHI, SOLAR, T. 2000, etc.)
Env. C.V. et prétention, à E.C.L., 25, r. Hermel, 75018 Paris Tél. 294-70-40

PR GROUPE INTERNATIONAL
Siège PARIS

CHEF DE PROJET
Diplômé ECOLE D'INGENIEUR avec option INFORMATIQUE. Min. 27 ans, 2 ans d'expérience en analyse et programmation sur ordinateur H.B. savoir en télécommunications et temps réel. ANGLAIS INDISPENSABLE. 100.000 F par an.
Env. C.V. avec réf. 1.191, à SWEERTS, B.P. 269, 75042 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

Reparations appareils scientifiques
CARL ZEISS
recherche

ELECTRICIEN

Pour son atelier de PARIS (formation BTS ou équivalent) - quelques années d'expérience souhaitées - Travail intéressant - Fiers + 12 mois + fret, voiture de service et avantages sociaux.
Envoyer C.V. et photo, à **CARL ZEISS** 109, Les Bureaux de la Colline, 2213 Saint-CLOUD

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
COBOL/OS - WARNIER
TEL. 6.34.00.75

VOTRE CARRIERE AU FUTUR

Spontanément, vous êtes attiré par la vente, mais une carrière commerciale réussie ne se fait pas d'improvisation. CONTROL DATA, 20 ans d'expérience des systèmes informatiques de très haute technicité, 45 000 personnes dans 35 pays, vous fait une proposition concrète.

Jeunes Diplômés
de formation Ingénieur, Universitaire ou Commerciale,
nous avons conçu pour vous un programme complet de formation rémunérée de 6 mois minimum vous permettant d'acquérir des connaissances techniques et commerciales ou de les compléter pour devenir, selon vos aptitudes et vos compétences,

INGENIEUR COMMERCIAL

dans l'un de nos départements Grands Systèmes, Service Bureau ou Périphériques.
Votre diplôme est un certificat, notre formation une sécurité et votre personnalité un gage de réussite.
Si vous êtes disponible dès la mi-Juillet, proposez votre cv. à M. GARY, Service du Recrutement, CONTROL DATA, 195, rue de Bercy - 75012 Paris.

GD
CONTROL DATA
Un grand de l'informatique

MATRA
recherche pour son Centre de SALERIS (Lair, et Cher)

INGENIEUR DE PRODUCTION

Il est le responsable Salle Blanche de la Mécanique Fine.
Il dirige l'équipe de 75 personnes chargée du montage et de l'intégration des gyroscopes, gyromètres, accéléromètres.
Une expérience industrielle de 5 à 10 ans, si possible dans le même domaine, est indispensable.
Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 332

MATRA Monsieur KORFAN
B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

adjoint direction commerciale
80-100.000 F

Use des premières marques de Champagne recherche pour assister opérationnellement le

DIRECTION COMMERCIALE DU GROUPE
(CA. 180 M de F, 500 personnes) aux postes :

- de la vente en France de Champagne et de Spiritueux de Marque (produits importés).
- des rapports avec les commerçants étrangers.
- des missions d'équipes spéciales.

Un jeune collègue expérimenté I.E.C. ESSEC, Sp. de De et Sciences Po, SUPERVEILLÉUR et parlant couramment anglais, prêt à investir son dynamisme pour évoluer à terme vers des responsabilités importantes d'assistant commercial d'une Unité de Distribution.
Rémunération RENTÉ importante.
Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 6980-M à **CONSEIL EN RECRUTEMENT CNPG** 185, av. Victor Hugo - 75116 Paris

RECHERCHE COMPTABLE DES C. P. EXP.
LIEU DE TRAVAIL PARIS
Env. C.V. et prétention, à M. J. de la Motte, 5, r. des Halles, 75007 Paris-P.

Usine de fabrication d'appareils électro-ménagers froids (environ 1 000 personnes) recherche un :

DIRECTEUR DE FABRICATION

MISSION :

- aux ordres de la Direction et en liaison avec tous les chefs de service, assurer la responsabilité complète des réalisations : fabrications très fine et transformation matière plastique.

DIRIGER ET ANIMER :

- atelier de transformation très fine,
- atelier de usinage,
- atelier de montage en série,
- atelier d'extrusion,
- atelier de thermoformage,
- atelier de moussage,
- atelier d'injection de thermoplastique.

PROFIL :
Ingénieur expérimenté dans le domaine de la fabrication de grande série de type linéaire électro-ménager on automobile).
Nous vous offrons une situation des plus intéressantes et stable dans une entreprise jeune et dynamique.
Possibilité de logement, discrétion absolue.
Site : avantage de la campagne avec commodité urbaine (proximité ville universitaires).
Ecrire avec C.V. et photo à : **FRICQVIL** (14, rue M. S) 10, rue d'Athènes, 75009 PARIS, qui transmettra.

LE CARBONE-LORRAINE
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE recherche

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE
E.N.S.I.C. ou équivalent pour

SERVICE ETUDES et DEVELOPPEMENTS
de matériel génie chimique

Expérience de quelques années souhaitable dans domaine et fonctions similaires ou Exploitation, Entretien, Bureau Etudes, usine industrie chimique.

POSSIBILITES D'AVENIR
pour candidats ayant de bonnes aptitudes d'étude, d'organisation et de commandement.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 433, à Direction du Personnel et des Relations Sociales, 41, rue des Acacias - 75017 PARIS

ENTIERE DISCRETION ASSUREE

DÉPARTEMENT MINI-INFORMATIQUE
TEMPS REEL

INGENIEURS DIPLOMES
2 à 4 ans d'expérience dans la réalisation de projets à base de mini-calculateurs (MITSUBISHI, SOLAR, T. 2000, etc.)
Env. C.V. et prétention, à E.C.L., 25, r. Hermel, 75018 Paris Tél. 294-70-40

PR GROUPE INTERNATIONAL
Siège PARIS

CHEF DE PROJET
Diplômé ECOLE D'INGENIEUR avec option INFORMATIQUE. Min. 27 ans, 2 ans d'expérience en analyse et programmation sur ordinateur H.B. savoir en télécommunications et temps réel. ANGLAIS INDISPENSABLE. 100.000 F par an.
Env. C.V. avec réf. 1.191, à SWEERTS, B.P. 269, 75042 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

Isolants électriques à vendre

Après 1 an ou deux de pratique professionnelle, enfin la perspective d'un métier original et passionnant.
Parmi nos clients : les grands de l'électrotechnique, de l'électronique, de l'aéronautique, de l'électro-ménager, de l'automobile, tant en France qu'à l'étranger... En un mot, tous les industriels susceptibles d'utiliser des produits isolants (gaines, tubes, cordons...), à base de fibre de verre et de produits plastique irradiés thermorétractiles.
Chaque jour, dans cette profession, notre P.M.I. s'accroît par sa technologie et son réputation mondiale qui lui permet d'offrir une chance intéressante à un jeune ingénieur ou technicien supérieur de formation électrotechnique en électronique, même débutant, à qui sera confié, dans un premier temps, le secteur NORD. Des secteurs différents pourront être confiés ultérieurement à cet ingénieur de ventes.
Électromécanicien, spécialiste des Télécom ou mécanicien, vous pouvez aussi nous joindre.
Quelle que soit votre formation, il vous faudra pratiquer couramment l'anglais et aimer vendre de la technique.
Votre traitement fixe sera complété par la mise à disposition d'une voiture.
Pour sélectionner le meilleur candidat, nous avons confié ce recrutement au cabinet conseil SIRCA à qui vous enverrez sous la référence 784 119 M votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions).

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris.

Contrôle Budgétaire
75 000/80 000

Important groupe de presse, en expansion continue, crée à Paris un poste de **CONTROLEUR BUDGETAIRE**. Rattaché au Contrôleur de Gestion, il est responsable de la préparation de budgets et de la sortie régulière de comptes d'exploitation analytiques et tableaux de bord. Il l'assiste également sur des études économiques et financières. Diplômé d'une grande école commerciale ou similaire, il a une première expérience réussie de deux ans environ dans un Cabinet Conseil ou en Entreprise. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 837 M à notre Conseil.

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

Recherche **INGENIEUR E.N.S.I.A.M.**
10 a. exp. prêt, en vue essai. Contrats. Mécanisme automobile. Ecr. Directeur IUT, Le MI-Hovry 9226 Valenceville Cedex.
Usine produits chimiques Nord de la France

recherche **INGENIEUR CHIMISTE**
attiré par métier technico-commercial ayant une formation de plusieurs années. Connaissance parfaite de la langue anglaise exigée + allemand souhaité. Résidence nécessaire Nord de la France.
Ecrire n° 75 198 Régie-Presses, 86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Dans le cadre de la Coopération technique Recherche pour le 1^{er} sept. 1978

UN ENSEIGNANT DE Dessin Industriel
(de préférence formation A.M. ou analogues)

Poste à pourvoir à l'école d'ingénieurs de Vientiane (s'adresser au Bureau de la Coopération technique I.N.F.P.L.).
Adresser candidatures avec C.V. man. et prêt, à : Département coopération I.N.F.P.L., E.N.S.I.A.M., part de Saurupt, 54022 NANCY.

FUTUR DIRECTEUR D'EXPLOITATION

recherché d'urgence par un Important Distributeur (gris et détail) grande ville de Bourgogne dans le secteur quincaillerie, chauffage, sonorité.
Le candidat d'environ 35 ans, sera de formation supérieure, ESSEC, ESC ou équivalent. Il pourra prouver une expérience réussie à la Direction d'une P.M.E. de Distribution.
Il devra être à la fois un gestionnaire financier et commercial, un organisateur et un meneur d'hommes.
Rémunération annuelle en fonction de l'expérience : 100.000 F+.
Envoyer C.V. manuscrit + photo à **GROSSISTE ASSISTANCE**, 50 rue du Général Foy, 75008 Paris. Réponse et discrétion assurées.

Reparations appareils scientifiques
CARL ZEISS
recherche

ELECTRICIEN

Pour son atelier de PARIS (formation BTS ou équivalent) - quelques années d'expérience souhaitées - Travail intéressant - Fiers + 12 mois + fret, voiture de service et avantages sociaux.
Envoyer C.V. et photo, à **CARL ZEISS** 109, Les Bureaux de la Colline, 2213 Saint-CLOUD

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
COBOL/OS - WARNIER
TEL. 6.34.00.75

AN

CHIEF DU DEPARTEMENT AFFAIRES IMMOBILIERES

Editeur Technique
Directeur Général adjoint

contrôleur

EXPRESS PREMENT

Coofrance S.A.

un acheteur

Caisse de Retraites
ANALYSTE PROGRAMMEUR

LAMPREX
ingénieurs techniciens

سكنة من الاحول

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le min. col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Le Département Recherche d'un important Groupe Pharmaceutique demande pour son Service Ordonnancement - Dossiers :

UN RESPONSABLE DE L'ORDONNANCEMENT

Le candidat, de formation supérieure, pharmacien ou biologiste devra avoir une expérience de plusieurs années dans la fonction. Il devra connaître d'un certain nombre de projets de recherche et sera en relation avec les responsables scientifiques des différentes disciplines. Il devra établir les plannings et suivre leur exécution. L'anglais parlé est indispensable.

UN RESPONSABLE DOSSIERS

Le candidat, de formation supérieure, pharmacien ou biologiste devra avoir une expérience de plusieurs années dans la fonction. Il devra connaître les exigences formulées par les Autorités des différents pays. Il rassemblera les données et préparera les dossiers d'enregistrement français et étrangers. L'anglais parlé est indispensable.

UN TRADUCTEUR

Le candidat, de formation scientifique, devra avoir une très bonne connaissance de l'anglais technique dans les domaines chimique, biologique et médical. Il aura pour mission de traduire en français les rapports écrits en langue anglaise. Il est souhaité qu'il puisse également faire de bonnes traductions du français en anglais.

Adressez C.V. et prétentions à EPRI
126, bd Auguste-Bianqui, 75013 Paris ss la réf. n° 463

Une table de luxe

Notre passé est prestigieux mais notre avenir ambitieux plus encore. Sans renier les fastes d'une époque révolue, nous modernisons le seul complexe de loisir de luxe qui existe aux portes de Paris : ENGHEN.

Nous avons déjà beaucoup avancé. Reste un domaine où nous n'avons point encore fait porter notre effort : la TABLE. La Direction de la Restauration et de l'Hôtellerie est à prendre en main : quelques restaurants, un hôtel quatre étoiles luxe.

La tâche est difficile. Vous aurez, en collaboration étroite avec la Direction Générale, à penser et mettre en œuvre une politique marketing. Mais aussi à organiser et gérer. Et à mener un personnel nombreux qui fera, avec vous, que la table soit bonne.

C'est vous êtes un homme de la restauration. Vous en avez l'expérience, le caractère et... l'élegance. Pour conserver à votre candidature sa confidentialité, nous avons confié aux consultants du cabinet de recrutement SIRCA le soin d'examiner avec vous votre intérêt pour ce poste. Prenez contact avec eux sous référence 78133. M

Sirca
44, RUE LA BOÉTIE, 75008 PARIS
TEL. 359-7000

Burroughs

RECHERCHE POUR SES DEPARTEMENTS

- LARGES SYSTEMES
- MEDIUM SYSTEMES

ANALYSTES

Jeunes diplômés d'études supérieures. Maîtrise d'informatique ou logiciels informatiques débutants.

Postes à pourvoir sur PARIS
Libérés des obligations militaires.
Anglais souhaité.

Adressez lettre, curriculum vitae et prétentions à :
M. A. NARDIAS
S.A. BURROUGHS
230-242, avenue Laurent-Coty, 92231 Gennevilliers.

UN DES PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS

recherche pour son Centre de Recherches (proche Billancourt)

UNE BIOLIGISTE

expérimentée - Niveau B.T.S.
pour contrat temporaire 3 mois à dater de septembre 1978

Adressez C.V. à EPRI
126, bd Auguste-Bianqui 75013 Paris, sous réf. n° 464

BUREAU D'ETUDES PARISIEN
URBANISME - TRANSPORT - CIRCULATION
cherche

INGENIEUR PRINCIPAL

(X - Poste - Contrat) pour prendre direction de la division "Régulation Traffic-Architecture Industrielle"

- Responsabilité technique, commerciale et financière
- Grande aptitude de décision
- Relation directe avec le directeur
- Expérience indispensable en Etudes de Circulation, Transport, particulièrement Régulation de Traffic.
- Rémunération élevée et motivante.

Envoyer C.V. manuscrit et Prétentions à :
SIS GROUPE, 8, rue Darwin PARIS 18ème

Important group chimie, siège GENNEVILLIERS, recherche son

Responsable Prix de revient

Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure chimie type ingénieur, aura acquis par son expérience personnelle une bonne connaissance des processus de fabrication industrielle.

Il sera responsable du service chargé de l'élaboration des prix de revient, des calculs de rentabilité des investissements.

Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Adressez C.V., photo (retournée) et prétentions sous référence 3553 à
MEVIA SA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra
et qui s'engage à répondre à toutes les candidatures.

SOCIETE DE SERVICE EN INFORMATIQUE
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Cette fonction conviendrait à un candidat ayant l'expérience de plusieurs années de la vente de services en informatique (réalisation "clés en main". Fichier d'adresses).

Ce poste largement autonome devrait permettre à un élément sachant apporter la preuve de ses compétences commerciales d'évoluer vers des responsabilités plus larges.

Nous proposons une rémunération fixe de 100.000F. par an ainsi qu'un intéressement aux résultats pour cette importante fonction.

Adressez C.V. détaillé manuscrit sous la référence 2051M à Jean PORRACCHIA.

PARRENIEN INFORMATIQUE
conseil en recrutement
142 RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

Marc Gilles et Associés.
Société d'études marketing créatives

Intervenant sur des problèmes variés chez les plus grands annonceurs, comme chez les plus petits

recherche

UN DIRECTEUR D'ETUDES

Son profil :

- 30 ans, une solide expérience marketing ;
- l'habitude des contacts/clients et de la négociation de contrats ;
- un homme sans réaliser que créatif.

Sa mission :

- développer ses propres contrats et travailler en équipe sur l'ensemble des études, avec les deux autres animateurs de M.G.A.
- contribuer au développement d'activités en pleine évolution.

Envoyer C.V. et photo à Marc GILLES et Associés
62, rue de Miromenil, 75008 PARIS
(discrétion absolue).

lotus

CHEF de SECTEUR Paris

Nous sommes spécialisés dans la fourniture de produits à usage unique en outre de cellulose. (C.A. total supérieur à 600 millions de francs) Nous voulons renforcer et développer notre présence sur ce marché où nous sommes déjà leader.

Vous serez d'abord affecté sur un secteur que vous devrez gérer et organiser en encadrant une équipe d'environ 4 bons vendeurs.

Essaie, et rapidement, vous pourrez évoluer vers une position hiérarchique plus élevée.

Agé d'au moins 28 ans, votre formation commerciale supérieure, votre solide connaissance des réseaux de distribution grandes surfaces alimentaires, grands magasins et votre bonne expérience de l'encadrement seront tout particulièrement appréciées.

Adressez-nous directement votre lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous réf. L. 18 à :
S.O. DES LOZES - Service du Personnel
26, Avenue de Suffren - 75740 PARIS Cédex 13

Dans le cadre de leur expansion, les LABORATOIRES de COSMETOLOGIE YVES ROCHER, créent le poste de

RESPONSABLE des PREVISIONS COMMERCIALES

Au sein d'une jeune équipe marketing basée à PARIS, il se verra confier, dans un premier temps, les études prévisionnelles à moyen et long terme.

Le candidat retenu, Diplômé de l'enseignement supérieur commercial, possédant une expérience (3 ans min) de l'analyse des travaux chiffres acquise de préférence dans un service commercial.

Adressez C.V. + prétentions + photo ss réf. 861
CONSEIL D'ENTREPRISES
CEIP 35
20, rue de Brest
35000 RENNES
Les entretiens se dérouleront courant Juin à PARIS.

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche pour son Département
CONTROLE DE GESTION

un Adjoint AU RESPONSABLE DES TABLEAUX DE BORD

ayant une formation solide en économie d'entreprise.

Le candidat doit pouvoir conduire avec rigueur les études, la mise en œuvre et l'exploitation d'indicateurs de gestion.

Ce poste devrait évoluer rapidement vers la responsabilité de la gestion de tableaux de bord de direction générale.

Adressez Curriculum-Vitae détaillé et prétentions sous référence 6432 à
Stet
31, Bd Bonne Nouvelle
75002 PARIS qui transmettra

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche :

PROGRAMMEURS-ANALYSTES DE GESTION

Très expérimentés sur matériel IBM 370/138, VM, DOS/VS et PL1

- Horaire : 8 h. 30 - 17 h. 15.
- Nombreux avantages sociaux.
- Caféteria.
- Service de cars gratuit.

Adressez curriculum vitae détaillé et prétentions, Service du Personnel XM
5, boulevard Gallieni, 92231 GENNEVILLIERS.

Notre groupe leader au niveau mondial du contrôle et de l'inspection des matières premières, produits du sol etc...

recherche

pour ses filiales en France (750 personnes)

UN AUDITEUR INTERNE

Basé à Paris, assistant direct du responsable de l'audit interne, il effectuera de fréquents déplacements en France pour assurer le contrôle des comptes et du suivi des procédures comptables, commerciales et administratives du groupe.

Le candidat idéal a une expérience de 2 ans environ de l'audit interne, de la révision comptable ou de l'audit externe, et a de bonnes notions d'anglais.

Le groupe est en mesure d'offrir des possibilités de carrière intéressantes à un candidat dynamique et relativement mobile.

Les intéressés sont priés d'adresser C.V. et prétentions à Claude BUTTAUX S.G.S.
18, rue du Louvre 75001 PARIS

UNILEVER FRANCE
recherche pour ses sociétés françaises

chefs de produits

Les candidats retenus seront diplômés : HEC, ESSEC, ESCP.

Ils auront acquis 2 ou au maximum 4 années d'expérience dans la gestion de produits de grande consommation.

Adressez C.V. détaillé, prétentions (référence XI778) Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE
8, avenue Delcassé
75384 PARIS CEDEX 08.

Banque Multinationale
Quartier OPERA
recherche

comptable

Titulaire de Brevet Professionnel comptable ou certificat comptable D.E.C.S.

Expérience complète dans le domaine bancaire d'environ 5 ans.

Age minimum 27 ans.

Envoyez C.V. et prétentions, sous réf. 74794, à Havas Contact - 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

ingénieur technico-commercial produits chimiques

HENKEL FRANCE filiale d'un Groupe Chimique Européen fabricant et commercialisant des produits de consommation (savons, cosmétiques) et des produits industriels (détergents, colles et adhésifs, produits organiques...) propose ce poste à un ingénieur chimiste qui commercialisera une gamme de détergents industriels en apponant une expérience technique à la clientèle.

Le candidat retenu aura une expérience de la vente de 3 à 5 ans et si possible des connaissances dans le domaine de l'industrie automobile.

implantation souhaitée : REGION PARISIENNE

Allemand souhaité mais non indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae et photo sous référence 978 M
HENKEL FRANCE S.A. D.R.H.
12, avenue Raspail, 04250 Gentilly.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Proche Boulogne OUEST
recherche pour son
SERVICE COMMERCIAL

UN COLLABORATEUR

POSITION CADRE (assistant du Chef de Service)

Ce poste exige de sérieuses connaissances acquises au cours d'une expérience de quelques années dans les domaines suivants :

- gestion des commandes ;
- facturation ;
- exportation ;
- comptabilité commerciale ;
- contrôle de commandes ;
- révision de Prix ;
- statistiques diverses.

Le candidat retenu devra avoir :

- 30 ans minimum ;
- une parfaite connaissance de l'anglais ;
- un esprit vif et méthodique doublé d'une excellente mémoire ;
- une bonne aptitude au commandement.

Nous avançons sociaux - Restaurant d'entreprise.

Adr. C.V. détaillé, prêt. et photo sa n° 66396 à :
CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

IMPORTANT RÉGISSEUR et ÉDITEUR PUBLICITAIRE rech.

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Il aura à diriger une équipe de 15 vendeurs travaillant exclusivement pour un support bi-mensuel et forte diffusion dont il devra assurer la gestion. La clientèle prospectée est stricte au meilleur prix et se compose d'artistes, commerçants, prestataires de services et entreprises industrielles et commerciales.

Il est souhaité, pour ce poste basé à Paris, un homme dynamique de 25 ans minimum, ayant déjà eu des responsabilités en matière de vente et ait acquis une expérience de la vente d'espace publicitaire.

Statut cadre. Fixe + intéressement permettant une rémunération élevée en fonction des objectifs.

Ecrire C.P.R.
17, rue des Arcades, 75002 PARIS - sous N° 1285.

DIRECTEUR DES VENTES

CARRELAGES PARIS

En 15 ans, nous sommes devenus le 1^{er} importateur français de carrelages italiens.

Pour poursuivre notre importante progression sur le marché national nous créons ce poste directement rattaché à la Direction Générale.

Son titulaire anime la force de vente, définit les objectifs, assure les négociations à haut niveau, développe le plan marketing, participe à la mise au point de la politique commerciale.

Pour contribuer efficacement à notre important développement commercial et améliorer son évolution, il doit posséder une formation commerciale supérieure et avoir l'expérience approfondie de la vente, de préférence auprès des négociants en matériaux.

Ecrire avec CV détaillé en précisant le salaire actuel à D. JOUSSET, tout-téléphone 1337 M, plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE
recherche pour son service
JURIDIQUE - SECRETARIAT GENERAL

DOCTEUR LICENCIÉ OU D.E.C.S. DROIT

ayant expérience approfondie fiscalité et si possible droit des sociétés.

Ecrire sous n° 64.690 à CONTEXTE Publicité
20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui E.

ANNONCES CLASSEES

ALLIANCE INFORMATIQUE
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PROGRAMMEURS

DIRECTEUR INGENIERIE

UN CADRE

UN INGENIEUR

T. E. T.
INGENIEUR MECANICIEN
INGENIEURS ELECTRONICIENS

TRES GROUPE

JEUNE

UN DES PHARMACIENS

UN INGENIEUR

SOSI
ANALYSTES

سنة من العمل

سكن في الامم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	20,00	24,82
AGENDA	30,00	34,92
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

ALLIANCE INFORMATIQUE

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEURS

Niveaux de base D.U.T.

— Débutant ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience.

— Pour projets et développements basés et temps réel, sur mini-ordinateurs ou sur IBM 309/158.

— Langues : COBOL ou PLI ou GAP ou BASIC.

Adresser C.V. détaillé, photo et présentations à : ALLIANCE INFORMATIQUE, Tour Neptune, Cedex 24, 92088 PARIS LA DEFENSE.

offres d'emploi

Filiale d'un important groupe français recherche pour son activité en logistique industrielle

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Formation GRANDES ECOLES

Connaissances en automatique, mécanique, informatique et maintenance

ANALYSES COURANT

3 ans expérience minimum, 5 ans souhaités

Lieu de travail : Banlieue Sud de Paris

Préférentiels déplacements en France et à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit N° 6841 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

ENTREPRISE FRANCAISE DE TRAVAUX PUBLICS recherche pour ses activités internationales

LE RESPONSABLE DU PERSONNEL EXPATRIE

Il assurera des responsabilités importantes : modalités d'emploi du personnel déplacé de France, liaisons permanentes avec les différents établissements, gestion, formation... Ce collaborateur diplômé devra avoir une bonne pratique de la législation du travail. Une expérience professionnelle, acquise au sein d'entreprises de T.P., Bâtiment ou Enseignement, si possible au niveau international, serait appréciée.

La connaissance de l'anglais est nécessaire. Le poste est à pourvoir à Paris

Les dossiers de candidature (C.V. + lettre manuscrite) seront traités confidentiellement

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres
75739 Paris cedex 15

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE installée à LA DEFENSE recherche pour son SERVICE COMPTABILITE

UNE MÉCANOGAPHE

Sur ordinateur de bureau PHILIPS P358

Condition exigée : libre rapidement.

Adresser C.V. n° 6837, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

offres d'emploi

Dans le cadre de son expansion industrielle

ROWNTREE MACKINTOSH

Groupe International Chocolaterie, Confiserie (Smarties, Nuts, Quality Street, Kit Kat, Atlas, Eggs, Menter, Chocorive, Lantini) crée le poste de

DIRECTEUR INGÉNIERIE

Rattaché au Directeur Technique du Groupe, il sera responsable de la gestion des projets d'investissement (étude et réalisation) sur le plan technique et financier pour l'ensemble des usines françaises.

Le candidat retenu sera un Ingénieur Central, A.M. ou équivalent, ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans et exerçant actuellement la direction d'un Bureau d'Etudes ou de projets importants et possible dans industries alimentaires.

Il devra, en outre, s'exprimer parfaitement en anglais (écrit et oral).

Lieu de travail : MARNE-LA-VALLÉE, 15 minutes Porte de Berry P.N. A 4.

Adresser C.V. photo et présentations à ROWNTREE MACKINTOSH S.A. - 71200 NOISIEL (réponse rapide assurée).

RECHERCHONS

ATTACHÉ COMMERCIAL

habitant PARIS pour collaboration sur Paris et Normandie dans articles liés à la mode.

— débutant accepté ;

— niveau baccalauréat exigé ;

— voiture fournie après essai ;

— prise de fonction : 1^{er} SEPTEMBRE 1978.

Adresser C.V. détaillé + photo aux Ets TACCHINI, R.P. 114, 92000 SAINT-CLAUDE.

Important Cabinet

RÉVISION ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche pour faire face à l'expansion de ses travaux

COLLABORATEURS

— 3 ans d'expérience minimum souhaitée ;

— Diplôme d'enseignement supérieur.

Envoyer C.V. et présentations sous le n° 7371, « Le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75127 Paris.

I.F.G.

Institut Français de Gestion recherche pour un de ses Départements

UN JEUNE CADRE

de formation Ecole Commerciale ou de Gestion (type SUR de CO, FAG.) avec 2 à 4 ans d'expérience d'entreprise pour lui confier la fonction

D'ANIMATEUR-COORDINATEUR

Responsable de la formation de futurs cadres, il aura des contacts permanents avec les enseignants et les entreprises (organisation et suivi des stages).

Ce poste à pourvoir le 1^{er} Septembre suppose une personnalité tournée vers les contacts et le développement humain.

Ecrire avec C.V. détaillé en indiquant vos présentations à M^{me} FOURRAI - s/rel. 13282 M. plein emploi 10, rue du Mail - 75002 Paris

offres d'emploi

Groupe Français de Taille Internationale recherche

UN CADRE

chargé de l'élaboration du tableau de bord du groupe :

— Statistiques mensuelles, budgets comptes économiques consolidés.

Formation économique + DECS comptable et expérience 2 à 3 ans dans fonction analogue souhaitées.

— Pour une de ses filiales (C.A. 600 M.F.)

UN INGENIEUR

diplômé avec formation complémentaire gestion (type IAE) pour assurer et développer le contrôle budgétaire dans ces départements.

Expérience industrielle souhaitée 2 à 3 ans.

Ces 2 postes sont à pourvoir au siège social (Paris Sud).

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et présentations sous N° 7182 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

Dans notre type d'industrie, (feu continu) le service automatique a la charge d'entretenir un matériel complexe de contrôle et de maintenance.

Le Responsable de ce service doit également occuper de son organisation et animer l'équipe de 30 ouvriers professionnels qui en font partie.

Ce poste, en création, est offert à un jeune ingénieur électromécanicien ayant 3/5 ans d'expérience industrielle de préférence dans un service Entretien travaillant en 3 x 8.

La société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, offre de très larges possibilités, soit dans cette unité, (située en Région Parisienne - 94), soit dans une autre usine.

Pour recevoir Informations complètes, télécopier sous réf. M 4197 M, à egor 3 rue Meyerbeer 92005 PARIS

ENTREPRISE REGION PARISIENNE

recherche

CADRE COMMERCIAL

FORMATION TECHNIQUE ELECTRONIQUE pour export marchés études fabrication électronique et autres.

Envoyer curriculum vitae à COCHET/DEN Cedex 9, 92040 COURBEVOIE.

SOCIETE recrute

INGENIEURS SYSTEME

3700 S.

INGENIEURS MITRA 125

ANALYSES-PROGRAMMEURS IRIS - METASYMBOL

PROGRAMMEURS

niveau Ingénieur COBOL - IRIS - 80

Tél. au 53-38-09 pr r-05 ou écr. avec C.V. et photo, à : SSCI 5, rue du Dôme, 75116 PARIS.

Technique et Documentation Montpage (D2) rech.

INGENIEURS ELECTRONIQUES AGENTS TECHNIQUES

Connaissances radar et traitement des informations, pour rédaction de notices techniques et manuels d'instruction. Postes, tables et bien rémunéré. Possibilités de déplacements.

Envoyer C.V. à : 61, avenue Verdier 72120 MONTEURIEUX

RECRUTONS POUR L'AGENCE BEAUBOURG

UN EXPLOITANT

CONFIRME (classe IV min.) Il sera responsable du développement et de la gestion de cette agence.

Une excellente présentation et une bonne expérience bancaire sont indispensables.

Adresser C.V. manuscrit, photo, présent., BANQUE DE PARIS, M. HULLET, 25, r. Lisbonne, 75002 PARIS.

Cabinet Expertise Comptable recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

confirmé (e) - Niveau D.E.S. - 2 à 4 ans d'expérience - n° 4533 P.A.L.P. 69, r. Provence 75007 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE

EN EXPLORATION recherche pour

JEUNE ACHETEUR

pour poste d'achat Anglais et parfaite expérience souhaitée

Ecr. avec C.V., photo, présent., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

KENWOOD FRANCE

14-16, avenue de Stalingrad 9400 FRESNES

RECHERCHONS UN ANALYSTE/PROGRAMMEUR

to develop terminal linked to a host computer in Fortran. The host machine is an IBM 3070 running under DOS/VSS and power/VS with Fortran supported by CICS/VSS. Initial applications will be programmed on the 3770 Terminal for local processing but additional analysis will require programs to be written in COBOL using OLI data base and the QWTR3 English language essential. Write giving full details of previous experience.

Notes should be sent to the above par correspondence on (C.A. 240 millions - 200 pers.)

Nous recherchons

JEUNES DIPLOMÉS (ES)

B.C.P., H.E.C., ESSEC, diplômés ou ayant très récemment obtenu, après une formation complète dans l'enseignement supérieur, des postes à responsabilité dans le secteur administratif ou commercial.

Env. C.V., photo et présentations, M. V. SERVICE, R.P. 4, 41200 VIRENDEUILS

HAUTS SALAIRES

Nombreux postes à pourvoir

AGENTS TECHNIQUES

2^e et 3^e éch. - Expérimentés en Electronique Informatique, Informations, - Se présenter : Général Services E.T.I., 47, rue de Maubourg, Paris-6^e ou tél. 285-89-25 pour rendez-vous.

ANSWARE

importante Société de Services et de Conseil en Informatique, filiale de THOMSON, dans le cadre de ses expansion, rech.

INGENIEURS INFORMATIENS

Pour PARIS :

ANALYSES-PROGRAMMEURS

pratique bien sûr

— METASYMBOL

— COBOL

— 3700

INGENIEURS-SYSTEMES

• Ils seront DCS, soit OS et devront connaître CICS.

• Des postes de haut niveau d'expertise sont offerts à pourvoir en AFRIQUE NOIRE, camélias 145 OLI et/ou CICS appréciés.

Si vous êtes disponibles rapidement, téléphones au 50-25-50, s'il vous plaît, ou écr. à 102 votre C.V., photo, présentations et si vous êtes disponibles à M. Hout - ANSWARE, 13, rue de la Pompe, 75116 Paris. Discrétion assurée et réponse rapide.

CEGEDUR PECHNEY

recherche pour ses bureaux proximité Paris-de-Clichy

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DUT

Débutant ou quelques années d'expérience pour système de gestion sous OS, I. 2 - COBOL IMS - OLI

Envoyer C.V. et présentations, à CEGERUR PECHNEY Service Systèmes, 8, boulevard Victor-Hugo, 92110 CLICHY-2E 92250

Organisme de prévoyance militaire en expansion offre poste actif à :

OFFICIER SUPERIEUR RETRAITE

Envoyer C.V. à S.V.B.M., 20, rue Bachaumont, 75002 Paris

ENQUÊTEURS

pour le 1^{er} sept. Paris, 2^e quinz. 1307 M. SERVICE BP 260, P.O. STATISTICA, 10, rue J.-P. Timbaud, Paris 11^e, 75016-65.

T. R. T.

recherche

INGENIEUR MÉCANICIEN

Expérience en développement ou méthode de fabrication de matériel de télécommunication pour responsabilité dans un service qualité

INGENIEURS ELECTRONIENS

1) Ayant de bonnes connaissances en mécanique et intéressés par des activités en analyse de la valeur ou contrôle de prix industriels.

2) Débutants ou position I.T.

Pour études matérielles électroniques ou électro-optiques ou systèmes microprogrammés.

Adresser C.V. à T.R.T., 5, avenue Béaumont, 92450 - LE PLESSIS-BOISSONN.

Entreprise d'engineering (Paris Ouest) cherche pour son service juridique

UN JEUNE JURISTE

ayant acquis de solides connaissances en DROIT des AFFAIRES et propriété industrielle, ainsi qu'un goût pour le TECHNIQUE, allant appliquer ses facultés de décision à l'occasion de négociations COMMERCIALES. Son esprit d'initiative et un bon sens des affaires lui permettront de devenir à moyen terme LE RESPONSABLE du SERVICE.

Env. C.V., rémunération souhaitée, références rédactionnelles n° 6843 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Filiale française implantée sud Paris sociétés multinationales européenne équipements électroniques et électromécaniques milieu médical recherche

TECHNICIEN APRES VENTE

Ce collaborateur effectuera régulièrement des missions de mise en route, d'entretien et de dépannage auprès de la clientèle. Agé de 25 ans au moins, formation I.U.T. ou équivalent, l'homme recherché doit posséder nécessairement une forte notion de responsabilité. Ce poste offre une large autonomie et des ouvertures pour l'avenir en raison des possibilités d'expansion de la société. Anglais technique exigé. Déplacements fréquents en France. Très bon climat de travail. Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec C.V., photo et présentations s/réf. 752 SODECI 140, rue de la Croix Nivert 75015 PARIS

Société du PIPELINE SUD-EUROPEEN recherche

JEUNE CADRE

ayant 2 ou 3 années d'expérience pour SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL (Sciences Po., Licence en Droit).

Langue anglaise nécessaire, allemande souhaitable.

Ecr. avec C.V. à S.P.S.E., 105, av. CHARLES-de-GAULLE, 92021 Neuilly-sur-Seine Cedex - Tél. : 67-16-00.

Important organisme social recherche un

diplômé de l'enseignement supérieur

pour un poste d'

adjoint au chef du personnel

recrutement employés

formation

étude et application de la législation sociale

Ce poste implique une précédente expérience professionnelle de 3 années minimum.

Adresser lettre manuscrite, photo et présentations s/réf. 689 à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

SOSI

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche

pour PARIS ou ORLÈANS

ANALYSES

Application conversationnelle - recette réseau de terminaux.

Ecrire avec curriculum vitae et présentations à : S.O.S.I., 5, rue Juliette-Doda, - 75010 PARIS.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

POUR SERVICES JURIDIQUES DU SIÈGE SOCIAL A PARIS

JEUNES JURISTES DE HAUT NIVEAU

Ils seront formés aux problèmes variés d'un très GRAND GROUPE dans des domaines tels que : droit commercial, droits des sociétés, négociations de contrats à l'échelon international, affaires immobilières, droit du travail, fiscalité...

Formation exigée : DOCTORAT en droit privé, quelques années de pratique seraient appréciées.

Large perspectives de carrière dans un Groupe de premier plan.

Env. dossier de candid., à n° 75018 ROGEE-FRESNE 83 bis, rue Béaumont, 75002 PARIS, qui transmettra.

UN DES PREMIERS GROUPE PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS

recrute pour son Centre de Recherches (proche banlieue Sud)

UNE AIDE BIOLOGISTE QUALIFIÉE

OU UNE BIOLOGISTE

possédant de préférence une expérience en E.E.G. pour contrat temporaire 7 mois

Adresser C.V. à EPEL, 124, bd Auguste-Henqui, 75013 PARIS, sous la référence n° 483.

DORLAND & GREY

Conseils en Publicité recherche un

CHEF DE GROUPE

agissant et rigoureux ayant au moins 3 ans d'expérience en Agence et un très bon anglais

Téléphoner pour R.-Y. au : 578-61-10 à Catherine Baumgartner

Contrat à durée limitée, 4 mois minimum

Adr. C.V. et présentations sous réf. 1307 M SERVICE BP 260, P.O. STATISTICA, 10, rue J.-P. Timbaud, Paris 11^e, 75016-65.

Organisme de prévoyance militaire en expansion offre poste actif à :

OFFICIER SUPERIEUR RETRAITE

Envoyer C.V. à S.V.B.M., 20, rue Bachaumont, 75002 Paris

ENQUÊTEURS

pour le 1^{er} sept. Paris, 2^e quinz. 1307 M. SERVICE BP 260, P.O. STATISTICA, 10, rue J.-P. Timbaud, Paris 11^e, 75016-65.

525.25.25

OFFRES D'EMPLOI	13.100	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43.000	43.19
IMMOBILIER	10.000	11,44
AUTOMOBILES	30.000	34,32
AGENDA	30.000	34,32
PROP. COMM. CAPITALIX	30.000	34,32
	50.000	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mètre c.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

L'immobilier

appartements vente appartements vente appartements vente

Paris Rive droite

MARAI
Bel imm. XVIII^e s. de caractère. Revêtement et escalier à neuf. Bon standing, assés d'arbres et de fleurs, jardin, calme et ensoleillé, beau liv. + grand ch. + carrel. 2 b. + s. m. + ch. + WC. V. m. + s. m. + ch. + WC. Tél. Et. imp. 329.000 F. Créat. 14 h. 30 / 19 h. 31, rue Charlot.

28, AVENUE FOCH

PARIS (16^e)

Dans un immeuble exceptionnel (10^e % du programme vendu en trois mois)

Reste à vendre :
- 1 appartements de 30 à 40 m²
- 2 appartements particuliers sur jardin (avec ascenseur privé pour chacun).
Divers appartements déclassés par Jansen.

Réalisation CIABA, 35 avenue George-V, 75008 PARIS.

Paris Rive gauche

OUNOIS, M. CHEVALERET
VUE TOIT PARIS BALCON
87 m² 4 P., asc. D.O.E. 55-10.

XV^e - MIRABEAU
DANS IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE GRAND STANDING REZ-CHAUSS. D'ANGLE
GRAND 4 P. CONF. ENTREE EN RENOV. PRIX 600.000 F.
Me. vol. - j. m. - 18 h. - 9, rue de l'Amiral-Cocq.

VILLAGE DE MONTMARTRE
SQUARE J.-B. CLEMENT
Belle GARDONNIÈRE 30 M² DECORÉE, très LUXUEUX. V. m. - j. m. - 18 h. - 25-17-72.

CALME - SOLEIL - JARDIN
STUDIO 29-35 m² PRIX 12.500
2 pièces 30-35 m² PRIX 17.500
3 pièces 40-45 m² PRIX 24.500
4 pièces 50-55 m² PRIX 32.500
5 pièces 60-65 m² PRIX 40.500
6 pièces 70-75 m² PRIX 48.500
7 pièces 80-85 m² PRIX 56.500
8 pièces 90-95 m² PRIX 64.500
9 pièces 100-105 m² PRIX 72.500
10 pièces 110-115 m² PRIX 80.500
11 pièces 120-125 m² PRIX 88.500
12 pièces 130-135 m² PRIX 96.500
13 pièces 140-145 m² PRIX 104.500
14 pièces 150-155 m² PRIX 112.500
15 pièces 160-165 m² PRIX 120.500
16 pièces 170-175 m² PRIX 128.500
17 pièces 180-185 m² PRIX 136.500
18 pièces 190-195 m² PRIX 144.500
19 pièces 200-205 m² PRIX 152.500
20 pièces 210-215 m² PRIX 160.500
21 pièces 220-225 m² PRIX 168.500
22 pièces 230-235 m² PRIX 176.500
23 pièces 240-245 m² PRIX 184.500
24 pièces 250-255 m² PRIX 192.500
25 pièces 260-265 m² PRIX 200.500
26 pièces 270-275 m² PRIX 208.500
27 pièces 280-285 m² PRIX 216.500
28 pièces 290-295 m² PRIX 224.500
29 pièces 300-305 m² PRIX 232.500
30 pièces 310-315 m² PRIX 240.500
31 pièces 320-325 m² PRIX 248.500
32 pièces 330-335 m² PRIX 256.500
33 pièces 340-345 m² PRIX 264.500
34 pièces 350-355 m² PRIX 272.500
35 pièces 360-365 m² PRIX 280.500
36 pièces 370-375 m² PRIX 288.500
37 pièces 380-385 m² PRIX 296.500
38 pièces 390-395 m² PRIX 304.500
39 pièces 400-405 m² PRIX 312.500
40 pièces 410-415 m² PRIX 320.500
41 pièces 420-425 m² PRIX 328.500
42 pièces 430-435 m² PRIX 336.500
43 pièces 440-445 m² PRIX 344.500
44 pièces 450-455 m² PRIX 352.500
45 pièces 460-465 m² PRIX 360.500
46 pièces 470-475 m² PRIX 368.500
47 pièces 480-485 m² PRIX 376.500
48 pièces 490-495 m² PRIX 384.500
49 pièces 500-505 m² PRIX 392.500
50 pièces 510-515 m² PRIX 400.500
51 pièces 520-525 m² PRIX 408.500
52 pièces 530-535 m² PRIX 416.500
53 pièces 540-545 m² PRIX 424.500
54 pièces 550-555 m² PRIX 432.500
55 pièces 560-565 m² PRIX 440.500
56 pièces 570-575 m² PRIX 448.500
57 pièces 580-585 m² PRIX 456.500
58 pièces 590-595 m² PRIX 464.500
59 pièces 600-605 m² PRIX 472.500
60 pièces 610-615 m² PRIX 480.500
61 pièces 620-625 m² PRIX 488.500
62 pièces 630-635 m² PRIX 496.500
63 pièces 640-645 m² PRIX 504.500
64 pièces 650-655 m² PRIX 512.500
65 pièces 660-665 m² PRIX 520.500
66 pièces 670-675 m² PRIX 528.500
67 pièces 680-685 m² PRIX 536.500
68 pièces 690-695 m² PRIX 544.500
69 pièces 700-705 m² PRIX 552.500
70 pièces 710-715 m² PRIX 560.500
71 pièces 720-725 m² PRIX 568.500
72 pièces 730-735 m² PRIX 576.500
73 pièces 740-745 m² PRIX 584.500
74 pièces 750-755 m² PRIX 592.500
75 pièces 760-765 m² PRIX 600.500
76 pièces 770-775 m² PRIX 608.500
77 pièces 780-785 m² PRIX 616.500
78 pièces 790-795 m² PRIX 624.500
79 pièces 800-805 m² PRIX 632.500
80 pièces 810-815 m² PRIX 640.500
81 pièces 820-825 m² PRIX 648.500
82 pièces 830-835 m² PRIX 656.500
83 pièces 840-845 m² PRIX 664.500
84 pièces 850-855 m² PRIX 672.500
85 pièces 860-865 m² PRIX 680.500
86 pièces 870-875 m² PRIX 688.500
87 pièces 880-885 m² PRIX 696.500
88 pièces 890-895 m² PRIX 704.500
89 pièces 900-905 m² PRIX 712.500
90 pièces 910-915 m² PRIX 720.500
91 pièces 920-925 m² PRIX 728.500
92 pièces 930-935 m² PRIX 736.500
93 pièces 940-945 m² PRIX 744.500
94 pièces 950-955 m² PRIX 752.500
95 pièces 960-965 m² PRIX 760.500
96 pièces 970-975 m² PRIX 768.500
97 pièces 980-985 m² PRIX 776.500
98 pièces 990-995 m² PRIX 784.500
99 pièces 1000-1005 m² PRIX 792.500
100 pièces 1010-1015 m² PRIX 800.500
101 pièces 1020-1025 m² PRIX 808.500
102 pièces 1030-1035 m² PRIX 816.500
103 pièces 1040-1045 m² PRIX 824.500
104 pièces 1050-1055 m² PRIX 832.500
105 pièces 1060-1065 m² PRIX 840.500
106 pièces 1070-1075 m² PRIX 848.500
107 pièces 1080-1085 m² PRIX 856.500
108 pièces 1090-1095 m² PRIX 864.500
109 pièces 1100-1105 m² PRIX 872.500
110 pièces 1110-1115 m² PRIX 880.500
111 pièces 1120-1125 m² PRIX 888.500
112 pièces 1130-1135 m² PRIX 896.500
113 pièces 1140-1145 m² PRIX 904.500
114 pièces 1150-1155 m² PRIX 912.500
115 pièces 1160-1165 m² PRIX 920.500
116 pièces 1170-1175 m² PRIX 928.500
117 pièces 1180-1185 m² PRIX 936.500
118 pièces 1190-1195 m² PRIX 944.500
119 pièces 1200-1205 m² PRIX 952.500
120 pièces 1210-1215 m² PRIX 960.500
121 pièces 1220-1225 m² PRIX 968.500
122 pièces 1230-1235 m² PRIX 976.500
123 pièces 1240-1245 m² PRIX 984.500
124 pièces 1250-1255 m² PRIX 992.500
125 pièces 1260-1265 m² PRIX 1000.500
126 pièces 1270-1275 m² PRIX 1008.500
127 pièces 1280-1285 m² PRIX 1016.500
128 pièces 1290-1295 m² PRIX 1024.500
129 pièces 1300-1305 m² PRIX 1032.500
130 pièces 1310-1315 m² PRIX 1040.500
131 pièces 1320-1325 m² PRIX 1048.500
132 pièces 1330-1335 m² PRIX 1056.500
133 pièces 1340-1345 m² PRIX 1064.500
134 pièces 1350-1355 m² PRIX 1072.500
135 pièces 1360-1365 m² PRIX 1080.500
136 pièces 1370-1375 m² PRIX 1088.500
137 pièces 1380-1385 m² PRIX 1096.500
138 pièces 1390-1395 m² PRIX 1104.500
139 pièces 1400-1405 m² PRIX 1112.500
140 pièces 1410-1415 m² PRIX 1120.500
141 pièces 1420-1425 m² PRIX 1128.500
142 pièces 1430-1435 m² PRIX 1136.500
143 pièces 1440-1445 m² PRIX 1144.500
144 pièces 1450-1455 m² PRIX 1152.500
145 pièces 1460-1465 m² PRIX 1160.500
146 pièces 1470-1475 m² PRIX 1168.500
147 pièces 1480-1485 m² PRIX 1176.500
148 pièces 1490-1495 m² PRIX 1184.500
149 pièces 1500-1505 m² PRIX 1192.500
150 pièces 1510-1515 m² PRIX 1200.500
151 pièces 1520-1525 m² PRIX 1208.500
152 pièces 1530-1535 m² PRIX 1216.500
153 pièces 1540-1545 m² PRIX 1224.500
154 pièces 1550-1555 m² PRIX 1232.500
155 pièces 1560-1565 m² PRIX 1240.500
156 pièces 1570-1575 m² PRIX 1248.500
157 pièces 1580-1585 m² PRIX 1256.500
158 pièces 1590-1595 m² PRIX 1264.500
159 pièces 1600-1605 m² PRIX 1272.500
160 pièces 1610-1615 m² PRIX 1280.500
161 pièces 1620-1625 m² PRIX 1288.500
162 pièces 1630-1635 m² PRIX 1296.500
163 pièces 1640-1645 m² PRIX 1304.500
164 pièces 1650-1655 m² PRIX 1312.500
165 pièces 1660-1665 m² PRIX 1320.500
166 pièces 1670-1675 m² PRIX 1328.500
167 pièces 1680-1685 m² PRIX 1336.500
168 pièces 1690-1695 m² PRIX 1344.500
169 pièces 1700-1705 m² PRIX 1352.500
170 pièces 1710-1715 m² PRIX 1360.500
171 pièces 1720-1725 m² PRIX 1368.500
172 pièces 1730-1735 m² PRIX 1376.500
173 pièces 1740-1745 m² PRIX 1384.500
174 pièces 1750-1755 m² PRIX 1392.500
175 pièces 1760-1765 m² PRIX 1400.500
176 pièces 1770-1775 m² PRIX 1408.500
177 pièces 1780-1785 m² PRIX 1416.500
178 pièces 1790-1795 m² PRIX 1424.500
179 pièces 1800-1805 m² PRIX 1432.500
180 pièces 1810-1815 m² PRIX 1440.500
181 pièces 1820-1825 m² PRIX 1448.500
182 pièces 1830-1835 m² PRIX 1456.500
183 pièces 1840-1845 m² PRIX 1464.500
184 pièces 1850-1855 m² PRIX 1472.500
185 pièces 1860-1865 m² PRIX 1480.500
186 pièces 1870-1875 m² PRIX 1488.500
187 pièces 1880-1885 m² PRIX 1496.500
188 pièces 1890-1895 m² PRIX 1504.500
189 pièces 1900-1905 m² PRIX 1512.500
190 pièces 1910-1915 m² PRIX 1520.500
191 pièces 1920-1925 m² PRIX 1528.500
192 pièces 1930-1935 m² PRIX 1536.500
193 pièces 1940-1945 m² PRIX 1544.500
194 pièces 1950-1955 m² PRIX 1552.500
195 pièces 1960-1965 m² PRIX 1560.500
196 pièces 1970-1975 m² PRIX 1568.500
197 pièces 1980-1985 m² PRIX 1576.500
198 pièces 1990-1995 m² PRIX 1584.500
199 pièces 2000-2005 m² PRIX 1592.500
200 pièces 2010-2015 m² PRIX 1600.500
201 pièces 2020-2025 m² PRIX 1608.500
202 pièces 2030-2035 m² PRIX 1616.500
203 pièces 2040-2045 m² PRIX 1624.500
204 pièces 2050-2055 m² PRIX 1632.500
205 pièces 2060-2065 m² PRIX 1640.500
206 pièces 2070-2075 m² PRIX 1648.500
207 pièces 2080-2085 m² PRIX 1656.500
208 pièces 2090-2095 m² PRIX 1664.500
209 pièces 2100-2105 m² PRIX 1672.500
210 pièces 2110-2115 m² PRIX 1680.500
211 pièces 2120-2125 m² PRIX 1688.500
212 pièces 2130-2135 m² PRIX 1696.500
213 pièces 2140-2145 m² PRIX 1704.500
214 pièces 2150-2155 m² PRIX 1712.500
215 pièces 2160-2165 m² PRIX 1720.500
216 pièces 2170-2175 m² PRIX 1728.500
217 pièces 2180-2185 m² PRIX 1736.500
218 pièces 2190-2195 m² PRIX 1744.500
219 pièces 2200-2205 m² PRIX 1752.500
220 pièces 2210-2215 m² PRIX 1760.500
221 pièces 2220-2225 m² PRIX 1768.500
222 pièces 2230-2235 m² PRIX 1776.500
223 pièces 2240-2245 m² PRIX 1784.500
224 pièces 2250-2255 m² PRIX 1792.500
225 pièces 2260-2265 m² PRIX 1800.500
226 pièces 2270-2275 m² PRIX 1808.500
227 pièces 2280-2285 m² PRIX 1816.500
228 pièces 2290-2295 m² PRIX 1824.500
229 pièces 2300-2305 m² PRIX 1832.500
230 pièces 2310-2315 m² PRIX 1840.500
231 pièces 2320-2325 m² PRIX 1848.500
232 pièces 2330-2335 m² PRIX 1856.500
233 pièces 2340-2345 m² PRIX 1864.500
234 pièces 2350-2355 m² PRIX 1872.500
235 pièces 2360-2365 m² PRIX 1880.500
236 pièces 2370-2375 m² PRIX 1888.500
237 pièces 2380-2385 m² PRIX 1896.500
238 pièces 2390-2395 m² PRIX 1904.500
239 pièces 2400-2405 m² PRIX 1912.500
240 pièces 2410-2415 m² PRIX 1920.500
241 pièces 2420-2425 m² PRIX 1928.500
242 pièces 2430-2435 m² PRIX 1936.500
243 pièces 2440-2445 m² PRIX 1944.500
244 pièces 2450-2455 m² PRIX 1952.500
245 pièces 2460-2465 m² PRIX 1960.500
246 pièces 2470-2475 m² PRIX 1968.500
247 pièces 2480-2485 m² PRIX 1976.500
248 pièces 2490-2495 m² PRIX 1984.500
249 pièces 2500-2505 m² PRIX 1992.500
250 pièces 2510-2515 m² PRIX 2000.500
251 pièces 2520-2525 m² PRIX 2008.500
252 pièces 2530-2535 m² PRIX 2016.500
253 pièces 2540-2545 m² PRIX 2024.500
254 pièces 2550-2555 m² PRIX 2032.500
255 pièces 2560-2565 m² PRIX 2040.500
256 pièces 2570-2575 m² PRIX 2048.500
257 pièces 2580-2585 m² PRIX 2056.500
258 pièces 2590-2595 m² PRIX 2064.500
259 pièces 2600-2605 m² PRIX 2072.500
260 pièces 2610-2615 m² PRIX 2080.500
261 pièces 2620-2625 m² PRIX 2088.500
262 pièces 2630-2635 m² PRIX 2096.500
263 pièces 2640-2645 m² PRIX 2104.500
264 pièces 2650-2655 m² PRIX 2112.500
265 pièces 2660-2665 m² PRIX 2120.500
266 pièces 2670-2675 m² PRIX 2128.500
267 pièces 2680-2685 m² PRIX 2136.500
268 pièces 2690-2695 m² PRIX 2144.500
269 pièces 2700-2705 m² PRIX 2152.500
270 pièces 2710-2715 m² PRIX 2160.500
271 pièces 2720-2725 m² PRIX 2168.500
272 pièces 2730-2735 m² PRIX 2176.500
273 pièces 2740-2745 m² PRIX 2184.500
274 pièces 2750-2755 m² PRIX 2192.500
275 pièces 2760-2765 m² PRIX 2200.500
276 pièces 2770-2775 m² PRIX 2208.500
277 pièces 2780-2785 m² PRIX 2216.500
278 pièces 2790-2795 m² PRIX 2224.500
279 pièces 2800-2805 m² PRIX 2232.500
280 pièces 2810-2815 m² PRIX 2240.500
281 pièces 2820-2825 m² PRIX 2248.500
282 pièces 2830-2835 m² PRIX 2256.500
283 pièces 2840-2845 m² PRIX 2264.500
284 pièces 2850-2855 m² PRIX 2272.500
285 pièces 2860-2865 m² PRIX 2280.500
286 pièces 2870-2875 m² PRIX 2288.500
287 pièces 2880-2885 m² PRIX 2296.500
288 pièces 2890-2895 m² PRIX 2304.500
289 pièces 2900-2905 m² PRIX 2312.500
290 pièces 2910-2915 m² PRIX 2320.500
291 pièces 2920-2925 m² PRIX 2328.500
292 pièces 2930-2935 m² PRIX 2336.500
293 pièces 2940-2945 m² PRIX 2344.500
294 pièces 2950-2955 m² PRIX 2352.500
295 pièces 2960-2965 m² PRIX 2360.500
296 pièces 2970-2975 m² PRIX 2368.500
297 pièces 2980-2985 m² PRIX 2376.500
298 pièces 2990-2995 m² PRIX 2384.500
299 pièces 3000-3005 m² PRIX 2392.500
300 pièces 3010-3015 m² PRIX 2400.500
301 pièces 3020-3025 m² PRIX 2408.500
302 pièces 3030-3035 m² PRIX 2416.500
303 pièces 3040-3045 m² PRIX 2424.500
304 pièces 3050-3055 m² PRIX 2432.500
305 pièces 3060-3065 m² PRIX 2440.500
306 pièces 3070-3075 m² PRIX 2448.500
307 pièces 3080-3085 m² PRIX 2456.500
308 pièces 3090-3095 m² PRIX 2464.500
309 pièces 3100-3105 m² PRIX 2472.500
310 pièces 3110-3115 m² PRIX 2480.500
311 pièces 3120-3125 m² PRIX 2488.500
312 pièces 3130-3135 m² PRIX 2496.500
313 pièces 3140-3145 m² PRIX 2504.500
314 pièces 3150-3155 m² PRIX 2512.500
315 pièces 3160-3165 m² PRIX 2520.500
316 pièces 3170-3175 m² PRIX 2528.500
317 pièces 3180-3185 m² PRIX 2536.500
318 pièces 3190-3195 m² PRIX 2544.50

OFFICIERS MINISTÉRIELS CARNET

ET VENTES PAR ADJUDICATION
Etude de la S.C.P. d'Avocats, PARIS, SEYBALD, RAGNOLL, CHARBIERES, Avocats associés, 12, rue Clotilde, NICE. - Téléphone : 80-58-94.
VENTE au Palais de Justice de NICE le JEUDI 23 JUILLET 1978 à 9 heures
SIX APPARTEMENTS situés dans un immeuble dénommé : « RESIDENCE PARE MASSOLEN » avenue Paul-Dominer au n° 2, à ROQUEBRUNNE-CAP-MARTIN (06) M. à P. à P. (chacun) 120.000 francs
UN APPARTEMENT situé dans le même immeuble MISE A PRIX : 150.000 FRANCS S'adresser l'après-midi seulement au Cabinet des Avocats sus-nommés.

Vente au Palais de Justice de Paris, le jeudi 15 juin 1978, à 14 heures
DANS UN IMMEUBLE SIS A PANTIN (93) 188-190, avenue Jean-Louise
1° lot: UN APPARTEMENT de 3 pièces principales + DOUCHE. - MISE A PRIX : 60.000 FRANCS
2° lot: UN APPARTEMENT de 2 pièces principales + LIBRE DE LOCATION et d'OCCUPATION. - MISE A PRIX : 100.000 F
M. Yves TUDRALLE, ancien avocat, avocat à Paris, 46, rue de Clitely M. Alain PERNOT, syndic à Paris, 144, rue de Rivoli.

Vte sur sais. Immob. au Palais de Justice NANTERRE, mercredi 14 juin 1978, à 14 heures. - EN OUX LOTS
1° lot: 5 LOGAUX et un porche sur rue et cour au rez-de-ch. du bâtiment A. 1° MISE.
2° lot: UN LOGEMENT, 6 LOGAUX, 1 HANGAR, 1 GRENIER et droit à la jouissance d'une cour au sous-sol, rez-de-cb. et 1° étage sis à BOULOGNE-BILLANCOURT (Hs-de-S.), 13, rue du Parchamp
MISES A PRIX : 2° lot : 100.000 F
S'adresser à M. Jacques SCHMIDT, avocat au Barreau de PARIS 17, rue de Paraday 15017. - Téléphone : 824-14-12. - Et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 29 juin 1978, à 14 heures
PROPRIÉTÉ - CHAMONIX MONT-BLANC (74) LIBRE - MISE A PRIX : 1.100.000 F
S'ad. M. REGNIER, 82, boulevard Flandrin.

Cah. de M. André Marquand, Serge Gassier et Patrick Seris, avocats, rédacteurs « Leclerc », 40, rue de Valenciennes, 10, av. Vanban, Toulon, vente par adjud. aux ench. publ. sur étendue, du dimanche, le mardi 12 juin 1978, à 14 heures, au Palais de Justice de Toulon, de deux importants immeubles à usage industriel mitoyens, sis à ROGNAC (B.-du-R.), quartier des Borys boul. de la Tête-Notre, comprenant : Divers hangars et bâtiments à usage industriel, ainsi qu'une construction d'un étage sur rez-de-chaussée genre VILLA aménagée à usage de BUREAUX et terrain à l'entour, le tout avec accès au boulevard de la Tête-Notre.
MISE A PRIX : 418.000 FRANCS

VENTE SUR SAISIE IMMOB. AU PALAIS DES JUST. DE NANTERRE (92) 179-181, avenue Joliot-Curie, le mercredi 14 juin 1978 à 14 heures
EN 49 LOTS dans un Ensemble Immobilier sis à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
1° LOCAL COMMERCIAL, LIBRE DE LOCATION Rez-de-Ch. Bdr. C
MISES A PRIX : 80.000 FRANCS
du 2° au 48 PARKINGS dont 10 au 1° sous-sol 49° lot (du 2° au 11° lot inclus)
au 3° au 2° sous-sol (du 12° au 48° lot inclus)
POUR CHAQUE LOT, du 2° au 11° lot incl. : 4.000 F
POUR CHAQUE LOT, du 12° au 48° lot incl. : 3.500 F
S'adresser à M. André J. GUIBERT, avocat au barreau de Paris, 82, bd. Malesherbes, Paris (8°) ; M. MICHEL, administr. judiciaire, 206-208, bd de Rivoli, Paris - Au profit des créanciers du Grand Instanciaire de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRETEIL et VERSAILLES.

Vte s. folle ench. par sais. imm. au Pal. Just. Paris, jeudi 22 juin 78, à 14 h.
En 3 lots - CHARENTON LE-POINT (94) - 41, RUE GABRIELLE
1) APPART.
2) APPART.
3) CAVE n° 5, Bdr. D. au/sol. - M. à P. :
S'adr. M. TOUHY, 20, rue de Valenciennes, Paris (11°).

VENTE PALAIS DE JUSTICE PARIS - LUNDI 26 JUIN 1978 à 14 heures
EN 10 LOTS, avec faculté de réunion
10 LOGEMENTS dont 6 sont libres de location et d'occupation situés au rez-de-chaussée, 2° et 3° étages comprenant : 1 ou 2 pièces, cuisine, cave. - Surfaces de 15 à 35 m2
PARIS (14°), 41, rue de la TOMBE-ISSOIRE, angle Passage Dareau
M. à P. : 1) 15.000 F - 2) 17.000 F - 3) 17.000 F - 4) 12.000 F - 5) 15.000 F - 6) 35.000 F - 7) 12.000 F - 8) 12.000 F - 9) 15.000 F - 10) 22.000 F.
S'adr. M. GIRY, avocat 218, 11, rue Tronchet, Paris (8°), tél. 366-91-40, porte 615, et pour visiter, sur place le mercredi 21 juin de 15 h à 17 h.

VENTE sur publications judiciaires à l'audience des créanciers du Tribunal de Grande Instance d'EVRY, au Palais de Justice d'EVRY, rue des Maîtres le MARDI 12 JUILLET 1978, à 14 heures
D'UN APPARTEMENT avec GAVE et SÉCHOIR dépendant d'un ensemble immobilier sis à BOUSSY-SAINT-ANTOINE (Essonne) 34, villa des Sorbiers
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
Possibilité de bail de mise à prix d'un quart pais de moitié. Consignat préalable indispensable pour enchérir sur chaque certifié ou en espèces Pour tous renseignements, s'adresser à M. ARONIN et TRINTELLO, avocats associés, densour, Corbeil-Essonnes (01), 51, rue Champoussin, tél. 496-14-16, 30-28 ; un greffe du Trib. de Gr. Inst. d'Evry où le cahier des charges est déposé.

Vente Palais de Justice PARIS, Jeudi 22 juin 1978, à 14 heures - EN 2 LOTS
1) LOCAL commercial compr. 2 BOUTIQUES - 2) STUDIO
PARIS-7°, 218, r. de GRENELLE, 33, avenue de la BOURDONNAIS
Mises à Prix : 1) 50.000 francs - 2) 20.000 francs
S'adr. M. R. BOISSEL, Avocat Paris 12°, 28, rue des Petits-Champs, Téléphone : 742-47-07

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 22 JUILLET 1978 à 14 heures, EN UN SEUL LOT
DANS UN IMMEUBLE SIS A PARIS (1er) 10, avenue de l'Opéra et 3, rue Molière
au 2° étage UN APPARTEMENT de 7 pièces principales et dépendances
au 1er étage 2 CHAMBRES de SERVICE ou sous-sol
au 3° étage 2 CAVES
MISE A PRIX : 1.320.000 FRANCS
S'adr. à M. Jean-Paul PHILIP, avocat, 7, rue Saint-Philippe-du-Roulo à PARIS (8°) ; M. Jacques TALON, avocat, 20, quai de la Mégisserie à PARIS (1er), 226-53-25 ; M. Remy BOISSEL, av. 38, r. d. Petits-Champs à PARIS (2°), tél. 073-82-33 ; M. Jean-Serge LORACE, avocat, 2, avenue Marceau à PARIS 18°, tél. 720-78-75 ; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, NANTERRE, BOBIGNY, et CRETEIL.

Mariages
- M. et Mme Philippe BOMMART, M. et Mme Henri FOSTER, ont la douleur de faire part du mariage de leurs enfants, Caroline et Léon, qui a eu lieu dans l'intimité, le 15 avril 1978.

Décès
- Le préfet de l'Ardèche, Les membres du corps préfectoral du département de l'Ardèche, La sous-préfecture de Tournon et la préfecture de l'Ardèche, ont la douleur de faire part du décès survenu dans l'exercice de ses fonctions, de M. Louis ALMERAS, sous-préfet de Tournon, le 31 mai 1978, à l'âge de cinquante-trois ans. Les obsèques ont eu lieu le samedi 3 juin 1978 au temple de Vailon-Font-d'Arc (Ardèche).

M. René BARRÉ, chevalier de la Légion d'honneur, directeur des spectacles Barré-Borelli, membre du Syndicat des directeurs de tournées théâtrales, secrétaire adjoint de la Comédie, du Théâtre national de l'Odéon, survenu à l'hôpital Hippocrate d'Arènes, le 28 mai 1978, à l'âge de soixante-neuf ans. Les obsèques auront lieu le mercredi 7 juin, à 10 h. 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly (18e, avenue Charles-de-Gaulle) le mardi 6 juin 1978, à 9 heures. L'inhumation aura lieu dans le cimetière aux cimetière du Père-Lachaise. 6, rue de Longpont, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. René BARRÉ, ingénieur géologue et chef de la France d'outre-mer en fonctions au service géologique régional d'Alsace, survenu à Strasbourg, le 3 juin 1978, dans sa cinquante-deuxième année, à la suite d'une douloureuse maladie. Les obsèques auront lieu le mercredi 7 juin 1978, à 8 h. 30, au dépôt de l'hôpital civil de Strasbourg, et les obsèques seront célébrées le même jour, à 18 h. 30, à Cussey-sur-Orgon.

M. Henri HUDRELEY, ingénieur E.N.S.G., survenu à Paris, le 3 juin 1978, à l'âge de cinquante-deux ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques auront lieu le mercredi 7 juin 1978, à 10 h. 30, au dépôt de l'hôpital civil de Strasbourg, et les obsèques seront célébrées le même jour, à 18 h. 30, à Cussey-sur-Orgon.

Mme Françoise Le Jemtel, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur père, capitaine de vaisseau (E.R.), François LE JEMTEL, officier de la Légion d'honneur, en sa soixante et onzième année. Les obsèques auront lieu dans l'intimité le mardi 6 juin 1978, à 14 h. 30, en l'église de Sainte-Honorine-des-Frères (Calvados).

Mme Jacqueline L'Hériveau, son époux et Mme Jacqueline Pailler, sa fille, les familles L'Hériveau, Simon, Rissat et Leclerc, ont la douleur de faire part du décès de M. Raymond L'HÉRIVEAU, ingénieur des arts et métiers (P.F.R.E.L.C.), l'inhumation a eu lieu le 1er juin à Saint-Gilles-Croix-de-Vie, dans la plus stricte intimité.

Mme Jacqueline DESTANNE de BERNIS, née Camille de Bernardy de Skenyer, leur épouse mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur et belle-sœur, décédée survenue à Aurillac, le 2 juin 1978, à l'âge de 81 ans. Les obsèques ont eu lieu le jeudi 3 juin 1978, à 14 h. 30, en l'église de Bias (Lot-et-Garonne), dans la stricte intimité familiale.

BILLARDS PHILIPPE MALIGE
NOUVEAU HALL D'EXPOSITION 8 RUE JASMIN PARIS 16°
Angle av. Mozart, r. Jasmin 50 mètre Jasmin
Ouvert tous les jours de 10 à 19h
224.81.32 et 33
Billards français et américains Accessoires.

M. Pierre Dichamp, son épouse, M. et Mme Dominique Dichamp, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de Mme Pierre DICHAMP née Coralie de Schaytler, survenue à Paris, le 1er juin 1978. Les obsèques auront lieu le mardi 6 juin, à 18 heures, en l'église de Saint-Ferdinand-des-Ternes (27, rue d'Armaillet), où l'on se réunira à la suite de l'inhumation au cimetière des Batignolles, dans le caveau de famille. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

M. Jean-Marie GAFFAJOLI, né à Solita (Corse), survenu le 24 mai dans sa quatre-vingt-dixième année, l'inhumation a eu lieu le 26 mai à Lacropte (Dordogne).

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

A L'HOTEL DROUOT
EXPOSITIONS Mardi
S. 1 - Timb. Mh. Obj. arg. XVIIIe.
S. 2 - Linge. Dentelle. Tabiz. Tagis.
S. 3 - Bij. Obj. vitrine arg. anc. et modernes.
S. 4 - Art d'Orient.
S. 5 - Tabiz. anc. Obj. art mon.
S. 6 - Img. Bij. Belle orfèvr. anc.
VENTES
S. 14 - Art Précolombien. Collect. dipes.
PALAIS D'ORSAY - Tabiz. dess. Imid. Bij. art d'ère et très bel anneuhl. XVIIIe. Import. Tabiz mod., à 21 heures.
VENTE à CHARTRES
GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 11 JUIN à 14 heures IMPORTANTE COLLECTION D'ART ANCIENS XVIIe, XVIIIe et XIXe.
M. J. et J.-P. LEBLEVEZ, commiss. pr. aux 1 bis, 49, quai-de-Orléans à 28000 CHARTRES - Tél. : 97-04-33
Experts : M. R. Marquisot, M. J.-P. de Marin, de Bouillères, Catalogue Exposition vendredi et samedi.

M. et Mme Albert Godkin, Docteur Mina Tamarov, Elisabeth Tamarov-Audière, Jean-Pierre Stieghen, ses enfants, petits-enfants et son arrière-petit-fils, ont la douleur d'annoncer le décès, le 4 juin, dans sa quatre-vingt-neufième année, de Moïse TAMAROV. L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux - Parisien, mardi 6 juin, à 18 heures. Rendez-vous à l'entrée principale. Cet avis tient lieu de faire-part. 48, boulevard de Strasbourg, 75016 Paris. 3, rue Boissonnade, 75014 Paris. 2, rue Alexandre-Marie, 96300 Nîmes.

Mme Henri Watremez, son époux, M. Pierre et Gabriel Watremez, ses enfants, Mme Juvénal Dérome, sa belle-mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri WATREMEZ, maire adjoint de la ville de Sceaux, décédé le 3 juin 1978, à l'âge de soixante-cinq ans. Les obsèques auront lieu le mercredi 7 juin, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Bathilde, sa paroisse. Ce avis réunit à l'église, 43, avenue du Plessis à Châtigny-Malaury (92290).

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

M. et Mme René Dubachy et leur fils Paul-Benoit, M. et Mme Jacques Dubachy et leurs enfants Claire et Gérard Serhelot, Catherine et Valérie, M. et Mme Jean-Marie Erena et leurs enfants Olivier, Lise et Esténa, M. et Mme Lannu, Mme Marie Rogée, Mme André Fleury, Les familles Hennequin, Hudeley, Emontz apparentées, Les familles allées et emles, ont la grande peine de faire part du décès de M. Henri HUDRELEY.

ungaro
SOLDES du 5 au 17 juin
2 avenue montaigne
25 faubourg saint honoré
56 rue de rennes
ungaro hommes
SOLDES
2 avenue montaigne 256.27.70

PRESSE

Le congrès du Syndicat national de la presse hebdomadaire régionale d'information

CONTRE LA PROLIFÉRATION DES PUBLICATIONS GRATUITES

(De notre correspondant.)
Saint-Etienne. - Les relations avec les P.T.T., les publications gratuites et les radios locales ont été les thèmes majeurs des débats les 3 et 4 juin à Saint-Etienne par le congrès du Syndicat national de la presse hebdomadaire régionale d'information. Représentant quelque quatre cents titres tirant au total à près de quatre millions d'exemplaires, le S.N.P.H.R.L. est présidé par M. Albert Carrigues, directeur du Courrier français de Bordeaux. Les congressistes ne bénéficiant pas d'un réseau de messageries ont manifesté leur inquiétude face aux retards de plus en plus fréquents dans l'acheminement et la distribution postale de leurs journaux, à tel point que certains d'entre eux pour être sûrs que leur hebdomadaire soit livré à temps, sont dans l'obligation de le faire composer et imprimer trois jours à l'avance. Autre source de souci, la prolifération des publications gratuites. Pour le S.N.P.H.R.L. s'agit de contre cette concurrence par les radios locales, une clientèle identique « en développant la notion de service que procurent les petites annonces ». Les congressistes se sont élevés également contre la trop grande place prise par les publications officielles des conseils régionaux et des municipalités, notamment. Quant aux radios locales, les hebdomadaires régionaux n'y sont pas hostiles dans la mesure où ils seront associés à leur éventuelle création. - P. C.

LES TRAVAILLEURS C.F.D.T. DE L'INFORMATION ONT ADOPTÉ UN PLAN D'ORIENTATION

Un plan d'orientation pour les deux prochaines années a été adopté par les délégués de la C.F.D.T. des travailleurs de l'information (P.T.I.A.A.C.) réunis les 3 et 4 juin à Créteil (Val-de-Marne). Celui-ci comprend notamment la garantie, sous le plume de la presse, la lutte contre les suppressions d'emplois (dont celles découlant de nouvelles techniques), l'accroissement de la production nationale cinématographique, radiophonique et télévisée ; la sauvegarde du pouvoir d'achat ; les augmentations uniformes des salaires. L'intervention collective des travailleurs sur le prochain congrès de la C.F.D.T. Le congrès a dénoncé d'autre part, « la mainmise du pouvoir sur les moyens de communication : découpage des ministères concernés, les secteurs, nouvelles nominations à la tête de l'A.P.F. de la S.O.P.I.A.D. de Radio-Montecarlo, de Hauss, etc. ». En ce qui concerne les radios libres, la P.T.I.A.A.C. s'est refusée à cautionner les tentatives d'ouvrir les ondes à la libre concurrence capitaliste et a réaffirmé son attachement à un service public garanti par la majorité de la diffusion, mais libéré de la tutelle du gouvernement. Elle a enfin, « appelé à lutter contre les pressions du pouvoir sur toutes les entreprises de radiotélévision ». La P.T.I.A.A.C. a soutenu ses travaux, a approuvé les orientations du conseil confédéral de la C.F.D.T., mais souligné une amélioration de l'information au sein de la confédération. Enfin, elle a réclamé le rattachement des travailleurs C.F.D.T. du Livre en son sein.

Le « Télégramme de Brétel de l'Ouest » s'est réparé lundi 5 juin, après deux jours d'interruption dus à une grève de la rédaction, qui a suspendu le mouvement dimanche. A l'issue d'une rencontre avec le directeur dimanche matin, les trois sections syndicales ont rédigé un communiqué dans lequel elles déclarent que « la direction n'a fait aucune concession sur les revendications essentielles des syndicats, refusant la réintégration du journaliste licencié ». Le cas de ce dernier sera inscrit à la prochaine réunion du comité d'entreprise.

Partez en Norvège, le pays des beaux étés!
Voyages Bennett (lic. 9A)
5, rue Scribe, Paris 9
tél. 94.96.76

REPUBLICQUE D'HAÏTI
SECRETARIE D'ETAT DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
Administration Portuaire de Port-au-Prince
REPUBLICQUE D'HAÏTI
SECRETARIE D'ETAT DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
Administration Portuaire de Port-au-Prince
REPUBLICQUE D'HAÏTI
SECRETARIE D'ETAT DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
Administration Portuaire de Port-au-Prince

Économie

LE CONFLIT A LA RÉGIE RENAULT

Les « excités » et les autres

(Suite de la première page.)

Il est anormal qu'une poignée de mécontents prétendent imposer sa loi à la majorité des salariés qui veulent travailler, et en viennent à porter atteinte à la liberté du travail, laisse-t-on entendre à la direction, en ignorant volontairement que dans les ateliers des grandes presses de Flins mais aussi de Douai, la majorité des O.S. sont en grève. Mais qu'en disent les « excités », les « excités », n'est-ce pas refuser de s'interroger sur les raisons profondes de ces deux conflits ?

A Flins tout commencé par une mise à pied de deux jours d'un ouvrier des grandes presses qui était arrivé en retard. Dans les échauffourades on entend servir sur les retards, mais aussi sur l'absentéisme qui parfois atteint la cote d'alerte : plus de 15 %. Mais les spécialistes des relations sociales ont-ils examiné les causes de cet absentéisme ? A-t-on vraiment essayé d'enrichir les tâches, non pas de cinquante, mais des huit cents personnes rives à des grosses machines et soumis à des cadences parfois insupportables ?

Comment ne pas souligner également qu'à Flins les grévistes qui au départ prétendaient espérer leur solidarité à l'égard de l'ouvrier mis à pied ont mis en avant, entre autres revendications, celle de leur promotion à l'échelon professionnel. Que la revendication soit justifiée ou non, il faut signaler qu'après la grève des O.S., en 1973, la direction s'était engagée à accélérer le passage d'O.S. au statut de techniciens de production puisque le terme d'O.S. est rayé du vocabu-

laire patronal au premier niveau de professionnels. Or bon nombre d'entre eux n'a pas bénéficié de ce « promesse ». L'application de cet engagement ne pouvait certes qu'être progressive et la direction devait veiller au maintien de l'état des vrais professionnels qui eux n'ont pas été rattrapés. Problème difficile et coûteux certes, mais problèmes anciens : depuis des années, la Régie, comme d'autres directions, sait très bien que la revalorisation des salaires et des tâches des O.S. peut constituer un brûlot si on laisse gresser la hiérarchie au sein du monde des producteurs : tout effort en faveur des bas salaires est une erreur s'il n'est pas accompagné d'un réajustement du statut de l'ouvrier qualifié et même de l'agent de maîtrise.

Des jeunes qui n'ont rien à perdre

Troisième raison qui explique la nature des conflits qui se développent actuellement à la Régie : le enrôlement de jeunes ouvriers qui, novices de l'action revendicative, se lancent à corps perdu dans la grève parce que, chômeurs, ils n'ont sans doute rien à perdre, mais aussi parce qu'ils ont des idées très fraîches, ils ont accepté, à contre-cœur, un travail monotone et pénible. A ce phénomène de ras-le-bol, est-il justifié de répondre par un autoritarisme parfois aveugle ? Car, sans vouloir généraliser, il faut bien reconnaître que face à la « contestation » de certains jeunes, la Régie, comme d'autres entreprises, a trop tendance à opposer

une maîtrise musclée dans laquelle s'inscrivent des « gros bras », dont les idées politiques sont très proches des milieux qui chantent les refrains bien connus de l'ordre et de la discipline militaire. Il faut bien dire enfin que le petit jeu de la concentration des pouvoirs, des décisions, des initiatives, se déroule entre patronat, syndicats et gouvernement, brise la base et réveille les non-initiés que sont les petits nouveaux des usines. Depuis des semaines, en effet, on parle de dialogue, on multiplie les contacts exploratoires, les visites officielles chez M.M. Girard et de la Régie, Boulin et Ceyrac. Et au niveau de la Régie, affirme la C.G.T., la même méthode est observée : des négociations se sont ouvertes, elles sont depuis vendredi suspendues, mais lors des premières réunions, la direction a annoncé d'autres réunions et de travers et de réaction pour explorer de nouvelles « pistes » sur le chemin des améliorations sociales, tout en reconnaissant que s'enveloppe financière est fatibla.

JEAN-PIERRE DUMONT.

La situation dans les usines

● FLINS : le face à face.

Flins. — Une certaine tension régnait ce lundi à 9 heures devant les grilles de l'usine Renault de Flins. Le syndicat C.F.D.T. de l'électrique ainsi que la C.G.T. avaient en effet lancé un appel aux ouvriers spécialisés des presses pour qu'ils viennent renforcer l'équipe des grévistes qui ont continué à occuper dimanche leur atelier. Plusieurs centaines de personnes, en majorité des travailleurs immigrés, ont ainsi rejoint les occupants qui avaient passé la nuit dans l'entreprise. De son côté, la direction avait mobilisé quinze cents agents de maîtrise, cadres, techniciens et gardiens pour assurer la sécurité des installations.

Toutefois, un certain nombre d'ouvriers arrivèrent à pénétrer dans l'enceinte de l'usine en sautant les grilles, à quelques dizaines de mètres de grève ou de surveillants qui semblaient ignorer cette opération. Devant

l'entrée principale, mais aussi devant les locaux du comité d'entreprise, quelques groupes d'autres salariés stationnaient dans le calme. Un léger incident a eu lieu en fin de nuit dans l'atelier des presses, où des agents de maîtrise avaient tenté de remettre en route les compresseurs des presses : les grévistes les en avaient empêchés. Au cours de l'incident, une vitre a été brisée. Deux busiers circulaient ce lundi matin dans l'atelier pour constater les dégâts.

En fin de matinée, à Versailles, le tribunal des référés a décidé de ne pas faire évacuer cet atelier. Mais l'ordonnance de référé précise que les occupants ne devront en aucune manière s'opposer à la libre circulation des matériels et des personnels dans l'enceinte de l'établissement. Si une infraction était commise par les grévistes, le juge des référés de Versailles a souligné que, dans ce cas, la direction de la Régie Renault pourrait faire appel aux forces de l'ordre.

● CLEON : poursuite de la grève et ordonnance d'évacuation.

A l'appel de la C.G.T., plusieurs centaines de salariés de l'usine Cleon (huit cents personnes au total) se sont rassemblés, lundi matin. Lors d'un vote à main levée, la majorité des ouvriers présents se sont prononcés pour la reconduction de la grève de vingt-quatre heures avec occupation.

De nombreux ouvriers ont néanmoins décidé de rester sur place afin d'attendre le jugement du tribunal de Rouen. Celui-ci, en milieu de matinée, a ordonné l'évacuation sous quarante-huit heures.

Le tribunal, devant lequel avaient été assignés huit délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T., a admis que l'occupation constituait une entrave à la liberté du travail. Il a donc enjoint les syndicalistes et tous les occupants à « rétablir le libre accès de l'usine » dans les quarante-huit heures. Passé ce délai, il pourra être fait recours à un serrurier et, le cas échéant, à la force publique pour libérer les accès de l'entreprise, a précisé le tribunal.

● SANDOUVILLE : appel aux débrayages.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine Renault-Sandozville (Seine-Maritime) ont appelé, lundi matin, le personnel à observer un arrêt de travail de quatre heures, en signe de solidarité avec la lutte des salariés de Cleon et de Flins.

Selon la C.G.T., le mouvement est destiné à obtenir la reprise des négociations interrompues par la direction générale de la Régie et à soutenir la plate-forme revendicative présentée au niveau national, mais porte aussi sur les problèmes spécifiques de l'usine de Sandozville.

A Douai, où sont employés sept mille deux cents personnes, la prise de poste a été à peu près normale, il n'y a guère plus de grévistes qu'en fin de semaine. Seul l'atelier d'emboutissage est touché. La quasi-totalité des cent vingt travailleurs de ce secteur ont débrayé en solidarité avec les ouvriers de Flins et de Cleon. La C.G.T. et la C.F.D.T. appellent ce mouvement.

L'arrêt de travail à Flins risque de poser de graves problèmes à la Régie

L'arrêt des chaînes de Cleon et de Flins, s'il se poursuit plus d'une semaine, risquerait d'avoir pour Renault de graves conséquences. L'usine de Flins surtout pose problème. Seconde usine de la Régie en France (après Douai), elle emploie près de 20 % de ses effectifs ouvriers. Elle monte les modèles 7 et 5 et, depuis le 14 avril, les nouvelles Renault 19, au rythme d'environ 1 800 véhicules par jour. Les stocks de Renault 5, l'une des voitures « leaders » de la gamme, sont faibles. L'arrêt de sa production est d'autant plus grave que Renault s'appuie à la lancer à grande échelle sur le marché américain avec la collaboration d'American Motors. Les Renault 5 sont également produites à Douai et à Rennes, mais l'ensemble de la filière sort des presses de Flins. Seule l'usine Renault de Douai ne compte, à ce stade, que de la tôle d'une relative autonomie.

Est plus préoccupante encore. Lancé le 14 avril, ce modèle a connu un très vif succès, et la Régie a enregistré plus de 50 000 commandes en six semaines. Les cadences ont très vite atteint 800 véhicules par jour, mais les délais de livraison restent de plusieurs mois. Pour ce modèle, les stocks sont quasiment nuls, l'essentiel étant constitué des véhicules déjà livrés aux circuits de distribution. L'usine de Cleon pose moins de problèmes. Employant environ 75 % des effectifs ouvriers de la Régie, elle assure l'usinage et le montage de quelque 3 900 moteurs et 6 500 boîtes de vitesses par jour et produit dans sa fondrie quelque 1 100 tonnes d'aluminium par mois. Pour les pièces mécaniques, les « en cours » (stocks-tampons entre les différentes usines) sont plus conséquents, bien qu'ils ne comptent, à ce stade, que pour un jour et non en semaines, assure la direction de la Régie.

CITROEN-CAEN : LA C.S.L. REPREND LA MAJORITÉ A.F.O.

L'usine Citroën de Commercy-le-Royal (trois mille deux cents salariés) près de Caen était, depuis avril 1978, la seule de cette société où la C.F.P.T., le syndicat des 50 000 commanditaires, était majoritaire. Aux élections des délégués du personnel d'août, F.O., qui venait juste de s'imposer, était parvenue à prendre largement la tête des voix. Mais les élections de septembre, qui ont eu lieu le 21 mai, ont ramené à la majorité toutes catégories confondues. Depuis, elle avait réussi à tonifier le seuil de 50 % chez les ouvriers. Mais aux élections des 30 et 31 mai, la C.S.L. (nouveau nom de la C.F.P.T.) a renversé la tendance. Elle obtient 58,28 % des voix des ouvriers dans le premier collège (contre 47,50 % pour les élections au comité d'établissement de juin 1977) et 50,28 % dans le deuxième collège (contre 33,70 %).

LE CHOMAGE PARTIEL A TRÈS FORTEMENT AUGMENTÉ EN 1977

Les chiffres du chômage partiel constatés en 1977 traduisent une hausse importante par rapport à ceux de 1976 : les effectifs concernés ont crû en moyenne de 52,8 % et le total des jours indemnisables de 44,7 %. Indique le ministère du travail et de la participation, qui vient de publier le bilan du chômage partiel en 1977. L'an dernier, on a décompté 10 128 832 journées indemnisables, soit une moyenne de 40 400 journées par jour ouvrable ou encore, 78 journées pour cent salariés du secteur industriel et commercial. Cependant, le chômage partiel n'a affecté qu'un nombre restreint d'entreprises (1 314 par mois en moyenne) soit à peine 0,1 % de l'ensemble des établissements et de salariés (202 574 par mois en moyenne, soit 1,5 % de l'effectif salarié total).

M. TOMASINI (R.P.R.) DÉMIS DE SES FONCTIONS DU CONSER. SUPÉRIEUR DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

M. André Girard, ministre de l'Industrie, a été avisé par une lettre du 19 mai M. René Tomasini, président du conseil supérieur de l'électricité et du gaz depuis 1968, que son mandat prendrait fin le 26 mai 1978. Le député R.P.R. de l'Eure a répondu au ministre en exprimant son regret. « Permettez-moi de vous manifester ma surprise quant à la manière particulièrement capotière dont vous traitez un ancien membre du gouvernement, parvenu à ce poste par une nomination de la V^e République, à ceux qui vous ont précédé au poste que vous occupez à présent. » La ministre des collectivités avait conduit un ministre de l'Industrie, ayant un minimum de conscience de ce qu'il doit aux élus de la nation qui supportent leur appel au gouvernement, à ne faire part d'une telle décision au cours d'un entretien auquel je me serais rendu avec empressement. Je regrette d'avoir à vous être combien votre comportement à mon égard me choque et me déçoit. Parmi les noms de personnalités cités pour succéder à M. Tomasini figure notamment M. André Jarrat, ministre de la qualité de la vie de 1974 à 1976 et député R.P.R. de Saône-et-Loire.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

SECRETARIE D'ÉTAT DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Administration Portuaire de Port-au-Prince

ADMINISTRATION PORTUAIRE DE PORT-AU-PRINCE

AVIS DE PRÉQUALIFICATION POUR LA CONSTRUCTION DE TROIS PORTS DE CABOTAGE (Port-au-Prince - Jérémie - Port-de-Paix)

Les entreprises sont informées qu'un appel d'offres sera lancé prochainement pour la construction de trois ports de cabotage situés à Port-au-Prince, Jérémie et Port-de-Paix, et ce en un seul lot.

Les travaux consistent en gros et entre autres de :

Port-au-Prince : 154,5 mètres linéaires de quai
Travaux de dragage
Travaux de remblais et de terrassement
16.000 mètres carrés de terre-plein
Bâtiments

Jérémie : 121,5 mètres linéaires de quai
Travaux de dragage
Travaux de remblais et de terrassement
10.000 mètres carrés de terre-plein
Bâtiments

Port-de-Paix : 52,5 mètres linéaires de quai
Travaux de dragage
Travaux de remblais et de terrassement
3.500 mètres carrés de terre-plein

Début des travaux : Courant 1978

Délai contractuel : Le délai pour l'achèvement des travaux est prévu de quinze mois à compter de l'ordre de commencement après approbation du contrat entre le gouvernement et l'entrepreneur.

Seuls les entrepreneurs dont le siège social est situé dans un des pays membres éligibles de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque Mondiale) et la Suisse sont admis à participer à l'appel d'offres pour les travaux.

Seules les soumissions d'entrepreneurs dont les ressources financières et l'expérience sont à l'échelle des travaux à exécuter seront prises en considération. Les entrepreneurs devront avoir réalisé avec succès des travaux du même ordre dans d'autres pays en voie de développement.

EVALUATION ET COMPARAISON DES OFFRES RELATIVES AUX TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL : PRÉFÉRENCES ACCORDÉES AUX ENTREPRENEURS LOCAUX

Pour tout contrat portant sur des travaux de génie civil, le gouvernement peut accorder aux entrepreneurs locaux une marge de préférence de 7 1/2 % ainsi qu'en décide le gouvernement sur la base et sous réserve des dispositions suivantes :

a) Les entrepreneurs font l'objet d'une présélection, et les candidats admissibles sont invités à communiquer, dans le cadre des renseignements à fournir au titre de la présélection, les informations — notamment la liste des actionnaires — permettant de déterminer si, conformément à la classification établie par le gouvernement, une entreprise ou un groupe d'entreprises déterminé peut être admis à bénéficier des préférences accordées aux entrepreneurs locaux. Les documents d'appel d'offres indiquent clairement la préférence pouvant être accordée et la méthode d'évaluation et de comparaison des offres qui sera suivie pour donner effet à la dite préférence.

b) Après réception et examen des offres par le gouvernement, les offres retenues sont classées dans l'un des groupes ci-après :

1) Soumissions émanant d'entreprises locales admises à bénéficier de la préférence ; et

2) Soumissions émanant d'autres entreprises.

Aux fins de l'évaluation et de la comparaison des offres, un montant représentant 7,5 % du montant de l'offre est ajouté à chaque offre classée dans le groupe (1) ci-dessus.

Les dossiers de candidature doivent parvenir scellés à :

M. le Directeur Général de l'A.P.P.
Administration Portuaire de Port-au-Prince
Port-au-Prince, Haïti,

ou plus tard le 30 juin 1978 à midi.

Le dossier détaillé de préqualification en français et en anglais sera à la disposition des entreprises sans aucun frais à partir du 1^{er} juin 1978 à l'adresse ci-après :

Administration Portuaire de Port-au-Prince
Port-au-Prince, Haïti.

Chiefs de file vous mettez-vous à l'eau

Le canal des économies passe par les voies navigables

- La voie navigable consomme cinq fois moins d'énergie que la route.
- Un seul convoi fluvial est l'équivalent de 22 kilomètres de camion.
- La voie navigable respecte l'environnement c'est le mode de transport le plus silencieux.

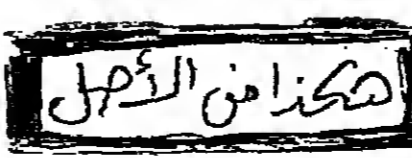
Je souhaite mieux connaître les possibilités du transport fluvial :

Nom : _____ Prénom : _____
 Société : _____ Secteur économique : _____
 Fonction : _____ Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____ Tél. : _____

Pour réaliser des économies de transports permettant d'améliorer vos coûts de production et de distribution, retournez ce coupon dès aujourd'hui sans aucun engagement de votre part.

Office National de la Navigation

2, boulevard de Latour Maubourg - 75007 Paris - Tél. : 550.32.24



AFFAIRES

LE NOUVEAU PLAN DE REDRESSEMENT DE MANUFRAANCE COMPORTERAIT TROIS CENT CINQUANTE LICENCIEMENTS

Le temps des compromis ?

Lyon. — M. François Gadot-Clet, P.-D. G. de Manufraance, présentera le mardi 6 juin aux pouvoirs publics le programme d'action qu'il a préparé pour relancer l'entreprise dans le cadre du plan de redressement adopté le 30 septembre 1977 par le tribunal de commerce de Lyon. Il le soumettra jeudi 8 au conseil

De notre correspondant régional

d'administration de la société réuni au siège de celle-ci.

La dégradation de la situation financière de Manufraance — 40 millions de

social — permettrait de réaliser une importante opération immobilière. De même serait acquis le principe de la filialisation de la société, un holding Manufraance couvrant plusieurs sociétés d'exploitation (pour les magasins, pour la vente par correspondance, pour l'édition du Chasseur français). Enfin, le nouveau P.-D. G. serait décidé, dit-on, « à mettre de l'ordre dans le choix des articles d'abord — le nouveau catalogue a déjà été allégé de cinq mille articles — car il est aberrant, par exemple, qu'on vende dans un magasin parisien une bêche 50 % au-dessous de son prix de revient réel. Au niveau de certains avantages acquis ensuite, à cet égard, les départs volontaires intervenus au cours du premier trimestre — ils ont eu parfois l'inconvénient de laisser des postes-clés sans responsable — ont entraîné une diminution de moitié du nombre des très hauts salaires. Certaines primes, dont l'octroi dans le passé a bien souvent été le fait d'une décision fautive sur laquelle le contrôle du conseil d'administration ne s'exerçait que d'une manière laxiste, pouvaient être rediscutées.

Il est vrai que, sur ce point, malgré les efforts des uns et des autres, les choses n'ont pas évolué pratiquement depuis six mois. M. Jacques Petit — qui a démissionné le 20 février essentiellement pour cette raison — n'a pas succédé à la présidence du conseil d'administration et n'est parvenu à réunir les capitaux propres pour reconstruire sur des bases différentes une nouvelle société d'exploitation. Seules, en effet, la MACIF (pour 10 millions de francs) et la MATMOT (pour 2 millions) ont maintenu leurs engagements. La participation du Kowelt à hauteur de 12 millions de francs n'a fait en réalité l'objet d'aucune confirmation à ce jour. C'est peut-être, en définitive, au regard des 86 millions qu'il était nécessaire de réunir, somme qui devrait être portée, affirme-t-on aujourd'hui, à 80 millions au moins.

Le prêt de 20 millions de francs que le gouvernement a accordé par le biais du FIDES (Fonds de développement économique et social) — et qui fait l'objet d'une controverse incessante entre le gouvernement, d'une part, les partis politiques et les syndicats, d'autre part — ne paraît pas, même au cas où il serait enfin versé — un élément déterminant pour relancer la société (3). Tout au plus peut-on espérer que les pouvoirs publics fassent semblant d'aider l'entreprise, alors qu'ils répètent depuis des mois à leurs dirigeants quelque chose comme « commencez par régler votre problème et on vous aidera à trouver la solution ».

Que peut donc espérer du ministre de l'économie le P.-D. G. de Manufraance ? Une satisfaction ? Sans aucun doute. Une approbation officielle, une pression officielle sur les investisseurs institutionnels pour qu'ils continuent de garder confiance qui actuellement fait tant défaut à Manufraance. En effet, si les informations diffusées récemment faisant état de marchés plus ou moins encliqués de machines à coudre ou de « skateboards » ont permis d'entretenir le moral des travailleurs et prouvé au moins que l'image de marque de la société résiste bien, il n'en faut pas moins honnêtement préciser que dans les meilleurs des cas ces informations ne se rapportent qu'à des « protocoles d'accord » qui risquent, tant que les problèmes structurels de la société ne seront

pas réglés, de rester de simples promesses.

M. Monory considérera-t-il que cette fois les sacrifices — ceux qui ont déjà eu lieu et ceux que propose le programme d'action — sont suffisants ? Donner les moyens à l'entreprise, arrivée aux limites de l'épuisement, de redémarrer c'est laisser croire à la municipalité de Saint-Etienne — et à son maire, M. Joseph Sanguéolice (parti communiste) — le privilège d'en tirer un large profit au moment où celui-ci dressera son bilan électoral et ce, au détriment de l'ancien ministre Michel Durafour, député de la Loire. D'un autre côté, laisser s'enfoncer définitivement Manufraance, voire lui couper les vivres comme cela a failli se faire au moment de l'échéance du 11 mai, la contraindre en définitive à déposer son bilan, c'est prendre, dans un département qui à l'un des plus forts taux de chômage de la région Rhône-Alpes (7,4 %, soit 18 700 demandeurs d'emploi inscrits en mars 78) un risque considérable.

Les rumeurs qui circulent à Saint-Etienne font état d'une colère grandissante chez les ouvriers comme chez les cadres. La C.G.T., syndicat majoritaire, ne cache pas qu'elle est décidée cette semaine à « frapper un grand coup ». « Il faut porter l'action à un niveau plus élevé pour que ceux qui bloquent soient obligés de changer de position », expliquait à la veille de ce week-end l'un des responsables de cette organisation, Débrayages ? grève, occupation ? Il y a fort à parier que l'intersyndicale ne fera rien qui puisse compromettre les chances de redémarrage — et le passé l'a largement démontré — tant qu'elle n'aura pas eu connaissance officielle des propositions de M. Gadot-Clet et de la position des pouvoirs publics. Mais pour peu que ces réponses ne soient pas celles qu'attendent les travailleurs, que les sacrifices consentis n'aient pas été ceux d'un compromis, et l'on peut redouter l'apparition d'un véritable chaos social.

BERNARD ELIE.

(1) Au 1^{er} juin 1978, l'entreprise ne comptait plus que 3 978 personnes. En un an, soit depuis la décision de faire bénéficier Manufraance des mesures de suspension provisoire des poursuites, 174 personnes ont quitté l'entreprise. En un peu plus de trois ans, plus d'un millier (1 072) d'emplois ont été supprimés.

perdue au 1^{er} trimestre 1978 tandis que les trois derniers mois, sans être aussi désastreux, sont largement déficitaires — est telle que le P.-D. G. élu depuis le 1^{er} mars dernier proposera un plan d'action comportant des mesures qui, il y a quelques mois encore, eussent provoqué une levée de boucliers.

Il est vrai que, sur ce point, malgré les efforts des uns et des autres, les choses n'ont pas évolué pratiquement depuis six mois. M. Jacques Petit — qui a démissionné le 20 février essentiellement pour cette raison — n'a pas succédé à la présidence du conseil d'administration et n'est parvenu à réunir les capitaux propres pour reconstruire sur des bases différentes une nouvelle société d'exploitation. Seules, en effet, la MACIF (pour 10 millions de francs) et la MATMOT (pour 2 millions) ont maintenu leurs engagements. La participation du Kowelt à hauteur de 12 millions de francs n'a fait en réalité l'objet d'aucune confirmation à ce jour. C'est peut-être, en définitive, au regard des 86 millions qu'il était nécessaire de réunir, somme qui devrait être portée, affirme-t-on aujourd'hui, à 80 millions au moins.

Le prêt de 20 millions de francs que le gouvernement a accordé par le biais du FIDES (Fonds de développement économique et social) — et qui fait l'objet d'une controverse incessante entre le gouvernement, d'une part, les partis politiques et les syndicats, d'autre part — ne paraît pas, même au cas où il serait enfin versé — un élément déterminant pour relancer la société (3). Tout au plus peut-on espérer que les pouvoirs publics fassent semblant d'aider l'entreprise, alors qu'ils répètent depuis des mois à leurs dirigeants quelque chose comme « commencez par régler votre problème et on vous aidera à trouver la solution ».

Que peut donc espérer du ministre de l'économie le P.-D. G. de Manufraance ? Une satisfaction ? Sans aucun doute. Une approbation officielle, une pression officielle sur les investisseurs institutionnels pour qu'ils continuent de garder confiance qui actuellement fait tant défaut à Manufraance. En effet, si les informations diffusées récemment faisant état de marchés plus ou moins encliqués de machines à coudre ou de « skateboards » ont permis d'entretenir le moral des travailleurs et prouvé au moins que l'image de marque de la société résiste bien, il n'en faut pas moins honnêtement préciser que dans les meilleurs des cas ces informations ne se rapportent qu'à des « protocoles d'accord » qui risquent, tant que les problèmes structurels de la société ne seront

pas réglés, de rester de simples promesses.

M. Monory considérera-t-il que cette fois les sacrifices — ceux qui ont déjà eu lieu et ceux que propose le programme d'action — sont suffisants ? Donner les moyens à l'entreprise, arrivée aux limites de l'épuisement, de redémarrer c'est laisser croire à la municipalité de Saint-Etienne — et à son maire, M. Joseph Sanguéolice (parti communiste) — le privilège d'en tirer un large profit au moment où celui-ci dressera son bilan électoral et ce, au détriment de l'ancien ministre Michel Durafour, député de la Loire. D'un autre côté, laisser s'enfoncer définitivement Manufraance, voire lui couper les vivres comme cela a failli se faire au moment de l'échéance du 11 mai, la contraindre en définitive à déposer son bilan, c'est prendre, dans un département qui à l'un des plus forts taux de chômage de la région Rhône-Alpes (7,4 %, soit 18 700 demandeurs d'emploi inscrits en mars 78) un risque considérable.

Les rumeurs qui circulent à Saint-Etienne font état d'une colère grandissante chez les ouvriers comme chez les cadres. La C.G.T., syndicat majoritaire, ne cache pas qu'elle est décidée cette semaine à « frapper un grand coup ». « Il faut porter l'action à un niveau plus élevé pour que ceux qui bloquent soient obligés de changer de position », expliquait à la veille de ce week-end l'un des responsables de cette organisation, Débrayages ? grève, occupation ? Il y a fort à parier que l'intersyndicale ne fera rien qui puisse compromettre les chances de redémarrage — et le passé l'a largement démontré — tant qu'elle n'aura pas eu connaissance officielle des propositions de M. Gadot-Clet et de la position des pouvoirs publics. Mais pour peu que ces réponses ne soient pas celles qu'attendent les travailleurs, que les sacrifices consentis n'aient pas été ceux d'un compromis, et l'on peut redouter l'apparition d'un véritable chaos social.

BERNARD ELIE.

(1) Au 1^{er} juin 1978, l'entreprise ne comptait plus que 3 978 personnes. En un an, soit depuis la décision de faire bénéficier Manufraance des mesures de suspension provisoire des poursuites, 174 personnes ont quitté l'entreprise. En un peu plus de trois ans, plus d'un millier (1 072) d'emplois ont été supprimés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Le conseil d'administration de la Société Centrale des Assurances Générales de France et des ses deux filiales : — Assurances Générales de France Vie. — Assurances Générales de France L.A.R.T.

	1976	1977	Variation
Primes brutes :			
A.G.F. Vie	2 117	2 282	+ 12,6 %
A.G.F. L.A.R.T.	3 232	4 081	+ 13,3 %
Total	5 349	6 473	+ 14,6 %
Résultats nets (1) :			
A.G.F. Vie	28,9	30,3	+ 4,8 %
A.G.F. L.A.R.T.	73,5	80,8	+ 9,9 %
Total	102,4	111,1	+ 8,5 %
Attributions des résultats :			
A.G.F. Vie	13,8	15	+ 8,0 %
Dividendes	13	13	0,0 %
Report à nouveau	0,1	0,2	+ 100,0 %
A.G.F. L.A.R.T.	3,2	7,5	+ 131,3 %
Dividendes	41,2	43	+ 4,4 %
Fonds propres	0,6	0,1	- 83,3 %
Report à nouveau			

Il serait ainsi réparti par la Société Centrale à ses actionnaires, en 1978 la somme de 22,5 millions de francs, à laquelle s'ajouteraient un autre total de 11,25 millions de francs, soit par action : Dividendes net : 22,50 F (contre 17,00 F pour l'exercice précédent) ; Avoir fiscal : 11,25 F (contre 8,50 F pour l'exercice précédent).

— 1 500 AGENTS GÉNÉRAUX — LES RESEAUX COMMERCIAUX — ET LES REPRÉSENTANTS DES A.G.F. DONT 55 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.

Emprunt groupé des départements Nord, Pas de Calais, Aisne, Oise, Somme 10,80% - Mai 1978 - F. 202,5 millions.

Répartition de l'emprunt Nord F. 127,5 millions Pas de Calais F. 22 millions Aisne F. 17,3 millions Oise F. 21,4 millions Somme F. 14,3 millions

Caractéristiques de l'emprunt Prix d'émission : le pair soit F. 100 par obligation. Jouisissance : 19 Avril 1978. Intérêt annuel : 10,80% soit F 108 par obligation. Premier coupon payable le 19 Avril 1979.

Taux de rendement actuariel brut à l'émission : 10,98%.

Amortissement : en 15 ans au maximum à partir du 19 Avril 1978, sur la base d'une annuité constante pour le service de l'intérêt et de l'amortissement : - Soit par remboursement au pair au moyen de tirages au sort annuels pour la moitié au moins des titres à amortir. - Soit par rebats en Bourse.

Premier amortissement : 19 Avril 1979.

Amortissement anticipé : les départements émetteurs se sont interdits de procéder à l'amortissement anticipé de l'emprunt pendant toute la durée de remboursement.

Cotation : ces obligations ont fait l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle en Bourse de Lille.

Les Souscriptions sont reçues sans frais aux Trésoreries Générales, chez les comptables du Trésor et des Postes, aux guichets des Caisses d'Épargne, de la Banque de France et des Banques et Établissements agréés par les départements émetteurs.

COMPAGNIE DE MOKTA

Assemblée Générale Ordinaire du 1^{er} juin 1978.

Les actionnaires de la Compagnie de Mokta ont approuvé les comptes de l'exercice 1977 qui se soldent par un bénéfice net de 23 054 393 F. Après affectation de 13 millions de francs à une réserve facultative, le dividende net, qui sera payable à partir du 3 juillet 1978, est fixé à 14 F par action (21 F de revenu global), laissant un report à nouveau de 396 134 francs.

L'Assemblée a ratifié la nomination de M. Jean Eullier et Roger Testut en qualité d'administrateurs et renouvelé le mandat des autres membres du conseil d'administration pour une durée d'un an.

Dans son allocution, le président Jean-Yves Eichenberger, après avoir rappelé que les résultats de la société marquaient une amélioration de 27 % par rapport à l'exercice précédent, a indiqué que les résultats de l'exercice 1977, fortement excédentaires, ont été obtenus grâce à l'augmentation de la production de produits de base. Pour l'exercice 1978, le président a indiqué que les activités des filiales productrices d'uranium restent très satisfaisantes alors que les résultats des sociétés productrices de minerai de fer, de mancharbon et de charbon seraient encore affectés par le programme général et prolongé de la sidérurgie.

FACOM

exercice 1977

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 3 juin 1978 sous la présidence de Monsieur Roger DESVIGNES a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1977.

■ Chiffres d'affaires : 450 MF + 20 %. Cette progression s'explique essentiellement par le lancement des produits nouveaux présentés au Salon de l'Automobile 1976 et livrés début 1977.

■ Bénéfices d'exploitation : 69,88 MF contre 68,05 MF en 1976. Bénéfice net : 20,71 MF contre 23,10 MF en 1976. En raison de la réglementation des prix, les hausses subies par la société, n'ont pu être répercutées sur les prix de vente, de sorte que les résultats n'ont pu suivre la progression du chiffre d'affaires.

■ Dividende global : 8 MF contre 6,4 MF en 1976. Ce dividende est réparti à raison de F. 12,80 (contre F. 12 en 1976) à chacune des 625 000 actions constituant le capital augmenté de F. 25 000 000 à F. 31 250 000 par incorporation de l'impôt déjà payé au Trésor de F. 6,40, est payable à compter du 12 juin 1978 contre remise du coupon No 3.

■ Perspectives 1978 La diffusion début 1978 d'un nouveau catalogue général devrait entraîner une nouvelle progression du chiffre d'affaires. Celle-ci risque toutefois d'être en partie annulée par le fléchissement de la demande des clients enregistré au cours du 1^{er} trimestre.

FACOM - S.A. - rue Eugène-Cottier - 91420 Morsang

LA SOCIÉTÉ OLIVETTI CONTROLLING NUMERICO VENDRA DIRECTEMENT EN FRANCE

Le 1^{er} juin 1978 la Société OLIVETTI CONTROLLING NUMERICO, du Groupe OLIVETTI, ouvre une filiale en France pour la vente et l'assistance directe de ses produits.

Avec cette nouvelle filiale, la Société OLIVETTI CONTROLLING NUMERICO est présente, avec une organisation directe, dans tous les pays du M.E.C. et dans de nombreux autres pays d'Europe et d'Amérique.

OLIVETTI CONTROLLING NUMERICO est une maison associée à OLIVETTI, créée dans le but précis de servir le marché du Contrôle Numérique, et dans ce domaine elle est l'une des plus importantes entreprises européennes.

La ligne des produits comprend : Centres d'usinage - Centres de mesure - Systèmes à CN - Robots à usage industriel - Machines à électroérosion à fil - Accessoires pour le CN - Logiciel pour le CN - Cours didactiques pour le CN.

La filiale française, elle aussi, sera en mesure d'offrir tous les services fournis par le CN. Les produits OLIVETTI CONTROLLING NUMERICO : Ingénierie de vente - Assistance technique après-vente - Cours de programmation pour outilliers de Contrôle Numérique.

Siège de la filiale : 85, rue de Laodé, 93385 AUBERVILLIERS Cedex - Tél. : 01-8491110 - Télex : 280648.

ENTREPRISES

L'EUROPE AU CENTRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS DU C.J.D.

« L'Europe et l'entreprise » seront au centre des travaux du congrès annuel du Centre des jeunes dirigeants (C.J.D.) du 8 au 10 juin à Strasbourg. M. Louis Pelloux, qui sera remplacé à la présidence du C.J.D. à l'issue du congrès par M. Bernard Boisson, estime qu'il faut « également bâtir l'Europe des entreprises et non l'Europe des marchands ». Deux cent soixante-dix réalisations et expérimentations en matière économique et sociale d'entreprises dirigées par des membres du C.J.D. seront présentées à Strasbourg.

Les travaux des commissions seront articulés autour de quatre thèmes : les innovations sociales, le bilan social, le financement des sociétés et la création des entreprises. En outre, quatre forums réuniront, Centre d'entreprise, membres de la majorité et de l'opposition, pour débattre des problèmes de firmes.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ abs	+ abs	Rep. + ou Sep.	Rep. + ou Sep.	Rep. + ou Sep.	Rep. + ou Sep.	Rep. + ou Sep.	Rep. + ou Sep.
\$ H.-U	4,28	4,50	- 17	+ 7	+ 7	+ 17	- 35	+ 25
£ S.T.	1,28	1,28	0	0	0	0	80	30
Yen (100)	2,40	2,6250	+ 83	+ 115	+ 176	+ 125	+ 142	+ 514
D. M.	2,240	2,2800	+ 40	+ 100	+ 170	+ 150	+ 350	+ 320
Fr. S.	2,0550	2,0700	+ 43	+ 100	+ 140	+ 140	+ 280	+ 270
P. B. (100)	14,07	14,10	+ 300	+ 350	+ 350	+ 600	+ 1500	+ 1750
F. B. (100)	2,4370	2,4420	+ 130	+ 150	+ 250	+ 250	+ 840	+ 870
L. (1 000)	3,30	3,3100	200	220	410	420	+ 420	+ 1710
2	3,3220	3,3600	240	100	480	420	+ 1420	+ 1230

TAUX DES EURO-MONNAIES

	27/16	3/16	3/16	35/16	3/16	3/16	37/16	311/16
S.E.U.	27/16	3/16	3/16	35/16	3/16	3/16	37/16	311/16
Florin	43/4	5/16	4/12	5/16	4/12	5/16	5/16	5/12
P. B. (100)	43/4	5/16	4/12	5/16	4/12	5/16	5/16	63/8
L. (1 000)	11/2	13	12/14	13	12/12	13/14	13/14	14/14
S.	31/2	13	10/12	11/14	10/14	11/13	11/13	11/17
Fr. francs	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire de devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE SEUL 747 SP SUR PARIS-NEW YORK.

C'est le seul Paris - New York dans le dernier-né de la flotte Boeing, le 747 Special Performance, qui vole à 1600 m au-dessus des autres, d'Orly-Sud les lundis et vendredis à 14 h 45. A bientôt.

IRAN AIR

NOUS PROGRESSONS PLUS VITE QUE LES AUTRES.

Réserver auprès de votre agence de voyages ou chez Iran Air au 225.99.06 +

Du 7 juin au 31 août 1978, vol supplémentaire le mercredi à 14 h 45 en 747.

LES MARCHÉS

NEW-YORK

LES MARCHÉS

LONDRE

LES MARCHÉS

BOURSE DE PARIS - 2 JUIN

VALEURS	PREV.	CLOT.	PREV.	CLOT.
Indice Cote	1250	1250	1250	1250
Indice 1000	1250	1250	1250	1250
Indice 2000	1250	1250	1250	1250
Indice 3000	1250	1250	1250	1250
Indice 4000	1250	1250	1250	1250
Indice 5000	1250	1250	1250	1250
Indice 6000	1250	1250	1250	1250
Indice 7000	1250	1250	1250	1250
Indice 8000	1250	1250	1250	1250
Indice 9000	1250	1250	1250	1250
Indice 10000	1250	1250	1250	1250

مركز الدراسات والبحوث

Handwritten note in Arabic script: "مركز الأبحاث"

Vertical text on the left margin: "ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE", "AGENTS DES AGES DONT 35 ANNÉES À VOTRE SERVICE", "des départements", "Alain, Oise, Somme", "778 - F. 207.5 millions"

LES MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Confusion
A New-York, tout comme sur le marché euro-obligataire, les investisseurs se replient, légèrement, sur les valeurs d'or et de métaux précieux.

LONDRES

Indécis
Le marché des indices, les industriels se replient, légèrement, sur les valeurs d'or et de métaux précieux.

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales publie notamment les insertions suivantes:
Compagnie nationale du Rhone...

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index Name, Value. Includes Cote des Actions, Cote des Obligations, etc.

Taux du marché monétaire

Table with 2 columns: Instrument, Rate. Includes 12 mois, 3 mois, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GANTOIS. — En 1977, la société a réalisé un bénéfice net de 14,20 millions de francs contre 14,00 millions en 1976.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Term, Rate. Includes 1 dollar (au yen), 3 mois, etc.

VALEURS

Main table of stock prices with columns for company names, previous price, current price, and change. Includes companies like Renault, Peugeot, etc.

BOURSE DE PARIS - 2 JUIN - COMPTANT

Table of stock prices for the Paris stock exchange, categorized by sector (e.g., Industrie, Commerce, Services).

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies, including gold, silver, and different types of bonds.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including gold bars, coins, and various gold-related instruments.

Compte tenu de la brièveté de la séance qui nous est impartie par publier la cote complète dans nos dernières éditions, les erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de publier après la clôture, les cotes des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des cotes de Paris-Stock.

Vertical text on the left margin: "COMPTON 1977", "AGENTS DES AGES DONT 35 ANNÉES À VOTRE SERVICE"

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES
- 3-4. EUROPE
 - REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE : effondrement des libéraux et sociaux-démocrates aux élections régionales de Basse-Saxe et de Hambourg.
- 4-5. AFRIQUE
 - ZAÏRE : le régime des parachutistes français par mille cinq cents soldats marocains a commencé au Shaba.
 - TCHAD : Paris dément que les troupes françaises aient subi de lourdes pertes à Djéda.
- 5. DÉFENSE
- 6. PROCHE-ORIENT
- 7. ASIE
- AMÉRIQUES
- 8-9. L'ARGENTINE A L'HEURE DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL
 - « Un pays en état de choc » (11), par Jean-Pierre Clerc.
- 10-11. POLITIQUE
 - Avant le voyage en Corse de M. Giscard d'Estaing.
- 12-13. SOCIÉTÉ
 - Et mourir de soif (1), par Claire Brisset.
- 14. JUSTICE
- SPORTS
- TENNIS : A Roland-Garros, Bjorn Borg intouchable pendant la première semaine des Internationaux de France.

EUROPA
Pages 15 à 20

- Le pavillon soviétique inquiète l'Occident.
- Une interview de M. Jean-François Doulay.
- Vers une débauche financière mondiale ?
- L'inflation persiste.

27. RÉGIONS

- EN ILE-DE-FRANCE : quatre siècles d'histoire sur la Seine : vieux Font-Neuf.

28-29. CULTURE

- MUSEES : la nouvelle National Gallery à Washington.

41 à 44. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (32 à 39) ; Aujourd'hui (30) ; Carres (40) ; Micrologie (30) ; Mots croisés (30) ; Bourso (45).



nouveaux diplômes
pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, espagnol, italien, russe) quel que soit leur âge ou leur niveau, peuvent maintenant en tirer profit dans la vie professionnelle en préparant un des diplômes suivants :

- Chambre de Commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois bilingues.
- B.T.S. Traducteur Commercial, excellentes formations complètes de spécialistes de la production ou de l'interprétation d'entreprises.
- Université de Cambridge (anglais), pour les carrières de l'enseignement, de la diplomatie, de la presse, de l'administration.
- Étudiants, enseignants, secrétaires, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, comptables, représentants, etc., pourront profiter de l'opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Le Centre d'Orientation de LANGUES et AFFAIRES, service 837, 35, rue Collège, 92309 Paris-Levallois, vous sera demandé une documentation gratuite sur ces diplômes (impression et dédoublement) : 270-81-82. (Établissement privé).

A B C D E F G

Naissance d'une fédération nationale des radios libres

Une fédération nationale des radios libres non commerciales s'est constituée à Lyon dimanche, au terme d'une réunion de deux jours, qui rassemblait les représentants d'une trentaine de radios. Ce regroupement est distinct de celui qui a abouti récemment à la création d'un bureau de liaison entre l'Association pour la libération des ondes (A.L.O.) et le Consensus liberté radio ; la coordination parisienne, qui est à l'origine de la nouvelle fédération, était tenue à l'écart de cette première tentative d'unification. Une commission financière a été créée. Ses ressources, qui viendront principalement de souscriptions, serviront à constituer un fond de roulement, à financer les batailles juridiques, à mettre en place un système de prêts de matériel et à soutenir différentes initiatives. La fédération a tracé les grandes lignes d'un moratoire d'un ou deux ans, qui limiteraient notamment une limitation à 300 watts des puissances d'émission, l'absence de publicité commerciale, la rigidité des fréquences, la coexistence entre radios libres et radios municipales.

Il y a un matériel de « Radio-Fil-à-Boule », qui émettait du hameau de Paulsière-Rousson, près de Font-d'Avenne, dans le nord du département du Gard, à l'écart d'ailleurs de la fédération, membre de la nouvelle fédération, diffusait depuis une dizaine de jours des informations de caractère écologiste consacrées au pays cévenol.

A Grenoble, « Radio-Active », qui avait été pour la première fois en juin 1978 pour appeler au rassemblement antinuclear de Malville, a annoncé qu'elle cessait temporairement de dif-

UN ENFANT EST MORTELLEMENT BLESSÉ EN ESCALADANT LES GRILLES DE ROLAND-GARROS

Un enfant, âgé d'une douzaine d'années, a trouvé la mort, mercredi 31 mai, en escaladant les grilles du stade Roland-Garros où se déroulent les Internationaux de France de tennis. L'enfant, qui avait le feu perforé, a succombé durant son transport à l'hôpital Ambroise-Paré. Cette nouvelle, qui a été révélée ce lundi 5 juin par « l'Humanité », a été confirmée par un membre de la fédération de tennis après que le cabinet médical du stade eut nié avoir eu connaissance d'une blessure ayant pu entraîner la mort le jour de la visite de plusieurs milliers d'enfants (« le Monde » du 2 juin). Aucune autre précision n'est encore donnée sur les circonstances de ce drame et, lundi, en l'absence de tout dénominateur, on déclarait tout en ignorant à la préfecture de police.

EAU MINÉRALE NATURELLE

Vittel

Eau minérale naturelle.

COE

ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Préparation, simultanée ou non, aux diplômes d'état :

- D.E.C.S.
- B.T.S. de distribution
- MAÎTRISE DE GESTION

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande : 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 252.27.27

Pour la première fois Des psychanalystes occidentaux sont invités par des soviétiques à un séminaire sur l'inconscient

De notre correspondant

Moscou. — Un séminaire sur les problèmes de l'inconscient aura lieu à la fin du mois de septembre 1978 à Tbilissi. Pour la première fois en U.R.S.S., des psychanalystes occidentaux se réuniront pour discuter avec des collègues soviétiques. Le séminaire sera présidé par le psychanalyste soviétique, diplômé de la faculté de psychologie de l'université de Moscou, et dirigé par le psychanalyste soviétique, diplômé de la faculté de psychologie de l'université de Moscou, et dirigé par le psychanalyste soviétique, diplômé de la faculté de psychologie de l'université de Moscou.

LA SITUATION DES TROIS EMPLOYÉS LICENCIÉS DE L'HÔTEL MEURICE VA ÊTRE « RÉEXAMINÉE »

Les trois employés de l'hôtel Meurice à Paris, qui ont été licenciés par le directeur général de l'hôtel, ont été réexaminés dans les locaux de l'hôtel. Les trois employés ont été réexaminés dans les locaux de l'hôtel. Les trois employés ont été réexaminés dans les locaux de l'hôtel.

AU SALON DU MATÉRIEL DE SÉCURITÉ

Gilets blindés pour P.-D.G.

Valise anti-rape, voitures blindées, gilets pare-balles recouverts de tissu « pied-de-poule » - Prince-de-Galles - ; le Salon du matériel de sécurité et de surveillance, qui s'achève à l'U.S. Trade Center, à Neuilly-sur-Seine (11), est avant tout celui de la protection personnelle du chef d'entreprise.

EXPRESSION ORALE POUR RESPONSABLES DÉCIDÉS

Vous maitrisez les trucs et recettes habituellement proposés. Vous voulez un style d'expression à la mesure de votre personnalité ? Demandez-nous une consultation particulière, à titre gratuit et sans engagement.

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE
32, cité Richier, 92093 PARIS
Tél. 77-34-43

Nous recevons exclusivement au rendez-vous, de 10 h. à 21 h.

LES DEUX PRINCIPAUX CANDIDATS A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE REVENDIQUENT LA VICTOIRE

Bogota (A.F.P., A.P., Reuters). — L'incertitude règne en Colombie lundi matin 5 juin à propos de la désignation du prochain président, après le scrutin très serré du dimanche 4 juin. Les partisans du candidat libéral, M. Julio César Turbay, et ceux de M. Eduardo Botero, conservateur, revendiquent la victoire. Les résultats partiels successivement connus donnent alternativement une légère avance à l'un et à l'autre candidat. Les sondages insistent à penser que M. Turbay l'emporterait largement sur son adversaire.

MOT D'ORDRE DE GRÈVE GÉNÉRALE EN IRAN

Téhéran (A.F.P.). — Un mot d'ordre de grève générale, pour ce lundi 5 juin, a été lancé, samedi, en Iran par la hiérarchie des enseignants et par le conseil national du Front national, et le Comité iranien pour la défense des droits de l'homme.

NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" PRINTEMPS-ÉTÉ 1978

- Impressions soies exclusives.
- Lainages coordonnés originaux.
- Cotons suisses imprimés.
- Tissus exotiques, bourettes.
- Jerseys "ultra mode" imprimés.
- Cantés, panneaux et basés.
- Cotons anglais depuis 12,95 F.
- Toiles écruces, batistes, crépons.
- Organis brodés, dentelles.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

La Colombie a examiné la démocratie

Retève a

L'Iran

Céréales

ROLEX